



L'Europe de la défense face à un défi industriel

- Le revirement américain sur l'Ukraine pousse les Européens à augmenter leurs capacités de défense
- Les gouvernements tentent de relancer la production en mobilisant financements et industriels
- Alors que les usines tournent à plein régime, le secteur se demande comment monter en puissance
- En France, l'entrée dans l'« économie de guerre » annoncée par Macron en 2022 s'opère lentement
- La pression s'accroît pour saisir les avoirs russes gelés, afin de financer l'aide militaire à l'Ukraine

PAGES 10, 16-17,
IDÉES - PAGES 28-29
ET CHRONIQUE - PAGE 31



Sur le site de production du fabricant suédois d'armement Bofors, à Karlskoga (Suède), le 30 août 2023. LOULOU D'AKI/REDUX-REA

Sur la piste des espions russes en Europe

« Le Monde » et ses partenaires ont identifié les « diplomates » expulsés de Bruxelles début 2023. Parmi eux figuraient des membres de trois services de renseignement russes, le SVR, le GRU et le FSB

PAGE 7

« Moscou est une menace dans le cyberspace »

A l'occasion du rapport annuel de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, son directeur, Vincent Strubel, décrit la « pression permanente » sur les intérêts de la France

PAGE 11

Politique
Coup de froid entre l'Elysée et les médias de Bolloré

PAGE 9

Groenland
La manne minière, une promesse en trompe-l'œil

PAGE 15

Cinéma
« Blue Sun Palace », les fantômes d'un salon de massage

PAGE 20

Société

La parole libérée sur les violences passées dans des écoles catholiques

Dans le sillage des témoignages d'anciens élèves de Notre-Dame de Bétharram, de nombreux signalements se font jour. Les représentants de l'enseignement catholique assurent œuvrer à ce que « plus jamais une institution ne soit protégée »

PAGE 12

ÉDITORIAL

LA SIDÉRANTE OFFENSIVE TRUMPIENNE CONTRE LA SCIENCE

PAGE 31

Education
Les profs d'histoire déstabilisés par les bouleversements géopolitiques

PAGE 14

VU PAR CHAPPATTE (SUISSE)



CARTOONING FOR PEACE

Syrie

Accord historique entre Damas et les forces kurdes

Le compromis prévoit d'intégrer au sein de l'Etat les institutions autonomes kurdes, civiles et militaires, du nord-est du pays

PAGE 4

Diplomatie

L'étonnant profil des négociateurs de Donald Trump

Qu'il s'agisse de la Russie ou du Proche-Orient, le président américain privilège ses proches et une diplomatie transactionnelle

PAGE 5

Israël

L'opposition impuissante face à Nétanyahou

Les partis centristes et de gauche ne parviennent pas à élaborer une politique alternative à celle de la coalition dominée par l'extrême droite

PAGE 6

Ukraine L'armée de Kiev en difficulté dans la région de Koursk

PRIVÉE de l'appui du renseignement américain, l'armée ukrainienne a perdu un sixième du territoire russe qu'elle était parvenue à contrôler depuis août 2024. Alors que des pourparlers devaient débuter mardi, en Arabie saoudite, entre représentants ukrainiens et américains, ce recul :

risque d'affaiblir encore davantage la position de négociation de Kiev, dans un contexte de revirement de Washington en faveur de Moscou. A Boutcha, ville symbole des crimes de guerre russes, les habitants crient leur colère contre Donald Trump.

PAGES 2 ET 4

« L'humanité a toujours été et sera toujours dans le devenir. »
Edgar Morin



Une synthèse universelle plus que jamais d'actualité.

DENOËL

GUERRE EN UKRAINE

A Boutcha, la profonde colère contre Trump

Pour les habitants de la cité martyre ukrainienne, le président américain « insulte la mémoire des morts »



Un monument en hommage aux victimes de la guerre a été érigé à l'endroit où a été découverte une fosse commune après l'occupation russe, à Boutcha (Ukraine), le 8 mars. RAFAEL YAGHOBZADEH POUR « LE MONDE »

LES DATES

27 FÉVRIER 2022

Trois jours après le début de l'invasion russe en Ukraine, les forces de Moscou entrent dans Boutcha, une ville de 37 000 habitants, dans la banlieue de Kiev.

3 MARS

Boutcha tombe aux mains des Russes. La ville leur sert de base d'opérations. Ils tentent de conquérir Kiev.

31 MARS

Les forces russes se retirent de la région de Kiev. L'armée ukrainienne libère Boutcha. L'occupation a duré trente-trois jours, marqués par des exécutions, des viols et des meurtres aveugles de civils.

4 AVRIL

Le président, Volodymyr Zelensky, visite Boutcha et dénonce un « génocide » contre le peuple ukrainien. Dans le district de Boutcha, l'armée russe a commis plus de 9 000 crimes de guerre et tué plus de 1 400 civils, dont 37 enfants, selon les autorités. La Russie n'a jamais reconnu ces crimes.

**Viktor Shatylo,
63 ans,
habitant de
la rue
Iablounskaya,
devant la
porte de son
garage
touché par
des éclats
d'autobus
pendant
l'occupation
russe.
A Boutcha
(Ukraine), le
8 mars.**
RAFAEL
YAGHOBZADEH POUR
« LE MONDE »



REPORTAGE
BOUTCHA - envoyée spéciale

Les arbres plantés il y a moins d'un an au bout de la rue Iablounskaya, à Boutcha, sont encore chétifs. Chacun porte le nom d'une victime ukrainienne tuée sous l'occupation russe, du 3 au 31 mars 2022. À la libération, la découverte de l'ampleur des massacres a fait de la ville un symbole des atrocités commises par la Russie en Ukraine. Dans la rue Iablounskaya, 20 cadavres de civils avaient été retrouvés le long du bitume, dont l'un avec les mains attachées. Le Kremlin a toujours nié les crimes de guerre perpétrés à Boutcha et soutient qu'il s'agissait d'une mise en scène orchestrée par Kiev.

Trois ans après, le président américain, Donald Trump, négocie directement avec Moscou pour imposer un cessez-le-feu, qualifie Volodymyr Zelensky de « dictateur », suspend l'aide militaire et le partage de renseignements avec Kiev, refuse de qualifier la Russie d'agresseur et reprend la propagande du Kremlin en accusant l'Ukraine d'avoir commencé la guerre. A Boutcha, encore hantée par les massacres commis par les Russes, les propos du chef de la Maison Blanche ont semé la sidération et une immense colère. « *Trump ferme les yeux sur le fait que Poutine a envahi l'Ukraine, tué des milliers et des milliers d'Ukrainiens, et veuille prendre encore plus de territoire* », s'indigne Veronika. A 14 ans, la jeune fille, originaire du Donbass, n'a quasiment connu que la guerre.

Les habitants de la ville martyre redoutent désormais que le rapprochement des Etats-Unis avec Moscou renforce l'impunité du Kremlin. « *On est sous le choc, parce qu'on avait de l'espoir* », con-

**« DE QUEL PARDON
PEUT-ON PARLER
SI CES CRIMES NE
SONT PAS PUNIS ? »**

PÈRE ANDRII
prêtre à Boutcha

des voisins. « *J'ai vu neuf corps, raconte le retraité, en tenue de jardinage. J'ai commencé à prendre des photos, parce que je n'arrivais pas à croire ce que je voyais.* »

Quand il est redescendu, il n'a pas montré les clichés à sa femme et à sa fille pour ne pas les effrayer. Il a gardé le secret jusqu'au dernier moment, lorsque la famille a décidé d'évacuer la ville, le 12 mars 2022, tandis que les Russes passaient de maison en maison. « *Je les ai prévenues qu'il y avait des cadavres dans la rue pour qu'elles n'aient pas peur et ne s'évanouissent pas.* » La famille a franchi le portail, troué d'éclats d'autobus, et marché en silence au milieu des corps. « *Personne ne parlait, mais on s'attendait tous à prendre une balle dans le dos.* »

Depuis la libération, il collectionne les éclats d'autobus trouvés autour de chez lui. « *C'est très important de garder ces preuves, pour mes enfants et les générations futures.* » A fortiori à l'heure où la Russie n'est plus la seule à réécrire l'histoire. Avec sa femme, Viktor se recueille souvent sur les lieux de mémoire que les autorités ont mis en place à Boutcha. L'un d'eux a été érigé derrière l'église Saint-André-le-Premier-Appelé, dont le jardin a accueilli une fosse commune sous l'occupation. Sur 509 victimes des forces russes, 116 avaient été enterrées ici. Plusieurs dizaines de personnes sont toujours portées disparues.

« RONGÉE D'INQUIÉTUDE »
En ce samedi 8 mars, des ouvriers s'activent devant le monument, dont les plaques métalliques, frappées du nom des victimes, étincellent au soleil. Sur l'estrade, des peluches ont été déposées parmi les fleurs en tissu jaune et bleu. Au pied de l'église, Stepan Tymofiyev et son épouse, Lubov, nettoient les plates-bandes. Le

couple travaille depuis vingt ans au service du prêtre. A leurs yeux, le mémorial est essentiel pour rappeler cette évidence, aujourd'hui contestée à Washington : le fait que « *la Russie ait agressé l'Ukraine et soit venue ici pour tuer des innocents. Les Russes pensent encore que c'est une fake news, soupire Lubov, 50 ans. Mais hélas, c'est notre réalité. Nous devons garder les preuves de ces crimes. Si le monde ne reconnaît pas la responsabilité de la Russie, tout cela sera effacé de l'histoire* ». Une alerte aérienne couvre la conversation. Depuis que Washington a entamé des négociations avec Moscou, la Russie multiplie les attaques. La nuit, le ciel de Kiev rugit sous l'assaut des drones russes et de la défense antiaérienne ukrainienne. « *On vivait tranquillement notre vie avant que les Russes viennent nous « libérer », reprend Lubov. Notre maison à Boutcha a*

été détruite. Beaucoup de nos amis sont morts. Et, aujourd'hui, à chaque fois qu'on entend les sirènes, je suis rongée d'inquiétude pour mes proches. »

L'heure de la messe approche. Des fidèles convergent vers l'église. Sous l'occupation, le père Andrii Halavin avait troqué sa robe contre des vêtements civils pour tenter d'échapper aux Russes – un autre prêtre qui vivait à Boutcha, le père Myron Zvarychuk, a été abattu. Aujourd'hui, l'église abrite une exposition sur les crimes de guerre commis à Boutcha. Les photos des corps suppliciés reposent sur des chevalets, sous les icônes religieuses. « *Beaucoup de gens ont perdu des proches, ici comme dans le reste de l'Ukraine*, rappelle le père Andrii, en robe noire avec autour du cou une croix en bois. *Tous ces gens attendent que justice soit faite.* »

« LA RUSSIE IRA PLUS LOIN »

Son téléphone regorge de scènes de crimes et de cadavres. Il fait défiler les photos, insoutenables. « *Après tout ça, de quel pardon peut-on parler si ces crimes ne sont pas punis ?* », interroge-t-il. « *Beaucoup de gens demandent pourquoi les Russes ont tué tous ces Ukrainiens, ici. La réponse est simple : à cause de l'impunité. Que s'est-il passé quand la Russie a envahi la Géorgie ? Rien. Quand elle a bombardé la Syrie ? Rien. Quand elle a annexé la Crimée et lancé la guerre dans le Donbass ? Rien. Nous avons fermé les yeux sur les crimes de la Russie. Le monde est aujourd'hui à la croisée des chemins, avertit le père Andrii. S'il continue de fermer les yeux, la Russie ira encore plus loin. En Europe, lors des commémorations du 8 mai 1945, on entend souvent cette phrase : « Plus jamais ça. » En Russie, on en entend une autre : « On peut recommencer. »* ■

FAUSTINE VINCENT



XL Insurance

Défier les risques pour un futur qui reste à imaginer

On entend peu parler de solutions énergétiques dans l'espace, pour l'instant...

Pour accélérer la transition énergétique, AXA XL travaille en partenariat avec des entreprises, faisant tomber les barrières pour soutenir l'innovation.

Découvrez nos solutions de transition énergétique pour les entreprises sur axaxl.com/defier-les-risques

Know You Can



Know You Can : La confiance est une force.

Cette publicité ne constitue ni une offre ni une sollicitation, ni une description de produits ou services d'AXA XL. Veuillez consulter axaxl.com pour toutes les conditions.
Visuel partiellement généré par intelligence artificielle.

© 2025.

GUERRE EN UKRAINE

L'armée ukrainienne recule dans la région de Koursk

Kiev pâtit du gel de l'aide militaire américaine en matière de renseignement

Asoudja, dans la zone de la région russe de Koursk contrôlée depuis sept mois par l'armée ukrainienne, le gazoduc ne transporte plus de carburant, mais des centaines, voire des milliers de soldats russes. Espérant surprendre et déloger les Ukrainiens en posture défensive délicate, l'état-major russe a monté une opération visant à infiltrer son infanterie le plus près possible du bastion de Soudja à travers un gazoduc majeur qui transportait du gaz vers l'Europe il y a encore six mois.

Selon des vidéos postées par les chaînes Telegram pro-Kremlin, les fantassins russes ont parcouru de 12 à 15 kilomètres courbés en deux – le diamètre de ces infrastructures est de 140 centimètres – pendant deux journées puis ont attendu quatre jours l'ordre de sortir à l'air libre pour attaquer les positions ukrainiennes. Le gazoduc offre une protection contre les drones, les mines et l'artillerie adverse, qui font généralement subir aux attaquants de lourdes pertes en terrain dégagé.

Côté russe, l'opération est vantée comme un succès. Côté ukrainien, des images filmées par des drones montrent des groupes d'infanterie russe émergeant d'une station de pompage de gaz, suggérant que la manœuvre ennemie avait été anticipée. Pour le correspondant de guerre ukrainien Iouri Boutoussov, habituellement bien informé et franc sur les échecs subis par son armée, le gazoduc était surveillé depuis le 8 mars du fait d'indiscrétions sur les réseaux russes. Les assaillants auraient subi de lourdes pertes.

Quoiqu'il en soit, les Ukrainiens, sont en mauvaise posture dans la région de Koursk. Au cours de la semaine passée, les Russes ont repris un sixième du territoire contrôlé par Kiev. Ils opèrent un double mouvement qui menace de couper les voies de ravitaillement entre le territoire ukrainien et la ville fortifiée de Soudja. Le 10 mars, le commandant en chef des forces armées ukrainiennes, Oleksandr Syrsky, assurait toutefois qu'il «n'existe pas de risque d'encerclement» pour le corps d'armée défendant Soudja.

Selon l'analyste militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko, le principal facteur expliquant l'évolution rapide du front autour de

« TROUVER DES ALTERNATIVES AUX AMÉRICAINS, NOTAMMENT AVEC LE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS, VA PRENDRE DU TEMPS »

OLEKSANDR KOVALENKO
analyste militaire ukrainien

Soudja est la disproportion des forces. On évalue à 60 000 le nombre de soldats côté russe, contre 10 000 côté ukrainien.

Tandis que les Russes ne progressent quasiment plus sur le territoire ukrainien, Moscou met les bouchées doubles pour rétablir la situation dans la région de Koursk. Le Kremlin voudrait mettre fin à une opération dont l'objectif majeur consiste à détenir un territoire en Russie pour fournir à Kiev une monnaie d'échange dans d'éventuelles négociations.

Le 8 août 2024, les soldats ukrainiens avaient franchi la frontière dans une offensive surprise, écrasant des positions russes non préparées et sécurisant une tête de pont de quelque 1 000 kilomètres carrés autour de Soudja. C'était la première incursion d'une armée étrangère en territoire russe depuis la seconde guerre mondiale.

Combattants nord-coréens

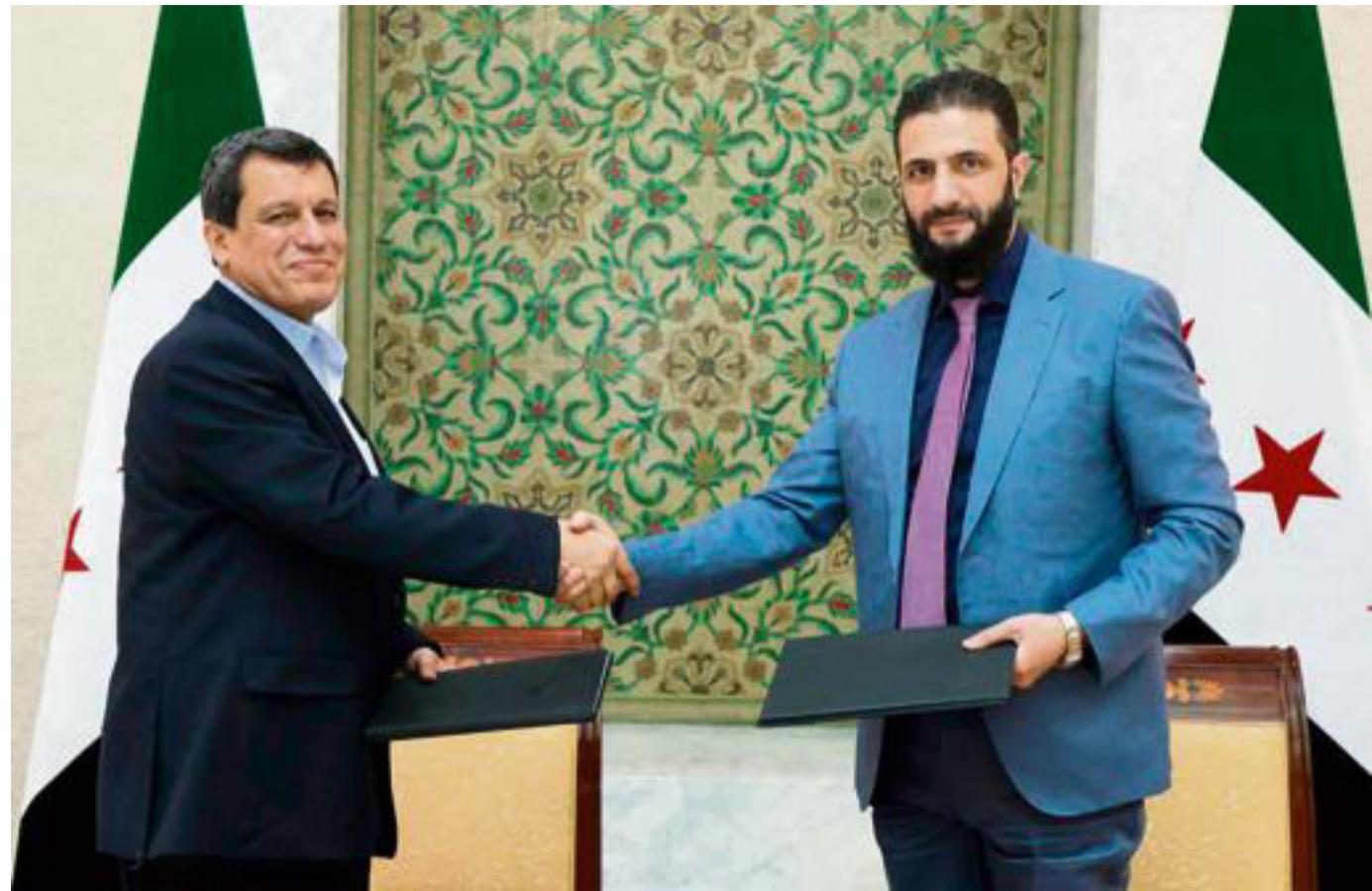
Mais si les forces ukrainiennes se retrouvent coupées ou forcées de battre en retraite, cela serait un revers important pour Kiev. Non seulement l'incursion à Koursk avait remonté le moral des troupes et embarrassé Poutine, mais l'Ukraine verrait s'affaiblir encore davantage sa position dans la perspective de négociations.

« Le second facteur négatif actuellement à Koursk pour les forces ukrainiennes, c'est l'interruption des renseignements américains, à laquelle nous n'étions pas du tout préparés », explique Oleksandr Kovalenko. L'offensive russe a démarré pile au moment de la décision américaine. Un hasard ? Je ne crois pas. Nous avons observé la même simultanéité en octobre 2023, lorsque le Congrès américain, sous l'impulsion des élus républicains, avait bloqué le transfert l'aide militaire à l'Ukraine. Les Russes avaient lancé leur assaut sur la ville d'Avdiivka [bastion ukrainien dans le Donbass]. »

Pour l'analyste, du fait du gel des renseignements, l'armée ukrainienne ne voit plus l'aviation russe préparer une attaque, ni les drones qui peuvent ainsi observer ou frapper sans risques ses positions. « Trouver des alternatives aux Américains, notamment avec le renseignement français, va prendre un certain temps, et c'est une fenêtre d'opportunité dans laquelle les Russes se sont engouffrés », poursuit l'analyste.

La nouvelle séquence de la contre-offensive russe voit aussi le retour des combattants nord-coréens aux côtés de soldats russes. Ils avaient été partiellement retirés du front en février, après avoir essuyé de très lourdes pertes. Mais le facteur décisif sera la capacité ukrainienne à desserrer l'étau sur la route H07 ravitaillant Soudja, sous la menace d'une unité de droguistes russes réputée pour être particulièrement meurtrière. ■

EMMANUEL GRYNSZPAN



Le commandant des Forces démocratiques syriennes, Mazloum Abdi (à gauche), et le président syrien de transition, Ahmed Al-Charaa, à Damas, le 10 mars. PHOTO FOURNIE PAR L'AGENCE DE PRESSE SYRIENNE SANA VIA AFP

En Syrie, Damas signe un accord historique avec les forces kurdes

Le compromis prévoit l'intégration au sein de l'Etat des institutions autonomes kurdes, civiles et militaires, du nord-est du pays

DAMAS - envoyée spéciale

Ahmed Al-Charaa avait besoin de réaliser un coup politique pour redonner du souffle à sa présidence, après les tueries perpétrées contre des civils alaouites aux mains des forces de sécurité syriennes. Le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde), Mazloum Abdi, a offert au président par intérim syrien une victoire à revendiquer, en signant à Damas, lundi 10 mars, un accord historique prévoyant l'intégration au sein de l'Etat de toutes les institutions civiles et militaires relevant de l'administration autonome kurde du nord-est de la Syrie.

Cet accord, signé sous la médiation des Etats-Unis, est un signal fort d'unité au lendemain d'une tentative de déstabilisation inédite des autorités de Damas par les partisans de l'ancien président déchu, Bachar Al-Assad. Il rejette les «appels à la division», alors que le nouveau pouvoir, issu des factions islamistes qui ont renversé M. Assad le 8 décembre 2024, peine à imposer son autorité à l'ensemble du pays. Il va à l'encontre des pressions, qui s'exercent, notamment de la part d'Israël et de l'Iran, pour aiguiser les divisions internes. Coïncidant avec l'annonce de la signature de l'accord, des frappes israéliennes ont visé, lundi soir, des positions militaires dans le nord de la province de Deraa, dans le Sud syrien.

Défiance de Donald Trump

Cet accord est un geste de bonne volonté adressé à Donald Trump. Le président américain, exprimant encore une certaine défiance à l'égard des nouvelles autorités de Damas, ne s'est toujours pas prononcé en faveur d'une éventuelle levée des sanctions qui étouffent économiquement la Syrie et empêchent Ahmed Al-Charaa d'amorcer le redressement du pays. M. Trump pourrait également acter rapidement un retrait ou, au moins, un désengagement d'une partie des 2 000 soldats présents aux côtés des forces kurdes, ce qui laisserait ces dernières sans protection face aux menaces d'offensive de la Turquie.

La nouvelle séquence de la contre-offensive russe voit aussi le retour des combattants nord-coréens aux côtés de soldats russes. Ils avaient été partiellement retirés du front en février, après avoir essuyé de très lourdes pertes. Mais le facteur décisif sera la capacité ukrainienne à desserrer l'étau sur la route H07 ravitaillant Soudja, sous la menace d'une unité de droguistes russes réputée pour être particulièrement meurtrière. ■

L'administration américaine a exercé d'intenses pressions sur M. Abdi pour qu'il trouve un accord avec le président syrien de transition. Très proche des forces kurdes, qu'elle a soutenues avec les Américains au sein de la coalition de lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), la France a plaidé auprès du commandant kurde pour qu'il signe sans attendre que tombe le couperet du retrait américain.

L'accord appelle à un cessez-le-feu qui est vu, côté kurde, comme la promesse de la fin des opérations turques. À la chute de Bachar Al-Assad, les factions syriennes soutenues par la Turquie sont reparties à l'offensive contre les FDS, qu'Ankara accuse d'être affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, classé organisation terroriste en Turquie).

Alors que les combats se concentrent autour du barrage de Tichrine, les velléités turques ont été réfrénées sous la pression de Washington et l'insistance de M. Al-Charaa à parvenir à une solution politique. Mazloum Abdi a dit, pour sa part, s'engager au départ des membres étrangers du PKK de Syrie en cas de trêve. L'appel du chef du PKK, Abdullah Öcalan, le 27 février, à la dissolution du parti et à l'abandon de la lutte armée, lui donne les coudées franches.

Emmené par un hélicoptère de l'armée américaine depuis Hasaké jusqu'à Damas, Mazloum Abdi avait troqué ses fatigues militaires pour un costume. Attablé devant un drapeau syrien, le commandant kurde et le président par intérim syrien ont signé une lettre d'intention comportant huit points d'accord, dont les modalités devront être spécifiées d'ici à la fin de l'année 2025 au sein de



comités exécutifs. L'exercice pourrait s'avérer difficile sur certaines questions fondamentales qui dessineraient les contours du futur Etat syrien.

La lettre d'intention confirme que les Kurdes ont renoncé à leurs demandes initiales d'autonomie administrative et militaire. À la faveur de la guerre civile déclenchée en 2011, les forces kurdes avaient mis en place, sur les vastes territoires qu'elles contrôlent dans le Nord-Est syrien, riches en blé, pétrole et gaz, et comprenant des populations kurde et arabe, une administration autonome, avec leurs propres institutions éducatives, sociales et militaires.

Lors de sa première rencontre avec Mazloum Abdi, en décembre 2024, Ahmed Al-Charaa avait rejeté sa demande de fédéralisme, sur le modèle de la région autonome du Kurdistan irakien. L'accord prévoit «l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie au sein de l'administration de l'Etat syrien, y compris les postes-frontières [vers l'Iraq et la Turquie], l'aéroport [de Qamichli], ainsi que les champs pétroliers et gaziers».

Le texte ne précise pas si une forme de décentralisation administrative est envisagée, ni comment les FDS seront intégrées à la nouvelle armée syrienne. Le commandant Abdi avait plaidé pour une intégration des FDS sur une base collective, ce que M. Charaa a rejeté. L'accord exclut également la mise en place de quotas ethniques et confessionnels dans la répartition des postes au sein de l'Etat syrien.

La sécurisation des prisons, où sont détenus plus de 9 500 membres présumés de l'EI, et des camps accueillant plus de 55 000 Syriens et étrangers appartenant aux familles liées à l'organisation islamiste, sera assumée par les forces de sécurité syriennes. Le porte-parole des FDS, Farhad Shami, a précisé que leur déploiement n'était pas encore prévu à ce stade, à l'exception de celui sur les postes-frontières, ni aucun changement sur le pétrole, la sécurisation des prisons ou la lutte contre l'EI.

Droits constitutionnels

Le 25 février, les responsables kurdes s'étaient offusqués d'avoir été exclus de la conférence de dialogue national, organisée sous l'égide de M. Al-Charaa pour esquisser les contours de la future Syrie. L'accord jette les bases des relations à venir de la communauté kurde avec Damas. Présentée comme «une composante essentielle de l'Etat syrien», elle se voit garantir son droit à la citoyenneté et l'ensemble de ses droits constitutionnels, notamment culturels et linguistiques, qui lui avaient été déniés sous le règne des Al-Assad. L'accord prévoit le retour des Kurdes déplacés, notamment ceux chassés d'Afrin par les factions syriennes appuyées par la Turquie en 2018.

«Nous considérons cet accord comme une véritable occasion de construire une nouvelle Syrie qui comprenne toutes ses composantes et assure une bonne cohabitation», s'est félicité Mazloum Abdi sur la plateforme X. «Nous espérons que cet accord ouvrira la voie à une réconciliation nationale globale, à une véritable justice transitoire, à la garantie de l'implication des Kurdes et de toutes les autres composantes dans le processus politique, et au retour en toute sécurité des déplacés et des expatriés», a abondé Ilham Ahmed, coprésident du comité exécutif de l'administration autonome kurde. Il revient désormais à Ahmed Al-Charaa de construire, sur le succès de cet accord historique avec les Kurdes, les voies d'une intégration au sein de l'Etat de toutes les communautés, notamment druze et alaouite. ■

HÉLÈNE SALLON

Attaques de drones ukrainiens sur Moscou

La Russie a été visée dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 mars par 337 drones ukrainiens, dans l'attaque la plus importante depuis le début de son offensive en Ukraine. Cette attaque a ciblé une dizaine de régions, dont celle de Moscou, où elle fait, officiellement, un mort et neuf blessés. Selon des journalistes de l'Agence France-Presse, dans le village de Sapronovo, à environ 10 kilomètres de Moscou, un drone a visé le 21^e étage d'un immeuble de 25 étages. Cet envoi massif de drones intervient à quelques heures de pourparlers en Arabie saoudite entre représentants ukrainiens et américains et d'une visite à Moscou du secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Feridun Hadi Sinirlioglu, qui doit s'entretenir mardi avec le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov.

L'accord rejette les «appels à la division», alors que le nouveau pouvoir peine à imposer son autorité

Trump préfère les négociateurs aux professionnels

Envoyé spécial pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, ex-magnat de l'immobilier, gère aussi le dossier ukrainien

WASHINGTON - correspondant

Un long tête-à-tête avec Vladimir Poutine, sans témoins : Steve Witkoff a bénéficié d'un privilège rare lors de son déplacement à Moscou, le 11 février. Objectif premier du voyage, effectué à bord de son avion privé : ramener Marc Fogel, enseignant américain détenu en Russie. «La rencontre s'est terminée, j'ai regardé ma montre et ça faisait presque trois heures trente qu'on était là», a expliqué plus tard l'envoyé spécial de Donald Trump sur la chaîne CBS. Cela suggère, je l'espère, que beaucoup de bonnes choses ont été accomplies.»

Steve Witkoff devait participer, mardi 11 mars en Arabie saoudite, aux discussions avec les négociateurs ukrainiens dévêchés par Volodymyr Zelensky, pour fixer le cadre d'un cessez-le-feu. Mais pris par son autre dossier, celui des otages aux mains du Hamas, il sera au même moment au Qatar, laissant la conduite des discussions au secrétaire d'Etat, Marco Rubio, et au conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz. «C'est un homme occupé ces jours-ci», a noté Marco Rubio dans l'avion. La promotion de Steve Witkoff dit beaucoup de la diplomatie transactionnelle voulue par Donald Trump. Celui-ci l'a désigné d'abord comme envoyé spécial pour le Moyen-Orient – une place occupée pendant le premier mandat (2017-2021) par le gendre du président, Jared Kushner –

Steve Witkoff a déménagé en Floride, près de Donald Trump, qu'il fréquente sur les parcours de golf

avant de l'impliquer aussi dans le dossier ukrainien.

Par sa loyauté et son profil familial, il est l'une des personnes les plus proches de Donald Trump. Dans la dernière ligne droite de l'administration Biden, Steve Witkoff a participé aux négociations en vue de la libération par phases des otages à Gaza. Dans ce même dossier, un autre envoyé spécial du président, chargé des otages américains, a provoqué une certaine confusion. A un moins deux reprises, sans en avertir le gouvernement israélien, Adam Boehler a eu des contacts directs à Doha, au Qatar, avec des représentants du Hamas, organisation classée terroriste par Washington depuis 1997. L'information, rendue publique, provoqua la fureur de Benjamin Nétanyahou. Donald Trump s'est bien gardé de condamner cette démarche, impossible sans son assentiment. Dans une série d'interviews, Adam Boehler a expliqué que le mouvement islamiste armé avait proposé une trêve de «cinq à dix ans», en renonçant à diriger Gaza.

Pour l'heure, cette initiative «n'a pas porté ses fruits, a expliqué mardi Marco Rubio. Cela ne signifie pas qu'il avait tort d'essayer, mais notre principale voie de négociation sur ce front continuera à être M. Witkoff et le travail qu'il accomplit via le Qatar».

Incontournable Steve Witkoff. Agé de 67 ans, il vient de New York, où il a débuté comme avocat avant de faire fortune dans l'immobilier. Dans la firme qui porte son nom, il emploie ses deux fils, Alex et Zach, ainsi que son épouse, Lauren. Comme de nombreux New-Yorkais aisés, le magnat a déménagé sous le soleil de Floride. Cela lui permet d'être toujours à proximité de son ami Donald Trump, qu'il fréquente, notamment, sur les parcours de golf. Steve Witkoff a pris la parole lors de la convention républicaine à Milwaukee (Wisconsin), en juillet 2024. Il a loué son côté «compassionnel». Donald Trump avait été à ses côtés, treize ans plus tôt, lorsque l'un de ses fils était mort par overdose.

Gages de compatibilité
En lui offrant une audience hors norme, Vladimir Poutine a montré qu'il intégrait une règle d'or dans le monde trumpiste : les hiérarchies classiques comptent peu. Seules importent les relations personnelles, en circuit court, au service des impulsions du chef. Donald Trump s'épanouit dans l'improvisation et parfois le chaos. Mais ces préférences présentent un intérêt limité en politique

étrangère, malgré l'incertitude dissuasive qu'elle génère : il faut travailler les dossiers. Face à Vladimir Poutine, Steve Witkoff n'avait aucune connaissance de l'Ukraine, de ses enjeux de sécurité, des antécédents russes. De même, le projet d'une Riviera à Gaza relève du mirage un rien obscène. Tout n'est pas une affaire de cadastre, de travaux et de chèques.

Le général Keith Kellogg, lui, connaît bien l'Ukraine. Désigné envoyé spécial par Donald Trump, pour faire avancer la paix dans ce dossier, il a été marginalisé, côté américain. Il a pris publiquement ses distances avec Steve Witkoff au sujet du point de départ diplomatique d'une résolution. Ce dernier a qualifié le protocole d'Istanbul, rédigé un mois après l'invasion russe de février 2022 en des termes très défavorables à Kiev, comme un «poteau indicateur». Pour le général Kellogg, «il faut développer quelque chose d'entiièrement nouveau».

Dans cette équipe atypique en politique étrangère, au carrefour de la diplomatie et des affaires,

Marco Rubio semble déjà dévasté. Il était enfoncé dans le canapé, crispé, pendant le vif échange dans le bureau Ovale entre Donald Trump, son vice-président, J. D. Vance, et Volodymyr Zelensky. Selon la presse américaine, Mike Waltz et Marco Rubio avaient ensuite insisté auprès du milliardaire pour que son invité soit éconduit sur-le-champ.

Le secrétaire d'Etat semble développer une nouvelle habitude, celle de tancer les dirigeants étrangers. Le 8 mars, sur le réseau X, il s'est mêlé à une dispute entre son homologue polonais, Radek Sikorski, et Elon Musk, à propos de l'éventuel retrait du réseau Starlink d'Ukraine. «Tais-toi, petit homme», a lancé le milliardaire au ministre polonais. Marco Rubio renchérit : «Et dites merci, parce que sans Starlink, l'Ukraine aurait perdu cette guerre depuis longtemps et les Russes seraient sur la frontière avec la Pologne.»

Derrière ce front commun entre les deux Américains, la réalité est bien moins séduisante pour Marco Rubio, forcé de se taire ou de donner des gages de compatibilité avec les transgressions trumper. Il se trouve réduit à un rôle secondaire, subissant – comme les autres membres du cabinet, voire davantage – les assauts d'Elon Musk. La première cible du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) a été l'agence Usaid, chargée de l'assistance humanitaire et du développement économique dans le monde. Lors de la seconde réunion du cabinet,

dont les détails ont été révélés par le *New York Times* le 7 mars, Marco Rubio et Elon Musk se sont affrontés. L'entrepreneur a reproché au secrétaire d'Etat de n'avoir renvoyé personne au sein de son administration, tandis que ce dernier soulignait le départ volontaire de 1500 employés. Le lendemain, Donald Trump réunissait les deux hommes à Mar-a-Lago pour apaiser la situation.

Le 21 janvier, lorsqu'il s'était adressé pour la première fois au personnel diplomatique, le secrétaire d'Etat avait parlé de la défense prioritaire des intérêts nationaux. Il avait souhaité que le département d'Etat occupe une place centrale dans la formulation et l'exécution de la politique étrangère. «Il y aura des changements, a-t-il averti, mais les changements ne sont pas conçus pour être destructeurs, ils ne sont pas conçus pour être punitifs.» Cette promesse sonne étrange, à la lecture du message rédigé sur X, lundi 10 mars, par Marco Rubio.

Le secrétaire d'Etat y confirme l'annulation de «83 % des programmes de Usaid», soit quelque 5200 contrats, représentant des dizaines de milliards de dollars. Le millier de programmes maintenus sera dorénavant placé sous la supervision directe du département d'Etat. Marco Rubio entérine ainsi la perte d'un instrument majeur d'influence américaine dans le monde, tout en remerciant le DOGE pour cette «réforme historique». ■

PIOTR SMOLAR

PEUGEOT
JOURS GRIFFÉS

2008 HYBRIDE
DÈS 270€ /MOIS⁽¹⁾
LLD 49 MOIS – 1^{ER} LOYER DE 3700€

JUSQU'À 8 ANS DE GARANTIE OFFERTS⁽²⁾

A 0g CO₂/km

PEUGEOT RECOMMANDÉ TotalEnergies Consommation mixte WLTP(l/100 km) : 0

(1) Location Longue Durée 49 mois / 40 000 km d'un 2008 Style hybride 136ch neuf hors option. Offre non cumulable, valable jusqu'au 31/03/25, réservée aux particuliers dans réseau participant, sous réserve d'acceptation par CREDIPAR RCS Versailles 317425981, N°ORIAS 07004921 (www.orias.fr). Modèle présenté : E-2008 GT 136ch avec options : 1er loyer 6 700€, puis 380€/mois bonus écologique de 4 000€ à déduire selon décret en vigueur et sous réserve d'éligibilité. (2) Allure Care : 2 ans de garantie constructeur et jusqu'à 6 ans de garantie additionnelle activée à chaque entretien prévu au plan d'entretien effectué dans le réseau Peugeot participant valable jusqu'à l'entretien suivant dans la double limite de 8 ans et 160000km. Offre réservée aux particuliers sur toute la Gamme VP jusqu'au 31/03/25. Conditions sur Peugeot.fr. (3) Dans le réseau Peugeot participant. Automobiles PEUGEOT 55 144 503 RCS Versailles.

**JUSQU'À 8 ANS
ALLURE CARE
GARANTIE**

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

En Israël, l'opposition démunie face à Nétanyahou

Les partis centristes et de gauche, naguère puissants, ne parviennent pas à élaborer une politique alternative

TEL-AVIV - envoyée spéciale

Rien n'y fait. La guerre dévastatrice menée par Israël dans la bande de Gaza, en représailles à l'attaque sanglante du Hamas du 7 octobre 2023 sur le territoire hébreu, n'est pas venue à bout du mouvement islamiste. Cinquante-neuf otages israéliens, dont certains sont morts, sont toujours détenus dans ce territoire. En colère, les familles de ces captifs ne cessent de dénoncer le refus du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, de s'engager dans la deuxième phase du cessez-le-feu et le danger que son attitude fait peser sur la vie de leur proche à Gaza. Et pourtant, la question cruciale de la reprise des combats ou de la prolongation de la trêve commencée le 19 janvier ne fait l'objet d'aucun réel débat entre les partis israéliens. Benyamin Nétanyahou et ses alliés d'extrême droite continuent d'étoffer la scène politique nationale, empêchant l'émergence d'une véritable opposition.

L'une de ses principales figures, l'ex-général Benny Gantz, à la tête du Parti de l'unité nationale (droite), qui avait rejoint le cabinet de guerre israélien après le 7-Octobre, avant d'en démissionner avec fracas huit mois plus tard, n'a pas hésité à donner, le 17 février, sur la chaîne 13, carte blanche à Benyamin Nétanyahou pour obtenir la libération des otages. Dans la foulée, le 22 février, cet ancien chef d'état-major publiait pour la première fois avec trois autres personnalités du camp anti-Nétanyahou – Yaïr Lapid (centre), Yaïr Golan (gauche) et Avigdor Lieberman (droite radicale) – un communiqué commun assurant le premier ministre de leur «soutien total» dans les opérations pour le retour des otages.

L'opposition donnait ainsi le sentiment de s'aligner sur le gouvernement et de renoncer par avance à formuler une politique alternative. «Tant que personne ne prononcera le mot «paix» sans s'excuser, nous nous retrouverons avec la droite de «Bibi», fustigeait, fin février, le chroniqueur Aluf Benn dans le journal Haaretz.



Naama Lazimi, députée des Démocrates, lors d'une manifestation à Tel-Aviv, le 20 juillet 2024. MATAN GOLAN/SOPA/LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

La gauche est en état de mort clinique. Hégémonique jusqu'en 1977, le Parti travailliste, qui a donné de nombreux premiers ministres au pays, n'est plus que l'ombre de lui-même face au Likoud de Benyamin Nétanyahou. Au pouvoir depuis 2009, à l'exception d'une courte interruption entre 2021 et 2022, ce dernier a imprimé une ligne de plus en plus droitière à son parti. «Le Likoud a suivi la même évolution que le Parti républicain aux Etats-Unis», souligne la politologue Tamar Hermann, de l'institut israélien pour la démocratie de Jérusalem.

«La société a changé»

Cette dérive, qui a touché tout le spectre politique israélien, remonte au début des années 2000, période charnière, marquée par l'effondrement du processus de paix d'Oslo et le début de la deuxième Intifada. Au lieu d'ouvrir les yeux sur sa part de responsabilité dans cet échec, la gauche travailliste, alors menée par Ehoud Barak, l'a imputé en totalité au président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, discreditant dans l'opinion publique la solution à deux Etats et gonflant les voiles du Likoud, opposé par principe à toute autodétermination des Palestiniens.

Ce processus de droitisation s'est poursuivi dans les années 2010 et

2020, à la faveur des guerres successives de Gaza, de la marginalisation de Mahmoud Abbas, le successeur de Yasser Arafat, et de l'apathie des grandes capitales occidentales, incapables de stopper la colonisation juive en Cisjordanie. Le traumatisme du 7 octobre 2023 a parachevé cette évolution, obligeant l'opposition à servir les rangs avec le gouvernement, en dépit de la responsabilité de Benyamin Nétanyahou dans ce fiasco sécuritaire historique.

Maneuvrier hors pair, d'un talent rare pour neutraliser ses rivaux potentiels, le premier ministre sature l'espace politique, y compris sur les questions internationales, délaissées par ses opposants, qui fuient la presse étrangère. «Le soutien à sa politique reste fort dans la population et l'opposition est faible», affirme la politologue Tamar Hermann. Nétanyahou n'a pas vraiment de rival, à part [Naftali] Bennett [premier ministre de Tsahal [armée israélienne], le général Shlomi Binder, et un représentant (...) du ministère de la défense au tribunal afin qu'ils puissent persuader les juges qu'il est trop occupé pour leur consacrer du temps», relevait le quotidien Maariv le 25 février.

Premier chef de gouvernement israélien en exercice à être jugé au pénal, «Bibi» assure que cela ne l'empêche nullement de diriger le pays. «Ce que je fais en une heure, Yaïr Lapid [chef de l'opposition à la tête du parti centriste Yesh Atid] ne peut pas le faire en toute une vie», a-t-il asséné.

L'opposition est piégée par l'administration Trump, qui bénéficie d'une popularité exceptionnelle en Israël

lien, poursuivi pour «corruption», «fraude» et «abus de confiance», ne semble pas l'affaiblir. Sa présence, censée être quotidienne devant les juges, fait l'objet d'incessantes demandes de dérogation de sa part. «Hier, il a traîné le directeur des services de renseignement de Tsahal [armée israélienne], le général Shlomi Binder, et un représentant (...) du ministère de la défense au tribunal afin qu'ils puissent persuader les juges qu'il est trop occupé pour leur consacrer du temps», relevait le quotidien Maariv le 25 février.

Premier chef de gouvernement israélien en exercice à être jugé au pénal, «Bibi» assure que cela ne l'empêche nullement de diriger le pays. «Ce que je fais en une heure, Yaïr Lapid [chef de l'opposition à la tête du parti centriste Yesh Atid] ne peut pas le faire en toute une vie», a-t-il asséné.

Dans son bureau à la Knesset, le député Matan Kahana, membre du Parti de l'unité nationale, n'en mène pas large. «Depuis le 7-Octobre, la société a changé et chacun a fait un pas de plus vers la droite», expose-t-il, mais Nétanyahou ne travaille pas à l'unifier, c'est même tout le contraire. Seuls les extrémistes se font entendre dans les médias et sur les réseaux sociaux.» Entouré de maquettes d'avions militaires, cet ancien pilote de chasse confesse avoir «perdu 70 % de [son] audience sur X après la guerre: quand [il] parle de façon modérée, personne ne [l]écoute».

Mis à part sur la question des otages et sur la création d'une commission d'enquête d'Etat sur les événements du 7-Octobre – récusée par le premier ministre –, l'opposition ne parvient pas à s'unir. «Nous ne pensons pas pareil», reconnaît Matan Kahana.

Yaïr Golan, qui a pris la direction des Démocrates, une formation héritière de la gauche travailliste, peine à faire entendre ses arguments. Général à la retraite, il est pourtant le seul à s'opposer frontalier au gouvernement. «La seule manière de vaincre le Hamas, c'est de faire émerger une alternative, mais Nétanyahou s'y refuse: une telle démarche briserait sa coalition. Tout le monde comprend que le Hamas survit grâce à Nétanyahou – et que Nétanyahou survit

grâce au Hamas», a-t-il fustigé le 24 février. Les prises de position de cet ex-chef d'état-major adjoint de l'armée en faveur d'une solution à deux Etats, avec le concours de l'Autorité palestinienne, rencontrent cependant bien peu d'écho.

«Nous sommes prêts à former une coalition avec les partis arabes [au nombre de deux à la Knesset, ils représentent les 20 % de Palestiniens d'Israël], pourquoi leur tourner le dos? Il faut ramener l'espoir», estime Naama Lazimi, 29 ans, députée du parti Les Démocrates. «Mais beaucoup, poursuit-elle, sont effrayés par la "machine à poison" du gouvernement: tout ce que tu dis contre lui, spécialement sur la guerre, signifie que tu n'es pas un patriote. Nétanyahou se considère comme seul légitime et qualifie tous ceux qui s'opposent à lui d'extrême gauche.»

Coalition «très forte»

Après des mois de silence, Yaïr Lapid a bien tenté, de son côté, de dessiner les contours du «jour d'après» à Gaza, dans l'hypothèse de l'arrêt de la guerre, un dossier que Nétanyahou refuse d'aborder. Le 27 février, le chef de l'opposition israélienne a proposé qu'après la fin des combats, l'Egypte assume la responsabilité de l'enclave «pour huit ans, avec une option de prolongation jusqu'à quinze ans», en échange du remboursement de sa dette extérieure par la communauté internationale. A charge pour Le Caire de diriger la reconstruction de Gaza, évaluée à 53 milliards d'euros par l'ONU.

Mais cette proposition, jugée aussitôt «inacceptable» par Le Caire, a été faite devant un centre de réflexion de Washington et non en Israël. «Il convient de noter que la proposition ne contredit pas l'idée présentée par le président Trump selon laquelle les Etats-Unis et la communauté internationale reconstruiront Gaza», a pris soin de préciser Yaïr Lapid. C'est un autre piège dans lequel se trouve embourbée l'opposition: l'impossibilité de critiquer les desseins de l'administration Trump, qui bénéficie d'une popularité exceptionnelle dans le pays et accorde un soutien sans faille à l'exécutif.

La coalition «est très forte», soupire dans son bureau de la Knesset le député Ram Ben-Barak, numéro deux du parti de Yaïr Lapid. «Nétanyahou donne à ses membres exactement ce qu'ils veulent, les religieux veulent de l'argent et ils l'obtiennent, [Bezalel] Smotrich [ministre d'extrême droite des finances] veut coloniser Gaza et on ne lui dit pas non. C'est comme un mur.» L'opposition attend le vote à venir sur le budget pour tenter de le fissurer. Sans grand espoir. ■

ISABELLE MANDRAUD

«Le Hamas survit grâce à Nétanyahou, et Nétanyahou survit grâce au Hamas»

YAÏR GOLAN
Les Démocrates

L'ex-président philippin Duterte arrêté sur mandat d'arrêt international

L'ancien dirigeant est accusé par la Cour pénale internationale de crimes contre l'humanité dans le cadre de sa guerre contre la drogue

BANGKOK - correspondant en Asie du Sud-Est

L'ancien président des Philippines Rodrigo Duterte (2016-2022), âgé de 79 ans, a été arrêté mardi 11 mars, après avoir atterri à l'aéroport de Manille, en application d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) transmis par Interpol pour sa guerre meurtrière contre la drogue. Au moins 6 252 Philippins accusés d'être des trafiquants de drogue, selon les chiffres officiels, ont été tués par la police lors d'*«incidents armés»* possiblement assimilés à des exécutions extrajudiciaires durant son mandat. M. Duterte, un populaire connu pour son langage

fleuri et son manque de scrupules, encourageait alors les policiers à ne pas faire de quartier, leur promettant, ainsi qu'à lui-même, le *«pardon»*. Selon les ONG, possiblement deux, voire trois fois plus de victimes seraient mortes aux mains de supplétifs, ou des suites de vengeances, lors de sa présidence, mais aussi durant ses deux décennies à la tête de la ville de Davao.

M. Duterte est officiellement en détention provisoire, sur la base aérienne de Villamor. Manille pourrait le déporter soit à La Haye, aux Pays-Bas, où se trouve le siège de la CPI, soit dans un Etat qui en est membre – les Philippines ayant quitté la CPI en 2019 sur ordre de M. Duterte.

L'ex-président revenait de Hongkong, où il s'était rendu avec une autre de ses filles, la vice-présidente Sara Duterte, pour rencontrer des expatriés philippins – des employés domestiques pour la plupart – dans le cadre de la campagne pour les élections sénatoriales de mai – les Dutertes y soutiennent plusieurs candidats. Alors que l'émission d'un mandat d'arrêt était imminente, ce déplacement avait laissé craindre qu'il cherche ainsi à échapper aux autorités de son pays et à trouver refuge en Chine, un pays dont il fut très proche durant sa présidence. Ni Hongkong ni la Chine ne reconnaissent l'autorité de la CPI. Lors d'un meeting, dimanche 9 mars à Hongkong, l'ex-prési-

dent avait toutefois assumé sa guerre contre la drogue, indispensable selon lui pour *«apporter la paix aux Philippines»*, et évoqué l'éventualité de son arrestation: «Si c'est vraiment mon destin, c'est bon, je l'accepte. Ils peuvent m'arrêter, m'emprisonner», avait-il lancé.

«Tueur à gages»

La CPI enquête depuis 2018 sur les exécutions extrajudiciaires et les abus commis durant sa présidence, mais aussi quand il était maire, et vice-maire, de Davao, sur la grande île de Mindanao, dans le sud de l'archipel philippin, durant plus de vingt ans. Le retrait des Philippines de la CPI en 2019 n'avait pas mis fin à l'enquête. Mais, en 2022, l'arrivée au

pouvoir de Ferdinand Marcos Jr dit «Bongbong», élu avec le soutien de Rodrigo Duterte, et avec pour collègue, Sara Duterte, a d'abord semblé garantir que Duterte ne serait jamais inquiété par la CPI aux Philippines.

Or les relations entre les deux clans se sont détériorées, au point que Sara Duterte, qui a évoqué en novembre 2024, dans un accès de colère, avoir prévu un *«tueur à gages»* pour régler son compte au président Marcos et à son épouse si elle-même était assassinée, fait l'objet d'une procédure de destitution au Parlement. Les deux clans sont aujourd'hui en guerre ouverte.

En 2024, la CPI a accueilli sous le statut de témoins protégés des

personnages-clés des «années Davao», exfiltrés des Philippines. Parmi eux, Edgar Matobato. Ex-garde de sécurité, il avait rejoint, en 1988, la Heinous Crimes Unit («unité des crimes odieux») de Davao, pour y servir comme exécuteur parmi des policiers à la retraite ou en activité. Les cadavres, pour la plupart, étaient démembrés et enterrés dans une carrière, parfois en présence de M. Duterte. La liste des personnes à abattre comportait des hommes, mais aussi des femmes, des personnes désignées comme des trafiquants de drogue, puis des hommes d'affaires menaçant les intérêts de la famille Duterte, des responsables politiques et des journalistes. ■

BRICE PEDROLETTI

Sur la piste des espions russes en Europe

« Le Monde », en collaboration avec d'autres médias, a identifié 20 « diplomates » en poste à Bruxelles, expulsés en 2023

ENQUÊTE

BRUXELLES - correspondant

AUccle, l'une des 19 municipalités de la région de Bruxelles-Capitale, l'ambassade de Russie occupe un gigantesque terrain de 46 000 mètres carrés, ceint par 900 mètres de clôtures et surveillé par une multitude de caméras. L'ambassade et le consulat ont compté jusqu'à 220 membres accrédités. La représentation abrite aussi davantage d'antennes paraboliques que toute autre ambassade russe en Europe. De quoi, évidemment, confirmer les soupçons quant aux activités d'espionnage qui ont lieu, ou avaient lieu, à cet endroit : siège de l'Union européenne (UE) et des sites politique et militaire de l'OTAN, la Belgique a toujours été une cible de choix pour les différents services de Moscou.

Pour preuve, les expulsions inédites de « diplomates » auxquelles le royaume a procédé depuis l'invasion de l'Ukraine, en février 2022. Soixante-huit au total. Huit membres de la délégation russe auprès de l'OTAN avaient déjà dû quitter la Belgique en octobre 2021, ce qui avait entraîné sa fermeture. La vague d'expulsions la plus importante, avec 20 fonctionnaires russes concernés, a eu lieu durant les premiers mois de 2023. « Sur le papier, ce sont des diplomates, mais on sait très bien qu'ils exercent d'autres activités. (...) Des activités d'espionnage, de déstabilisation », déclarait Alexander De Croo, alors premier ministre, en mars 2024. Il n'avait toutefois pas livré plus de détails sur ces 20 espions présumés.

Le Monde, le site EUobserver, les médias belges *De Morgen* et *Humo*, ainsi que Radio Free Europe-Radio Liberty, basée à Prague, ont, depuis, enquêté conjointement sur leurs activités. Et leur identité leur a été confirmée par trois contacts indépendants au sein de services de renseignement occidentaux. En janvier, ces derniers comptaient 750 expulsions de « diplomates » russes du territoire des pays membres de l'OTAN – dont 40 en France. Un nombre jamais égalé depuis la fin de la guerre froide.

Sabotages

Le « groupe des vingt » – en réalité dix-neuf expulsés et un membre de l'ambassade « rappelé » par Moscou après sa mise en cause par la Sûreté de l'Etat, le service civil de renseignement belge – comportait des responsables de haut rang de la diplomatie russe à Bruxelles, « attachés commerciaux », « conseillers », « secrétaires », ainsi que des employés de « services techniques ».

Onze ont été identifiés par la Sûreté de l'Etat, qui s'abstient de tout commentaire, comme des membres du SVR (renseignement extérieur russe), sept appartenant au GRU (renseignement militaire), et deux étaient liés au FSB (sécurité intérieure). Contactées, l'ambassade russe à Bruxelles et 16 des 20 personnes dont *Le Monde* et ses partenaires ont retrouvé la trace n'ont pas répondu.

Les deux principaux représentants présumés du SVR à Bruxel-

les étaient Dimitri Iordandi, 55 ans, et Igor Gorjachev, 46 ans. Tous deux sont passés par Paris : le premier a étudié à l'Ecole nationale d'administration, le second a été membre de la délégation russe à l'Unesco. M. Iordandi a été un cadre de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Bosnie et est actuellement candidat pour diriger une mission en Serbie, au Kazakhstan ou au Kirghizistan. « Nous suivons une politique de recrutement rigoureuse, pour toutes nos fonctions », indique-t-on à l'OSCE.

M. Gorjachev, dont on ne retrouve la trace que lors d'une seule réunion à l'Unesco, en 2018, a été un cadre de l'entreprise Rosotec, une société d'Etat spécialisée dans les produits de haute technicité à usage civil et militaire. « Les membres du SVR collectent principalement du renseignement humain concernant l'économie, la politique, le scientifique et aussi le militaire, mais comme la Russie est en temps de guerre, ils peuvent être impliqués dans des campagnes de sabotage et de déstabilisation », souligne Mark Galeotti, un historien britannique spécialiste des questions de sécurité russes.

Sergueï Petrikov, 61 ans, était, pour sa part, la figure la plus importante du GRU dans la capitale belge. Cet ancien cadre de l'agence russe d'armement Rosoboronexport était chargé de la coordination des activités pour le renseignement militaire. Lesquelles, « plus brutales que celles du SVR », incluent, selon M. Galeotti, sabotages, agressions, enlèvements, tentatives de meurtre... L'un de ses adjoints avait donné une adresse à Moscou qui est celle de l'unité 92154, une unité des forces spéciales.

Les deux cadres présumés du FSB, eux aussi expulsés, étaient Dimitri Subochev, 45 ans, et Igor Echin, chargés de la protection de l'ambassade contre les tentatives d'espionnage et de la surveillance de la diaspora russe en Belgique, qui compte quelque 30 000 membres.

Les expulsions qui ont eu lieu en Belgique et ailleurs en Europe ont-elles affaibli les capacités des services russes ? Pas vraiment, à en croire James Appathurai, ancien porte-parole de l'OTAN et actuel secrétaire général adjoint pour les défis de sécurité émergents. « Nous avons assisté à une légère diminution de leurs capacités, mais elles ont été reconstituées », indiquait-il le 11 février. Des sabotages, des incendies, des attaques des propriétés de responsables politiques et des déraillements de trains ont, selon ce haut responsable, été le fait des services russes en Europe au cours des mois écoulés, sans que l'on puisse établir si les expulsés de Belgique ont été impliqués dans ces actions.

Des incendies suspects à Varsovie et à Vilnius ont orienté les enquêteurs vers les services russes



L'ambassade de Russie, à Bruxelles, le 23 avril 2010. WIKIPÉDIA

les étaient Dimitri Iordandi, 55 ans, et Igor Gorjachev, 46 ans. Tous deux sont passés par Paris : le premier a étudié à l'Ecole nationale d'administration, le second a été membre de la délégation russe à l'Unesco. M. Iordandi a été un cadre de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Bosnie et est actuellement candidat pour diriger une mission en Serbie, au Kazakhstan ou au Kirghizistan. « Nous suivons une politique de recrutement rigoureuse, pour toutes nos fonctions », indique-t-on à l'OSCE.

M. Gorjachev, dont on ne retrouve la trace que lors d'une seule réunion à l'Unesco, en 2018, a été un cadre de l'entreprise Rosotec, une société d'Etat spécialisée dans les produits de haute technicité à usage civil et militaire. « Les membres du SVR collectent principalement du renseignement humain concernant l'économie, la politique, le scientifique et aussi le militaire, mais comme la Russie est en temps de guerre, ils peuvent être impliqués dans des campagnes de sabotage et de déstabilisation », souligne Mark Galeotti, un historien britannique spécialiste des questions de sécurité russes.

Sergueï Petrikov, 61 ans, était, pour sa part, la figure la plus importante du GRU dans la capitale belge. Cet ancien cadre de l'agence russe d'armement Rosoboronexport était chargé de la coordination des activités pour le renseignement militaire. Lesquelles, « plus brutales que celles du SVR », incluent, selon M. Galeotti, sabotages, agressions, enlèvements, tentatives de meurtre... L'un de ses adjoints avait donné une adresse à Moscou qui est celle de l'unité 92154, une unité des forces spéciales.

Les deux cadres présumés du FSB, eux aussi expulsés, étaient Dimitri Subochev, 45 ans, et Igor Echin, chargés de la protection de l'ambassade contre les tentatives d'espionnage et de la surveillance de la diaspora russe en Belgique, qui compte quelque 30 000 membres.

Les expulsions qui ont eu lieu en Belgique et ailleurs en Europe ont-elles affaibli les capacités des services russes ? Pas vraiment, à en croire James Appathurai, ancien porte-parole de l'OTAN et actuel secrétaire général adjoint pour les défis de sécurité émergents. « Nous avons assisté à une légère diminution de leurs capacités, mais elles ont été reconstituées », indiquait-il le 11 février. Des sabotages, des incendies, des attaques des propriétés de responsables politiques et des déraillements de trains ont, selon ce haut responsable, été le fait des services russes en Europe au cours des mois écoulés, sans que l'on puisse établir si les expulsés de Belgique ont été impliqués dans ces actions.

Steve Charlier, porte-parole de l'Organne de coordination pour l'analyse de la menace, une agence officielle belge, confirme : « On peut suspecter que le régime russe est l'instigateur de certaines actions, mais, habituellement, il œuvre avec des intermédiaires. Et il peut donc toujours nier son implication. » Une technique qualifiée de « déni plausible ».

Le recours à des « proxys » ou « agents de fortune », utilisés pour masquer l'identité des command-

Dans son dernier rapport annuel, la Sûreté de l'Etat belge relevait, mi-janvier, qu'après l'expulsion de ses diplomates la Russie avait recruté des agents free-lance via l'application Telegram. Ils étaient payés en cryptomonnaies après des missions très ponctuelles. « Dans le but de créer des troubles ou de diffuser des narratifs idéologiques », notaient le rapport.

Les agents russes n'ont, par ailleurs, pas hésité à envisager, en juillet 2024, une tentative – avortée – d'assassinat contre Armin Papperger, le patron de la société allemande d'armement Rheinmetall, qui fournit l'Ukraine. Des dirigeants d'Euroclear, la société internationale de dépôts basée à Bruxelles et qui abrite notamment 183 milliards de fonds gelés appartenant à la Banque centrale russe, sont sous haute protection depuis plusieurs mois.

Umicore, une multinationale belge spécialisée dans la production de produits avancés pour les nouvelles technologies, aurait été une autre cible de « diplomates » russes, selon nos informations. Sa porte-parole, Marjolein Scheers, ne dément ni ne confirme, indiquant seulement « ne pouvoir partager des informations avec des parties extérieures à l'entreprise ». ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Crédit Mutuel GRAND PARTENAIRE

M SERIES MANIA

FESTIVAL INTERNATIONAL
LILLE | HAUTS-DE-FRANCE
21 > 28 MARS 2025
GRATUIT

EXPOSITION
MASTERCLASSES
AVANT-PREMIÈRES
CONFÉRENCES
SOIRÉES & DJ SETS
SÉRIES CULTES
ATELIERS

ALLOCINE Le Monde SERIOUSLY

Crédit Mutuel TRANSPerfect MEDIA USC

TF1

MÉTROPOLE DE LILLE

france tv

TF1

L'essor de l'aéroport de Beauvais contesté

Plusieurs associations attaquent le contrat de concession, qu'elles jugent incohérent avec l'accord de Paris

REPORTAGE

BEAUVASIS - envoyé spécial

Rendez-vous a été pris à la table d'une boulangerie située dans l'entrée d'un grand magasin de bricolage. A quelques ronds-points de là, au milieu des champs de l'Oise, les avions bleu et jaune d'une célèbre compagnie low cost s'élancent de l'unique piste de l'aéroport Paris-Beauvais. Sur une tablette, Vincent Godin décrit les trajectoires des décollages et des atterrissages, l'augmentation du trafic, les jours de pics au moment des ponts et des départs estivaux... Autant de données compilées sur un site qu'il a lui-même créé.

«On ne souhaite pas la fermeture de l'aéroport, mais son plafonnement. Après tout, on subit la pollution et les désagréments au nom des retombées économiques», dénonce cet ingénieur de 40 ans, membre de l'association Adera qui s'oppose aux nuisances de l'infrastructure. Avant de reprendre son vélo, il lâche, un peu dépité: «Depuis toutes ces années, on sait très bien que le développement de l'aéroport va juste augmenter le nombre de passagers qui veulent aller voir la tour Eiffel ou partir en week-end dans les villes européennes.»

Mardi 11 mars, cette association, ainsi que Sauvez le Beauvaisis et Notre affaire à tous, rendent publique une nouvelle action en justice. Mi-janvier, ces opposants ont déposé une requête au tribunal administratif d'Amiens contre le nouveau contrat de concession de l'aéroport signé en avril 2024. Dans le mémoire qu'ils ont écrit, ils dénoncent l'augmentation «rapide et inconsidérée» du trafic depuis l'arrivée des compagnies low cost en 1997. En 1996, 64 000 passagers transitaient par cette petite infrastructure. En 2024, ils étaient 6 560 000. De 4 200 en 2000, le nombre de mouvements commerciaux est passé à 39 000 en 2024.

Selon eux, ce nombre pourrait doubler dans les trente prochaines années. «Au départ, on nous l'a vendu comme un aéroport provincial, mais on a très vite senti que ça serait surtout le troisième aéro-

«On a vite senti que ça serait le troisième aéroport parisien»

PHILIPPE BRÉBION
ancien président de l'Adera

port parisien, se souvient Philippe Brébion, 64 ans, ancien président de l'Adera, qui essaye de retenir sa chienne Divine au milieu d'un jardin survolé par les avions. *On voit bien qu'il faut maintenant faire le lien avec les enjeux nationaux.*»

Nouveauté de cette action juridique, les opposants locaux se sont rapprochés d'une association d'envergure nationale, Notre affaire à tous. Objectif? Dénoncer l'incohérence entre le développement d'un aéroport et les engagements climatiques de la France. Dans leur mémoire, les requérants rappellent donc la signature de l'accord de Paris par la France et mettent aussi en avant la stratégie nationale bas carbone qui prévoit au minimum une stagnation du transport aérien pour que la France respecte son engagement de -55 % d'émissions en 2030 par rapport au niveau de 1990.

Ambiguités»

Dans une note publiée en septembre 2024, le secrétariat à la planification écologique précisait ainsi que le secteur aérien devrait passer de 24,2 millions de tonnes d'émissions d'équivalent CO₂ à 23,4 en 2030, mais que la tendance n'était pas bonne (29 millions de tonnes prévues). «Des mesures supplémentaires [de sobriété] pourraient être nécessaires pour sécuriser la trajectoire», indique ce document. «L'idée est de montrer les ambiguïtés entre les engagements de la France et ce qu'il se passe sur le terrain. Il y a un moment, il faudra bien limiter le trafic car ce ne sont pas les hypothétiques progrès technologiques qui vont nous sauver», estime Adeline Paradeise, juriste au sein de Notre affaire à tous, qui espère, au moins, une renégociation du nouveau contrat de concession.



Manifestation à Beauvais contre l'augmentation du trafic aérien de l'aéroport de Paris-Beauvais, en juin 2024. CHARLES BURY/MAXPPP

Alors que la planification écologique doit se concrétiser sur le terrain, le plafonnement de la capacité des aéroports est un de ses nombreux angles morts. Au moment du renouvellement de la concession, l'Etat n'a même pas tenté de freiner le développement de l'aéroport Paris-Beauvais dont l'avenir est entre les mains des collectivités locales réunies dans le Syndicat mixte de l'aéroport Beauvais-Tillé (SMABT).

Le soir de l'accord avec le nouveau concessionnaire Egis-Bouygues, le 29 avril 2024, sa présidente, l'ancienne maire de Beauvais Caroline Cayeux, avait promis sur France 3 un «développement mesuré» et affiché l'ambition de créer un «aéroport vert avec des parkings respectueux de l'environnement». Dans son argumentaire, le concessionnaire évoque un seuil de rentabilité à 45 000 mouve-

ments en 2033 après avoir investi 170 millions d'euros pour améliorer l'accueil des passagers dans les deux terminaux. «Notre aéroport est dynamique mais l'infrastructure est vétuste et obsolète et n'est pas du tout adaptée à la transition écologique. Il faut améliorer notre capacité à bien accueillir les passagers», affirme Philippe Trudet, directeur du SMABT.

Dans le contrat, aucun plafonnement n'a été prévu. Si une partie des annexes est restée secrète, les opposants ont repéré dans une étude des offres que le nouveau concessionnaire prévoyait une augmentation du trafic à 53 000 mouvements en 2054.

De son côté, le SMABT promet d'être attentif et de mettre la pression sur le gestionnaire si le développement se fait de manière irraisonnée à partir des 45 000 mouvements, tout en

mettant en avant l'importance des 1 500 emplois qui dépendraient directement de l'infrastructure. «Et puis, nous répondons aussi à une demande très forte qui vient d'Ile-de-France», admet M. Trudet alors que les bus continuent à faire l'aller-retour entre la capitale et Beauvais. Soixante pour cent des passagers de l'aéroport se rendent ou viennent de Paris, à 80 kilomètres, soit à une heure et dix minutes de route.

Pas de quoi rassurer les opposants. Alors que Roissy tourne à plein régime et qu'Orly a un nombre de mouvements plafonnés (250 000 créneaux par an), beaucoup craignent que l'aéroport Paris-Beauvais ne serve à absorber une hausse des voyages à venir.

Installés depuis 2021 dans une maison face à la magnifique cathédrale de Beauvais, Hélène et Boris Vivier résident un peu à l'écart des

trajectoires des avions. Marqués par l'accord de Paris et jeunes parents, ils ont fondé l'association Sauvez le Beauvaisis avant de rassembler des centaines de personnes en mars 2023 et de tenter d'aller mobiliser les étudiants de l'école d'agronomie, dont certains aiment partir en week-end avec des compagnies low cost. «Le nerf de l'action juridique que l'on mène aujourd'hui, c'est le décalage entre les trajectoires nationales et le développement de projets locaux tels que cet aéroport. Est-ce que c'est à nous les citoyens de jouer le rôle de l'Etat?», s'interroge Boris Vivier.

Philippe Brébion et sa femme vont, eux, partir s'installer dans le Périgord et rejoindre leurs enfants. Après la vente de sa maison, il promet de suivre la situation, pour les habitants du Beauvaisis et aussi pour ses petits-enfants. ■

MATTHIEU GOAR

Vers un retour du plastique dans les cantines scolaires

Un projet de décret ouvre la voie aux couverts et à la vaisselle en plastique, pour éviter un recours des professionnels de la plasturgie

Le 10 février, Donald Trump mettait en scène dans le bureau Oval de la Maison Blanche la signature d'un décret actant le retour aux pailles en plastique dans l'administration américaine. Dix jours plus tard, en France, le gouvernement a déposé un projet de décret qui ouvre la voie à un retour des couverts et de la vaisselle en plastique dans les cantines scolaires. Porté par le ministère de la transition écologique, le texte revient sur une disposition prévue par la loi EGALIM de novembre 2018: l'interdiction à partir du 1^{er} janvier 2025 des «contenants alimentaires» en plastique (destinés à la cuisson, à la réchauffe et au service) dans la restauration collective, de la crèche à l'université.

Cette interdiction avait été étendue par la loi antigaspillage pour une économie circulaire de 2020 aux services de pédiatrie, d'obstétrique et de maternité. Le projet de décret propose d'«exclure les contenants servant à la consommation des plats», y compris la vaisselle (assiette, gobelet...) et les couverts. Le texte est mis en consultation publique jusqu'au 14 mars. Malgré l'absence de

publicité et des bugs sur la plateforme en ligne, près de 1 500 commentaires avaient été déposés le 11 mars au matin. «Hérésie», «incompréhensible», «rétropédalage inacceptable»: c'est peu dire que la proposition du gouvernement, accusé d'avoir «cédé aux lobbys», suscite une marée d'avis défavorables qui dénoncent «un grand pas en arrière pour la santé de nos enfants et la préservation de notre environnement». Ils émanent de parents inquiets, d'organisations environnementales ou encore de médecins.

Outre son impact environnemental, «la réintroduction du plastique dans les cantines scolaires pose un grave problème sanitaire», alerte l'Association santé environnement France (ASEF), qui regroupe des professionnels de la santé. Puberté précoce, baisse de la fertilité, diabète, hyperactivité, endométriose, cancers hormonaux... La liste est longue des effets des perturbateurs endocrinien contenus dans les plastiques. «Un simple contact, aussi bref soit-il, peut entraîner un passage des particules plastiques du contenant à la nourriture servie aux enfants», rappelle l'ASEF. Une

migration amplifiée par la chaleur ou les corps gras et acides comme les sauces. Les assiettes et les couverts se dégradent aussi à l'usage en relarguant des particules de plastique.

«C'est un scandale, s'étangle Tania Pacheff, biochimiste de formation et porte-parole de l'association Cantine sans plastique dont la mobilisation, en 2018, avait conduit le législateur à faire le choix de l'interdiction. Rien ne justifie ce retour en arrière alors que des alternatives existent.»

«Un très mauvais signal»

Directeur de l'association nationale des responsables de la restauration territoriale, Agores, Maxime Cordier est plus nuancé concernant la petite enfance: «Tous les directeurs de crèche nous disent que malheureusement, aujourd'hui, ils ne sont pas prêts à se passer du plastique, qui reste très majoritaire.» Le directeur de l'Agores plaide pour des «déroгations pour les biberons, les assiettes et compartiments ou les gobelets». En revanche, il estime «inconcevable» un retour du plastique dans le secteur scolaire, où existent d'autres solutions – l'Agores

«Rien ne justifie ce retour en arrière, alors que des alternatives existent»

TANIA PACHEFF
porte-parole de l'association
Cantine sans plastique

publié un catalogue dès 2022. «Ce serait un très mauvais signal pour les collectivités et complètement incohérent, estime M. Cordier. On interdirait de réchauffer le sauté de veau dans des barquettes en plastique, mais on le servirait dans des assiettes en plastique! Le gouvernement ne nous a pas donné d'explication, mais c'est sans doute le résultat du lobbying de l'industrie du plastique.»

Contacté par *Le Monde*, le ministère de la transition écologique dit avoir voulu corriger «une faiblesse juridique», à savoir que «les assiettes et les couverts ne sont pas des contenants alimentaires». «Aussi, nous avons préféré les retirer plutôt que de courir le risque d'une invalidation de l'interdiction de tous

les contenants alimentaires», indique-t-on de même source. «Attaquer tous nos décrets qui visent à limiter l'usage du plastique, c'est le sport national de Plastalliance», rappelle-t-on au cabinet d'Agnes Pannier-Runacher. Le syndicat des professionnels de la plasturgie a notamment réussi à faire annuler l'interdiction des emballages en plastique sur les fruits et légumes. Concernant le plastique dans les cantines, Plastalliance avait attaqué le premier décret, publié le 28 janvier, qui introduisait pourtant déjà certaines dérogations dans le champ pédiatrique pour les tétines et les bagues de biberon ou les couverts, «lorsque l'élément en matière plastique dont ils disposent a été conçu dans le but d'éviter tout risque de blessure pour les jeunes enfants».

«C'est sans doute à la suite de notre action qu'Agnès Pannier-Runacher a voulu corriger son texte illégal, commente le secrétaire général de Plastalliance, Joseph Tayefeh. Mais cela ne nous dissuadera pas de déposer un nouveau recours, car si ce deuxième décret assouplit le premier et peut paraître favorable aux industriels, il n'en reste pas moins inapplicable.»

Principal argument juridique avancé par le lobby du plastique: «Les interdictions visées par ces textes ne sont absolument pas prévues par la Commission européenne et constituent une entrave au marché intérieur et à la liberté de commerce, ainsi qu'une transposition du nouveau règlement européen sur les emballages qui vient d'être publié.»

«La vaisselle en plastique, c'est assez récent, elle est apparue dans les cantines il y a une trentaine d'années», rappelle M. Cordier, directeur de la restauration de la ville de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Combien d'établissements scolaires en utilisent encore aujourd'hui et dans quelle quantité? Le ministère de la transition écologique n'a pas su répondre à cette question.

«Beaucoup, si on en croit le nombre de parents qui nous contactent, mais il n'y a aucun chiffrage», déplore Mme Pacheff. Selon M. Cordier, la France compte environ 80 000 lieux de restauration collective et 6 000 cuisines centrales, «mais personne ne sait quantifier l'usage du plastique dans les cantines faute d'observatoire». ■

STÉPHANE MANDARD

Attaqué par les médias Bolloré, Macron riposte

Le chef de l'Etat réfute l'accusation du groupe complaisant avec la Russie de vouloir « faire peur » aux Français

Les relations entre l'Elysée et les médias de la sphère Bolloré connaissent un brusque coup de froid. «En cette période grave» et «face à la menace russe», le palais présidentiel a publiquement appelé *Le Journal du dimanche* (*Le JDD*) au «respect de la parfaite véracité des faits», dimanche 9 mars. Propriété du milliardaire conservateur Vincent Bolloré, l'hebdomadaire avait titré, au sujet de la guerre en Ukraine, sur la «surenchère de la peur», avec une photo pleine page d'Emmanuel Macron.

Quatre jours après l'allocution présidentielle consacrée à la situation internationale et ses conséquences pour la France et l'Europe, *Le JDD* affirmait que l'Elysée assumait de vouloir «faire peur» aux Français – des termes que la présidence de la République dément avoir employés – et décrivait un président qui «exagère la menace russe» et «agit les peurs pour donner le change».

Si le communiqué de l'Elysée n'y fait pas référence, un éditorial du *JDD* signé par Pascal Praud a également irrité en haut lieu. L'ancien journaliste sportif accuse Emmanuel Macron de «précipiter la France dans une guerre, comme ce pilote allemand, Andreas Lubitz, fonça en 2015 avec son avion dans une montagne des Alpes et tua 149 passagers».

Les propos de Laurence Ferrari sur CNews et Europe 1 – également propriétés de M. Bolloré –, vendredi, face à son invité, le premier ministre, François Bayrou, avaient déjà fait bondir au 55, rue du Faubourg-Saint-Honoré. L'animatrice accusait la France de «vouloir partir en guerre contre la Russie», alors que «l'Ukraine n'a jamais semblé aussi proche de la paix». «Cette présentation-là, on l'a connue dans les années 1930. C'est une présentation qui nous a menés au pire», lui avait rétorqué M. Bayrou. Ce récit trahit une «inversion des valeurs: on oublie qui est l'agresseur et qui est l'agressé», dénonce également le député (Renaissance) d'Eure-et-Loir Guillaume Kasbarian.

«Revirement soudain»
Le démenti présidentiel au *JDD* est d'autant plus notable que l'Elysée s'est jusqu'ici montré bienveillant à l'égard des médias du groupe Bolloré, boycottés par une partie de la gauche et qui accordent une large place aux voix de droite et d'extrême droite. En août 2023, alors que Geoffroy Lejeune, condamné en première instance puis relaxé en appel pour avoir publié des contenus racistes lorsqu'il

Le président de la République, Emmanuel Macron, lors d'une conférence de presse, à Bruxelles, le 6 mars.

LUDOVIC MARIN/AFP



était directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite *Valeurs actuelles*, prend la direction du *JDD*, l'Elysée se garde d'osétriser le journal.

«Le projet politique que portent ces médias n'est pas celui du président, et de loin, affirme à l'époque son entourage. Mais il veut que le combat se mène politiquement, en allant convaincre sur toutes les chaînes et dans tous les titres.» Depuis, députés macronistes et ministres y défilent sans discontinuer. Ce ce déploré le député (Renaissance) du Cher François Cormier-Bouligeon, qui appelle à une «digue sanitaire» autour des médias Bolloré, qui diffusent «une réalité parallèle».

Emmanuel Macron lui-même accorde régulièrement ses confidences au *JDD*. Ainsi commentait-il, le 2 mars, la «conférence de presse qui a mal tourné» entre les présidents ukrainien et américain, Volodymyr Zelensky et Donald Trump, à Washington, deux jours plus tôt. A l'Elysée, Bruno Roger-Petit, conseiller mé-

L'Elysée s'est jusqu'ici montré bienveillant à l'égard des médias appartenant au milliardaire conservateur

moire du président et ami de Pascal Praud, entretient le lien avec les médias Bolloré; tandis que la ministre de la culture, Rachida Dati, n'a pas caché son dépit, le 28 février, de voir la chaîne C8, propriété de Vincent Bolloré, privée de fréquence sur la télévision numérique terrestre par l'Arcom (le régulateur de l'audiovisuel).

L'historien spécialiste des médias Alexis Lévrier s'étonne de ce «revirement soudain et théâtralisé» de l'Elysée à l'égard du *JDD*, alors que «la propagande russe s'y propage depuis longtemps». Em-

manuel Macron, qui, en octobre 2019, accordait un entretien sur l'immigration à *Valeurs actuelles*, «a continué à utiliser ces médias comme un outil de communication, alors que le groupe Bolloré a un projet idéologique. C'est le signe d'une naïveté impardonnable.»

Caisse de résonance

Invité, lundi soir, dans l'émission «L'Heure des pros», le directeur de la rédaction du *JDD*, Geoffroy Lejeune, a d'ailleurs défendu sa une sur le «discours de la peur» de l'Elysée, «un moyen très agréable de gouverner quand on est à la tête de l'Etat, parce que, quand tout le monde est tétanisé, les gens obéissent, la cote de popularité remonte», a-t-il déclaré, accusateur. Pascal Praud a émis une autre théorie: «On soupçonne qu'Emmanuel Macron puisse instrumentaliser cette période pour nous vendre davantage d'Europe, pour enlever la souveraineté française et, pourquoi pas, que toutes les décisions, un jour, soient prises par une Europe dont il serait le président.»

La mutualisation des contenus et des signatures par les différents médias du groupe Vivendi (Europe 1, CNews, *JDD*) offre une importante caisse de résonance à des discours encore marginaux dans l'opinion. D'anciennes voix de droite comme Hervé Morin, ministre de la défense (2007-2010), ou Henri Guaino, ex-conseiller du président Nicolas Sarkozy, ont été invités, ces derniers jours, pour mener la charge contre le chef de l'Etat et légitimer une parole complaisante envers la Russie.

«L'action toxique des médias Bolloré, alignés sur les positions les plus extrémistes de droite, des pro-Poutine, des gens qui se disent patriotes et qui sont les complices de ceux qui attaquent l'Europe et la France, est un véritable danger pour la démocratie», dénonce Claude Malhuret, le président du groupe Les Indépendants-République et territoires au Sénat.

A l'exception d'une partie des sympathisants du Rassemblement national, le discours pro-russe véhiculé par ces médias se

heurte à un vif sentiment d'inquiétude et d'indignation de l'opinion française à l'égard de l'allié américain sur la position du Kremlin. «A date, les Français sont majoritairement en phase avec le diagnostic d'Emmanuel Macron», souligne le directeur général d'Ipsos, Brice Teinturier. «Ceux qui prétendent préparer demain le pays prendraient un très grand risque à minorer la menace russe», met en garde le sondeur.

Lundi soir, Emmanuel Macron a dénoncé, aux côtés de la présidente moldave, Maia Sandu, conviée à l'Elysée, «les tentatives russes de plus en plus désinhibées de déstabilisation, ciblant en particulier les institutions démocratiques» de la Moldavie. Lui-même est sur une ligne de crête, contraint de mobiliser les Français face aux dangers d'un contexte international imprévisible, sans leur donner l'impression d'instrumentaliser cette situation à des fins de politique intérieure. ■

MARIAMA DARAMÉ
ET NATHALIE SEGAUNES

Aux obsèques de Jean-Louis Debré, la fin d'un monde

François Bayrou, François Hollande et plusieurs figures chiraquienes ont assisté, lundi, aux obsèques de l'ancien président de l'Assemblée

A l'entrée de Saint-Louis-des-Invalides, la secrétaire générale du groupe Les Républicains (LR) à l'Assemblée nationale, la fidèle Sylvie Gir, est postée. Elle attend «ses» députés, venus rendre hommage, lundi 10 mars, à Jean-Louis Debré, pour les placer. La famille Debré n'a pas souhaité qu'il y ait de places réservées. Le premier ministre, François Bayrou, députés et sénateurs, anciens ministres, membres du Conseil constitutionnel qu'il a présidé (2007-2016) se mêlent, sans protocole, dans la cathédrale bondée où M^e Antoine Debré, évêque aux armées, célèbre les obsèques de l'ancien ministre de Jacques Chirac. «Jean-Louis, c'est complet», commence sa compagne et coauteur, Valérie

Bochenek, en jetant un regard sur l'Assemblée. Elle raconte qu'avant chaque représentation, Jean-Louis Debré, devenu acteur à 76 ans, aimait regarder derrière le rideau pour s'assurer qu'il y avait du monde. «Je suis un jeune comédien», s'amuse-t-il.

Dans cette «église des soldats», tous les chiraquiens, dont il fut l'un des plus fervents représentants, étaient là. Claude Chirac et François Baroin, Alain Juppé, Michèle Alliot-Marie, Jean-Pierre Raffarin, Jacques Toubon... L'ancien président de la République François Hollande, qui avait été soutenu par Jacques Chirac en 2012, était présent, lui aussi. Mais pas Nicolas Sarkozy. Ni Emmanuel Macron, souvent critiqué par l'ancien président de l'As-

semblée nationale qui regrettait son manque d'«empathie» à l'égard des Français. Lui et son épouse, Brigitte, ont fait porter une gerbe.

«Juste et droit»

Serrés sur le même banc, l'ex-secrétaire général du groupe RPR à l'Assemblée, la chiraquienne Christine Branchu, et tous les anciens collaborateurs de Jean-Louis Debré au Palais-Bourbon. En campagne pour prendre la tête de ce qui reste du parti gaulliste – LR et ses 44 000 militants –, le président du groupe des députés LR, Laurent Wauquiez, côte à côte l'ex-candidate du parti à la présidentielle de 2022, Valérie Pécresse (4,78 % des voix), ou l'éphémère premier ministre Michel Barnier.

«Mais pourquoi tu ne le lâches pas, ton Chirac?», avait un jour lancé Guillaume Debré, 19 ans, à son père, pendant la campagne présidentielle de 1995, quand Jacques Chirac, distancé par Edouard Balladur, se trouvait aux tréfonds des sondages. «Ceux qui l'ont trahi sont tellement mal à l'aise, avait répondu Jean-Louis Debré. Moi, je sais qui je suis. Et quand je me regarde dans la glace, je me sens bien.»

Après Guillaume Debré, son fils aîné, sa fille Marie-Victoire et ses petites filles ont rendu hommage à un père et grand-père «pudique et généreux», amateur de cigares et de piña colada, un républicain «juste et droit», comme l'a rappelé M^e de Romanet, qui avait choisi *La Marseillaise* chantée par

Mireille Mathieu comme sonnette pour son téléphone portable.

Al'issue de la cérémonie, simple et sobre, son cercueil estposé dans la cour d'honneur des Invalides afin que chacun puisse s'incliner. En entendant sonner le glas, l'ex-conseiller élyséen Henri Guaino, qui inspira en 1995 la campagne présidentielle de Jacques Chirac autour de la «fracture sociale», évoque «un monde qui disparaît». Avec nostalgie, François Hollande songe lui aussi «à ce qu'était la politique au temps de Jean-Louis Debré»: «Des idées pour mobiliser, des partis pour les porter et du panache pour les défendre à l'Assemblée.»

Dans l'allée qui mène à la cathédrale, de grands panneaux, installés pour les 80 ans de la libération

des camps, présentent le parcours de plusieurs femmes résistantes et déportées: Geneviève de Gaulle, Angèle Lamanthe, Andrée Reufly ou Marie-Claude Vaillant-Couturier... Etrange et triste chassé-croisé. Au moment où les derniers déportés s'éteignent, le 47^e président des Etats-Unis est entouré de proches (Elon Musk, Steve Bannon) qui soutiennent avec ferveur l'extrême droite allemande et font des saluts nazis.

Au moment où, en France, se multiplient les attaques contre l'Etat de droit, le fils du père de la Ve République, qui se battait «pour le droit et la République, le bien le plus précieux et le plus fragile que nous ayons», comme l'a rappelé son fils Guillaume, s'en va. ■

SOLENN DE ROYER



La pression s'accentue pour saisir les avoirs russes gelés

Plusieurs responsables politiques veulent utiliser ces 210 milliards d'euros

BRUXELLES - bureau européen

Trois ans après l'invasion de l'Ukraine, la pression monte pour que l'Europe durcisse ses sanctions contre Moscou. Avec une question-clé : peut-elle saisir les avoirs russes qu'elle a gelés, afin de financer la défense ukrainienne ? Une interrogation relancée depuis que Donald Trump a stoppé l'aide militaire à l'Ukraine et renforcé ainsi la menace russe.

En France, elle divise le monde politique et sera au cœur d'un débat à l'Assemblée nationale, mercredi 12 mars, sur la base d'une proposition de résolution du député (Union des démocrates et indépendants) des Yvelines Laurent Mazaury et de son groupe (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires, LIOT), qui appelle à renforcer le soutien à Kiev mais sans aller jusqu'à saisir les avoirs russes.

Un texte concurrent proposant, lui, de les utiliser a été cosigné, lundi, par des députés écologistes, socialistes et macronistes, dont le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, et Prisca Thevenot, ancienne porte-parole du gouvernement (de janvier à septembre 2024) de Gabriel Attal. Par ailleurs, en Europe, 140 lauréats du prix Nobel, dont Lech Walesa, Joseph Stiglitz, Orhan Pamuk et Patrick Modiano, ont aussi demandé aux Etats membres de saisir les actifs russes, dans une lettre ouverte publiée le 3 mars.

Risque juridique

Depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022, l'Union européenne (UE) a adopté plusieurs séries de sanctions contre Moscou, dont le gel des sommes détenues en Europe par la Banque centrale de la Fédération de Russie ; soit environ 210 milliards d'euros, que la Russie avait placés en grande majorité chez Euroclear, une société internationale de dépôts de fonds établie à Bruxelles. En mai 2024, les Vingt-Sept ont décidé d'utiliser les intérêts que ces actifs immobilisés engendrent – environ 3 milliards d'euros par an –, afin de soutenir l'effort militaire ukrainien. Ils permettent aujourd'hui de rembourser un prêt de 50 milliards de dollars (46 milliards d'euros) consenti par le G7 à Kiev. « Du vol », selon la Russie.

S'emparer des avoirs russes serait « contraire aux accords internationaux », insiste le ministre de l'économie

Faut-il aller plus loin et utiliser non seulement les intérêts, mais aussi le capital russe immobilisé ? C'est tout le débat. En France, il dessine une cartographie politique assez inhabituelle, où le gouvernement macroniste et La France insoumise s'opposent ensemble à une autre partie des macronistes et de la gauche, tandis que l'extrême droite reste discrète.

Emmanuel Macron à l'Elysée, le chancelier Olaf Scholz à Berlin, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, à Rome et une majorité de leurs homologues européens martèlent que l'Europe ne doit surtout pas piocher dans la cagnotte russe placée sous séquestre. « On peut prendre les revenus des avoirs gelés, mais on ne peut pas prendre les avoirs eux-mêmes », a résumé le président français lors d'une visite à la Maison Blanche, le 24 février.

Ce serait « contraire aux accords internationaux », insiste le ministre de l'économie, Eric Lombard : cet argent appartient à la Banque centrale de la Fédération de Russie, et il n'y a pas de raison de s'en emparer. « La saisie des avoirs russes [déposés chez Euroclear] présenterait un risque juridique clair. (...) Si l'Europe prenait la décision politique de cette saisie, il faudrait mutualiser les risques », prévient d'emblée Pierre Wunsch, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique, qui est aussi le superviseur d'Euroclear.

Les Européens, qui reprochent à Vladimir Poutine comme à Donald Trump de ne pas respecter le droit international, seraient malvenus de le violer à leur tour, plaident également ceux qui s'opposent à la saisie des actifs russes. Pareil geste serait « considéré comme un acte de guerre, nous entrerions alors en guerre avec la Russie », a argumenté l'eurodéputée « insoumise » Manon Aubry, le 9 mars, sur France Inter. Le Rassemblement

national (RN), régulièrement critiqué pour son indulgence envers Moscou, redoute aussi des mesures de rétorsion douloureuses. « Si les actifs français en Russie sont gelés, on risque d'être perdants », estime ainsi le député (RN) de la Somme Jean-Philippe Tanguy.

Mais, plus que tout, Paris comme Berlin s'inquiètent du précédent que créerait la saisie des avoirs russes. Cela risquerait, explique Pierre Wunsch, de « mettre à mal la crédibilité d'Euroclear », une institution financière utilisée par les banques centrales du monde entier pour y déposer leurs réserves. Et de désertifier la zone euro. L'Inde, la Chine, le Brésil et l'Arabie saoudite continueront-ils à placer des fonds en Europe si ces capitaux peuvent soudain se retrouver confisqués ?

Un levier dans les négociations
« En droit, rien n'interdit de saisir ces actifs », veut croire, quant à elle, la députée (Les Ecologistes) de Paris Léa Balage El Mariky, à l'origine de la nouvelle proposition de résolution transpartisane. Selon le droit coutumier de l'ONU, quand un Etat commet des actes illicites, comme la Russie en attaquant l'Ukraine, il est tout à fait légal de prendre des mesures proportionnées. » Quant au précédent que créerait une telle décision, l'élue parisienne balaie aussi cet argument. « Si on ne réagit pas fermement, c'est là que l'Europe sera fragilisée, et que cela dissuadera les investisseurs », juge-t-elle.

Si le débat semblait tranché à la fin 2024, le retour au pouvoir de Donald Trump, le 20 janvier, a fait bouger les lignes. Alors que Washington a décidé de ne plus aider l'Ukraine et que le président américain discute avec Vladimir Poutine d'un éventuel futur accord de cessez-le-feu, la question de la saisie des actifs russes se pose avec plus d'acuité. La nécessité de muscler militairement l'Ukraine pour contrer l'expansionnisme russe et, plus encore, pour la renforcer à la table des négociations donne de nouveaux arguments à ses partisans. En France comme dans toute l'UE.

Témoin, le revirement de Gabriel Attal, qui milite désormais pour la saisie des avoirs russes. « La situation a changé, s'est justifié l'ancien premier ministre dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 5 mars. L'utilisation

des avoirs russes aiderait l'Ukraine à tenir, malgré le désengagement américain actuel. Cette solution permettrait de faire payer la guerre à la Russie plutôt qu'à l'Europe et aux Européens. » Des élus du « socle commun », comme l'ancien chef du gouvernement Edouard Philippe, partagent son point de vue.

« Assez parlé, il est temps d'agir ! », s'exclamait aussi sur X, le 20 février, le premier ministre polonais, Donald Tusk, fervent militant d'une saisie des avoirs russes, comme ses homologues baltes et scandinaves, pour qui le débat sur le droit international n'est pas si clair. Les Pays-Bas, qui ont longtemps défendu le respect de la propriété russe, ont désormais changé de camp.

Ce n'est pas tout. Le Royaume-Uni, qui ne fait plus partie de l'UE depuis le Brexit en 2020 mais s'est rapproché de ses alliés européens pour parler de la sécurité du Vieil Continent, insiste également sur la nécessité de s'emparer des actifs de la banque centrale russe. Dans ce contexte, Paris et Berlin font valoir que le gel de ces actifs donne aux Européens un levier dans une négociation entre Washington et Moscou sur le sort de Kiev, dont ils sont largement exclus, à ce stade.

Le sujet de la saisie devrait « faire partie des négociations à la fin de la guerre », a détaillé Emmanuel Macron, le 24 février, lors de son déplacement à la Maison Blanche.

En clair, il s'agit de garder cette manne qui pourra, le temps venu, être utilisée pour payer les réparations russes et aider à la reconstruction de l'Ukraine.

Le chancelier allemand, le chrétien-démocrate (CDU) Friedrich Merz, qui s'apprête à succéder au social-démocrate (SPD) Olaf Scholz, ne s'est pas exprimé sur le sujet. Mais « il devrait y avoir une continuité entre lui et son prédécesseur, car on touche ici à la stabilité financière de la zone euro », analyse un diplomate européen.

Les Européens devront se décider vite. Le 31 juillet, ils devront, comme tous les six mois, renouveler les sanctions contre Moscou, et la Hongrie de Viktor Orban, proche de la Maison Blanche comme du Kremlin, menace d'y mettre son veto. ■

ÉRIC ALBERT, DENIS COSNARD ET VIRGINIE MALINGRE

Dans les Cévennes, des maires espèrent conserver la compétence de l'eau

Une trentaine d'élus aimeraient ne pas avoir à confier la gestion de l'eau à l'intercommunalité au 1^{er} janvier 2026

NÎMES - correspondante

Depuis sa mairie, avec une vue imprenable sur les monts cévenols, Emmanuel Grieu, le maire (sans étiquette) de la commune de Mandagout (Gard), 370 habitants, n'en démord pas : la compétence de l'eau, actuellement du ressort des municipalités, ne doit pas être « automatiquement » transférée aux intercommunalités au 1^{er} janvier 2026, comme le prévoit la loi de 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe.

Depuis le début de l'année, cet élu, proche du député (divers gauche) de la Somme François Ruffin, se mobilise afin de faire entendre la voix des petites communes et a lancé un appel des maires destinés « aux députés pour confirmer la fin du transfert obligatoire de la compétence eau ». En quelques semaines, une trentaine d'élus cévenols, du Gard et de l'Hérault, ont signé le document. Une initiative lancée à la suite du vote, à une large majorité, le 17 octobre 2024, au Sénat, d'une proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences en matière d'eau et d'assainissement. L'Assemblée nationale se penchera sur la question le 11 mars.

Dans les Cévennes, un territoire peu peuplé qui alterne entre petites montagnes et causses, avec des bourgs éloignés les uns des autres, la question de l'eau et des sources est un sujet délicat. « Nous avons une relation très particulière à l'eau », confie Martine Volle-Wild, maire (sans étiquette) d'Avèze (Gard), 1100 habitants, avec des périodes hivernales où il peut y avoir beaucoup d'eau, et l'été, des périodes de sécheresse. C'est une ressource précieuse, que nous gérons avec une grande attention. »

Très souvent, les municipalités ont dû mettre en place un système sur mesure, parfois avec peu de moyens mais beaucoup de dénivelé, pour permettre l'arrivée de l'eau jusqu'aux robinets des maisons disséminées dans des hameaux. Pas d'usine de traitement comme on en trouve dans le milieu urbain, chaque village gère son organisation. Captages à la source ou pompes immergées dans les rivières, installations de filtres, des kilomètres de tuyaux, des traitements au chlore ou par rayonnement ultraviolet (UV), et des réservoirs répartis en plusieurs endroits... « Ici, il faut bien comprendre notre spécificité », explique le maire de Mandagout. Chaque commune a organisé son réseau hydraulique en fonction de ses particularités géographiques, avec des captages différents. Sur ma commune, l'eau provient de cinq sources. Nous fonctionnons avec des UV et sans traitement chimique. Qui me dit que ce sera encore le cas si cette compétence passe à la communauté de communes ? Un transfert vise à généraliser des situations qui, sur le

territoire, sont diverses et variées. Nous en sommes un exemple. » La connaissance du terrain et du fonctionnement du réseau, c'est aussi ce que défend Romaric Castor, maire (sans étiquette) de Bez-et-Esparon (Gard), un village de 330 habitants à côté du Vigan. « Les deux agents municipaux font un travail énorme afin d'entretenir les captages gravitaires. Il y a beaucoup d'entretien de canalisations pour très peu d'abonnés l'hiver, et bien plus l'été avec les touristes. Pour gérer cette ressource en eau, il faut maîtriser et avoir une très fine connaissance du système », explique l'élu.

« Un transfert [de gestion] vise à généraliser des situations qui, sur le terrain, sont diverses et variées »

EMMANUEL GRIEU
maire de Mandagout (Gard)

terrain, sont diverses et variées. Nous en sommes un exemple. »

La connaissance du terrain et du fonctionnement du réseau, c'est aussi ce que défend Romaric Castor, maire (sans étiquette) de Bez-et-Esparon (Gard), un village de 330 habitants à côté du Vigan. « Les deux agents municipaux font un travail énorme afin d'entretenir les captages gravitaires. Il y a beaucoup d'entretien de canalisations pour très peu d'abonnés l'hiver, et bien plus l'été avec les touristes. Pour gérer cette ressource en eau, il faut maîtriser et avoir une très fine connaissance du système », explique l'élu.

Il reconnaît aussi que : « L'eau est une ressource budgétaire pour les communes. Nous n'aurions sans doute pas les moyens d'avoir deux agents sans la compétence eau. Cela paye en partie les salaires. »

Romaric Castor s'inquiète aussi d'une éventuelle hausse des tarifs : « Qui dit mutualisation des compétences, dit harmonisation des tarifs. Et cela va rarement à la baisse. Ce sont les habitants qui vont subir. » Ces élus locaux acceptent mal de se voir imposer une organisation « venue d'en haut », reprend ainsi Emmanuel Grieu. Pour le maire de Mandagout la loi NOTRe vise à « siphonner les compétences des maires ». »

Organisation « venue d'en haut »
Du côté d'Avèze, Martine Volle-Wild a signé l'appel. En 2017, lorsque cette commune a choisi de se séparer du délégué Veolia pour passer en régie municipale, le conseil municipal a rapidement compris que « seule, la commune, devant entretenir 22 kilomètres de réseaux, n'y arriverait pas », explique l'élu.

Avec les municipalités voisines du Vigan et de Molières-Cavaillac, Avèze a signé une entente. « Nous avons mis nos moyens humains et techniques en commun. Tous les frais sont partagés et chaque collectivité conserve son budget. Lorsqu'il y a une fuite, cela permet d'agir plus rapidement. Nous avons montré que cela fonctionne parce que nous agissons en fonction des spécificités de notre secteur », explique celle qui n'imagine pas pouvoir harmoniser cette organisation avec les 21 municipalités de l'intercommunalité. « Nos territoires sont trop différents et trop éloignés. »

Le sénateur (Les Républicains) du Gard Laurent Burgoa s'est rendu sur place et soutient la démarche. L'Association des maires de France aussi, qui a toujours été contre, au nom de « la libre administration des collectivités locales ». Les maires cévenols veulent y croire. Lundi 3 mars, la proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences en matière d'eau et d'assainissement a été adoptée à l'unanimité en commission des lois à l'Assemblée nationale. Prochaine étape : mardi 11 mars, pour un vote en séance plénière. ■

« C'est une ressource précieuse, que nous gérons avec une grande attention »

MARTINE VOLLE-WILD
maire d'Avèze (Gard)

AGATHE BEAUDOUIN

« La Russie est une menace dans le cyberspace »

Le directeur de l'Anssi, Vincent Strubel, détaille les effets d'un gel de la collaboration entre Paris et Washington

ENTRETIEN

Pour ceux qui espéraient que les menaces numériques céderaient du terrain en 2024, le rapport annuel du garde du corps numérique de l'Etat, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi), publié le mardi 11 mars, sera une déconvenue. Son directeur général, Vincent Strubel, revient sur la menace persistante que représente la Russie dans le cyberspace, ainsi que sur les possibles effets d'un gel de la coopération, en matière de cybersécurité, entre Paris et Washington. Il révèle également une attaque contre un opérateur de téléphonie mobile français. Et salut, enfin, le fait que les Jeux olympiques (JO) de Paris 2024 n'ont été perturbés par aucune cyberattaque majeure.

Emmanuel Macron a déclaré, le 5 mars, que la Russie « testait nos limites ». En quoi est-elle « une menace pour la France » en matière de cybersécurité ?

La Russie est une menace particulière dans le cyberspace, et se distingue d'abord par son écosystème riche. Il combine des acteurs étatiques – les services de renseignement (le GRU, le FSB et le SVR) – et des groupes du crime organisé, notamment du rançongiciel [dont plusieurs s'en sont pris ces dernières années à des hôpitaux français]. Ces derniers ne sont sans doute pas aux ordres des autorités, mais sont souvent

russophones et localisés en Russie et, pour certains, mêlant les genres entre le rançongiciel et l'espionnage. On peut donc s'interroger sur leur cohabitation avec le pouvoir russe. Il y a enfin une myriade d'« hacktivistes » prorusses, qui ont été très actifs pendant les JO de Paris. Tout cet écosystème met une pression permanente sur les intérêts de la France et de l'Occident.

La deuxième caractéristique, c'est la forte désinhibition de certains de ces acteurs. On voit les services étatiques mener des opérations de sabotage en Ukraine. En France, des hacktivistes s'en sont pris à des petites infrastructures industrielles, à des microbarrières, à des éoliennes, à des moulins... Cela ferait presque sourire, mais il ne faut pas en rester là : on peut penser notamment à la menace qui a été brandie – sans être suivie d'effets parce qu'on s'y est préparé – de s'en prendre aux stations d'épuration pour polluer la Seine pendant les JO.

« Avec les Etats-Unis, nous avons une coopération extrêmement étroite sur l'analyse de la menace et les alertes »

Faut-il s'attendre à une agressivité accrue des attaques russes contre l'Europe, après le rapprochement accéléré des Etats-Unis avec Moscou ?

C'est un peu tôt pour le dire, mais cela fait partie des scénarios auxquels il faut se préparer.

Les Etats-Unis ont annoncé un gel du soutien militaire et du renseignement à l'Ukraine. Cela va-t-il pénaliser la cyber-défense ukrainienne ?

C'est aussi un peu tôt pour se prononcer. Je prendrais l'exemple français : avec les Etats-Unis, nous avons une coopération extrêmement étroite sur l'analyse de la menace et les alertes. On leur a permis d'éviter des catastrophes autant qu'ils nous ont permis d'en éviter. Mais on n'est pas tributaire de ce partenariat, qui n'est ni unilatéral ni exclusif. Les échanges sur la menace ne sont pas limités aux seuls Américains. J'espère qu'on va pouvoir continuer à coopérer avec nos partenaires américains. Si ce n'est pas le cas, ce sera dommage mais pas catastrophique.

Quel bilan tirez-vous de la période des Jeux olympiques ?

Nous avons été très attaqués pendant l'événement, avec un pic particulier autour de la cérémonie d'ouverture. Cela ne s'est pas vu parce qu'il y a eu un travail intense des services de l'Etat, du secteur privé, des acteurs des JO et de nos partenaires étrangers. Dans leur écrasante majorité, les attaques ont été bloquées très tôt,

souvent tellement tôt qu'on ne sait pas quelle était l'intention de l'attaquant.

L'activité des groupes de pirates chinois « a été particulièrement dense au cours de l'année 2024 », selon le rapport. Est-ce aussi le cas en France ?

Oui, la Chine ou les acteurs affiliés à Pékin pratiquent l'espionnage de manière intensive et dans un spectre très large. C'est l'acteur le plus présent dans ce domaine. Mais on ne voit en France que de l'espionnage, là où les Etats-Unis ont détecté du pré-positionnement à des fins de sabotage. Cependant, l'espionnage, notamment sur les infrastructures de télécommunications, se prête aussi à du sabotage. La différence entre le sabotage et l'espionnage, c'est l'intention, mais la compromission et la prise de contrôle du système informatique de la victime sont les mêmes.

Les autorités américaines considèrent que la menace chinoise s'accroît et se massifie. Est-ce une dynamique que vous observez ?

Sans parler spécifiquement de la Chine ou de la Russie, les acteurs étatiques les plus présents dans le domaine de l'espionnage tirent vers le haut les capacités techniques des attaques. Ces dernières ont tendance à percer vers le crime organisé et les hacktivistes, qui s'emparent d'outils étatiques.

Plusieurs choses nous inquiètent. D'abord, les attaques massi-

« Dans leur écrasante majorité, les attaques [lors des JO] ont été bloquées très tôt »

Vous révélez « la compromission du cœur de réseau mobile d'un opérateur de télécommunications » : pourquoi ne pas mentionner son nom ?

On a un principe qui s'apparente au secret médical : on ne communique pas l'identité des victimes. Elles se tournent en toute confiance vers l'Anssi et on ne peut pas trahir cette confiance. C'était une opération à des fins d'espionnage. Un acteur étatique a ciblé ces infrastructures et a été détecté relativement vite.

La menace cybercriminelle reste très forte malgré les opérations judiciaires et la désorganisation de l'écosystème...

Les opérations de démantèlement des acteurs cybercriminels menées par la justice désorganisent la menace, lui font perdre des capacités et font baisser la pression. Il est aussi important de rappeler à ces acteurs qu'ils peuvent être confrontés aux conséquences judiciaires de leurs actes. L'espoir, c'est aussi de relever le niveau de sécurité. Se mettre à l'abri de cette menace pas forcément très ciblée n'est pas sorcier : ce sont des bonnes pratiques d'hygiène informatique, de sauvegarde, de mises à jour, qui ne sont ni pointues ni nouvelles et aident à ne pas être une victime. La réussite des JO est aussi un message d'espoir : en s'y mettant, on arrive à faire en sorte que les attaques n'aient pas de conséquences majeures. ■

PROPOS REÇUEILLIS PAR MARTIN UNTERSINGER

Selon la Cour des comptes, un accueil sans stratégie des étudiants étrangers

Un rapport publié le 10 mars estime que l'enseignement supérieur français perd en attractivité faute d'avoir un positionnement clair

Parmi les étudiants étrangers, certains méritent d'être accueillis de manière prioritaire en fonction d'une « stratégie plus claire et mieux ciblée », affirme la Cour des comptes dans un rapport publié lundi 10 mars consacré à l'attractivité, à l'international, de l'enseignement supérieur français. De 600 000 en 1975, le nombre d'étudiants en mobilité à travers la planète est passé à 3,5 millions en 2005 puis à 6,4 millions en 2021. La compétition pour attirer « les talents » est « de plus en plus intense entre les établissements d'enseignement supérieur », relève le rapport qui y voit un « enjeu de politique publique interministériel ».

Cette compétition a tourné au désavantage de la France au regard des données de l'Unesco : deuxième pays d'accueil en 1980 derrière les Etats-Unis, elle était quatrième en 2017 et n'est plus, en 2022, que septième derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, l'Allemagne et la Russie. La France se distingue d'autres pays par « un manque d'objectifs qualitatifs explicites » et de « priorisation », estiment les magistrats financiers à propos du plan « Bienvenue en France », annoncé fin 2018, qui avait fixé à 500 000 étudiants internationaux l'objectif à atteindre en 2027 – ce qui est en bonne voie, avec 430 000 personnes recensées en 2023-2024.

Pour la Cour des comptes doit être définie une « stratégie nationale » associant plusieurs ministères : Europe et affaires étrangères ; éducation nationale, enseignement supérieur et recherche ; intérieur ; travail ; et enfin, économie. Le rapport cite en exemple le cas

de l'Allemagne, qui a d'abord usé de ces mobilités comme d'un « levier d'internationalisation des formations et de la recherche » avant de donner la priorité à la « satisfaction des besoins en compétences des entreprises du pays ». Le rapport Draghi, publié en septembre 2024, vient confirmer cette urgence en insistant « sur le déficit en compétences des entreprises européennes, en particulier dans les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques », appuie la Cour.

« Formations d'excellence »
Depuis plus de vingt ans, les aires géographiques d'origine des étudiants internationaux en France évoluent peu : ils viennent à 50 % de pays maghrébins ou africains, à 22 % d'Asie, à 19 % de pays européens et à 9 % d'Amérique. L'enseignement supérieur français attire prioritairement des étudiants francophones et ne bénéficie pas suffisamment, selon la Cour, de la forte croissance de la mobilité des étudiants chinois, indiens et nigérians, qui se reportent sur des formations anglophones dispensées aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou en Allemagne.

La Cour souhaite avoir « une meilleure connaissance des formations prodiguées par les universités [qui sont] fortement dépendantes des étudiants internationaux » afin de mieux distinguer « les formations d'excellence répondant à des besoins en matière de recherche et d'emploi de celles dont la qualité justifierait une évaluation ». D'autant que le coût net pour les finances publiques de la présence de plus de 10 % d'étudiants internationaux est d'environ 1 milliard d'euros, « ce qui en soi justifie, au vu de l'état de nos finances publiques,

une évaluation plus rigoureuse de ses apports », argumente-t-elle.

Elle regrette que la stratégie « Bienvenue en France » se soit heurtée à une forte opposition des universités pour appliquer les droits d'inscription différenciés, les étudiants étrangers extracommunautaires devant verser 2770 euros pour une licence, 3770 euros pour un master, contre 170 euros et 243 euros pour les étudiants français ou issus de l'Union européenne. Ainsi, à la rentrée 2022-2023, seuls 8 000 étudiants se sont acquittés de ces tarifs pleins sur 103 200 étudiants concernés, les autres ayant été exonérés totalement ou partiellement. Un manque à gagner s'élève, cette année-là, à « 308 millions d'euros, un écart très substantiel », a calculé la Cour.

Face à une précarité financière « prégnante » pour une partie des étudiants internationaux, elle suggère de garantir, uniquement pour les « publics prioritaires de la stratégie d'attractivité », une offre plus étroffée de bourses d'établissement et de renforcer « la durée et le montant des bourses du gouvernement français ». Ces étudiants devraient aussi avoir accès à une carte de séjour pluriannuelle dès la première admission au séjour.

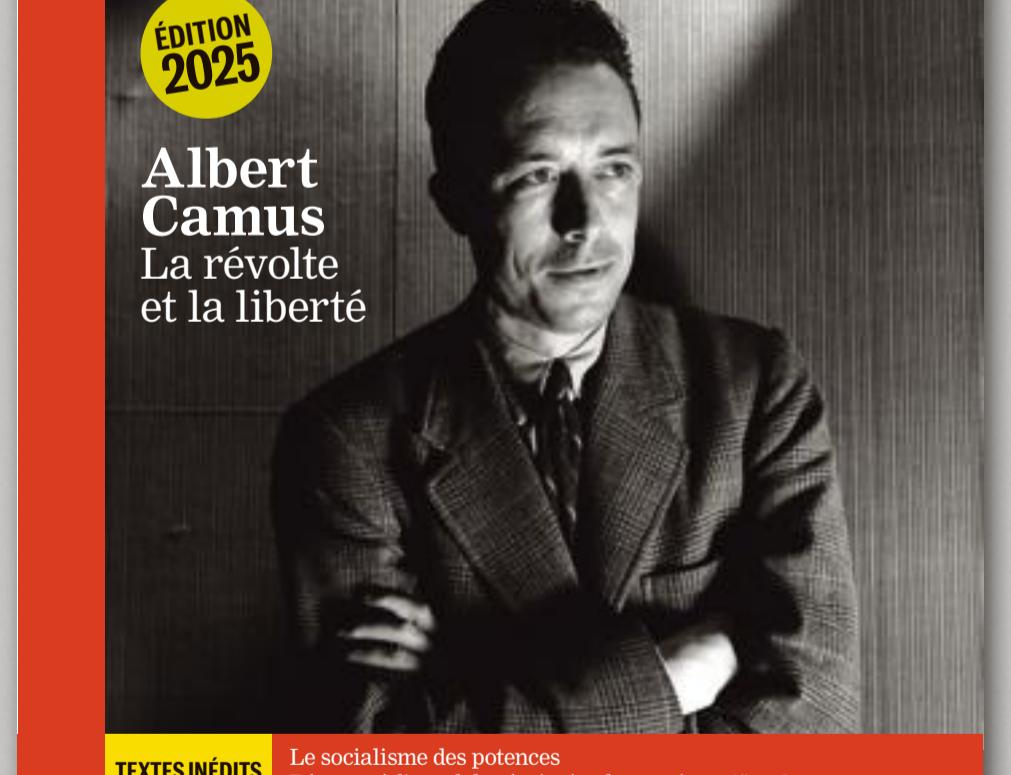
Les magistrats précisent qu'ils n'ont pas reçu de réponse de plusieurs ministères sollicités, parmi lesquels celui de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche. Les services de Bercy, en revanche, ont jugé « essentiel de développer cette source d'émission académique, en particulier dans des filières prioritaires, et de mesurer cette contribution à l'économie ». ■

SOAIGZ LE NEVÉ

HORS-SÉRIE Le Monde

ÉDITION
2025

Albert Camus
La révolte et la liberté



TEXTES INÉDITS

Le socialisme des potences
Réponse à l'appel des écrivains hongrois par Albert Camus

ALBERT CAMUS

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Qui d'autre que l'auteur de *L'Etranger* et de *La Peste* peut aussi bien incarner notre époque pleine d'épreuves et d'incertitudes ? Albert Camus est une figure de son temps, c'est aussi notre contemporain. Son œuvre, à travers sa littérature et ses articles de presse, est un hymne à la liberté et à la recherche de vérité. Retour dans ce hors-série sur la vie d'un intellectuel dont la pensée traverse les âges et sert de point de repère aux peuples en lutte pour leur émancipation. Portrait, héritage, entretiens, débats, textes choisis, hommages, mais aussi publication de deux textes inédits tirés de son livre *Actuelles IV* (Gallimard, 2024).

Après l'affaire de Bétharram, la parole se libère

D'anciens élèves d'institutions privées catholiques révèlent des violences subies et se regroupent en collectifs

TOULOUSE - correspondant

Pour tous, la prise de conscience a suivi le même chemin. En découvrant dans les médias les témoignages des anciens élèves de Notre-Dame-de-Bétharram, établissement privé du Béarn, ils ont été saisis par l'évidence d'avoir «vécu la même histoire» lors de leur scolarité dans une autre institution privée catholique. Et de pouvoir, ou de devoir, raconter à leur tour ces années émaillées de violences physiques et, dans certains cas, sexuelles.

Dans le sillage de l'affaire de l'établissement de Bétharram, que 152 anciens élèves, à ce jour, mettent en cause pour des faits de viol, d'agression sexuelle et de violence, entre la fin des années 1950 et 2010, «des témoignages (...) arrivent de partout», rapporte Pascal Gelie, membre du collectif de victimes de l'établissement béarnais. Au moins quatre collectifs ont été constitués par des anciens élèves d'autres institutions, toutes sous contrat d'association avec l'Etat: Notre-Dame-de-Garaison, à Monléon-Magnoac (Hautes-Pyrénées), Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, à Dax (Landes), Saint-François-Xavier, à Ustaritz (Pyrénées-Atlantiques), et Saint-Pierre, au Relecq-Kerhuon (Finistère). Une union des collectifs a été créée, afin d'échanger sur les histoires respectives.

A genoux sur une règle en bois

En calquant la démarche des anciens de Bétharram, le collectif de Notre-Dame-de-Garaison agrège les témoignages écrits des anciens élèves, afin de signaler collectivement l'affaire à la justice. De même, un dossier qui devrait rassembler une cinquantaine de témoignages d'anciens élèves de Saint-Pierre sera transmis à la justice dans les prochains jours.

Tous ont en commun l'expérience d'établissements où la violence physique était systémique envers les enfants, en particulier au collège. C'est en entendant les récits d'Alain Esquerre, porte-parole des victimes de Bétharram, que Philippe (il a souhaité conserver l'anonymat, comme toutes les personnes citées par leur prénom) a compris que son cas n'était pas isolé. Scolarisé au collège à Notre-Dame-de-Garaison, de 1984 à 1987, il a quitté l'établissement après avoir eu le tympan

Les représentants de l'enseignement catholique assurent œuvrer à ce que «plus jamais une institution ne soit protégée»

déchiré par la gifle infligée par un surveillant. «On se faisait défoncer par les surveillants au moindre minuscule écart au règlement, nous sommes tous ressortis de là très affectés psychologiquement», raconte cet homme de 53 ans, créateur du collectif d'une cinquantaine de membres. Eddy, 50 ans, pensionnaire au collège de 1989 à 1991, abonde: «Nos parents nous disaient: "Si tu ne bosses pas on t'envoie à Garaison, c'est pire que Bétharram."» Fondé en 1841, l'établissement abrite aujourd'hui 700 élèves, de la maternelle au lycée, la plupart pensionnaires. Des personnes célèbres, tels l'ancien premier ministre Jean Castex (2020-2022) ou le rugbyman Pierre Berbizier, y ont été scolarisées, tout comme le capitaine du XV de France de rugby, Antoine Dupont.

Leurs souvenirs font écho à ceux de Gilles, ancien élève de Saint-François-Xavier d'Ustaritz et créateur du groupe Facebook qui rassemble les témoignages sur l'établissement, depuis fin février. Il y a été interne pour ses quatre ans de collège, dans les années 1970. A 63 ans, il n'a rien oublié des «baffes gratuites qui vous faisaient reculer de 4 mètres», des professeurs de sport qui «s'amusaient, sous les rires des curés», à faire traverser la rivière en hiver à des collégiens transis de froid, ou des heures passées à genoux sur une règle en bois, devant la porte de la chambre des curés, à apprendre une leçon, avec interdiction de se lever ou de s'asseoir tant qu'elle n'était pas parfaitement récitée. «C'était une autre époque, où nos parents nous disaient: "Quelques baffes n'ont jamais tué personne"», se remémore celui qui, scolarisé en primaire dans le public, avait également été victime de coups de la part d'instituteurs.



L'école privée catholique Notre-Dame-de-Garaison, à Monléon-Magnoac (Hautes-Pyrénées), le 27 février. VALENTINE CHAPUIS/AFP

En dépit de l'interdiction des châtiments corporels à l'école depuis la fin du XIX^e siècle, des violences ont, de fait, perduré en milieu scolaire jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle. «Il en existait dans le public, mais il y en a eu davantage et plus longtemps dans le privé catholique, du fait de l'héritage idéologique des deux congrégations issues de la Contre-Réforme qui ont longtemps structuré le paysage scolaire», analyse Claude Lelièvre, historien de l'éducation.

Climat de terreur

Dans le collectif des élèves ayant fréquenté l'ancien collège Saint-Pierre du Relecq-Kerhuon, près de Brest, les témoignages de violences entre les années 1960 et les années 1980 affluent également. «Le bagne», ainsi que le surnomme les anciens élèves, était connu pour sa «discipline brutale» autant que pour ses excellents résultats au brevet d'études du premier cycle. Les dizaines de personnes qui se manifestent au sein du collectif, principalement des

hommes âgés de plus de 60 ans, évoquent des années de scolarité la «peur au ventre du matin au soir» et des vies «esquintées».

«Pour un écart de comportement ou pour une note au-dessous de la moyenne, vous étiez battu», relate Frédéric, 64 ans, cofondateur du collectif de Saint-Pierre avec Joël, 67 ans. Il est également un ancien élève de Bétharram, où il a été victime de violences et d'agression sexuelle. Dans l'établissement brevet, il évoque des professeurs, religieux et laïcs, jetant des projectiles vers les élèves, tels que des brosses en bois, des passages à tabac d'enfants d'une douzaine d'années à coups de pied ou de poing, ainsi que des violences psychologiques. «Il y régnait un climat de terreur», résume-t-il. Le collectif entend agir pour «faire reconnaître le statut de victimes», «attirer l'attention sur le fonctionnement des établissements sous contrat» et «permettre de poursuivre les responsables et auteurs de violences de toutes sortes sur mineurs».

A l'instar de Notre-Dame de Bétharram, les récits de violence se

doublent parfois de cas d'agression sexuelle et de viol. Concernant Garaison, une première plainte contre X a été déposée à Tarbes, le 5 mars, pour viol, agression sexuelle et violences aggravées au début des années 1990.

Déjà, en 2009, un ancien surveillant avait été condamné à quatre ans de prison pour «viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de 15 ans», des faits commis entre 1987 et 2006 sur 23 victimes, dans et hors de l'établissement. A Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, à Dax, dit «Cendrillon», le collectif - qui réunit six personnes, selon leur porte-parole, qui s'est exprimé dans Sud-Ouest - met en cause quatre personnes, dont trois prêtres, pour des viols et agressions sexuelles entre les années 1960 et les années 1980.

La commission indépendante sur la pédocriminalité dans l'Eglise catholique avait estimé, en 2021, que 30 % des abus commis par des clercs l'avaient été dans des établissements et internats scolaires, notamment entre les années 1950 et 1970. Le nom-

bre de victimes d'abus sexuels commis à l'école de la part de personnes en lien avec l'Eglise (religieux ou laïcs) s'élèverait ainsi à 141 000 personnes, qui sont autant de témoins potentiels concernant divers établissements.

Les représentants de l'enseignement catholique assurent œuvrer à ce que «plus jamais une institution ne soit protégée au détriment d'une personne» et à ce que les signalements à la justice et à l'éducation nationale de faits survenus dans les établissements privés sous contrat soient «systématiques». «Nous ferons aussi tout ce que nous pourrons pour soulager la souffrance des adultes», affirme Philippe Delorme, secrétaire général de l'enseignement catholique. La question des violences commises dans les établissements scolaires fait par ailleurs l'objet d'une commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Crée le 22 février, elle devait se réunir lundi 10 mars, avant de procéder à de premières auditions. ■

PHILIPPE GAGNEBET ET
ELÉA POMMIERS (À PARIS)

L'IGPN constate des violences injustifiées, la justice classe sans suite

Les policiers responsables du matraquage d'un étudiant, le 7 juillet 2024, à Lille, n'ont pas pu être identifiés et échappent donc à toute sanction

Pour la police des polices, «le coup de matraque reçu à la tête n'était absolument pas justifié». La justice a pourtant classé sans suite la plainte déposée le 8 juillet 2024 par Enzo (le prénom a été modifié à sa demande), un étudiant aujourd'hui âgé de 21 ans, blessé à coup de matraque lors d'une manifestation à Lille, le 7 juillet 2024. Motif de la décision: «Auteurs non identifiés.» Ce n'est pas faute, pour l'inspection générale de la police nationale (IGPN) de Lille, d'avoir mené une enquête précise, dont les conclusions adressées au parquet de Lille le 18 septembre sont sans appel: la victime a «bien été victime de violences qui (...) ne semblaient pas s'inscrire dans un contexte de riposte proportionnée».

Ce soir-là, une manifestation non déclarée – sans être pour autant interdite par la préfecture du Nord – suit l'annonce des résultats du second tour des élections législatives. Le Rassemblement

national et ses alliés remportent 143 sièges à l'Assemblée nationale. A Lille, des centaines de personnes défilent à l'appel du Nouveau Front populaire. Militant des Jeunes Insoumis.es, l'organisation de jeunesse de La France insoumise (LFI), Enzo se joint au cortège, dont une partie du parcours est émaillée d'incidents. Un groupe de manifestants, évalué à moins d'une cinquantaine d'individus, scande ainsi des slogans hostiles aux forces de l'ordre, tandis que les policiers sont visés notamment par des jets de bouteilles.

Peur pour sa vie

«Les quelques incidents étaient déjà passés, j'ai profité de l'accalmie pour rentrer tranquillement», explique au *Monde* l'étudiant en troisième année de licence de science politique. Les autorités, elles, assurent que des individus vêtus de noir, le visage masqué, ont fait irruption sur place à 23 h 15, laissant craindre de nouveaux débordements.

L'ordre est alors donné aux policiers, notamment de la brigade anticriminalité (BAC), d'intervenir – dans la «confusion générale», relève le rapport de l'IGPN.

Enzo, 1,70 mètre pour 51 kilogrammes, reçoit un premier coup de matraque au niveau de l'œil, un second sur le haut de la cuisse gauche. Pris en charge à l'hôpital Roger-Salengro de Lille, il est suturé: cinq points au total, au nez et à la paupière droite; il souffre aussi d'un hématome frontal. Une photographie qui circule sur les réseaux sociaux le montre le crâne bandé, le visage barbouillé de sang et «les constatations médico-légales, confirme un rapport d'expertise, sont compatibles avec les faits allégués» d'un matraquage.

Dès le lendemain, après avoir porté plainte, l'étudiant est pris de vives douleurs à la vessie et décide de regagner le domicile familial dans la Nièvre. Une visite chez le médecin, puis une autre chez le urologue aboutissent à un dia-

tigations, a «bien été victime de violences». Le jeune homme, note-t-elle encore, «n'était alors porteur d'aucun objet, déambulait calmement, avant de suivre le mouvement de foule provoqué par la manœuvre de dispersion des policiers, sans geste hostile ou d'opposition».

La police nationale ne juge pas utile pour autant d'ouvrir la moindre enquête administrative, ni de saisir une cellule déontologique. Une telle initiative aurait peut-être contribué à raviver la mémoire de la trentaine de fonctionnaires présents au moment des faits, tous auditionnés par l'IGPN, sans succès ni surprise: «Aucun d'entre eux ne se reconnaissait à la vidéo comme auteur des violences commises (...) et beaucoup avaient des difficultés à se situer eux-mêmes sur les images».

Saisie des faits, l'IGPN exploite les images provenant de la vidéosurveillance. Enzo, écrit la capitaine de police chargée des inves-

nale ou administrative», estime la police nationale. M^e Antoine Chaudey, le conseil du jeune Enzo, dénonce quant à lui «un cas typique où l'institution policière organise l'impunité de ses membres». Au début du mois de février, l'avocat a demandé la communication des vidéos de la scène au parquet, en vain à ce jour.

Dans une lettre adressée au préfet du Nord le 31 janvier, les trois députés nordistes LFI Ugo Bernaïlis, Aurélien Le Coq et David Guiraud ont fustigé «un déni de justice et l'omerta» policière, et demandé «la dissolution» de la BAC. «Les conclusions données par le parquet de Lille [à la plainte d'Enzo], leur a répondu Bertrand Gaume, préfet du Nord, établissent que le maintien de l'ordre a été assuré par un usage proportionné de la force.» Dans le même courrier, le représentant de l'Etat a tenu «à renouveler [son] soutien aux policiers engagés ce soir-là». ■

ANTOINE ALBERTINI

Un double parricide devant le tribunal pour enfants

Valentin avait 15 ans quand il a tué ses parents et mis le feu à leur maison, à Châteauvilain, en 2023

Un garçon de 15 ans est en garde à vue, samedi 2 décembre 2023. Cinq jours plus tôt, il a tué sa mère – deux balles dans la tête – puis son père – trois balles dans la tête –, a tiré sur le chien et mis le feu à la maison familiale avant de s'enfuir. Tout a brûlé. «Souhaitez-vous nous faire une déclaration spontanée?», lui demande le gendarme.

«Oui, répond-il. L'idée m'est venue mercredi. J'ai fait une tentative. J'ai essayé mais je n'ai pas réussi. J'ai réessayé dimanche. Ce qui s'est passé, c'est qu'à partir de 22 heures j'ai passé la nuit à réfléchir et à tourner en rond. Vers 4 heures et demie, 5 heures, je me suis habillé avec une cagoule et j'ai pris la carabine de mon père. Puis je suis allé dans l'escalier qui mène à la chambre de mes parents. J'ai passé quarante-cinq minutes, ou peut-être plus d'une heure, dans l'escalier, à monter marche par marche. A me poser des questions sur ce que je devais faire. Puis je me suis arrêté vers les dernières marches, en me posant toujours plus de questions sur ce que je devais faire. Puis ma mère a ouvert la porte de sa chambre. Comme elle m'avait vu et que je n'avais pas moyen de faire demi-tour, j'ai tiré. Ma mère est tombée au sol. Mon père s'est réveillé. J'ai monté les dernières marches et je lui ai tiré dessus. [Mention du gendarme : le garçon pleure.] Je suis redescendu, j'ai fait mes affaires comme j'ai pu. Je suis allé chercher un bidon d'essence. Ensuite, j'ai tué le chien parce qu'il faisait trop de bruit. Et puis, je suis monté d'abord dans l'atelier de ma mère. J'ai mis le feu à un endroit où il y avait du bois. Je suis descendu d'un étage, j'ai mis le feu dans ma chambre. Ensuite, je suis retourné là où mes parents étaient et j'ai vidé le reste de l'essence sur eux et j'ai mis le feu. Ensuite, j'ai pris le sac que j'avais préparé et je l'ai mis dans la voiture. J'ai conduit sans savoir où j'allais.»

Maladie de Lyme

Le procès du double parricide de Valentin s'ouvre, mardi 11 mars, à Bourgoin-Jallieu (Isère). En raison de son âge au moment des faits, l'adolescent comparaît devant le tribunal pour enfants et non devant la cour d'assises des mineurs (réservée aux accusés âgés de 16 à 18 ans.) Trois jours à huis clos pour plonger dans la courte, si courte biographie d'un fils meurtrier.

Son père, Didier, 58 ans, était ingénieur et ancien champion national de tennis de table. Sa mère, Isabelle, 52 ans, sociologue de formation, s'était reconvertis dans la restauration de meubles. Ensemble, ils avaient repêché une vieille grange à Châteauvilain, un petit village du Nord-Isère, pour accueillir leur famille recomposée, les deux filles d'Isabelle et les deux garçons nés de leur union.

Valentin est le benjamin. Ses deux grandes demi-sœurs avaient quitté la maison quelques années plus tôt ; son frère, de deux ans son aîné, venait juste d'entreprendre des études supérieures à Lyon. Les filles appelaient leur mère plusieurs fois par semaine, s'entendaient très bien avec Didier, qui les avait en partie élevées ; le fils aîné revenait régulièrement voir ses parents le week-end.

«Si j'ai fait ça, c'est dans l'idée d'effacer toute ma vie d'avant», a expliqué Valentin



La maison familiale après l'incendie, à Châteauvilain (Isère), le 27 novembre 2023. JEAN-BAPTISTE BORNIER/«LE DAUPHINÉ LIBÉRÉ»/MAXPPP

Valentin a toujours occupé une place à part dans la fratrie. À l'âge de 8 ans, on lui aurait diagnostiquée la maladie de Lyme, dont souffraient aussi sa mère et son frère aîné. Dès lors, tous ses troubles physiologiques et comportementaux – douleurs articulaires, problèmes de mobilité, de sommeil, de concentration, intolérances alimentaires, isolement social, repli sur lui-même – ont été mis sur le compte de cette maladie. Il ne termine pas son CE2, commence puis abandonne le CM1, puis le CM2. A la maison, son père assure les leçons de maths, sa mère celles de français et d'histoire.

A partir de la 6^e, Valentin est inscrit au Centre national d'enseignement à distance (CNED), prend des cours particuliers d'anglais et d'espagnol, redouble, avance cahin-cahan jusqu'à la 3^e, et ne se rend au collège que pour passer son brevet, qu'il réussit. Pendant toutes ces années, sa mère, convaincue que la maladie de Lyme est mal connue et mal soignée, cherche des solutions tous azimuts pour son fils. Elle s'adresse à un naturopathe en Alsace, le fait hospitaliser quelques jours dans une clinique en Allemagne, puis quelques semaines en Espagne.

De nouvelles hospitalisations, à Grenoble et à Lyon, posent un autre diagnostic : Valentin serait atteint d'un trouble du spectre de l'autisme. Le psychiatre consulté semble s'inquiéter de sa prise en charge familiale. Un soutien du service d'éducation spéciale et de soins à domicile est mis en place, avec une éducatrice, une psychologue et une psychomotricienne.

Valentin le vit très mal, en fait le reproche à ses parents. Ceux-ci ont-ils admis la réalité du trouble psychique de leur fils ? Ou l'explication de la maladie de Lyme a-t-elle continué à être pudiquement posée par la famille comme un voile opaque sur les «bizarries» du petit dernier, sa passion pour le feu et les couteaux, ses nuits sans sommeil et ses accès de colère qui épuaient sa mère ?

Dimanche 26 novembre 2023 en fin d'après-midi, après avoir passé le week-end en famille, son frère aîné reprend le train pour rejoindre son studio d'étudiants à Lyon. Il a trouvé son cadet plutôt souriant, moins enfermé «dans sa bulle» ou rivé à son ordinateur et à ses jeux vidéo que d'habitude.

Valentin a déjà arrêté sa décision de tuer ses parents. Il a d'abord envisagé de les assommer avant de les poignarder, mais il ne s'en est finalement pas senti capable.

Le jeudi, il est allé récupérer la carabine 22 long rifle de son père dans l'armoire de la chambre conjugale, l'a chargée de neuf cartouches, plus une dans le canon, et l'a cachée dans sa propre chambre. Il avait déjà tiré une ou deux fois avec, toujours en com-

Découvrant l'appel à témoins lancé par la gendarmerie, le père de famille, qui avait hébergé l'adolescent une nuit, le reconnaissait sur la photo et donnait l'alerte. Valentin avait confié à son fils qu'il envisageait de se rendre en bus en Espagne, via Montpellier puis Perpignan, et lui avait

pagnie de son père, mais avait surtout appris son maniement sur Internet. Le reste de la semaine, dit-il, il a «vécu normalement». «Et j'ai décidé que j'allais le faire dimanche.»

«Si j'ai fait ça, c'est dans l'idée d'effacer toute ma vie d'avant, de prendre un nouveau départ pour essayer d'aller mieux. Je n'ai pas tué mes parents par haine. Ni pour une autre raison, a-t-il précisé. Je pensais que... Je ne sais pas en fait. A la base, je voulais me tuer pour mettre fin à mes souffrances. Puis je m'étais dit, quitte à ruiner ma vie, d'essayer de faire quelque chose pour aller mieux. Et c'est là que m'est venue l'idée d'abandonner mon identité et tout ce que j'étais avant.»

L'idée de la cagoule, trouvée dans le tiroir d'une commode au milieu des bonnets, c'était parce qu'il ne voulait pas que «la dernière chose que [ses] parents voient avant de mourir soit leur fils en train de tirer». Les tirs sur le chien, c'était «parce qu'il se mettait beaucoup à aboyer et j'avais peur que ça alerte». Et la destruction par le feu, parce que «la maison, c'était un point important dans mon identité».

Symptômes psychotiques

Valentin avait ensuite pris la voiture – il avait un peu appris à conduire avec son père dans l'impassé qui menait à la maison : «je sais passer les vitesses, mettre le clignotant et je connais bien le code de la route» –, roulé jusqu'à un premier village où il avait heurté un trottoir et crevé un pneu. Il avait alors abandonné le véhicule, marché jusqu'à la gare la plus proche, et acheté un billet de train pour Marseille. «J'avais des connaissances là-bas, des personnes rencontrées sur Internet.» Un garçon et une fille qu'il n'avait jamais vus et avec lesquels il échangeait sur la plateforme de messagerie Discord.

Au père du garçon qui l'avait accueilli à Marseille, il s'était présenté sous une fausse identité, prétendant être âgé de 18 ans, avoir perdu ses deux parents deux ans auparavant, et s'être enfui pour échapper à un tuteur alcoolique et toxicomane. Pendant ce temps, son frère et ses deux demi-sœurs affrontaient le pire. La vue de la maison familiale détruite par les flammes. La découverte des corps carbonisés de leurs parents à l'intérieur. L'origine criminelle de leur mort. L'absence puis la disparition suspecte de leur cadet.

Découvrant l'appel à témoins lancé par la gendarmerie, le père de famille, qui avait hébergé l'adolescent une nuit, le reconnaissait sur la photo et donnait l'alerte. Valentin avait confié à son fils qu'il envisageait de se rendre en bus en Espagne, via Montpellier puis Perpignan, et lui avait

«A la base, je voulais me tuer pour mettre fin à mes souffrances» a précisé l'adolescent

parce que je vais être jugé.» Son frère et ses demi-sœurs sont tous allés lui rendre visite dans le centre pour mineurs où il est détenu depuis décembre 2023. Les experts qui l'ont examiné sont formels : l'adolescent souffre d'un trouble autistique, associé à une dépression avec des symptômes psychotiques. Ils concluent à une altération du discernement au moment des faits. Valentin ne présente en revanche, selon eux, aucun signe de la maladie de Lyme. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

RENNES
21-23
MARS 2025
GRATUIT

lesChampsLibres

festival
nos futurs
PAR LES JEUNES,
POUR TOUT LE MONDE

PROGRAMME & ACCESSIBILITÉ

Rennes Métropole

SciencesPo Rennes

Université de Rennes

Le Monde

La crise géopolitique vue des cours d'histoire

Les programmes et enseignants sont bousculés par les bouleversements engendrés par Donald Trump

Chaque lundi matin, Yveline Prouvost, professeure d'histoire-géographie à Roubaix (Nord), commence la semaine par une revue d'actualité avec ses élèves de 1^e en spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP). «Madame, ça va être la guerre?»; «Est-ce que vous avez vu la vidéo générée par intelligence artificielle [du président des Etats-Unis] Donald Trump buvant un verre à Gaza?» Ces lycéens commentent les événements récents et attendent des éclairages de leur enseignante, singulièrement depuis le début du second mandat de Donald Trump, le 20 janvier. «La difficulté est de leur apporter des éléments dans un contexte mouvant et complexe, sans ajouter de l'inquiétude», observe Yveline Prouvost.

Comme à chaque crise géopolitique, les professeurs d'histoire-géographie font face aux questions de leurs élèves. De l'avis des enseignants interrogés, elles sont moins nombreuses qu'après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 ou que lors du déclenchement de la guerre en Ukraine, en 2022. Mais, en classe de 3^e comme en terminale, les bouleversements en cours percutent le programme – centré respectivement sur les thèmes «Le monde depuis 1945» et «Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques, des années 1930 à nos jours» – et poussent les enseignants à faire des ponts entre passé et présent.

Parfois embarrassés

Fabien Salesse, professeur de collège à Lyon et secrétaire général de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, a ainsi échangé, au retour des vacances scolaires, lundi 10 mars, avec ses élèves de 3^e sur les événements des deux dernières semaines. Les collégiens avaient surtout été marqués par l'intervention d'Emmanuel Macron à la télévision, le 5 mars. «Monsieur, est-ce qu'on va entrer en guerre tout de suite?», a-t-il entendu. «Ces discussions m'ont permis de revenir sur le périmètre de l'OTAN, que nous avons déjà étudié, et d'évoquer les liens



entre la France et les Etats-Unis, que nous allons aborder dans le chapitre que nous commençons sur la guerre froide», détaille l'enseignant.

La spécialité HGGSP, consacrée à l'analyse des grands enjeux du monde contemporain – choisi par 34 % des élèves en classe de 1^e et près de 25 % des élèves de terminale –, est aussi propice aux échanges. «La démocratie», «Les frontières» ou «Les puissances internationales» font partie des thèmes étudiés en 1^e, quand en terminale, l'un des principaux chapitres s'intitule «Faire la guerre, faire la paix».

Ces deux années permettent d'approfondir, entre autres, «la puissance des Etats-Unis aujourd'hui» ou «les frontières internes et externes de l'Union européenne». «Avec cette spécialité, nous sommes sur le fil de l'actualité en permanence», cons-

Les professeurs ne veulent pas sombrer dans le commentaire permanent ou se transformer en «professeurs d'actualité»

tate Servanne Marzin, professeure en Seine-Saint-Denis et membre du collectif Aggiornamento histoire-géographie.

Mais jusqu'où aller? Les professeurs d'histoire-géographie sont parfois embarrassés. Enseignante depuis 2007, Deborah Caquet se dit «pour la première fois écartelée» entre les contenus des programmes tels qu'ils ont été pensés lors de la réforme du lycée

en 2019 et le monde tel qu'il est en 2025. «La conclusion des différents chapitres a-t-elle encore un sens? Parler du multilatéralisme avec les Etats-Unis en gardien du temple ou insister sur la mondialisation triomphante, est-ce encore souhaitable, alors que le monde est en train de changer?», s'interroge la référente collège-lycée de l'association de professeurs les Clionautas.

Les professeurs d'histoire-géographie ne veulent pas sombrer dans le commentaire permanent ou se transformer en «professeurs d'actualité». Mais, pour beaucoup, des éclairages donnent du sens à leurs enseignements et font partie de leur rôle. D'autant plus qu'ils assurent, en parallèle, les cours d'éducation morale et civique. Ludovic Sot, professeur dans les Hauts-de-Seine, a envie d'aider ses élèves à «construire leur esprit critique».

Le face-à-face entre Donald Trump et le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Oval de la Maison Blanche, le 28 février, lui a permis de «réparer des traités de Westphalie, en 1648, qui ont ouvert une ère où la paix se construit avec la signature de traités».

On doit les aider à faire le tri
«Parler ou non de l'actualité fait partie de la liberté pédagogique de l'enseignant», rappelle l'inspecteur général de l'éducation, du sport et de la recherche Jérôme Grondeux. «Les élèves interpellent leurs professeurs, car ils ont confiance en eux, en leur expertise et en leur neutralité», analyse-t-il. Cette posture de l'enseignant «s'achant» fait toutefois aujourd'hui l'objet de remises en cause. Mathilde Gambrelle, professeure en Bretagne, l'éprouve. Elle ressent «un glissement vers des idées

plus extrêmes» de la part de ses élèves, qui «s'expriment aujourd'hui par des attitudes plus que par des mots».

«J'ai peur que certains puissent être pro-Trump», affirme-t-elle, mal à l'aise. Même si elle a la conviction d'être très factuelle, elle craint désormais que son cours soit perçu comme partisan. «C'est très nouveau pour moi», souligne-t-elle. Thibaut Poirot, qui enseigne la spécialité HGGSP à des élèves de 1^e et de terminale, voit aussi ses élèves changer. Ils sont «de plus en plus en plus isolationnistes». «Il y a trois ou quatre ans [2021 ou 2022], ils me demandaient: "Que fait et que peut faire la France?" Aujourd'hui, c'est plutôt: "Pourquoi s'implique-t-on dans les crises internationales?"»

«L'éloge de la force et le patriottisme exacerbé de Donald Trump peuvent séduire les élèves, de même que le côté "adolescent en crise" d'Elon Musk», remarque l'enseignant. Les grands principes autour du droit international, des droits de l'homme et de la démocratie peuvent désormais être vus comme «une lecture idéologique du monde et une rupture de neutralité», s'inquiète Thibaut Poirot, même si ces contestations d'élèves restent encore «des phénomènes très marginaux».

Ces professeurs d'histoire-géographie constatent plus largement que leurs élèves sont «davantage coupés de l'actualité» qu'auparavant. Les adolescents s'informent très majoritairement par le biais des réseaux sociaux, où le faux côtoie le vrai. Christine Guimonnet, professeure dans le Val-d'Oise, préfère de ce fait un élève qui s'exprime, quitte à avoir «un échange dynamique», à un autre qui se tait: «On doit les aider à faire le tri entre un récit historique factuel et un narratif politique biaisé.» Mathilde Gambrelle trouve, elle, la tâche «énorme». «Peut-on faire le poids par rapport aux réseaux sociaux?», s'alarme-t-elle. Aujourd'hui, face à un même événement, les élèves ont pu entendre de multiples informations antagonistes. Cela rend notre travail plus difficile, mais aussi plus que jamais nécessaire.» ■

SYLVIE LECHERBONNIER

Les universités, «laboratoires d'études» d'un nouvel ordre mondial

En amont des travaux de recherche, des cours intègrent en temps réel la nouvelle donne des rapports internationaux

Par où commencer? Le nouvel axe Moscou-Washington, l'affondrement du multilatéralisme, l'avenir du droit international, la notion de souveraineté européenne... Depuis la prise de fonction du président américain, Donald Trump, des concepts se percutent au sein d'un vaste panel d'enseignements universitaires allant de la science politique au droit, en passant par les relations internationales, la philosophie politique, les études russes ou américaines.

A l'université, la production des savoirs est permanente, les cours étant irrigués par les travaux des enseignants-recherches. Cette recherche, qui nécessite un accès aux sources et des enquêtes de terrain sur un temps long, n'est pas encore advenue concernant la situation géopolitique du moment, mais des universitaires mobilisent leurs outils de réflexion afin de proposer de premières analyses dans leurs cours. «Mon rôle est de donner une lecture complexe des Etats-Unis, faite d'avancées, de crises, de retours réactionnaires», illustre Anthony Larson, maître de conférences en civilisation américaine à l'université Rennes-II. Son

cours sur l'histoire au XIX^e siècle a pris un tour inattendu: ses étudiants ont soudain perçu les résonances d'une époque où ont été posés les jalons de la démocratie américaine, mais avec «des pressions sur la question raciale, l'esclavage, la propriété, l'immigration, l'exclusion des autochtones», rappelle l'enseignant. Un héritage que revendique le président des Etats-Unis, en affichant dans le bureau Oval le portrait de son lointain prédécesseur Andrew Jackson, qui a exproprié de leurs terres des dizaines de milliers d'Indiens.

«Aux premières loges»

Son collègue à l'université de Lille Simon Grivet abonde. «Trump s'inscrit dans la longue durée de l'existence de l'extrême droite aux Etats-Unis», souligne l'historien, qui a fait également le lien avec la fin des années 1930 et la naissance du mot d'ordre «America first». «Quand on relit des discours de [l'aviateur et sympathisant nazi] Charles Lindbergh, on a des sursauts tant les idées sont présentes aujourd'hui», ajoute-t-il.

Dans son cours sur les institutions européennes, à la faculté de droit de Bordeaux, Anne-Marie

Tournepiche a mis l'accent sur «les enjeux de sécurité et de défense» et «le rôle joué par le Conseil européen» ces derniers jours. «Cela prend tout son sens de parler aussi de l'OTAN, ce que je ne faisais pas forcément jusqu'ici dans ce cours. Ces questions viennent d'elles-mêmes à l'ordre du jour», estime la professeure de droit international.

«Le moment que nous vivons est un laboratoire extraordinaire d'études, s'enthousiasme Ludovic Hennebel, directeur du master Action et droit humanitaires à l'université Aix-Marseille. Nos étudiants sont aux premières loges d'une métamorphose de l'ordre mondial et ils seront potentiellement les acteurs de ces changements. On peut se dire que le droit international est mort, ou au contraire qu'il prend ici tout son sens. Des juristes internationalistes devront se pencher, par exemple, sur la situation du canal de Panama [sur lequel Donald Trump revendique le contrôle].»

Les prises de position du président des Etats-Unis ne sont pas une rupture. Même si «le style est nouveau», elles s'inscrivent «dans la continuité de l'impérialisme

américain tel qu'il s'est structuré depuis 1945», considère le professeur, qui se prévaut d'une «théorie critique» du droit international. «Les étudiants ont l'espérance de voir l'Union européenne se réveiller, sortir de son rapport de vassalité du point de vue militaire, économique, culturel et aussi juridique.»

En philosophie politique, Céline Spector va intégrer deux éléments dans ses enseignements: «D'abord, la régression de l'Europe sociale et environnementale, en opposition avec la tendance initiée en 2019 par le Green Deal [Pacte vert]. Ensuite, l'évolution de la situation géopolitique et le renversement des alliances», décrit la philosophe, qui enseigne au Collège d'Europe à Bruges, en Belgique, et à Sorbonne Université.

Reste-t-il une place pour le cosmopolitisme du philosophe Emmanuel Kant, avec la paix comme but suprême? «Cette théorie universaliste donnait une interprétation de l'histoire pas seulement désirable mais aussi tout à fait crédible, puisqu'on peut lire au prisme kantien l'édification de la Société des nations et la construction de l'Union européenne», analyse Céline Spector. Mais, face au cynisme

actuel, la voie kantienne va apparaître un peu idéaliste.» C'est désormais la voie d'Alexis de Tocqueville, dans le sillage de Montesquieu, qui peut paraître plus crédible sur le fondement suivant: «Si on construit une Europe de la défense, il va falloir construire une Europe politique.»

«Brouillard informationnel»

La notion de «République fédérative», telle que développée dans *L'Esprit des lois* de Montesquieu, prend un relief nouveau, mais aussi fragile, souligne la philosophe: «Pour associer sur la base d'un contrat des démocraties face au péril de l'invasion des empires, Montesquieu insiste sur la nécessité d'une homogénéité politique. L'autocratise de certains membres de l'Union européenne comme la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, l'Italie et demain peut-être la France, pourrait donc porter atteinte à la République fédérative au moment même où nous en avons le plus besoin.»

Au département d'études russes de l'université Rennes-II, la chercheuse Cécile Vaissié note que certains étudiants ont des parents ou grands-parents ayant vécu dans

l'ex-URSS, et qu'ils portent un regard positif sur Trump, «l'homme providentiel» à leurs yeux. «Mon problème, c'est le brouillard informationnel dans lequel une majorité d'étudiants sont plongés. Je me suis donc mise sur TikTok. Je les aide à distinguer les faits des appréciations.»

A l'ESCP Business School, école de commerce parisienne, l'ex-ambassadeur Maxime Lefebvre reste prudent. «Certes, Trump est brutal, imprévisible et chaotique, et on ne sait pas jusqu'où il va aller. Mais il est prématûr de dire que c'est la fin de l'ordre de 1945, considère le directeur de l'Institut géopolitique de l'école. Il faut savoir mettre en perspective l'actualité avec des tendances longues et des faits.» Pour le moment, relève-t-il, «les dépenses militaires à hauteur de 5 % du PIB [produit intérieur brut] national pour tous les membres de l'OTAN, cela reste un slogan de campagne, pas une réalité. Aux Etats-Unis, c'est 3,4 % du PIB», souligne M. Lefebvre avant de renvoyer à une échéance cruciale: «On verra ce qui sort du sommet de l'OTAN, qui aura lieu en juin aux Pays-Bas.» ■

SOAZIG LE NEVÉ

Groenland: le mirage des ressources minières

Seule une mine est exploitée dans ce territoire riche en minéraux mais où les projets peinent à se concrétiser



NUUK (GROENLAND) - envoyée spéciale

La cryolite a fait irruption dans la campagne électorale groenlandaise, le 8 février. Ce jour-là, le centre culturel de Nuuk, la capitale du territoire autonome danois, a projeté en avant-première un documentaire, intitulé *L'Or blanc du Groenland*, diffusé le lendemain par la chaîne publique danoise DR. On y apprenait que, pendant plus d'un siècle, l'exploitation de ce minerai, utilisé dans la production d'aluminium, et dont le seul gisement, désormais épuisé, se trouvait sur la côte ouest de l'île, avait rapporté l'équivalent de 400 milliards de couronnes (près de 54 milliards d'euros) à l'entreprise chargée de son extraction et à l'Etat danois. Une véritable fortune!

Si les chiffres ont depuis été contestés par des économistes danois et le documentaire retiré de la plateforme de la chaîne, les Groenlandais y ont vu une confirmation de l'énorme potentiel, niché dans leurs sous-sols, et qui, s'il était exploité, pourrait mener les 56 500 habitants du territoire vers l'indépendance. La convoitise du président américain, Donald Trump, à l'égard de l'île, grande comme quatre fois la France, n'a fait que valider cette hypothèse.

Encore faut-il que le Groenland se dote d'une industrie minière. Car, en dépit des discours enflammés des responsables politiques locaux et étrangers ces dernières semaines, l'exploitation y reste minimale. Une seule mine est en activité : située à 80 kilomètres de Kangerlussuaq, dans l'ouest du Groenland, et exploitée par la compagnie Lumina Sustainable Materials, contrôlée par deux fonds d'investissement suisse et canadien, elle produit, en intermittence depuis 2019, de l'anorthosite, utilisée dans des matériaux de construction.

Bilan « pas très solide »

Dans le sud de l'île, la mine d'or de Nalunaq, fermée en 2013 et rachetée depuis par la société canadienne Amaroq Minerals, est en phase de redémarrage. Pour Naaja Nathanielsen, ministre sortante de l'économie, du commerce et des ressources minérales, rencontrée au siège du gouvernement local, à Nuuk, à quelques jours des législatives du mardi 11 mars, ce n'est pas suffisant : *Il nous faut de deux à cinq mines opérationnelles, pour avoir un secteur minier stable.*»

Zinc, graphite, cuivre, lithium, terres rares... les ressources, pourtant, ne manquent pas sur l'île, qui en a le contrôle depuis 2009. Selon une étude réalisée par la Commission géologique du Danemark et du Groenland, « 23 des 34 matières premières critiques, qui figurent sur la liste établie par la Commission européenne, sont présentes au Groenland », révèle Jakob Klove Keiding, conseiller en chef de l'institut à Copenhague.

Mais, malgré le rôle-clé de ces minéraux dans la transition écologique et l'intérêt manifesté par les Etats-Unis et l'Union européenne (UE), qui ont tous deux signé des

protocoles d'accord avec Nuuk, en 2019 et 2023, afin de soutenir le développement des ressources minérales de l'île, les projets ont du mal à décoller. En cause : les financements, qui se font désirer, sachant qu'il faut seize ans, en moyenne, pour passer des premiers forages à la production.

« Le bilan de l'exploitation minière au Groenland n'est pas très solide, ce qui peut faire hésiter certains investisseurs à s'engager, même si les projets sont prometteurs », remarque Jakob Klove Keiding. D'autant que les opérations minières au Groenland présentent de nombreux défis. En raison du gel, certaines zones ne sont pas accessibles toute l'année. Dans un territoire où seulement 150 kilomètres de route ont été construits, les infrastructures manquent, de même que la main-d'œuvre.

« Le problème est que de très nombreux projets sont à un stade où ils attendent un permis d'exploitation, ce qui peut prendre plusieurs années. Or, cette phase doit être financée, et nous manquons d'investissements », observe Bent Olsvig Jensen, le directeur général de Lumina Sustainable Materials, qui préside aussi le comité de l'industrie minière auprès de l'association des entreprises du territoire, Gronlands Erhverv. Pour le moment, remarque-t-il, « ni la Banque européenne d'investissement ni la Banque d'import-export des Etats-Unis ne finance des projets, à moins qu'ils soient commerciaux ». Les Chinois, eux, sont désormais absents du Groenland.

A Nuuk, Naaja Nathanielsen souligne le paradoxe : « De nombreux pays veulent importer des minerais. Mais ils laissent les compagnies prendre tous les risques au début. » Or, le Groenland, remarque-t-elle, n'a pas l'argent « pour subventionner cette phase très coûteuse de l'exploitation minière ». La ministre poursuit : « J'essaie de dire aux pays importateurs que, s'ils veulent nos minerais, produits de manière responsable dans une démocratie stable et sûre, où nous payons correctement nos travailleurs et où nous avons des règlements pour protéger l'environnement, alors ils doivent nous aider à réduire les risques des investissements. Autrement, les minerais resteront dans le sol. »

C'est d'autant plus important que les cours peuvent fluctuer rapidement, en fonction notamment de ce que la Chine, qui contrôle 60 % de l'extraction mondiale et plus de 90 % de la vente de produits raffinés, écoule sur le marché, note Christian Keldsen, patron de Gronlands Erhverv. Parmi les alternatives envisagées : des subventions publiques, des prêts accordés à des conditions favorables, ou des accords garantissant aux compagnies minières l'écoulement de leur production. Rien n'a encore vu le jour.

« Nous devons décider si les minerais critiques sont une bonne affaire, ou s'ils sont juste un outil politique », remarque Christian Keldsen. Il constate que, sur plus de 80 entreprises qui détiennent un permis d'exploration au Groenland, une seule est américaine : « Je suppose que, si les Etats-Unis s'intéressaient autant à nos mines et à nos sous-sols qu'ils l'affirment, ils auraient été plus présents. » Du côté des pays européens, « je dé-

Dans un territoire où seulement 150 kilomètres de route ont été construits, les infrastructures manquent

tecte un intérêt », assure la ministre. Mais elle ajoute : « L'UE est assez lente. Il va falloir passer à la vitesse supérieure, si nous voulons que quelque chose se produise. »

Préserver le secteur de la pêche

Du point de vue de l'industrie, le gouvernement groenlandais pourrait faire plus, pour encourager les investissements. Bent Olsvig Jensen, qui faisait partie d'une délégation groenlandaise présente au congrès sur l'exploration minérale et l'exploitation minière à Toronto (Canada), du 2 au 5 mars, peste contre les « formalités administratives » : une des difficultés, pour les autorités groenlandaises, disposant d'un personnel limité, est de traiter les demandes dans des délais raisonnables.

Mais ce n'est pas le seul problème, note Bent Olsvig Jensen, pour qui le niveau d'exigence, imposé par Nuuk, pour l'octroi des li-

cences d'exploitation, est trop élevé. L'industrie critique le changement dans la législation, introduit en 2021 à la suite d'une manifestation populaire, bannissant l'exploration et l'exploitation de l'uranium sur le territoire. Adoptée à l'initiative du parti socialiste, Inuit Ataqatigiit, qui a remporté les élections législatives en 2021, cette interdiction a mené à l'arrêt du projet de Kvanefjeld (Kuannersuit, en groenlandais), dans le sud-ouest du pays, près de la ville de Narsaq. Acquis en 2007 par la compagnie Greenland Resources, filiale de la société minière australienne Energy Transition Minerals, contrôlée à environ 10 % par le chinois Shenghe Resources, le site était présenté comme un des plus gros du monde pour les terres rares et l'uranium.

Le 19 juillet 2023, la compagnie a entamé une procédure d'arbitrage contre les gouvernements

Les financements se font désirer, sachant qu'il faut seize ans, en moyenne, pour passer des premiers forages à la production

du Groenland et du Danemark. Elle exige la reconnaissance de son droit à exploiter Kvanefjeld, ou un dédommagement de 11,5 milliards de dollars (10,6 milliards d'euros), soit près de quatre fois le PIB annuel du Groenland. Pour Christian Keldsen, le problème n'est pas tant l'interdiction de l'uranium que « le fait de changer les conditions au milieu d'un projet, ce qui affaiblit la

confiance dans la législation et dans le gouvernement ».

« Au contraire, nous avons introduit du calme et de la sévérité », réagit la ministre, Naaja Nathanielsen. Elle en veut pour preuve les cinq permis d'exploitation déjà délivrés et les trois à venir, un record pour le Groenland. Pas question donc de baisser les standards, alignés sur ceux des pays nordiques. Au siège d'Oceans North, à Nuuk, Karen Motzfeldt, conseillère au sein de la toute jeune association de protection de l'environnement, approuve : « Il y a encore certains endroits, près d'anciennes mines de plomb et de zinc, où il est impossible de manger des moules et des palourdes, en raison de la pollution », révèle-t-elle. Pour le Groenland, il s'agit aussi de préserver son secteur de la pêche, qui représente toujours 90 % des exportations de l'île. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

FDJ UNITED ♦
PLAYFUL. PLAY FAIR. PLAY FORWARD.

**BORN IN FRANCE,
RISING IN EUROPE.**

Forte de ses récentes acquisitions, FDJ devient le groupe européen FDJ UNITED. À travers ses marques iconiques, FDJ UNITED offre des expériences de jeu toujours plus divertissantes et responsables. Fidèle à ses origines et tourné vers l'avenir, FDJ UNITED s'engage pour un jeu plus sûr et un impact positif sur la société.

Playful. Play fair. Play forward = Divertissant. Responsable. Tourné vers l'avenir.
Born in France, rising in Europe = La France comme berceau, l'Europe comme terrain de jeu.



LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION...
RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)



DÉFENSE

L'industrie européenne de la défense au défi de monter en cadence

L'ÉCONOMIE DE LA GUERRE Partout sur le continent, les budgets augmentent et les industriels se disent prêts à pousser les murs. Symbole de cette remilitarisation profonde, une des pistes vise à soutenir la transition d'industries civiles vers le militaire

BERLIN, BRUXELLES, LONDRES, MALMÖ (SUÈDE), VARSOVIE - correspondants

Produire davantage et encore plus vite. C'est à cette double injonction présidentielle que les industriels de la défense devront répondre, le 14 mars, lors d'une réunion convoquée par Emmanuel Macron à la suite de l'annonce du gel de l'aide militaire américaine à l'Ukraine. A cette occasion, il devrait leur fixer la nouvelle feuille de route insistant aussi sur le soutien à la préférence européenne. «*Il nous faut nous équiper davantage*», avait déjà lancé le président de la République, au cours de son allocution du 5 mars. Et si la Commission européenne promet un plan de financement de 800 milliards d'euros pour les 27 pays de l'Union européenne (UE), dont 150 milliards d'euros de prêts bonifiés, le chef de l'exécutif veut être sûr que cette mobilisation financière inédite «*renforce nos armées le plus rapidement possible*».

EN BELGIQUE, L'USINE D'AUDI BRUSSELS, FERMÉE DEPUIS FIN FÉVRIER, POURRAIT DEVENIR UN SITE DE PRODUCTION DE BLINDÉS ET DE CHARS LÉGERS

vail», a assuré, le 4 mars, Patrice Caine, le PDG de Thales, dont le chiffre d'affaires dans les seules activités de défense a bondi de 13 % en 2024, pour dépasser 10 milliards d'euros. «*La grande majorité des entreprises du terrestre ne sont pas à pleine charge et peuvent répondre à une hausse de la production*», confirme Jean-Marc Duquesne, délégué général du Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (Gicat). «*Mais si on veut aller plus fort et plus vite, il faut de nouvelles commandes*», insiste-t-il, un discours repris par toute l'industrie de la défense ces derniers jours.

A Mérignac (Gironde), l'atelier d'assemblage de Dassault Aviation a livré 21 Rafale en 2024. Et il doit monter à 25 en 2025, avant d'atteindre l'objectif de trois par mois. «*On anticipe le passage à une cadence quatre et, s'il le fallait, on envisagerait la cadence cinq, évidemment sous réserve d'avoir les commandes*», a expliqué, le 5 mars, Eric Trappier, le PDG du groupe d'aéronautique : «*On a les mètres carrés, on construira s'il faut des hangars supplémentaires, on embauchera s'il faut des compagnons supplémentaires et on équilibrera s'il le faut entre Falcon [avions civils] et Rafale [avions de chasse]*».

Pourtant en Europe, les budgets augmentent. Entre 2021 et 2024, les dépenses de défense totales des Etats membres de l'UE ont crû de plus de 30 %. En 2024, elles ont atteint 326 milliards d'euros, soit environ 1,9 % du produit intérieur brut de l'UE. Signe de choc qui traverse le continent, une des pistes pour augmenter les capacités de production vise à soutenir la transition d'industries civiles vers le militaire. En Belgique, l'usine Audi Brussels, à Forest, fermée depuis la fin février, pourrait devenir un site de production de blindés et de chars légers si sa reprise par le groupe industriel wallon John Cockerill se concrétisait.

L'entreprise belge a racheté en 2024 la société française Arquus, partenaire de longue date de l'armée française, anciennement détenue par Volvo Group. John Cockerill, qui possède deux unités en Moselle, compte bien profiter de l'expansion du secteur européen de la défense pour accroître sa diversification. Il a délaissé l'acier en 2002 et produit notamment des tourelles pour blindés légers et moyens, ainsi que des appareils de simulation et des systèmes de tir. Avec Arquus, son objectif est de fabriquer des chars légers capables notamment de combattre des drones.

Le ministre de la défense belge, Theo Francken, avait évoqué au départ la possibilité de transformer le site d'Audi en usine de fabrication de munitions. Un projet contesté par la municipalité de Forest, pour des raisons de sécurité : l'usine, toujours propriété du groupe automobile VW-Audi, se situe en milieu urbain. Sa conversion en ligne de fabrication de blindés serait plus réaliste, mais devrait être négociée entre les différents niveaux de pouvoir belge, VW-Audi et le repreneur

éventuel. John Cockerill examine le dossier, tout en restant en quête d'autres implantations possibles. L'allemand Rheinmetall pourrait aussi être intéressé, mais il ne possède actuellement aucun contrat d'armement avec la Belgique.

Dans la même logique, le groupe landais Europlasma a déposé, le 4 mars, une offre de reprise pour la Fonderie de Bretagne, sous-traitant de Renault en cessation de paiements, qui fabrique des pièces de moteurs en fonte. Objectif : se «*diversifier dans le domaine de la défense afin de répondre à un enjeu de souveraineté nationale et à une demande croissante à l'échelle européenne*».

Symbolique de cette remilitarisation profonde de l'Europe, l'Allemagne se prépare à une remise en question industrielle. Depuis la décision, annoncée le 4 mars par la future coalition probablement dirigée par Friedrich Merz, de changer les strictes règles budgétaires pour permettre un financement quasi illimité de la défense, tout indique que le «made in Germany» devra partiellement réorienter sa production pour faire face au nouveau contexte international. «*Nous devons exploiter le potentiel de notre industrie beaucoup plus fortement pour rendre notre pays capable de se défendre*», a déclaré le président de la grande Fédération allemande de l'industrie, Peter Leibinger, le 13 février.

Selon lui, cela passera par une révolution mentale dans un pays très marqué par le pacifisme depuis la seconde guerre mondiale : les innovations militaires doivent être soutenues. Moritz Schularick, président de l'Institut d'économie mondiale de Kiel, estime également qu'il faut repenser la manière d'envisager l'armement, en y intégrant beaucoup plus de technologie.

Au Royaume-Uni, depuis le début des années 2010, les gouvernements conservateurs successifs avaient refusé, par idéologie (ils rejettent l'interventionnisme étatique), d'adopter une stratégie industrielle à même de préserver une capacité de recherche et de production nationales. C'est en train de changer, avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement Labour et les bouleversements géopolitiques récents : face au risque d'une dépendance trop forte vis-à-vis des Etats-Unis, le gouvernement de Keir Starmer a mis sur les rails une revue stratégique de défense, qui devrait être rendue publique à la fin du printemps, et parle désormais de manière décomplexée de prioriser ses industries nationales en matière d'approvisionnements.

RÉSURRECTION D'UNE USINE DANOISE

Un changement majeur, car si le Royaume-Uni dispose d'une des industries de défense les plus consistantes du continent européen, avec sur son territoire des acteurs comme BAE Systems, Airbus, Leonardo ou Rolls-Royce, ainsi que les chantiers navals du comté de Cumbria (nord-ouest de l'Angleterre) où sont construits les sous-marins porteurs de la dissuasion nucléaire britannique (dreadnoughts), le pays reste très dépendant des importations d'armes : elles ont atteint 8,3 milliards de livres sterling (9,9 milliards d'euros) en 2022. Les Etats-Unis restent de loin son premier fournisseur de matériel, armes et kits, avec 55,8 % en valeur des importations britanniques en 2022.

Autre preuve, un peu plus au nord, de la relance de production militaire locale, la résurrection, au Danemark, de l'usine historique de munitions d'Elling. Le ministre de la défense danois, Troels Lund Poulsen, a révélé, le 28 février, que la compagnie norvégienne Nordic Ammunition Company (Nammo) avait été sélectionnée pour



«LA MAJORITÉ DES ENTREPRISES DU TERRESTRE NE SONT PAS À PLEINE CHARGE ET PEUVENT RÉPONDRE À UNE HAUSSE DE LA PRODUCTION»

JEAN-MARC DUQUESNE

Groupement des industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres

CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44 QBE EUROPE SA/NV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

NOWAN IMMO SARL
3 place de Saint-Herbot
29490 GUIPAVAS
RCS: 753 000 405

depuis le 01/07/2024 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Établissement garantissant la Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL NOWAN IMMO.



Ligne d'emballage de charges d'obus modulaires de 155 millimètres, à l'usine Eureenco, à Bergerac (Dordogne), le 11 avril 2024. LUDOVIC MARIN/AFP



Exercice avec un système de tir mobile léger Milan, du français MBDA, à Mourmelon-le-Grand (Marne), en novembre 2024. LAURENT GRANDGUILLOT/REA

gner un point de cadence [un avion de plus par mois], c'est au moins deux ans», illustre-t-il. Même si les tensions sur la chaîne d'approvisionnement se sont apaisées depuis la sortie de la crise liée au Covid-19, la disponibilité des pièces, des machines et de la matière première reste un sujet. Pour augmenter plus rapidement sa production de missiles Aster, alors que M. Lecornu avait publiquement reproché sa lenteur en mars 2024, MBDA a loué trois machines d'usinage qui servaient de modèle d'exposition et de formation dans le showroom de leur distributeur. Il les a reçues en trois mois. Pour avoir des neuves, il aurait probablement dû attendre deux ans. Sur ce point, les difficultés actuelles de l'industrie automobile pourraient permettre au secteur de la défense de s'équiper plus facilement en machines ou robots.

«FORME D'ENGOURDISSEMENT»

«Pour une PME, c'est encore plus compliqué de doubler la production que pour un donneur d'ordres», souligne Olivier Boijoux, le PDG de Decomatic, une entreprise tourangelle spécialisée dans les pièces de fixation de sécurité en métaux spéciaux (titane, Inconel...), utilisées notamment dans les Rafale et les missiles de MBDA. Pour multiplier par deux la production en trois ans, il a déjà investi 3 millions d'euros en machines, logiciels et outils de cybersécurité. Et il vient de lancer un plan de même ampleur pour doubler la taille de son atelier. «Cela ne se fait pas dans la nuit. Les contraintes ré-

LA DISPONIBILITÉ DES PIÈCES, DES MACHINES ET DE LA MATIÈRE PREMIÈRE EST UN SUJET

lementaires sont lourdes, il faut des habilitations, y compris pour le personnel, client par client», raconte le dirigeant.

Lors de ses vœux aux armées en janvier 2024, Emmanuel Macron avait fustigé les vieilles «années confortables parfois» qui avaient pu créer «une forme d'engourdissement satisfait qui nous permettait de conserver un très haut niveau de qualité, très élevé mais cher, coûteux, à petit flux, à petite innovation». Pour les industriels de la défense, moins habitués aux grands volumes, il s'agit donc d'apprendre à travailler différemment, en adoptant des méthodes venues de secteurs comme l'automobile ou l'aéronautique civile. Le fabricant de missiles MBDA a par exemple commencé à se convertir au modèle de l'assemblage dès la commande, ce qui suppose de détenir une quantité de pièces et de matières suffisante avant même d'avoir signé le contrat. Et donc de disposer de la trésorerie nécessaire pour préfinancer la production.

LES CHIFFRES

68

C'est, en milliards d'euros, le budget de la défense en France à l'horizon 2030. Soit le double de celui de 2017.

30 %

C'est la hausse des dépenses de défense totales des Etats membres de l'Union européenne entre 2021 et 2024. En 2024, elles ont atteint 326 milliards d'euros, soit environ 1,9 % du produit intérieur brut de l'UE.

90 %

C'est le taux d'utilisation des capacités de production des industries de défense atteint début 2024, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Dans ce nouveau monde pour la base industrielle et technologique de défense française, composée de plus de 4 000 entreprises, les gros peuvent s'adapter, pas forcément les petits. «Le financement est le sujet du moment», alerte M. Boijoux. «Il y a des solutions, mais c'est le plus souvent de la dette à cinq ou sept ans. Or, pour une PME [petite ou moyenne entreprise], rentabiliser une machine à 300 000 euros dans ce délai, c'est compliqué. On est tout le temps sur le fil du rasoir», explique-t-il, en regrettant qu'il n'y ait pas plus de dispositifs de subventions ou d'aides. Paradoxalement, certaines PME souffrent d'avoir trop de commandes et pas suffisamment de trésorerie pour y faire face, sachant que le secteur pratique peu les acomptes à la signature du contrat.

Le ministre de l'économie, Eric Lombard, et son homologue des armées ont prévu de consacrer la journée du 20 mars au sujet du financement de la défense, pour mobiliser banquiers, assureurs et fonds d'investissement, alors qu'actuellement, «trop souvent, les règles ne permettent pas d'investir dans le secteur de la défense», a regretté M. Lombard. Ce dernier souhaite notamment la création de nouveaux fonds d'investissement spécialisés. Mais Bercy sait qu'il faut surtout une stratégie avant de déterminer les efforts budgétaires qui permettront d'accroître la commande publique militaire. «Les commandes, c'est ce qui permet de débloquer les financements bancaires», appuie le délégué général du Gicat.

La capacité de l'industrie européenne à répondre dans les temps à cet afflux de nouvelles commandes potentielles est cruciale si le continent souhaite se défaire de sa dépendance aux armes américaines, turques, coréennes ou israéliennes. «Si les nouveaux budgets servent à acheter des équipements américains pour les envoyer en Ukraine», cela ne servira pas à grand-chose, prévient un industriel, sous le couvert de l'anonymat. Dans son allocation du 5 mars, Emmanuel Macron a souhaité que ce nouvel effort «accélère la réindustrialisation dans toutes nos régions».

En Allemagne, un débat s'est ouvert sur les 35 avions de chasse F-35 commandés en 2022 à l'américain Lockheed Martin. Des experts de l'armement, mais aussi des responsables politiques appellent à annuler la commande. Berlin, qui avait fait voter une enveloppe de 100 milliards d'euros pour moderniser l'équipement vieillissant de son armée en février 2022, avait préféré se tourner sous la pression vers des avions américains pour remplacer ses vieux Tornado. Une décision à l'époque très critiquée par la France, notamment, qui reprochait à Berlin de négliger l'autonomie stratégique européenne. ■

HÉLÈNE BIENVENU,
CÉCILE BOUTELET,
CÉCILE DUCOURTIEUX,
ANNE-FRANÇOISE HIVERT,
OLIVIER PINAUD (À PARIS)
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Prochain article Roberto Cingolani,
directeur général de Leonardo,
champion italien du militaire

L'économie de guerre, du concept à la réalité

La montée en puissance des industries de défense françaises commence à être visible

LA RECHERCHE DE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE S'IMPOSE, MARQUÉE PAR LA SÉCURITÉ DES APPROVISIONNEMENTS ET LA RELOCALISATION

habituelle aux décalages réguliers des commandes d'armement et donc à fabriquer peu de matériels. «Notre modèle militaire et industriel marqué par plusieurs décennies d'arbitrages budgétaires n'est pas prêt pour un affrontement majeur marqué par une forte attrition», prévenait en mars 2023 le député de Charente-Maritime Christophe Plassard (Horizons) dans un rapport d'information.

Néanmoins, après un démarrage lent, la transformation se concrétise et elle permettra aussi de reconstituer des stocks. «Nous ne devions pas avoir plus de 32 missiles [antiaériens et antibalistiques] Aster en 2025. Or, nous en aurons normalement entre 80 et 100, avec une montée en puissance continue pour atteindre une capacité de production de plus de 300 missiles par an en 2028», soulignait Emmanuel Chiva.

L'industrie civile sera associée à cet effort, des contacts sont en cours. C'est ce qu'a confirmé Stéphane Séjourné, le commissaire européen chargé du marché intérieur, lors d'un déplacement mercredi 5 mars sur le site Renault de Douai (Nord): «Des sous-traitants de l'automobile, voire des constructeurs, pourraient participer à certaines commandes.» Ce fut le cas par le passé, en 1915. Des industriels comme Renault et Panhard ont créé à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) une manufacture de production de canons et de mitrailleuses, tandis que des teinturiers lyonnais ouvraient à Pont-de-Claix (Isère), près de Grenoble, un site de production de chlore.

Mais ces montées en cadence se heurtent à plusieurs difficultés, comme la complexité des procédures, mais aussi des normes qui freinent les projets. Ainsi, la DGA a fortement modifié les règles pour faciliter les vols de drones. Autre handicap, les goulets d'étranglement dans la chaîne de production qui concernent principalement les sous-traitants. Ils sont liés à des questions de financement, parfois de technologie, mais souvent à des difficultés de recrutement. Les bassins d'emploi où sont situées les industries ne permettent pas de fournir suffisamment de candidats.

Le développement de ces activités est lié aux futures décisions budgétaires. L'objectif est de porter le budget de la défense d'un peu plus de 2 % actuellement à 3,5 % du PIB. Il faudra faire des choix. «On entre en économie de guerre quand on commence à se faire mal», souligne l'économiste Alain Quinet, c'est-à-dire quand les dépenses pour la défense entraînent des efforts budgétaires et qu'il faut élargir le recrutement dans les armées, au-delà du seul volontariat.» Et de préciser que «le seuil de douleur n'est pas le même selon les pays». John Maynard Keynes, l'un des théoriciens de l'économie de guerre, la définissait comme «le passage de l'abondance à la pénurie». Une formule radicale, qui demandera beaucoup de doigté dans les choix du gouvernement. ■

DOMINIQUE GALLOIS

Wall Street en plein doute face au risque d'une « récession Trump »

Le refus du président américain d'exclure la possibilité d'un recul de l'activité économique aux Etats-Unis a fait chuter la Bourse, lundi

NEW YORK – correspondant

Wall Street a lourdement chuté, lundi 10 mars, après que Donald Trump a refusé d'exclure la possibilité d'une récession aux Etats-Unis. « Je déteste prédire ce genre de choses », a déclaré le président américain, la veille, sur la chaîne conservatrice Fox News. Il y a une période de transition, car ce que nous faisons est très important. Nous ramenons la richesse en Amérique. C'est une grande chose. Et il y a toujours des périodes où cela prend un peu de temps. »

Logiquement, la Bourse a dévissé, emmenée par les valeurs technologiques, mais aussi bancaires : le Nasdaq a reculé de 4 %, tandis que le S&P 500 abandonnait 2,7 %. Au total, pour ces deux indices, la correction depuis les plus hauts est respectivement de 13,5 % et 8,7 %. Tesla, la firme d'Elon Musk, en recul de 15 %, a perdu plus de la moitié de sa valeur boursière depuis son plus haut de janvier et vaut désormais moins qu'avant l'élection de Donald Trump, en novembre 2024. En Asie, les Bourses ont reculé dans le sillage de Wall Street. A Tokyo, l'indice vedette Nikkei a reculé en clôture de 0,63 %. La Bourse de Séoul a abandonné 1,28 % et Sydney 0,91 %.

Le président américain avait assuré, dimanche, les turbulences boursières : « Ce que je dois faire, c'est construire un pays fort. On ne peut pas vraiment surveiller le marché boursier. Si vous regardez la Chine, ils ont une perspective à cent ans », a-t-il déclaré. Un argument torpillé par Jason Furman, économiste à Harvard : « Si vous mettez en œuvre un plan crédible

qui implique des souffrances à court terme pour un gain à long terme, le marché boursier augmentera et ne baîssera pas », accuse, sur X, l'ancien conseiller de Barack Obama.

La banque Goldman Sachs a, quant à elle, revu fortement à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie américaine pour 2025, celles-ci passant de 2,4 % à 1,7 %. Les taux à dix ans américains sont tombés à 4,23 %, bien en déca des 4,8 % qui prévalaient encore à la mi-janvier, les investisseurs acceptant désormais une moindre rémunération en échange de sécurité. Trump n'a pas l'air enclin, pour l'instant, à corriger sa politique erratique de taxes douanières, largement responsable de l'inquiétude des consommateurs, qui prédisent un retour de l'inflation, et de celle des investisseurs, pénalisés par le manque de stabilité. Il a balayé les griefs de ces derniers : « Ils disent toujours ça. Nous voulons de la clarté. » Ils ont beaucoup de clarté. »

Doutes sur la rentabilité de l'IA
Les chefs d'entreprise commencent à donner de la voix, tel Mike Wirth, patron de Chevron, qui a vu sa licence d'exportation de pétrole vénézuélien vers les Etats-Unis révoquée et affronte comme tout le secteur la remise en cause de la politique de transition énergétique de Joe Biden. « Passer d'un extrême à l'autre n'est pas la bonne politique. Nous avons vraiment besoin d'une stratégie cohérente et durable », a-t-il accusé, lundi, à la Ceraweeek de Houston (Texas), un forum consacré à l'énergie et organisé par la société d'analyse financière S&P Global.

L'économie est, en effet, prise dans le chaos provoqué délibérément

Goldman Sachs a revu fortement à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie américaine pour 2025, de 2,4 % à 1,7 %

ment par Donald Trump. « C'est la première fois qu'une administration dit sans sourciller que ses objectifs vont être douloureux », déplore, dans le *Wall Street Journal*, Shelby McFaddin, analyste chez Motley Fool Asset Management. « Nous sommes en proie à une correction fabriquée. Je dis "fabriquée" parce qu'elle est en réalité basée sur la réaction aux programmes de droits de douane de la nouvelle administration, ou du moins aux menaces de droits de douane, et sur le type d'impact que cela aura sur l'économie », a déclaré à la chaîne CNBC Sam Stovall, stratégiste chez CFRA Research.

Les droits de douane ne sont pas tout. Ils se cumulent avec l'inflation, qui reste trop élevée : 2,5 % sur un an en janvier. Or, le blocage de l'immigration le long du rio Grande va conduire à une pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture, la construction... Résultat, Larry Fink, le fondateur du fonds BlackRock, présent, lui aussi, à la Ceraweeek, prévoit une remontée des pressions inflationnistes. « J'ai dit aux membres de l'équipe Trump que nous allions manquer d'électriciens à mesure que nous construisions des centres de don-

nées d'intelligence artificielle [IA]; nous n'en avons tout simplement pas assez », a-t-il assuré.

Le secteur de l'IA est source de nombreuses interrogations. La bulle boursière est en train d'explorer. Ce retour sur terre s'accompagne de questionnements macroéconomiques bien plus profonds : la révolution technologique qu'est l'IA va nécessiter des investissements majeurs, notamment dans l'énergie, conduisant à des doutes sur sa rentabilité. Elle va aussi conduire à plus long terme à un sabrage dans l'emploi. Marc Benioff, PDG de Salesforce, géant des services aux entreprises, a donné un avant-goût de ce qui se prépare lors de la présentation de ses résultats en raison de l'IA. « Nous n'embaucherons pas de nouveaux ingénieurs, cette année. Nous constatons une augmentation de la productivité de 30 % dans le domaine de l'ingénierie, et nous allons continuer à la faire progresser », a-t-il déclaré.

D'autres pays offrent plus de visibilité aux investisseurs, ce qui incite ces derniers à remettre en cause la suprématie de l'économie américaine. Ainsi, le Canada et la Chine ont décidé de riposter. Les prix de l'énergie vendue par l'Ontario au Minnesota, à New York et au Michigan ont été augmentés de 25 %. Pékin semble plus déterminé à relancer son économie. Et, en Allemagne, le probable futur chancelier, Friedrich Merz, prépare un grand plan de dépenses. Résultat, l'euro est largement remonté, à 1,08 dollar contre moins de 1,02 début janvier, tandis que l'indice Euro Stoxx 50 progresse de 10 % depuis le début de l'année. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Le marché de la musique enregistrée confronté à l'essor de l'intelligence artificielle

En France, ce marché a franchi le cap du milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2024

Depuis 2016, le marché de la musique enregistrée en France est reparti sur une pente ascendante. En 2024, selon les chiffres publiés mardi 11 mars par le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), il a encore progressé de 7 % pour franchir le cap du milliard d'euros (1,03 milliard). Ce bond n'efface pas les années de crise : ce résultat ne représente que 54 % de celui atteint en 2002 – l'âge d'or du secteur. Alors que les chiffres mondiaux de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI) sont attendus le 19 mars, sa présidente Victoria Oakley juge très positive cette croissance, « bien meilleure que celle attendue au niveau mondial ».

En 2024, le streaming s'affirme encore davantage comme la principale source de revenus puisqu'il représente à lui seul 664 millions d'euros (+9,5 %). « Cette forte croissance du streaming devrait se poursuivre », note Victoria Oakley, notamment pour les formules payantes. Avec 17,7 millions d'utilisateurs, il concerne désormais un quart de la population. « Une proportion proche des autres pays de l'arc méditerranéen, mais très éloignée des autres grands marchés de la musique comme le Royaume-Uni, l'Allemagne ou les Etats-Unis, où le taux de pénétration

est très largement supérieur », reconnaît-on au SNEP.

A noter, dans les supports physiques, les ventes de vinyles (98 millions d'euros) surpassent celles des CD (91 millions d'euros), pour la première fois depuis 1987. « Le grand retour du vinyle est un phénomène qui s'observe dans le monde entier », commente Victoria Oakley. La relation entre les fans et les artistes est telle que certains achètent, pour un même album, toute la gamme de vinyles avec des pochettes différentes, les disques de couleurs différentes, les multiples collectors... « sans pour autant les écouter, juste pour les collectionner », ajoute-t-elle.

Les artistes français émergent de façon dominante dans le classement d'écoute dans l'Hexagone. Selon l'étude du SNEP, 18 des 20 meilleures ventes d'albums sont produites en France, mais les productions françaises représentent aussi trois quarts

des 200 albums les plus vendus, ou encore 61 % des nouveautés du top 10 000 streaming.

Ce tropisme pour les artistes produits en France et chantant en français se vérifie dans tous les genres musicaux. La patronne de l'IFPI aimerait « voir la musique française s'exporter davantage. La question de la langue n'est pas forcément une difficulté, si l'on voit par exemple le succès mondial de la K-pop », explique-t-elle.

« Destruction de la créativité »

La question de l'émergence de l'intelligence artificielle (IA) se pose avec acuité dans la musique en France comme ailleurs. Comme l'a montré fin février la mobilisation du monde artistique britannique, farouchement opposé à un projet du gouvernement travailliste. Les stars de la musique Elton John, Dua Lipa, Sting ou Kate Bush, mais aussi toute la presse britannique se sont battus contre un texte qui vise à appliquer « une exception au droit d'auteur » pour entraîner les IA génératives à des fins commerciales. Ce qui reviendrait, selon ces artistes, « à légaliser le vol au profit des sociétés d'IA ». La plateforme Deezer ne cache pas qu'elle reçoit chaque jour près de 10 % de contenus générés de cette façon. « Ils ne méritent ni droits d'auteurs ni de droits voisins », assure M. Lasch. Mais ce phénomène risque surtout de provoquer une éviction des œuvres musicales créées par des humains. ■

chose avec l'IA générative, mais il faut l'utiliser dans le respect du droit d'auteur. » A ses yeux, il est impératif de « demander aux artistes la permission d'utiliser une œuvre ou un morceau musical et qu'ils aient une réponse claire [de la part des entreprises qui entraînent et utilisent les IA] : oui ou non, et si oui, vous payez. »

Le problème, selon elle, vient du fait que « les législateurs sont naïfs : demander une autorisation quand l'œuvre a déjà été utilisée revient à intervenir quand le problème est passé et qu'il n'est plus possible de prouver qu'elle a été utilisée ». D'où l'importance de demander d'abord l'autorisation aux artistes et de respecter la législation existante sur le droit d'auteur. Sans quoi on assistera à « un risque de destruction de la créativité ».

Alexandre Lasch, directeur général du SNEP, est sur la même ligne. Il s'inquiète sinon de voir « un déferlement de contenus synthétiques intégralement générés par des IA ». La plateforme Deezer ne cache pas qu'elle reçoit chaque jour près de 10 % de contenus générés de cette façon. « Ils ne méritent ni droits d'auteurs ni de droits voisins », assure M. Lasch. Mais ce phénomène risque surtout de provoquer une éviction des œuvres musicales créées par des humains. ■

NICOLE VULSER

Les ventes de vinyles surpassent celles des CD pour la première fois depuis 1987



PERTES & PROFITS

MÉDICAMENTS

PAR ISABELLE CHAPERON

La ruée vers l'anti-obésité

La légende veut que les plus malins, durant la ruée vers l'or en Californie, aient été les vendeurs de pelles et de pioches. Si les chercheurs de pépites avaient été contraints de partager in fine leur meilleur filon avec les autres, le constat aurait peut-être été différent. Après avoir dominé le marché de l'anti-obésité, le danois Novo Nordisk fait face à une nuée de concurrents dans les starting-blocks pour lancer des génériques d'Ozempic et Wegovy, ses médicaments vedettes dont certains brevets expirent en mars 2026.

Le jordanien basé à Londres Hikma a dit au *Financial Times*, dimanche 9 mars, chercher des partenaires pour développer un générique de la semaglutide, la molécule star de Novo Nordisk, qui ne devrait plus être protégée en Chine, au Canada, en Inde et au Brésil dès 2026. Ailleurs, les brevets tombent entre 2028 et 2032. Les brésiliens EMS, Europharma ou Hypera ou le sud-africain Aspen ont fait savoir qu'ils s'activaient. En Chine, 15 génériques d'Ozempic et Wegovy en préparation ont été répertoriés.

La meilleure réponse pour Novo Nordisk consiste à garder une longueur d'avance sur le plan thérapeutique, y compris face aux Eli Lilly, Roche et autres AbbVie, comme il l'avait fait en développant la semaglutide. A ce stade, toutefois, les bénéfices de son médicament nouvelle génération CagliSema sont jugés un peu maigres. Lundi, l'action du laboratoire a chuté de près de 9 % en Bourse après la publication d'essais cliniques décevants. Là aussi, Novo Nordisk joue gros. ■

pour un coût économique estimé à 4320 milliards de dollars (3960 milliards d'euros). Le marché des médicaments anti-obésité pourrait atteindre 200 milliards de dollars d'ici à 2031, selon PitchBook et Morningstar.

Baisse de prix massives

La force d'un laboratoire repose sur sa recherche et développement et son département juridique. Pour retarder la meute des génériques, Novo Nordisk a déjà commencé à défendre chèrement l'exclusivité de ses molécules et de leurs différentes formulations dans les tribunaux. Les fabricants, eux, sont optimistes sur leur capacité à franchir ces obstacles et à arriver plus vite sur le marché que ce qui était envisagé jusque-là. Une bonne nouvelle pour les patients : la commercialisation des « copies » se traduit par des baisses de prix massives. La meilleure réponse pour Novo Nordisk consiste à garder une longueur d'avance sur le plan thérapeutique, y compris face aux Eli Lilly, Roche et autres AbbVie, comme il l'avait fait en développant la semaglutide. A ce stade, toutefois, les bénéfices de son médicament nouvelle génération CagliSema sont jugés un peu maigres. Lundi, l'action du laboratoire a chuté de près de 9 % en Bourse après la publication d'essais cliniques décevants. Là aussi, Novo Nordisk joue gros. ■

Nissan limoge son patron pour concrétiser la fusion avec Honda

C'est le Mexicain Ivan Espinosa qui a été choisi pour succéder à Makoto Uchida

Jérémie Papin, Guillaume Cartier, Ivan Espinosa... Avant le début d'un conseil d'administration crucial pour Nissan, mardi 11 mars en fin de journée à Tokyo, trois noms – deux français, un mexicain – étaient évoqués par la presse japonaise pour prendre la succession de Makoto Uchida, l'actuel PDG, et parmi eux, aucun japonais. C'est un signe de la profondeur de la crise qui secoue l'ancien partenaire de Renault dans l'alliance. A l'issue du conclave, c'est finalement le Mexicain Ivan Espinosa, responsable de la planification et donc du lancement des produits, qui a été choisi pour prendre la direction de Nissan, à compter du 1^{er} avril.

Le nouveau dirigeant a devant lui un double défi. Mener à bien le plan de restructuration annoncé en octobre 2024, visant à réduire de 20 % les capacités de production de Nissan, avec 9 000 suppressions d'emplois à la clé. Et reprendre les discussions en vue d'un rachat par son concurrent Honda pour former le quatrième groupe mondial.

Celles-ci ont été interrompues le 13 février, mais, quelques jours plus tard, le *Financial Times* annonçait que Toshihiro Mibe, le directeur général de Honda, était prêt à les rouvrir après le départ de Makoto Uchida.

C'est la principale banque de Nissan, la Mizuho Bank, qui pousse le constructeur dans les bras de Honda, avec le soutien du puissant ministère de l'économie et de l'industrie, le METI. La déconfiture de Nissan, dont la dette a été dégradée au rang de *junk bond*, « obligation pourrie » autrement dit très risquée, par

l'agence de notation Moody's, inquiète ses créanciers. Ivan Espinosa, loin d'être le candidat le plus populaire en interne, était favorisé par la banque Mizuho.

Ce choix n'est pas une bonne nouvelle pour Renault, qui détient toujours plus de 35 % de Nissan, dont 15 % dans le cadre d'une participation croisée et 20 % qu'elle souhaite vendre. En cas de reprise de Nissan par Honda, le constructeur français souhaite obtenir du repreneur qu'il paie une prime de contrôle pour racheter ses actions, ce que Honda refuse jusqu'à présent. Ivan Espinosa, qui n'est pas un financier, contrairement au Franco-Américain Jérémie Papin, ne fait pas figure de meilleur défenseur des intérêts du constructeur au losange.

Nomination contestée

En interne, chez Nissan, cette nomination est aussi contestée. Responsable de la planification, Ivan Espinosa est vu comme le principal responsable des lacunes dans la gamme de véhicules de Nissan qui ont conduit à sa déconfiture commerciale et notamment à l'absence d'offre de véhicules hybrides sur le marché américain.

La direction de Nissan est en pleine déconfiture, dénonce l'hebdomadaire nippon *Diamond*, citant des sources internes. Le plan de restructuration tarde, en effet, à être mis en œuvre, les dirigeants japonais hésitant à fermer des sites industriels dans l'Archipel, même si Makoto Uchida a rappelé que le groupe disposait de capacités de production pour 5 millions de véhicules, alors qu'il n'en vendait plus que 3,4 millions. ■

SOPHIE FAY

Ottawa en repli face aux étudiants étrangers

De jeunes Français se trouvent dépourvus face à la politique canadienne de réduction des permis d'études

MONTRÉAL - correspondance

J'étais tellement heureuse que j'en ai fondu en larmes », se souvient Maelys Dunand, 21 ans, étudiante en troisième année de droit et de science politique à l'université Lumière Lyon-II. Un matin de février 2024, elle reçoit un mail de son université qui l'informe qu'elle est retenue pour un échange d'une année d'études à l'université de la Colombie-Britannique, à Vancouver. Elle se rue sur son ordinateur et se lance illico dans la réalisation des démarches nécessaires : « Je me renseigne sur les offres de logements, la liste des cours, les billets d'avion, la possibilité de travail... », se remémore la jeune femme, la tête déjà au Canada.

Ils sont près de 200 étudiants de Lyon-II à postuler pour l'Etat d'Amérique du Nord ; jusqu'en 2023, moins de la moitié étaient admis. En 2021, le pays était la troisième destination préférée des étudiants tricolores, derrière la Belgique et le Royaume-Uni, selon les chiffres de l'agence de promotion de l'enseignement supérieur Campus France. Environ 18 000 Français fréquentaient les établissements d'enseignement supérieur canadiens en 2022.

Le 25 mars 2024, Maelys reçoit un nouveau message de son université. On l'informe que les conditions d'obtention d'un visa étudiant ont changé. On ne l'autorise plus à partir une année entière, les études ne seront plus diplômantes et l'étudiante, qui est boursière, n'aura pas le droit de travailler. « Brutalement, je n'avais plus rien », résume-t-elle. Comme Maelys, des milliers d'étudiants ont vu la porte du Canada leur claquer au nez depuis un an.

Alors que le nombre de permis d'études approuvés avait été multiplié par six entre 2001 et 2021, Ottawa tente désormais de juguler le flot d'étudiants étrangers qui viennent sur son sol, notamment pour limiter la pression exercée par les immigrants temporaires sur le marché du logement.

Cursus menacés

Le gouvernement a annoncé, le 22 janvier 2024, le plafonnement du nombre de permis pour les étudiants étrangers pendant une période de deux ans. L'objectif est alors de faire chuter de 35 % le nombre d'approbations dès la première année.

La politique de réduction d'Ottawa avance au pas de course : le nombre d'approbations de nouveaux permis d'études – en excluant les prolongations – a diminué de 48 % en 2024. Il est passé de 515 789 à 268 209 en une année. Par mail, le ministère de l'immigration assure que le plafond permet d'atteindre un « *nombre durable* » d'étudiants étrangers. Certaines provinces canadiennes agissent de concert pour limiter leur venue. Au Québec, une populaire voie d'accès rapide à l'immigration permanente, le volet « étudiants » du Programme de l'expérience québécoise, a été suspendue jusqu'au 30 juin.

Le gouvernement fédéral tente aussi de couper les vivres à certaines écoles qui entretiennent un système frauduleux d'immigration – des établissements proposant des formations « *bidon* », selon Nadia Barrou, avocate spécialisée en immigration à Montréal. Elles profitent d'une manne en recrutant à outrance des étudiants étrangers, car ceux-ci paient des droits de scolarité parfois cinq fois plus élevés que les Canadiens.

« Il y a eu énormément d'abus, poursuit l'avocate. Des écoles privées sont devenues des machines à sous, qui ont fait décupler le nombre d'étudiants étrangers, en proposant des diplômes vides qui



PALM ILLUSTRATIONS

n'étaient que des tremplins vers l'immigration permanente. »

Des écoles paient même des commissions à des recruteurs d'étudiants. « Certains collèges privés ont placé le gain avant tout », déplore Nadia Barrou. Mais les établissements qui font commerce de diplômes suspects ne sont pas les seuls à se prendre dans les filets dressés par le gouvernement canadien. La décision de mettre un énorme coup de frein à la délivrance de visas étudiants, « nous l'avons prise en pleine figure », reconnaît Jim Walker, vice-président de Lyon-II. En 2024, l'université a vu la mobilité de ses étudiants vers le Canada divisée par deux.

Idem pour les écoles de commerce et les écoles d'ingénieurs françaises, qui doivent elles aussi s'adapter à la nouvelle réglementation. « En 2024, nos établissements partenaires canadiens nous ont dit n'avoir aucune garantie sur la possibilité de nos étudiants de rester au-delà d'un semestre », témoigne Elodie Saint-Yves, directrice des relations internationales de Rennes School of Business. Les délais d'obtention des permis d'études et des visas se sont allongés, la réglementation liée à la possibilité de travailler est mouvante. »

Face à cette incertitude, la tactique des établissements français et canadiens a été d'esquiver : pour ne pas avoir à soumettre leurs étu-

« J'ai perdu un mois de cours (...), j'ai dû prendre mon billet d'avion à la dernière minute et donc le payer plus cher »

CHESNEL EKOCHA
étudiant en école d'ingénieurs

dants à une demande de visa, de nombreuses écoles et facultés ont réduit le temps de mobilité à un semestre universitaire, ce qui correspond généralement à trois ou quatre mois. « Toute l'expérience d'une réelle immersion s'évanouit, regrette Jim Walker. L'étudiant, à peine installé, doit repartir. »

Ensuite, des écoles ont procédé à une optimisation des places ouvertes aux étudiants internationaux en fonction des provinces canadiennes. Paris School of Business prévoyait d'envoyer, pour un an, une dizaine d'étudiants sur le campus de son partenaire canadien, l'ILAC International College, à Toronto. Mais, faute de permis d'études accordés par la province, les étudiants parisiens ont été « basculés » sur le campus de Vancouver, en Colombie-Britannique, qui disposait des précieux sésames.

Si les établissements canadiens et français s'acharnent à trouver des solutions pour maintenir la mobilité des étudiants, « à terme, cette situation est susceptible de mettre en danger les accords de double diplôme et de dissuader les étudiants tant les procédures deviennent complexes », avertit Elodie Saint-Yves. En effet, un double diplôme correspond à une maquette académique avec des enseignements spécifiques et un temps d'études d'une année, « et rien d'autre », assène Jim Walker.

Les cursus coconstruits par les établissements canadiens et français sont menacés.

Parallèlement, on peut toujours lire, sur le site du gouvernement canadien pour les étudiants internationaux EduCanada.ca, les encouragements à destination des étudiants à venir profiter « d'un niveau de vie élevé » dans une « société sûre et pacifique ». Et de conclure : « Les possibilités sont infinies ! » Mais pour de nombreux étudiants, candidater tourne à la galère. Chesnel Ekoga, 25 ans, en quatrième année du cycle d'ingénier de l'Ecole supérieure d'informatique électronique automatique, a fait sa demande de visa en février 2024 pour un programme de trois mois à l'université du Québec à Chicoutimi qui commençait en mai.

Il reçoit le permis de se rendre au Canada en juin, un mois après la rentrée. « J'ai perdu un mois de cours, je n'ai reçu aucune communication de l'administration canadienne, j'ai dû prendre mon billet d'avion à la dernière minute et donc le payer plus cher », relate Chesnel Ekoga. Une mauvaise expérience, alors qu'il était soutenu par son école.

« Pour les étudiants qui prennent l'initiative d'une mobilité individuelle [hors du cadre d'un échange entre établissements], c'est le parcours du combattant », observe Léon Laulusa, vice-prési-

Du côté des universités françaises, le coup de frein des Canadiens est vu comme une opportunité

dent de la Conférence des grandes écoles, chargé de la commission relations internationales.

« La situation des étudiants étrangers au Canada est à l'image d'une tendance à la complexification des procédures pour les étrangers dans plusieurs pays du monde, observe Elodie Saint-Yves. En Asie, en Amérique du Nord, alors qu'il y a quelques années la ligne directrice était la libre circulation des étudiants et de la connaissance, nous sommes aujourd'hui dans une période de repli. »

En France également, la loi sur l'immigration adoptée en décembre 2023 visait à décourager les étudiants, les enseignants et les chercheurs du Maghreb, d'Afrique ou du Moyen-Orient. C'est le Conseil constitutionnel qui, dans sa décision du 25 janvier 2024, a censuré le durcissement de l'accès aux titres de séjour étudiants.

Compétition internationale

Du côté des universités françaises, le coup de frein de leurs homologues canadiennes est vu comme une opportunité. « Le dispositif Bienvenue en France [un label gouvernemental qui garantit les meilleures conditions d'accueil possibles pour les étudiants internationaux] devrait permettre à des étudiants internationaux qui ne pourraient pas se rendre au Canada de se réorienter vers l'offre française », avance Emmanuelle Garnier, chargée des relations internationales au sein de l'association France Universités.

Mais d'autres destinations gagnent du terrain dans la compétition internationale. Alors que l'Allemagne demeure constante dans sa politique d'accueil sur les dernières années, « l'Irlande et le Japon progressent, tandis que la Corée du Sud s'est fixé comme objectif d'intégrer le top 10 mondial dans l'accueil des étudiants étrangers », souligne Campus France.

Quant à Maelys, rejetée de l'université de la Colombie-Britannique, elle a rebondi aux antipodes : c'est à l'université de Sydney qu'elle termine une licence de droit. « Pour mon accueil, les autorités australiennes se sont montrées extrêmement bienveillantes et organisées », tient à souligner l'étudiante lyonnaise. ■

ELIOTT DUMOULIN
ET ÉRIC NUNÈS

« Le Canada ne voudrait-il plus des jeunes esprits les plus brillants de ce monde ? »

GABRIEL MILLER, le président-directeur général d'Universités Canada, une association qui regroupe les établissements d'enseignement supérieur du pays, redoute que la réduction drastique des visas étudiants rende son pays moins attractif et que la qualité de l'enseignement décline.

Quelles sont les conséquences de la diminution des permis d'étudiants étrangers en matière d'attractivité pour les universités canadiennes ?

Beaucoup de gens à travers le monde observent les politiques d'Ottawa et se disent que le Canada ne veut plus des jeunes esprits les plus brillants de ce monde. Mais nous les voulons toujours, il faut le clamer haut et fort ! Cependant, notre réputation est tellement entachée par ces choix politiques que la baisse du nombre d'étudiants étrangers va plus vite que ce qu'Ottawa demandait : on peine à recruter pour atteindre le plafond, pourtant bas, fixé par le gouvernement. Les étudiants qui avaient prévu de venir ici hésitent, car ils découvrent que les règles changent tout le temps. Ils s'interrogent désormais : « Puis-je venir étudier et travailler en parallèle ou non ? » C'est injuste, cela leur fait manquer des opportunités... et à nous aussi. L'impact de la baisse des permis d'études étrangers va croître dans les

prochaines années. La première conséquence évidente, c'est l'énorme défi financier que ça représente pour nos universités. Elles vont devoir réduire leurs dépenses et ne pourront pas combler le déficit de revenus uniquement par des gains d'efficacité. Le système universitaire canadien, qui s'est construit durant des décennies sur un partenariat vertueux entre les établissements et le gouvernement, qui finance la recherche, est mis à mal. Les sources de revenus supplémentaires sont limitées pour les établissements, sauf à multiplier les programmes de formation continue.

Si nous ne parvenons pas à un nouvel accord avec Ottawa dans les deux prochaines années, nous assistons inévitablement à une baisse de la qualité de l'enseignement et à la perte de certains de nos établissements.

En doublant le montant des ressources financières nécessaires pour étudier au Canada, le gouvernement vise-t-il à décourager les étudiants africains, dont le taux d'approbation pour des permis est faible ?

Il ne fait aucun doute que ces nouvelles exigences rendront plus difficile le recrutement des étudiants les plus talentueux des pays les moins riches. C'est une grande question : sommes-nous prêts à exclure cer-

taines en raison de leur situation financière ? A l'heure actuelle, le signal envoyé est que le Canada n'est pas aussi intéressé qu'il devrait l'être par l'obtention des talents dont il a besoin.

Après des années où le monde universitaire a semblé un carrefour d'échanges internationaux, assistons-nous à une période de repli ?

Nous sommes dans une période de reconstruction dans le recrutement d'étudiants internationaux, afin qu'il soit plus durable. Ottawa a montré qu'il y avait eu certains abus... mais je pense surtout que la baisse des permis étudiants étrangers au Canada était une réponse à une crise politique, celle du manque de logements dont souffre le pays. L'une des bonnes choses dans la politique canadienne des quinze dernières années, c'est qu'en général les principaux partis ont valorisé l'immigration. Mais le grand danger de la crise du logement, c'est qu'elle ébranle la foi des Canadiens en leur capacité à accueillir les nouveaux arrivants. Les étudiants étrangers se sont aussi rendu compte qu'il n'est pas aisément de trouver un toit. C'est pourquoi il est très important que les prochains choix politiques rétablissent la confiance dans la capacité à attirer des talents au Canada. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR E. D. ET É.N.

A New York, un salon de massage et de passage

Le premier long-métrage de Constance Tsang est un faux film de fantômes et une vraie mosaïque de présences

BLUE SUN PALACE



Il existe d'infinites façons de hanter comme d'être hanté. Faux film de fantômes, vraie mosaïque de présences, le premier long-métrage de la sino-américaine Constance Tsang, 33 ans, prix French Touch du jury de la Semaine de la critique, à Cannes, en mai 2024, pourrait reprendre à son compte cet adage. *Blue Sun Palace* s'attache à observer ces traces que chacun dépose dans la vie des autres, dans un travail impressionniste, comme à l'estompe, sur les coalitions secrètes de l'espace et de la mémoire.

Le film se déroule presque intégralement dans un salon de massage, à New York, dans le quartier de Flushing, où les travailleuses immigrées, chinoises et taiwanaises d'origine, forment une sorte de pension féminine, presque sans extériorité, partagées entre les séances avec les clients, les tâches quotidiennes, les repas, et parfois les amours avec quelque prétendant venu de l'extérieur, à la dérobée – les règles sont strictes, mais on sait s'arranger avec elles.

Longueur des prises

La première belle idée du film tient à son trouble géographique. Se focalisant sur la diaspora chinoise et des dialogues en mandarin, Constance Tsang repousse au-delà le New York actuel et reconnaissable, dont les signes se réduisent à des indices épars – notamment l'anglais parlé par les clients du salon. Voilà bien la première hantise à l'œuvre : la Chine et les Etats-Unis se superposent tout en se tenant à distance. Si le film est bien une production américaine indépendante, le regard exercé, lui, se détourne de l'Occident, pour emprunter des rythmes et des jeux de distance extrême-orientaux.

Le récit, qui semble d'abord s'installer dans le temps de la chronique, est en fait sujet à une profonde fracture. Un soir, Didi (Haipeng Xu), masseuse au Blue Sun Palace, fait entrer un homme en catimini dans sa chambre. Cheung (Lee Kang-sheng), manutentionnaire endetté, dont la femme et les enfants sont restés au pays, devient son amant, sous le regard complice de sa confidente, Amy (Wu Ke-xi), mais dans le dos des autres collègues.



Image extraite de «Blue Sun Palace», de Constance Tsang. NOUR FILMS

Au bout de trente minutes, une ellipse brutale emporte le personnage de Didi. Le film recommence de plus belle, centré cette fois sur Amy, qui va reprendre auprès de Cheung la place de la disparue. Dans le relais d'une héroïne à l'autre se joue bien évidemment un autre degré de hantise. Amy se retrouvant partout dans la trace d'absence déposée par Didi, jusqu'à reprendre son rôle amoureux. Le deuil s'apparente ici à une retraversée, une ré-pénétration douloureuse.

Tourné en 35 millimètres, *Blue Sun Palace* développe un rapport fort à la dimension du lieu où il se déroule. Ce salon de massage et ses dépendances, répartis comme scène et coulisse, Constance Tsang le fragmente par l'usage du plan fixe en autant de parcelles – escalier, accueil, cabinet particulier, chambre – qui ne dessinent jamais une totalité, mais se combinent par leurs couleurs pastel, une langueur cotonneuse, un dédale indistinct. La

longueur des prises laisse vivre les personnages dans une scénographie du passage qui joue des entrées et des sorties de champ comme des jeux de lumière.

Dans l'écoulement du plan se joue aussi celui des affects, cette arythmie mélancolique qui traduit le déracinement. Sur ce style plane tout du long la tutelle des nouvelles vagues taiwanaises, plus particulièrement le cinéma de Tsai Ming-liang, vers lequel fait signe la présence de Lee Kang-sheng, figure centrale de ses films. Mais Constance Tsang sait aussi s'en distinguer, son impressionnisme trouvant parfois d'autres échos, la caméra s'arrachant par moments à la fixité, happée par les visages, suivant le ping-pong des échanges.

La progression se fait en pointillé : entre les plans, le temps s'engouffre, l'on ne sait jamais précisément combien, au spectateur d'en reconstituer la trame par induction. A mesure que le film avance, les lieux et les situations

La réalisatrice a reçu le prix French Touch du jury de la Semaine de la critique, à Cannes, en 2024

reviennent, constituant un réseau de souvenirs, un système de traces qui se recouvrent petit à petit. Le film aurait pu s'abandonner à une pure atmosphère, alanguie dans sa douce amertume, mais la jeune réalisatrice sait aussi injecter des pointes de trivialité : un massage qui peut finir en happy end (masturbation) selon les requêtes du client, une copulation spasmodique dans l'arrière-cour d'un restaurant. De violence aussi : un braquage, un client revêche qui s'enfuit sans payer, viennent bousculer le

train-train du salon. Cet arrière-fond pulsionnel survient par effraction et le film en tire sa part d'apprécié, de quoi s'arracher ponctuellement à son cours indolent.

Dans la nuit du temps

Et puis, le temps se délite et les lieux s'effacent. Sous la permanente pression de la grande ville (qui «change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel», comme l'écrivait Baudelaire), le Blue Sun Palace disparaît, et les personnages qu'il réunissait se dispersent. Mais la caméra reste imperturbablement sur les lieux qui accueillent désormais un autre bâtiment, d'autres activités, d'autres habitants. Quelque chose persiste, qui s'attache désormais aux errances de Cheung, redevenu le personnage solitaire qu'il incarnait chez Tsai Ming-liang, à la recherche de ses amours perdues. Sa douceur planante, sa façon d'habiter le plan sans avoir à y faire grand-chose, l'intensité douloreuse de ses regards remplis-

sent le dernier tournant du film, qui s'enfonce de plus en plus dans la nuit du temps.

Par son dispositif d'observation un peu distancié, *Blue Sun Palace*, en s'arrimant tout du long au présent, touche peu à peu à une forme de futur antérieur. En s'attachant à un lieu voué à disparaître, il use de l'outil cinéma pour retenir un peu des trajectoires qui l'auront traversé : les vies qui sont passées par là, l'argent gagné, les sentiments éprouvés, les espoirs dissipés, les silhouettes entrevues, les mots évaporés. Matière hautement volatile pour une mémoire spectrale, à se demander si l'établissement a bel et bien existé. Qu'en reste-t-il en fin de compte, sinon l'écheveau fantôme des vies définitivement déliées ? ■

MATHIEU MACHERET

Film américain de Constance Tsang. Avec Wu Ke-xi, Lee Kang-sheng, Haipeng Xu, Min Han Hsieh (1h56).

Lee Kang-sheng, alter ego de Tsai Ming-liang, change de cinéaste

L'acteur fétiche du réalisateur taïwanais, qui incarne le personnage de Cheung dans «Blue Sun Palace», revient sur le tournage dans le Queens

RENCONTRE

D'une cabine de soins à l'autre. Combien de fois a-t-on vu Lee Kang-sheng alanguir, la nuque douloureuse, tandis que le réalisateur Tsai Ming-liang filmait son ami souffrant (pour de vrai), sous les mains expertes de quelque thérapeute ou amant d'un soir – de *La Rivière* (1997) à *Days* (2020). Le magnétisme de l'œuvre de Tsai Ming-liang, né en 1957, qui remporta le Lion d'or à Venise avec *Vive l'amour* (1994), doit beaucoup à la mélancolie sensuelle de cet alter ego, à son visage lunaire, à sa carnation qui semble si douce sous les lumières du maître taïwanais.

C'est dans un autre genre de salon de massage, à New York, dans le quartier asiatique de Flushing, que l'on retrouve Lee Kang-sheng, 56 ans, cette fois devant la caméra de Constance

Tsang. La réalisatrice sino-américaine, 33 ans, fan de Tsai Ming-liang, a tout naturellement contacté son acteur fétiche, lui envoyant le scénario de son premier long-métrage, *Blue Sun Palace*. Un huis clos dans un lieu de relaxation, filmé en pellicule, peuplé de migrantes chinoises et taiwanaises qui vivent entre elles.

Cheung (Lee Kang-sheng) devient un habitué, trouvant là un refuge, un réconfort, bientôt l'amour, le comédien imprimit son air perdu dans de somptueux tableaux colorés – du rose de l'aube au bleu du soir, suivant les longues heures de travail des filles. En mai 2024, le film a atterri à Cannes, à la Semaine de la critique.

Sur la Croisette, la tentation était forte de rencontrer l'acteur né en 1968 à Taipei, que l'on a vu vieillir au fil de ses tournages avec Tsai Ming-liang – il a joué dans tous ses longs-métrages, depuis *Les Rebelles du dieu néon*

(1992). Chemise sans col, costume sable, et toujours ce calme impressionnant, en dépit de ces deux petites flammes dans les yeux, où semblent se consumer les chagrins. L'interview, berçée par le bruit des vagues, est passée comme un rêve, Lee Kang-sheng murmurant quelques mots à l'interprète en réponse à nos longues questions.

Dialogues improvisés

«Avec *Blue Sun Palace*, c'était la première fois que je jouais aux Etats-Unis, mais dans le Queens, je me sentais presque en Chine. Tu n'as pas besoin de parler anglais, tu peux parler chinois», dit-il. Quant aux deux actrices principales, l'une vit à Taïwan, l'autre à Pékin, elles ressemblaient donc vraiment à des émigrées.»

Son personnage, Cheung, «a fui Taïwan, son pays, pour des raisons financières. Il doit aider sa famille qui est restée là-bas. Et parce qu'il

croit au rêve américain, il pense tout rebâtir. Il doit travailler beaucoup et cherche aussi du réconfort». Constance Tsang, qu'il appelle «Conie», «ne faisait pas tant de prises et la plupart des dialogues sont improvisés», dit-il. Ainsi le film s'ouvre-t-il sur une discussion dans une cantine entre Cheung et Didi (Haipeng Xu), l'une des masseuses. «La scène du resto est en fait ma première rencontre avec Haipeng Xu. Nous faisions connaissance et Constance nous a filmés. La comédienne venait d'arriver à New York, son agenda était serré... C'était comme un date [rendez-vous], mais on a pu sceller une complicité.»

Ces dernières années, Tsai Ming-liang a ralenti les tournages, se détournant de la fiction pour des installations plastiques, parmi lesquelles la série des *Walker Films*, commencée en 2012, où Lee Kang-sheng, en moine bouddhiste (pieds nus, crâne rasé, lon-

gue robe rouge), traverse des villes dans une extrême lenteur. «Je me suis donc tourné vers d'autres réalisateurs, originaires de Singapour, de Chine ou du Japon, qui ont grandi avec l'œuvre de Tsai et m'ont ainsi découvert», explique l'acteur, également scénariste et réalisateur – il prépare un film «sur les sans-abri à Taïwan».

Quelques mois après Cannes, Lee Kang-sheng était à l'affiche d'un film en compétition à la Mostra de Venise, l'inventif *Stranger Eyes*, du plasticien singapourien Siew Hua Yeo : une histoire d'enfant perdu au bas d'un immeuble, laquelle se transforme en expérience graphique d'espionnage, les images de vidéosurveillance et les fenêtres de voisins devenant un jeu de formes rectangulaires (sortie en salle prévue le 25 juin).

Tsai Ming-liang a bien planifié de tourner à nouveau avec son

ami, lorsque celui-ci aura atteint «la soixantaine», nous avait-il confié au moment de la rétrospective qui lui était consacrée au Centre Pompidou, à Paris, en 2022. Tsai Ming-liang et Lee Kang-sheng, c'est toute une vie : «Tsai Ming-liang sortait d'un cinéma lorsque nous nous sommes rencontrés, à la fin des années 1980. C'était à Taipei, j'attendais sur une moto, devant un casino. Tsai avait la trentaine, moi la vingtaine. Au début, je ne l'ai pas cru quand il m'a dit qu'il était cinéaste!», sourit le comédien.

Avant de le quitter, on lui demande des nouvelles de son dos et de ses cervicales. «J'ai retrouvé 70 % de mes capacités, même si certaines positions me font mal. Mais pour le quotidien et pour jouer, je vais bien. Quand je suis fatigué sur le plateau, ou que le jeu est intense, je protège mon cou.» ■

CLARISSE FABRE

Les affres d'une Mère Courage dans une école primaire

Le huis clos verbal de Halfdan Ullmann Tondel vire à l'onirisme bancal

LA CONVOCATION



C améra d'or à Cannes en mai 2024, le premier long-métrage du Norvégien Halfdan Ullmann Tondel relance l'hypothèse d'un cinéma de la parole. Dans une école primaire vidée par l'approche des vacances d'été, surplombée par un ciel d'orage, Elisabeth (Renate Reinsve, révélée, en 2021, dans *Julie (en 12 chapitres)*, de Joachim Trier, également productrice exécutive), mère célibataire du petit Armand, est convoquée par une enseignante (Thea Lambrechts Vaulen), qui l'accueille, visiblement embarrassée.

D'autres parents d'élèves (Ellen Dorrit Petersen et Endre Hellestveit) également conviés débarquent dans la foulée, et la réunion, arbitrée par le directeur d'établissement (Oystein Roger), commence sous tension. L'incident n'est pas mince : il s'agit d'une agression d'un enfant sur son camarade, de surcroît d'ordre sexuel, rapportée par l'un d'eux. Et pour la plupart des adultes réunis dans la pièce, il semble aller de soi qu'Armand en est l'auteur, sauf évidemment pour sa mère, qui voit la scène se recomposer en petit tribunal.

Etrange ballet contemporain

Sur ce sujet ô combien d'actualité, *La Convocation* installe un huis clos qui tient moins du dispositif théâtral, que d'une joute verbale tendue d'un bout à l'autre du récit. Halfdan Ullmann Tondel mise, en effet, sur de longues scènes d'échanges, où la parole déployée devient opératrice de suspense et d'incertitude. Le film joue ainsi sur une double modalité du langage. D'un côté, il y a la parole de l'administration, drapée dans sa rationalité d'instance-cadre, mais qui peine à caractériser les faits de violence tant elle marche sur des œufs – l'institutrice, le directeur et une secrétaire prise de saignements du nez composent un trio assez comique dans sa gêne confite.

De l'autre, il y a la parole introspective, par laquelle les parents vont s'affronter, mais surtout remonter aux sources intimes de l'affaire. Remontée qui provoque en eux la résurgence d'une mémoire mal digérée, de troubles et de fantasmes. Elisabeth, elle, aura de plus à renverser le préjugé qui



Image extraite de « La Convocation », de Halfdan Ullmann Tondel. TANDEM FILMS

Le Norvégien, Caméra d'or 2024 à Cannes, est le petit-fils d'Ingmar Bergman et de Liv Ullmann

se referme sur son fils, induit par son mode de vie non conforme.

Caméra scrutant les visages, monologues haletants, mais aussi soudaines ruptures de ton (ce rire irrépressible qui se saisit d'Elisabeth, causé par une alarme détraquée, stupéfiant ses adversaires), sont autant de moyens de pénétrer au cœur du verbe, matière et scène privilégiée du drame. Plus le film avance, plus les personnages sortent de la salle de classe, s'enfoncent dans les couloirs sombres de l'établissement, comme on s'enfoncerait dans les profondeurs de l'inconscient.

De l'ancrage social initial, l'on bascule dans une dimension intérieure moins réaliste à mesure que le bâtiment se confond avec une structure mentale – on peut voir là l'influence d'Ingmar Bergman (*A travers le miroir*, 1961), dont Ullmann Tondel est le petit-fils, ainsi que celui de l'actrice Liv Ullmann. C'est lancé sur cette pente subjectiviste que le film se perd un peu en cours de route. Faute d'achever un virage formel qui permettrait de sonder l'inconscient d'Elisabeth, le film lui substitue un onirisme plus bancal, comme un étrange ballet contemporain mettant l'héroïne aux prises avec une allégorie dansée de l'agression sociale.

L'autre faiblesse du film, c'est qu'il vise à pénétrer un noeud psychique (l'articulation entre violence et fantasme), mais centré sur la posture défensive de la mère. Au lieu de sonder les zones d'ombre d'Elisabeth, et d'instiller une once de doute dans le lien filial, le récit renchérit sur l'intime conviction qu'elle a de l'innocence de son fils, et renforce l'ab-

solu de la maternité, rendue indiscutable. L'*« enfer »*, c'est encore une fois les « autres », la société qui fait bloc au-devant d'Elisabeth, personnage intouchable, raffermi sur son socle.

Dès lors, Ullmann Tondel accorde le cliché de la Mère Courage exemplaire, qui se battra jusqu'au bout pour laver le moindre soupçon pesant sur son fils. Curieux film que cette *Convocation*, qui en voulant plonger dans les méandres psychiques, raffermi des positions morales, et en voulant dénoncer les préjugés, finit par départager lui-même coupables et innocents. Reste la promesse d'une écriture brisée qui se montre assez souple pour assembler autant de vents contraires. ■

MATHIEU MACHERET

Film allemand, néerlandais, norvégien et suédois de Halfdan Ullmann Tondel. Avec Renate Reinsve, Ellen Dorrit Petersen, Endre Hellestveit, Thea Lambrechts Vaulen, Oystein Roger (1h57).

La vie incertaine de réfugiés palestiniens à Athènes

Le film de Mahdi Fleifel séduit par la beauté brute de ses plans et la vérité de ses personnages

VERS UN PAYS INCONNU



J ours intranquilles à Athènes. Reda et Chatila, deux cousins, réfugiés palestiniens originaires du Liban, partagent ni plus ni moins la galère. Aucun horizon en vue dans cette capitale de la Grèce, depuis le squat où ils ont posé leurs sacs. Seule la perspective de rejoindre un jour l'Allemagne afin d'y ouvrir un restaurant leur donne un cap. Chatila (Mahmood Bakri) y ferait venir sa femme, et Reda (Aram Sabbath, star du skateboard) déroulerait le tapis aux clients avec sa tchatche.

Du rêve à la réalité, il y a un gouffre, que résume le titre de la fiction de Mahdi Fleifel, né en 1979, Palestinien émigré au Danemark, *Vers un pays inconnu*. Ce premier film sélectionné à la Quinzaine des cinéastes, à Cannes, en 2024, s'ouvre

sur une citation d'actualité, du critique littéraire et militant palestinien Edward Saïd (1935-2003) : « *Le destin des Palestiniens est en quelque sorte de ne pas finir sur leurs terres d'origine, mais plutôt dans un endroit inattendu et lointain.* »

Chatila et Reda ne sont sûrs de rien, sauf d'une chose : ils ont besoin d'argent pour leurs faux passeports et ils s'y emploient, de petites combines en vols à l'arraché. Ici un sac dérobé dans un jardin public, là une passe à l'abri des regards : Reda jauge la ville en mode automatique, prend ce qui se présente, puis détale sur sa planche. Avec son air implorant, il n'est pas du genre à effrayer le passant. Il est pourtant la petite frappe du butin, le *bad boy* sans scrupule.

Le réalisateur cinéphile assume la référence à *Macadam Cowboy* (1969), de John Schlesinger, l'un des premiers grands rôles de

Dustin Hoffman : l'histoire d'un sans-abri à New York, petit escroc (Hoffman) croisant la route d'un gigolo (Jon Voight), deux paumés rêvant de partir en Floride.

Antihéros

Tant pis pour celles et ceux qui pensent que les migrants doivent être irréprochables : Mahdi Fleifel montre ses personnages avec leurs failles, comme n'importe quel film romanesque. Le grain vibrant de la pellicule accompagne les pas et les ratages de Reda et Chatila, refoulés dans les marges, passés à la trappe de la vie urbaine.

La caméra joue avec cette barrière invisible entre le centre-ville et la friche où les deux cousins se retrouvent, en fin de journée. Dépouillé de la moindre image touristique, le film montre Athènes comme point de chute de tous

ceux qui se retrouvent à la rue. Des étrangers, mais aussi des habitants. Deux nouveaux protagonistes vont allumer le moteur d'incertitude du récit : une femme vivant dans son deux-pièces trouve du réconfort auprès de Chatila ; un petit garçon livré à lui-même réussit à toucher le cœur des deux cousins. Mais n'allons pas croire que l'histoire prend un tour rédempteur : au contraire, le scénario en rajoute sur l'ambivalence de ses antihéros, lesquels ont sans doute perdu la tête et imaginent un énième coup sorride. Au-delà du réel, *Vers un pays inconnu* est peut-être l'histoire d'un cauchemar sans fin. ■

CLARISSE FABRE

Film anglais, allemand, français, grec et néerlandais de Mahdi Fleifel. Avec Mahmood Bakri et Aram Sabbath (1h46).

Un road trip drôle et tendre sur la fin de vie

Enya Baroux, cocréatrice et actrice de la série « *Fleur bleue* », réunit Hélène Vincent et Pierre Lottin pour son premier long-métrage

ON IRA



I l y a plusieurs manières d'appréhender ce drôle de premier long-métrage de fiction.

On peut se pencher sur le pedigree de sa réalisatrice, Enya Baroux. Les spectateurs qui ont le bon goût de regarder la websérie *Fleur bleue*, produite par Studio Bagel, la connaissent en Fleur, jeune femme qui multiplie les coups d'un soir, ouvrant pour chaque rendez-vous un dialogue post-coital aussi mordant que cocasse. Cocréatrice de ce format court, elle en assure la réalisation et l'écriture avec Martin Darondeau, également crédité en scénariste d'*On ira*. Les deux projets partagent un sens indéniable de la repartie qui fait mouche et des situations truculentes.

On peut également épiloguer sur son casting qui réunit trois comédiens de talent. Enya Baroux reconstitue la paire qui avait fait des étincelles dans *Quand vient l'automne*, de François Ozon. Hélène Vincent interprète Marie, grand-mère fantasque qui cache à ses proches la rechute de son cancer et invente un mystérieux héritage pour les embarquer dans un

road trip vers la Suisse où elle a prévu de mettre fin à ses jours. Pierre Lottin, tout juste sorti du succès public et critique d'*En fanfare*, d'Emmanuel Courcol, et du dernier volet de la saga des *Tuche*, joue Rudy. Cet auxiliaire de vie un peu loser, toujours accompagné de son rat, Lennon, se retrouve, à la suite d'un habile chantage, au volant du camping-car familial. Le comédien impressionne une nouvelle fois par sa verve comique grinçante et son jeu très physique. David Ayala, le voisin bougon de *Miséricorde*, d'Alain Guiraudie, incarne Bruno, le fils de Marie. Menteur invétéré, il est criblé de dettes et lorgne l'héritage pour tenter de se refaire. Juliette Gasquet complète la distribution

du quartette en Anna, adolescente cynique et rebelle.

On peut encore évoquer la filiation du film avec la comédie indépendante américaine, de *Little Miss Sunshine* (2006), de Jonathan Dayton et Valerie Faris, à *L'Adieu* (2020), de Lulu Wang. Ou enfin sa dimension politique dans sa manière volontariste de défendre la possibilité pour chacun de mourir dans la dignité..

Dynamiques relationnelles

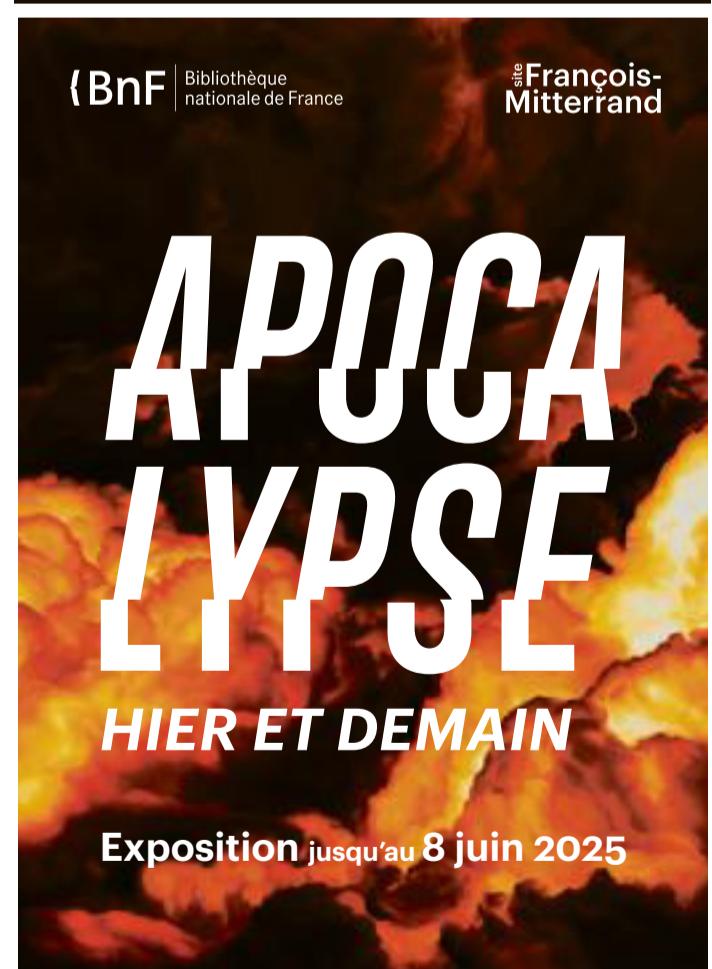
Si le film souffre par moments d'appuyer un peu trop son propos, jusqu'à sortir littéralement les violons, il se joue habilement des attendus de sa promesse de départ où des personnages pétris de mensonges et de non-dits vont devoir se confronter à leur propre vérité. La mise en scène, souvent caméra à l'épaule, colle à l'énergie de ses personnages traversés par une multitude d'affects.

Aussi habile dans le rire que dans la gravité, *On ira* inscrit son quatuor dans un jeu de dynamiques relationnelles qui donne de l'épaisseur au voyage intérieur de chacun, alors que le passage du temps s'inscrit dans les corps aux différentes étapes de la vie.

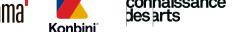
Le premier déplacement, c'est celui qui permet l'altérité, semble suggérer le film. Un état d'esprit qui culmine lors d'une belle séquence où les personnages sont invités à passer la soirée avec des gens du voyage. Là, ils font la découverte des rituels de deuil propres à cette communauté. Et de son profond attachement à célébrer la vie. *On ira* fait alors de l'ouverture à l'autre la première marche d'un long chemin permettant d'habiter le monde avec un peu plus de légèreté. Et de le quitter avec davantage de dignité. ■

BORIS BASTIDE

Film français d'Enya Baroux. Avec Hélène Vincent, Pierre Lottin, David Ayala (1h37).



Avec la participation exceptionnelle du Centre Pompidou



Anne Imhof, *Sans titre*, 2022. Photographie © Timo Ohler. Courtesy of the artist, Sprüth Magers and Galerie Buchholz.

bnf.fr

Sexe, mensonges et espionnage

Steven Soderbergh signe un plaisir film d'agents secrets, avec en sous-texte le mystère du couple

THE INSIDER



La vie d'un couple d'agents secrets est un enfer. Le tandem se fait forcément des cachotteries, ou bien l'un des deux en profite pour tromper son partenaire sous le couvert de mission confidentielle. Et l'harmonie vole en éclats. Sauf pour George (Michael Fassbender) et sa femme, Kathryn (Cate Blanchett), espions britanniques roucoulant dans leur maison de rêve: ces deux-là offrent une image parfaite, ce qui ne manque pas d'intriguer leurs collègues de bureaux, perchés dans les hauteurs vitrées d'un immeuble londonien.

Dans *The Insider*, Steven Soderbergh et son scénariste David Koepp – auteur de *Jurassic Park* (1993), de Steven Spielberg, de *Mission: impossible* (1996), de Brian de Palma, etc. – scrutent bien les mystères du couple, au-delà de l'affaire d'espionnage. Ce sont les coups tordus de la conjugualité qui intéressent le cinéaste américain, comme en té-

moignait d'ailleurs, sur le mode du thriller, son premier long-métrage *Sexe, mensonges et vidéo*, qui valut au réalisateur alors âgé de 26 ans de décrocher la Palme d'or à Cannes, en 1989. On notera d'ailleurs que George, dans *The Insider*, est un maniaque de la vérité, de même que le personnage de Graham (James Spader) dans l'œuvre palmée – celui qui filme en caméra vidéo les confidences sexuelles de femmes.

Clins d'œil à James Bond

La comparaison s'arrête là, *The Insider* gardant en toutes circonstances son ton léger, se gardant bien, malheureusement, d'aller en eaux troubles, bien que jouant sur la manipulation. Le scénario ultracomplexe sera résolu in fine devant nos yeux incrédules, avec son baiser final. Le réalisateur à la carrière en dents de scie, qui a aussi testé la diffusion de ses œuvres sur des plateformes (la série *The Knick*, 2014-2015, *La Grande Traversée*, 2020), fait un retour remarqué au cinéma avec ce film, un mois après la sortie en salle de *Presence*.

L'histoire se déroule en une semaine. Un soir, George apprend que sa femme pourrait être une espionne ayant trahi la nation. Le mari, sonné, a sept jours pour élucider la question, pas un de plus, du fait de la menace que fait planer une certaine opération dénommée «Severus», susceptible de faire un carnage.

On n'en saura pas plus sur le plan géopolitique, cette partie-là étant survolée, comme dans la série des *James Bond*, à laquelle *The Insider* adresse, d'ailleurs, quelques clins d'œil en accueillant notamment au casting Pierce Brosnan (en vieux patron de l'espionnage que Kathryn aimerait dégager): l'acteur interprète l'agent 007 à quatre repré-

ses, de *Golden Eye* (1995) à *Meurs un autre jour* (2002). De même, Naomie Harris, qui interprète ici une psy (confidente et plus si affinités), a joué le personnage de Miss Moneypenny au côté de Daniel Craig, à partir de *Skyfall* (2012).

On est donc en paysage connu, sauf qu'ici tout se joue non pas dans l'action, mais dans les discussions et aveux extorqués (lors d'épreuves passées au détecteur de mensonges). Ce sont les meilleurs moments du film, les acteurs se renvoyant agilement la balle, quand d'autres balles patientent dans le flingue.

L'une des scènes les plus réussies est ce dîner en forme de jeu cruel, dans la charmante de-

**Ici tout se joue
non pas
dans l'action,
mais dans
les discussions
et aveux
extorqués**

meure du couple idéal, en compagnie de trois autres collègues agents secrets (Marisa Abela, Tom Burke, Regé-Jean Page) et de la fulgurante psy. On n'avait jamais vu pareille scène de ménage au couteau, totalement dédramatisée, dans le genre «passe-moi le sel».

Un mot sur le duo d'acteurs : sévère comme jamais, toutes rides figées, Michael Fassbender porte tout au long du film le masque d'un homme crispé derrière ses lunettes carrées; de son côté, Cate Blanchett est méconnaissable avec sa longue chevelure brune et son visage aussi lisso que celui de Fassbender est marqué. Ce n'est pas forcément du meilleur effet: disons que ces personnages de *lovers for ever* possèdent un côté extraterrestre, voire vampirique, qui les met un peu à part des humains. ■

CLARISSE FABRE

Film américain de Steven Soderbergh. Avec Cate Blanchett, Michael Fassbender (1h34).



Le couple d'espions Kathryn (Cate Blanchett) et George (Michael Fassbender). UNIVERSAL PICTURES

Éteignez votre portable, allumez votre cerveau, lisez !



#11marsjelis

centrenationaldulivre.fr



Le Point

PSYCHOLOGIES



france.tv



Amel (Camélia Jordana), pétulante femme au foyer. DIAPHANA DISTRIBUTION

Le matriarcat flamboyant d'une famille maghrébine

La Franco-Tunisienne Manele Labidi puise dans ses souvenirs pour son deuxième film, entre comédie sociale à l'italienne et fantastique

REINE MÈRE

■■■□

A la suite de cinéastes comme Abdellatif Kechiche et Philippe Faucon qui ont ouvert la voie au début des années 2000, les films français sont de plus en plus nombreux à s'emparer de la question de la représentation des familles issues du Maghreb : il s'agit d'en faire autre chose qu'un Grand Autre, ou un fantasme politico-médiaque, de combler aussi un manque criant d'images et de fictions. Pour son deuxième long-métrage, la réalisatrice franco-tunisienne Manele Labidi ressasse ses souvenirs d'enfance, l'histoire d'une famille d'immigrés maghrébins arrivée en France à la fin des années 1980 et qui subit de plein fouet un déclassement social mûtié de racisme.

La reine en question se prénomme Amel (Camélia Jordana), pétulante femme au foyer qui gère les siens d'une main de maître : il y a Amor (Sofiane Zermani), son mari électricien, et ses deux filles qu'elle a pris soin de scolariser dans une école privée catholique. La petite famille se retrouve dans

la tourmente le jour où le propriétaire souhaite récupérer son bien. Pour Amel, pas question de quitter son quartier pour se retrouver au fin fond de la banlieue, ni de déscolariser ses filles. Mais son entêtement se cogne à la personnalité de son mari plus coulant, qui aime que sa femme redescende parfois de sa fierté mal placée.

Conversation familiale

Ce tendre affrontement conjugal s'avère être le cœur de *Reine mère* qui, circulant du foyer au monde social, laissant une grande place à la conversation familiale où le couple affûte ses stratégies, se dispute, conscientise sans cesse sa position dans la société française. Avec Amor et Amel, et les deux charismatiques acteurs qui les campent, se rectifie l'image de la famille arabe taiseuse, qui travaille et tient sa place, se sacrifie, ne demande pas plus à la France que ce qu'elle lui propose.

Mais la famille doit faire face à un autre bouleversement : après un cours d'histoire sur la figure de Charles Martel, Mouna (Rim Monfort), l'aînée des deux filles, croise de Poitiers en 732, aurait repoussé l'envahisseur arabe. Mouna apprivoise l'apparition, jusqu'à s'en faire un ami : ces deux-là ne se quittent plus. Les parents s'inquiètent, puis laissent faire face à cette lubie qui tient de la digestion par l'imaginaire d'un tout premier choc identitaire.

Moins convaincant sur le registre du fantastique où les séquences ont du mal à s'appareiller au reste, le film l'est beaucoup plus lorsqu'il se donne des airs de comédie italienne : à ce jeu-là, Camélia Jordana emprunte, même physiquement, aux grandes actrices de la Péninsule comme Anna Magnani ou Sophia Loren, qui ne choisissaient pas entre l'extrac­tion prolétaria de leur personnage

Camélia Jordana emprunte aux grandes actrices de la Péninsule comme Anna Magnani ou Sophia Loren

et cette sorte d'orgueil princier, d'élegance à être qui n'a rien à voir avec le milieu d'où l'on vient.

C'est là que se situe la justesse du film, qui capte quelque chose de si peu dit dans la fiction française : une sorte de hiatus permanent et douloureux, entre le regard que porte sur vous la société, et l'idée – haute – qu'une famille d'immigrés se fait d'elle-même. A travers Amel, c'est tout l'orgueil des mères qui est représenté, cette manière d'arracher le meilleur de la vie sans pourtant en avoir les moyens, ce matriarcat flamboyant des familles immigrées.

On gardera en tête la colère purificatrice d'Amel lorsqu'on lui fait l'offense de lui proposer un HLM au bout d'une ligne de RER, ou cette autre scène où elle condamne à prendre un boulot de femme de ménage, à condition de travailler en robe fleurie et talons hauts. Une image qui résume parfaitement l'ambition du film : ne surtout pas choisir entre comédie sociale et stylisation de la réalité. ■

MURIELLE JOUDET

Film français de Manele Labidi. Avec Camélia Jordana, Sofiane Zermani, Damien Bonnard (1h33).

Anatomie d'un scandale #MeToo japonais

La journaliste Shiori Ito, victime d'un viol en 2015, livre un documentaire qui retrace son affaire

BLACK BOX DIARIES

■■■□

Le premier bouton de son chemisier était défaillant. C'est ce qu'ont retenu de nombreux Japonais de la conférence de presse donnée par Shiori Ito, ce 29 mai 2017, allant jusqu'à la traiter de prostituée prête à tout pour faire avancer sa carrière. La journaliste venait de dénoncer le viol dont elle avait été victime, deux ans plus tôt, de la part de Noriyuki Yamaguchi, directeur du bureau de Washington de la chaîne Tokyo Broadcasting System (TBS). Quatre mois plus tard, les révélations sur le producteur Harvey Weinstein lançaient le mouvement #MeToo.

De ce combat pour la vérité, Shiori Ito a fait un livre, *La Boîte noire*, paru au Japon en 2017 et en France, aux éditions Picquier, en 2019, afin de briser l'omerta entourant les victimes d'agressions sexuelles dans un archipel qui place l'honneur au-dessus de

tout. Partie vivre à l'étranger, elle accompagne ce geste aujourd'hui d'un documentaire qui retrace l'affaire et ses conséquences intimes, judiciaires et politiques – la loi sur le viol a été réécrite depuis.

Violence du déni

Plus de sept ans après le lancement de #MeToo, le film fait écho à de nombreux cas plus proches de nous. On y retrouve la figure de l'homme de pouvoir qui assure que le rapport était consenti – la victime affirme avoir été droguée –, une police et une justice à la peine, l'encouragement au silence, les injonctions pesant sur les femmes, la honte, le courage, le trauma... Au-delà de la violence des faits, celle du déni qui s'ensuit.

La singularité et la force de *Black Box Diaries* tiennent à cette place unique qu'occupe la réalisatrice Shiori Ito. Elle est aussi la journaliste qui cherche des preuves pouvant éclairer les faits du 3 avril 2015 et démontrer la com-

promission des forces de l'ordre, qui ont renoncé à l'arrestation de Noriyuki Yamaguchi, peut-être en raison de ses liens d'amitié avec le premier ministre Shinzo Abe, mort assassiné en 2022, dont il est le biographe. Et la victime, objet de son investigation.

Le film oscille entre ces deux pôles, conjuguant divers registres d'images et de sons. En investigatrice, elle enregistre secrètement tous ses échanges avec les forces de l'ordre ou les rares témoins de cette soirée, mais documente aussi ses états d'âme dans des vidéos tournées avec son téléphone. On passe du film d'espionnage pour tenter de confronter le chef de la police au journal intime nous exposant ses fragilités.

Cette dualité permet à Shiori Ito de retrouver une force d'action réparatrice. Mais elle mène aussi à des instants vertigineux comme lorsque l'on aperçoit celle-ci au milieu des autres journalistes, en 2019, lors de la conférence de

presse où M. Yamaguchi explique qu'il compte faire appel de la décision de justice lui intimant de verser des dommages et intérêts à la victime et qu'il va l'attaquer en diffamation.

Elle conduit également à de troublants conflits moraux au cœur de la fabrication du film. Jusqu'où jouer avec l'émotion ? Jusqu'où exposer le matériel accumulé, au risque de compromettre certaines sources ? *Black Box Diaries* n'a toujours pas de distributeur au Japon, où il est accusé de porter ombrage à l'image du pays. Les anciens avocats de Shiori Ito ont aussi dénoncé son utilisation de matériels audio et vidéo destinés au secret de la procédure pénale, sans l'autorisation des parties concernées. ■

BORIS BASTIDE

Documentaire japonais, anglais et américain de Shiori Ito (1h43).

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

■■■□ À VOIR

Berlin, été 1942

Film allemand d'Andreas Dresen (2h04).

A partir de l'arrestation d'un groupe de résistants allemands, on remonte, d'un côté, vers le moment de leur rencontre et, de l'autre, dans les suites de leur incarcération. Le tout à travers le regard de la jeune Hilde, dont l'engagement se noue d'abord par une suite de rapprochements. Moins concluant dans ce qu'il raconte politiquement de cette période, ce film classique dans la forme, pas toujours épargné par l'anecdote, vaut surtout par la dimension humaine de son récit. ■ BO. B.

■■■□ POURQUOI PAS

Le Soleil se lèvera

Documentaire franco-iranien d'Ayat Najafi (1h25).

En Iran, une troupe de comédiens décide de jouer une des premières pièces féministes de l'histoire : *Lysistrata*, d'Aristophane. Soit l'histoire de femmes lancées dans une grève du sexe pour forcer leurs maris guerriers à se convertir à la paix. Au même moment bouillonnes dans le pays le mouvement Femme, vie, liberté, réprimé par le régime. Monter la pièce pourrait s'avérer compliqué, la troupe décide d'en faire un film tourné dans la clandestinité où les répétitions donnent lieu à de longs débats sur la meilleure manière d'accompagner cette révolution. Passionnant sur le fond, *Le Soleil se lèvera* est quelque peu écrasé par son parti pris formel d'une grande radicalité. ■ BO. B.

Jeunesse imaginaire

Documentaire roumain de Ruxandra Gubernat (1h24).

Ruxandra Gubernat suivait le quotidien de trois jeunes Roumains qui s'apprenaient à finir le lycée quand la pandémie de Covid-19 est arrivée. *Jeunesse imaginaire* encapsule quelque chose de cet âge si particulier. Tous sont tirailés par les mêmes questionnements sur leur identité, leur avenir et leur place dans la société. Avec, en fil rouge, les réseaux sociaux, dont l'esthétique vient nourrir la mise en scène. ■ BO. B.

Les Loups

Film français d'Isabelle Prim (1h36).

Malgré des moyens limités, cet essai cinématographique d'Isabelle Prim ne manque pas d'ambition, traçant un trait entre le XVIII^e siècle et aujourd'hui. *Les Loups* s'ancre d'abord dans le château de Saint-Alban, en Lozère. Sous Louis XV, il fut le point de ralliement des troupes venues chasser la bête du Gévaudan. Asile d'aliénés au XIX^e siècle, il fut le laboratoire d'une nouvelle approche de la psychiatrie. Mêlant une approche théâtrale et un goût de l'expérimentation formelle, nourri de l'énergie de l'art brut, *Les Loups* redessine les contours de la folie pour mieux célébrer le pouvoir de l'imaginaire. ■ BO. B.

L'Âge imminent

Film espagnol du collectif Collectiu Vigilia (1h14).

Ce petit film croise le besoin d'indépendance de Bruno, un livreur et percussionniste de 18 ans, et la perte d'autonomie de Natividad, sa grand-mère de 86 ans, avec laquelle il vit dans la périphérie de Barcelone. Si la chronique explore avec beaucoup de tendresse la relation entre Bruno et Natividad, elle peine à sortir du tableau général. ■ M. DL.

■□□□ ON PEUT ÉVITER

The Last Showgirl

Film américain de Gia Coppola (1h29).

Depuis *The Wrestler* (2008) avec un Mickey Rourke revenu de tout, le cinéma indé américain reproduit le même geste : récupérer une star sur le retour, la remythifier à partir des stigmates déposés sur elle. Au tour de Pamela Anderson, ex-bimbo d'*Alerte à Malibu*, de se prêter à l'exercice d'autofiguration, où l'absence de maquillage devient une nouvelle parure. Shelley, showgirl de Las Vegas, apprend que son club va fermer et que son spectacle, un nu artistique emplumé à l'ancienne, s'arrête. La caméra de Gia Coppola s'arrête au seuil du spectacle pour se focaliser sur ses à-côtés. La fragmentation à l'œuvre se révèle un rapiéçage généralisé, voire un cache-misère. Le fantasme d'une grande actrice à la Gena Rowlands fait écran à l'honneur et touchante performeuse qu'elle est vraiment. ■ MA. MT.

Parthenope

Film italien de Paolo Sorrentino (2h16).

Le film trace le portrait amoureux d'une ville, Naples, avec celui de son héroïne, Parthenope. Le cinéaste la saisit comme une déesse descendue de l'Olympe, traversant la vie comme une suite de tableaux qui lorgnent du côté du baroque fellinien et de la mélancolie aristocratique d'un Visconti. Mais il ne garde de ses maîtres qu'un décorum chic et toc, réduisant la mémoire du cinéma italien à des clichés publicitaires. ■ M. JO.

À L'AFFICHE ÉGALEMENT

Dounia. Le grand pays blanc

Film d'animation canadien d'André Kadi et Marya Zarif (51 min).

Love in a Fallen City

Film chinois d'Ann Hui (1h39).

LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (*)	Nombre d'écrans	Evolution par rapport à la semaine précédente	Total depuis la sortie
Mickey 17	1	365 920	471		365 920
Le Secret de Khéops	1	150 525	536		150 525
God Save the Tuche	5	128 601	774	- 47%	2 774 144
Captain America...	4	107 176	848	- 49%	1 409 670
Paddington au Pérou	5	101 566	830	- 54%	1 681 137
L'Attachement	3	97 219	666	- 26%	525 361
A bicyclette!	2	82 660	417	- 39%	245 952
Bridget Jones. Folle de lui	4	64 708	752	- 48%	828 356
The Brutalist	4	54 043	710	- 17%	394 413
Dis-moi juste que tu m'aimes	3	49 683	593	- 43%	367 994

AP: Avant-première
Source: « Ecran total »

* Estimation
Période du 5 au 9 mars inclus

Journal de bord d'une rémission

Avec sensibilité, Margherita Caron chronique son cancer du sein

FRANCE CULTURE
À LA DEMANDE
PODCAST

Il y a un an, en plein deuil, je découvre que j'ai un cancer du sein. A 45 ans, ma vie s'arrête net. C'est pourtant dans mon box d'hôpital, dans cet état d'immobilité soudaine et le brouillard des traitements, que la vie se met à bruisser de nouveau.» Ainsi commence Box 7, de Margherita Caron, dont la réalisation, signée Gilles Mardirossian et soutenue par la musique originale (flûte et chant) de Yann Cléry, est remarquablement élégante et sensible.

Ça commence en douceur : une maman réveille son enfant et lui prépare un chocolat chaud. Dans la cuisine, à la radio, on entend que commence l'opération Octobre rose, qui vise à sensibiliser le public contre le cancer du sein. Quelques chiffres sont donnés. On parle de progrès de la recherche. De dépistage.

Puis Margherita Caron reprend la narration : elle raconte la prise en charge à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, où l'on est pres-

crit un arrêt longue durée qui «sonne comme un aller sans retour», et annoncé qu'il va lui falloir faire face à une chimiothérapie intensive pendant neuf mois, suivie d'une mastectomie. Elle confie que les injonctions pourtant bienveillantes de ses proches («Tu es forte, tu vas t'en sortir») la rendent sceptique ou lui donnent envie de hurler.

Première chimiothérapie

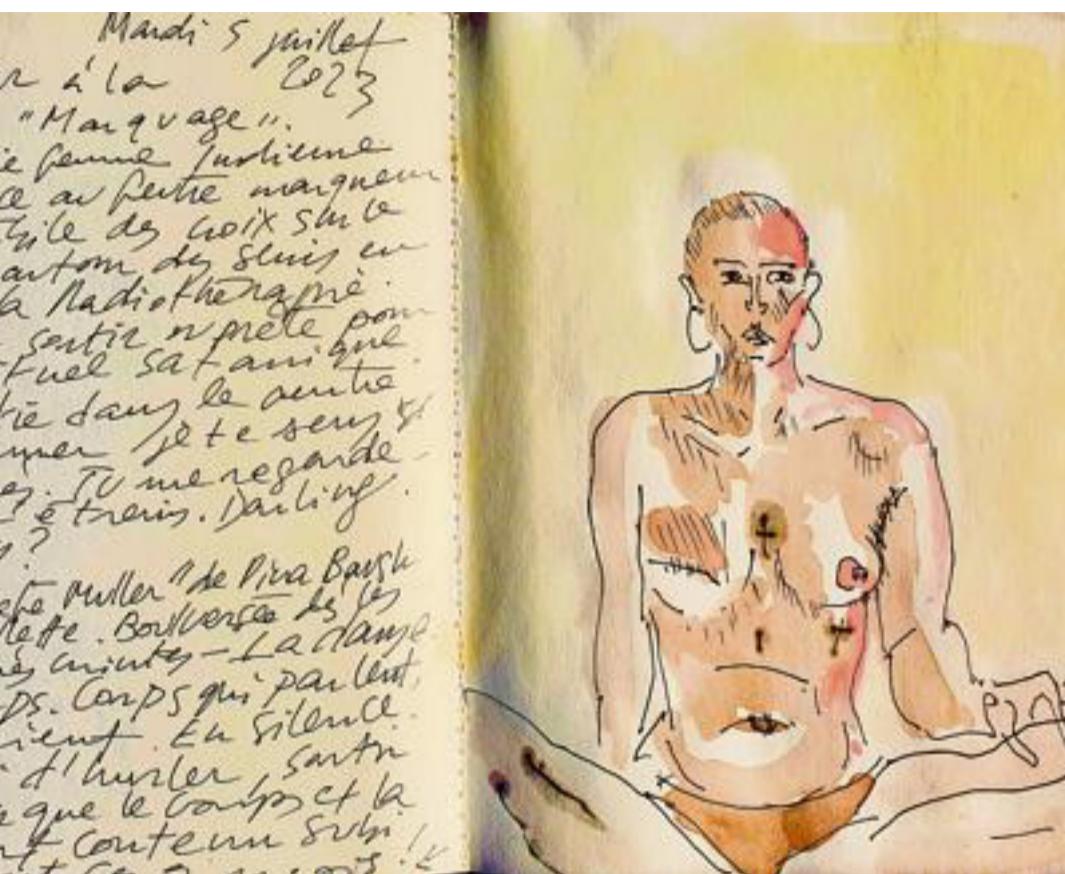
On se souvient alors que c'est aussi ce qu'avait pu ressentir Clémentine Vergnaud, qui avait fait le choix, avant de s'éteindre le 23 décembre 2023 à 31 ans à la suite d'un cancer des voies biliaires, de raconter son quotidien dans «Ma vie face au cancer», un podcast de Franceinfo, où elle était journaliste.

Extrait du journal de bord illustré de Margherita Caron.

MARGHERITA CARON

aussi, ce qui ne se dit pas : l'an-goisse qui monte. Margherita Caron pense à ses enfants et dit «la honte» de leur annoncer la maladie, de «leur voler leur en-fance, leur insouciance».

Compte rendus de consultation, discussions avec le personnel soignant se succèdent quand a lieu le premier rendez-vous avec l'oncologue. Cette dernière, avec une intelligence et une patience exemplaires, souligne combien il est



important de ne pas parler que du médical «car on passe à côté de 90 % de la problématique».

Margherita Caron note : «La maladie s'impose désormais dans tous mes rapports.» Et aussi : «Mais j'ai soudain le temps. Le temps de regarder et d'écouter. Je parle spontanément avec des inconnus. Ces échanges ont la même vertu : ça me guérit, autant que la chimio ou le lovestream [flux d'amour] de mes proches.» Elle songe à cette phrase

de l'écrivain israélien Aharon Appelfeld : «Une blessure écoute toujours plus attentivement.»

Plus tard, elle dira qu'elle a écrit une lettre à l'écrivaine et rabbine Delphine Horvilleur et une autre à Annie Ernaux, Prix Nobel de littérature 2022. Jamais elle ne les leur adressera mais, ajoute-t-elle, elle note les phrases qui l'aident à trouver du sens. Et puis il y a la voix de celle qu'elle compare à la fée bleue de Pinocchio, cette femme,

radieuse, bénévole dans le service depuis trente ans. Et c'est aussi ceci qui s'entend ici : les nécessaires soutiens du personnel soignant et l'amour de ses proches. ■

ÉMILIE GRANGERAY

Box 7, à l'ombre d'un cancer du sein, de Margherita Caron, réalisé par Gilles Mardirossian (Fr., 2025, 58 min). A la demande sur toutes les plateformes d'écoute habituelles.

Onze magistrats débordés face à la misère sociale des mineurs

Un documentaire au plus près de la justice suit le quotidien de la division famille et jeunesse du parquet de Bobigny, en Seine-Saint-Denis

FRANCE 2
MERCREDI 12 - 22 H 55
DOCUMENTAIRE

Eh bien, la vie est belle !, lâche, ironique, Laure-Anne, substitute du procureur au tribunal de Bobigny, quand elle détaille à son supérieur, Ludovic, le parcours de cette adolescente, placée à l'âge de 13 ans dans une famille d'accueil (elle en fera quatre d'affilée), avant de fuguer et de connaître la prostitution. En Seine-Saint-Denis, département

le plus pauvre de France, Emmanuel Guionet a placé pendant plusieurs mois sa caméra à Bobigny, au sein de la division famille et jeunesse du parquet, qui traite des affaires concernant les mineurs et les violences intrafamiliales.

Onze magistrats, la plupart très jeunes, qui donnent l'impression de devoir écopier toute la violence engendrée par la misère sociale, avec la seule petite cuillerée du droit. On comprend vite que les moyens manquent, que les équipes, au bord du surmenage, sont

débordées. Un casque téléphonique quasi en permanence sur les oreilles, les magistrats doivent trier, évaluer, décider dans l'urgence : un bébé de 2 semaines qui disparaît, un jeune garçon qui se fait violenter sexuellement par son oncle... Et, bien sûr, les affres des OPP, ces ordonnances de placement provisoire qui permettent au juge de décider de placer un mineur dans une famille d'accueil.

La caméra d'Emmanuel Guionet enregistre tout, y compris les questions de droit, aussi impro-

bables que scabreuses : «Est-ce qu'un bisou sur le zizi peut être considéré, en droit, comme un acte de pénétration ?», demande une magistrate à son collègue.

On va notamment suivre les doutes existentiels de Cécile, substitute du procureur, qui prépare ses réquisitions dans une très lourde affaire de séquestration et d'enlèvement. C'est son premier grand procès d'assises. On la voit échanger avec son chef, Ludovic, qui la met en garde contre cet avocat «roublard, mais qui n'est pas

mauvais». Puis, quelques jours plus tard, à la pause cigarette, avec une collègue, évoquer la dangerosité du principal accusé.

On mesure l'ambition d'Emmanuel Guionet : être au plus près de la justice en train de se faire, sans filtre ni commentaire. Dépourvue de voix off et d'entretiens face caméra, toute la matière du documentaire est composée de scènes de la vie du service. C'est sa force, mais aussi sa grande limite. Car un téléspectateur qui n'est pas rompu au fonctionnement de la justice, et

notamment celle des mineurs, risque de se perdre et de ne pas prendre la mesure de ce qu'il voit. De l'affaire traitée par Cécile, on n'entendra ni victime ni accusé. On saura juste que la substitut du procureur a requis dix-huit ans de réclusion criminelle. Et, au bout du compte, la justice restera en grande partie impénétrable. ■

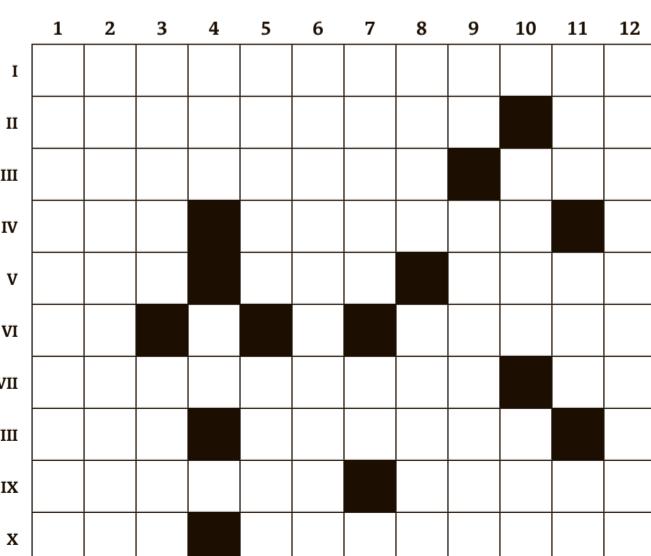
GRÉGOIRE BISEAU

Mineurs en peine, des procureurs en première ligne, d'Emmanuel Guionet (Fr., 2025, 70 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 060
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 059

HORizontalement 1. Palettisable. 2. Etirée. Velux. 3. Songeuse. Oro. 4. Su. Ostension. 5. Item. Ot. OSNE. 6. Pennons. Nr. 7. Irite. Ne. Lee. 8. Sacres. Rai. 9. Aï. Tramera. 10. Ensemenceras.
Verticalement 1. Pessimiste. 2. Atout. Râ. 3. Lin. Epiças. 4. Ergométrie. 5. Tees. Née. 6. Teuton. Ste. 7. Séton. RN. 8. Sven. Nérac. 9. Ae. SOS. Ame. 10. Blois. Lier. 11. Luronne. Râ. 12. Exonéreras.

HORIZONTALEMENT

I. Témoin et extériorisent leurs désaccords. II. Aimables et agréables. Accord de la France d'en bas. III. Fâcheuses et nuisibles. Au Vatican ou dans les arbres. IV. Chez Claudel. Pas de quoi en faire une montagne.

V. Dame d'acier. De juin à septembre. Equipa les troupes. VI. Préposition. Canard sauvage attendu au passage. VII. Roi des Burgondes, canonisé. Bout de rime. VIII. Une fois de plus. Toujours plus raides dans un sens.

IX. Grande et belle arménienne. Manifestation équine. X. Vient en aide à ceux qui n'ont rien. Pour la fabrication de beaux cierges.

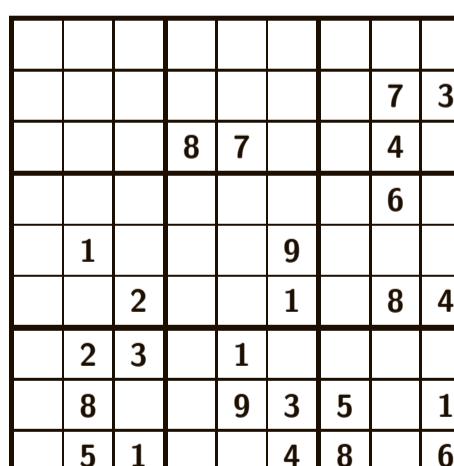
VERTICAMENT

1. Plus grande en Angleterre que dans le New Hampshire. 2. Donnent de belles grosses noisettes allongées. 3. Evitez de travailler pour elle. Equipa le bâtiment. 4. Mémoire des ondes. Paresseux. 5. Déploiement de pompe et de magnificence. Pour les amateurs de bains à bulles. 6. Aller au bout des choses avec opiniâtreté.

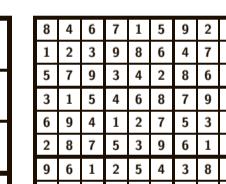
7. Mesure de charme. Souvent bien informé. 8. Protection en mer. Participe. 9. Joli cœur. Na jamais facilité la négociation. 10. Ne ramasse rien. Capucin d'Amérique du Sud. 11. Personnel. Danse avec Trénet. Dans les dents. 12. Adaptée avant tournage.

SUDOKU

N°25-060



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



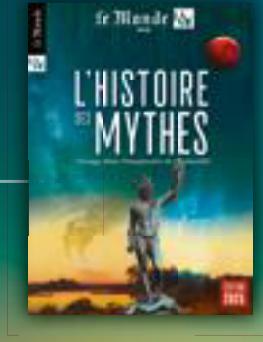
Facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

VOYAGE DANS L'IMAGINAIRE
DE L'HUMANITÉ

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE - 14,90 €



Le Monde est édité par la Société éditrice du «Monde» SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71.

Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS

Télé : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ecopratique : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

M en vente
actuellement

■ En kiosque



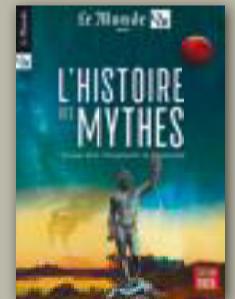
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série

Collection

MYTHES ET LEGENDES DU
ROI ARTHUR



Actuellement en vente,
le volume n° 6
**LA QUÊTE DU GRAAL
ET LES ARMES SACRÉES**

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>
L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Nantes.
Annie et Jean-Noël PEROLS, ses arrière-grands-parents, **Kristina et Jean-Yves GUILLAUME,** ses grands-parents, ont le grand bonheur d'annoncer la naissance de

Olivia,

le 9 février 2025, au foyer de **Sophie et Jérémie FAUSSON.**
« Aînée d'une nouvelle génération ! »

Décès

David, Elie, Joseph, Esther Dottelonde, ses enfants, Annik Osmont, sa mère, René Dottelonde, son père, Pierre Dottelonde et Phine Week Dottelonde, son frère et sa sœur, Dana Hastier, sa première épouse, Isabelle Giordano, son ex-épouse, Gabrielle Toledo, sa belle-fille, Fanny Riedberger, sa compagne, Christine Mounau et Christophe Maunoury, sa belle-sœur et son beau-frère, Solal et Noah Dottelonde-Toledo, ses petits-enfants, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Stéphane DOTTELONDE,

survenu le 7 mars 2025, à Paris, à l'âge de soixante-cinq ans.

Un hommage lui sera rendu le 17 mars, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Isabelle Giordano, 16, rue Fourcroy, 75017 Paris. Annik Osmont, 13, rue Vergniaud, 75013 Paris. René Dottelonde, 50, rue Jacob, 75006 Paris.

Isabel et Xavier, ses parents, Pierre et Irène, ses frère et sœur, Paquita, José-Luis et Christian, ses grands-parents, Sa famille, Ses collègues de la MEER, Ses potes et camarades de luttes, ont la tristesse d'annoncer l'envol de

Pablo DULAC, psychologue,

au massif de Belledonne, le 19 février 2025, dans sa vingt-septième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 14 mars, à 15 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e, division 97.

Vos dons bienvenus aux secouristes de montagne de Grenoble.

Famille Guillet - Le Faucheur,

Laurent et David Guillet, Emmanuelle Brugerolles Et Monika Bialowas, Ariel Guillet Et Nathanaël Bialowas-Guillet, font part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Lucienne GUILLET (†), survenu à Paris, le 4 mars 2025, à l'âge de quatre-vingt seize ans.

Une messe sera célébrée le 14 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris 7^e, le 15 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Pordic (Côtes-d'Armor), suivie de l'inhumation aux côtés de son époux,

Dominique.

Claudine Kramarz, son épouse, Pierre et Amélie, Jean et Marie, ses fils et belles-filles, Julien et son épouse, Laura, Lisa, Blanche, Pénélope, Tristan, Antoinette et Solal, ses petits-enfants, Augustin, son arrière-petit-fils,

Francis et Delphine, Véronique et Laurent, Eve et Stéphane, ses neveux, Monique et Nicolas, Max et Charlotte, ses cousins, Marie-Hélène Marcadet,

ont la tristesse de faire part de la mort de

Gérard KRAMARZ,

le 5 mars 2025, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Il souhaitait que soit rappelée la mémoire de ses parents,

Ryvka et Majer KRAMARZ, assassinés à Auschwitz en 1942.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Odile, son épouse, Sophie, Nathalie, Stéphanie, ses filles, Juliette, Lucile, Robin, Maud, Merlin, ses petits-enfants, Blaise, son arrière-petit-fils,

ont la grande tristesse de vous informer du décès du

docteur Jacques LAUNAY médecin des Hôpitaux psychiatriques, président et fondateur du GIREP, survenu dans sa centième année.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale et amicale.

Colette Maillard, née Dupré la Tour, son épouse, Brigitte Villaume, sa sœur, Natacha et Antoine de Champs de Saint Léger, Catherine et David de Gourcuff, Ivan et Orianne Maillard, Sonia Maillard et John Laurie, Marie-Sibylle et Remy Auclair, Frédérique Colas des Francs, ses enfants et beaux-enfants, Ses quatorze petits-fils, Sa petite-fille et leurs conjoints, Ses quatre arrière-petits-fils,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu, le 5 mars 2025, dans sa quatre-vingt-douzième année, de

Jean-René MAILLARD, X 55, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite.

Tant aimé de sa famille et de ses amis.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 mars, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7^e.

L'inhumation aura lieu le vendredi 14 mars, à 14 h 30, au cimetière de Valence (Drôme).

« Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage. » Joachim du Bellay.

condoleances.jrm@gmail.com

Sa famille Et ses amis,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul SAINT AUBIN, conservateur général honoraire du Patrimoine,

survenu le 22 février 2025, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

elisabethhsa@yahoo.fr
lsaintaubin@gmail.com

Nantes.

Fabienne Lortat-Jacob, son épouse, Gabriel, Anouk, Clovis, Grégoire, ses enfants,

Martine et Olivier, ses parents

Ainsi que l'ensemble de sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Xavier LORTAT-JACOB,

survenu le jeudi 6 mars 2025,

à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 mars, à 14 h 30, en la basilique Saint-Donatien-et-Saint-Rogatien de Nantes.

Les partenaires (VINCI Airports, CCI Nantes Saint-Nazaire, groupe ETPO) Et l'ensemble des salariés des Aéroports du Grand Ouest,

ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Xavier LORTAT-JACOB, président de la société Aéroports du Grand Ouest et directeur général des aéroports

Nantes Atlantique et Saint-Nazaire Montoir,

survenue le jeudi 6 mars 2025.

Ils adressent leurs plus sincères condoléances à sa famille, à l'ensemble de la communauté aéroportuaire endeuillée et à tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

Grand professionnel des concessions d'infrastructures, profondément humain et engagé, notamment en faveur de l'insertion, Xavier a marqué de son empreinte les plateformes aéroportuaires du Grand Ouest, dont il a contribué à faire des actifs essentiels au service du territoire, de ses entreprises et de ses habitants.

Baugé-en-Anjou (Maine-et-Loire).

Cédric et Isabelle, son fils et son épouse, Ses petits-enfants, Hélène et Elisabeth, ses sœurs,

ont le regret de faire part de la disparition de

Mme Christine TAVERNIER, née RASQUIER,

survenue le 6 mars 2025.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 mars, à 15 heures, en l'église de Baugé, de Baugé-en-Anjou.

Fleurs naturelles seulement.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Capton, Noyant-Villages, Tél. : 02 41 89 50 36.

Remerciements

Thomas, son fils, Isabelle, Lucienne et Georges-Arthur Goldschmidt, ses parents,

remercient chaleureusement tous ceux qui les ont entourés de leur présence, de leurs messages, de leur affection, lors des obsèques de

Didier GOLDSCHMIDT,

le vendredi 14 février 2025, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Société éditrice du «Monde» SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du «Monde», directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Alix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcampe, Anne Eveno, Marie-Pierre Laneuvelotte, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautherot, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (chef d'édition), Alain Salles (Débats et idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Souvenir

Paris, le 11 mars 2025.

Il y a un an,

Jacques TOURET, ingénieur géologue passionné, nous quittait.

Sa famille, Ses amis, Ses collègues Et ses anciens étudiants, se souviennent.

Stage

Envie d'écrire ?
Participez à un atelier d'écriture pour jouer avec les mots, inventer des personnages, des histoires...
Tél. : 06 60 68 54 50.

Prix de thèse

Prix Pierre Bouvier pour la Socio-Anthropologie.

L'association Socio-anthropologie en perspective et la revue Socio-Anthropologie décernent un prix destiné à distinguer une thèse soutenue en 2024 qui apporte une contribution à cette approche en sciences sociales. Le montant du prix est fixé à 1500 €.

Les candidatures doivent être reçues avant le 30 mars 2025.

Pour information concernant toutes les modalités, consulter <https://journals.openedition.org/socio-anthropologie/12929>

Le Monde

Abonnement quotidien + numérique

Pour une information hiérarchisée, approfondie et rigoureuse

27€ /mois
la première année sans engagement



→ Le journal, ses suppléments et M le magazine du Monde livrés chez vous

→ L'accès à l'intégralité des contenus numériques sur le site et l'application du Monde



PARIS | PRÊT-À-PORTER AUTOMNE-HIVER 2025-2026



Hermès. VIRGILE GUINARD



Issey Miyake. ISSEY MIYAKE



Balenciaga. BALENCIAGA



Niccolò Pasqualetti. NICCOLÒ PASQUALETTI

Une mode kaléidoscopique

Le luxe discret d'Hermès, le gothico-chic de McQueen, le baroque de Valentino, la normalité inquiétante de Balenciaga... Les styles se sont succédé sur les podiums de la capitale lors de la fashion week automne-hiver 2025-2026

MODE

Pourquoi la fashion week de Paris aimante-t-elle les professionnels du monde entier ? Une des principales raisons est que la capitale française incarne la diversité de la mode contemporaine, alors que ses concurrentes ont tendance à en représenter un segment en particulier – commercial à New York, expérimental à Londres, chic à Milan. Forte de 109 événements au programme de cette saison automne-hiver 2025-2026, Paris s'impose comme la ville où la créativité s'exprime dans des registres très différents, comme l'ont illustré les défilés du weekend des 8 et 9 mars.

Aucune marque ne symbolise plus le luxe discret qu'Hermès. L'entreprise, qui prône l'artisanat depuis 1837, tire fierté de sa fabrication française, n'utilise pas de logo et se garde de vendre en ligne ses sacs best-sellers. Les résultats exceptionnels de 2024 (15,2 milliards d'euros de chiffres d'affaires et une croissance de 15 % par rapport à 2023) confortent la marque dans sa conviction de rester fidèle à ses principes.

Sa singularité s'exprime aussi à travers ses défilés. Hermès aime convier ses invités à la cavalerie de la garde républicaine pour faire écho à ses origines de sellier. Les célébrités présentes font généralement partie du monde culturel français, de la réalisatrice Rebecca Zlotowski à l'actrice Amira Casar. Pas d'ostentation dans le décor non plus : de la terre au sol et une succession de murs incurvés reproduisant la forme de fers à cheval.

Depuis 2014, c'est Nadège Vanhée qui élaboré l'offre féminine. Elle peaufine chaque saison sa vision d'une cavalière dont la garde-robe reflète la puissance et la sensualité. « Ce qui m'intéresse, c'est la tension qui naît des paradoxes : jouer sur la force et la vulnérabilité, la structure et le lâcher-prise. Cela fait partie de la nature d'Hermès », estime la designer.

D'un côté, il y a les silhouettes conçues pour le grand air, des bikeuses ou cavalières chics avec leurs blousons zippés, leurs pantalons en cuir, leurs bottes d'inspiration équestre ; de l'autre, la veine plus sensuelle, avec des robes en cuir qui dévoilent la chair ou en maille qui soulignent les formes. Le vestiaire est conjugué en brun profond, noir ou anthracite, comme les accessoires, dont des déclinaisons des sacs Bolide et Birkin, respectivement imaginés en 1923 et 1984, mais toujours aussi efficaces.

Preuve supplémentaire que, chez Hermès, la stabilité est un gage de succès. Chez McQueen, Sean McGirr signe sa troisième collection. La première était brouillonne, la deuxième affinait une proposition romantique et sombre plus convaincante ; cette dernière poursuit dans cette même veine. Le créateur irlandais, né en 1988, s'inspire d'un compatriote, Oscar Wilde, pour élaborer un vestiaire mixte de dandys nocturnes, infusé de références à l'ère victorienne.

On les retrouve d'abord dans des gabardines et tailleur en laine noire aux manches gigot qui tranchent avec la blancheur des blouses aux dentelles entremêlées, agrémentées de collier faites d'un millefeuille de soie ondulant au gré des pas. Les silhouettes prennent ensuite une tournure plus extravagante, avec de longues robes transparentes à rubans dans des couleurs franches, vert absinthe ou rouge sang. Une fluidité qui contraste

avec les fourrures en mouton sculpturales comme des armures pelucheuses. Les dernières silhouettes montent encore en intensité, avec d'imposantes robes sombres brodées de pierres qui captent la lumière.

L'ensemble est bien réalisé, et a le mérite d'occuper le segment de la mode gothico-chic assez peu investi par les concurrents depuis que Riccardo Tisci a quitté Givenchy en 2017. Pourtant, il peine à convaincre vraiment. Sans doute n'est-il pas aidé par le lieu : la galerie de géologie et de minéralogie du Jardin des plantes, une longue nef au parquet poli, ne cadre pas vraiment avec l'histoire ténébreuse que cherche à raconter Sean McGirr. Il manque à la collection l'étoile qui donnerait à ces créatures nocturnes une forme de vraisemblance.

Cascades de rubans

A l'inverse, Alessandro Michele possède un exceptionnel talent de metteur en scène, qui peut parfois reléguer ses vêtements au second plan. On rentre dans le défilé Valentino en poussant une première porte étroite, qui mène à un sas gris. Puis une seconde, qui ouvre sur un gigantesque décor de toilettes publiques, avec des dizaines d'autres portes alignées laissant entrevoir les pieds. Quelques lavabos et miroirs, le tout baigné dans une lumière rouge.

Ce décor surprenant nourrit la réflexion d'Alessandro Michele sur l'intimité, qui nous permettrait d'atteindre notre « *noyau profond* », « *par opposition aux masques que la société de masse semble nous imposer* ». Dans sa note d'intention où le designer fait référence aux philosophes Hannah Arendt, Michel Foucault et Romano Madera, il explique imaginer les toilettes publiques comme « *un contre-lieu qui suspend le dualisme entre intérieur et extérieur, intime et exposé, personnel et collectif* ». Un vaste programme.

Les mannequins sortent une par une des portes qui constituent le décor, dans un ballet hypnotisant et assourdissant,

**Chez McQueen,
Sean McGirr
élabore
un vestiaire mixte
de dandys
nocturnes, infusé
de références
à l'ère victorienne**



Valentino. ALESSANDRO LUCIONI

les basses faisant trembler les miroirs aux murs. Le vestiaire est fidèle au style baroque et maximaliste d'Alessandro Michele, avec beaucoup de robes à volants, des kilomètres de dentelles, des broderies foisonnantes, des cascades de rubans. Il y a toujours aussi cette candeur assumée, avec d'épaisses chaussettes vert pomme dans des sandales à paillettes, une robe brodée de strass représentant une tête de chat et les innombrables noeuds bordant les petites robes à col montant.

A ces éléments visuellement frappants mais dont on peut douter du potentiel commercial s'ajoutent d'autres, plus réalistes : des pantalons en laine évasés juste ce qu'il faut, des fourrures en mouton rétro, des cabans tout terrain, des pulls à motifs géométriques. Soit une jolie panoplie moins complexe (donc moins chère) et plus facile à porter, qui pourrait attirer les clientes historiques de Valentino que le premier show paxystique avait mis de côté. Au passage, elles permettent à Alessandro Michele de se renouveler un peu.

Un autre maître de la mise en scène, c'est Demna, le designer de Balenciaga. Depuis son arrivée en 2015, il a produit les shows les plus frappants de ces dernières années, où la scénographie stupéfiante (reproduction du Parlement européen, d'une tempête de neige, mise en scène de l'apocalypse, etc.) venait toujours soutenir une réflexion sur des sujets complexes (tensions politiques et sociales, guerre en Ukraine, crise environnementale...). Cette fois-ci, les invités sont accueillis dans un labyrinthe aux hautes parois tendues de noir.

« Cela rappelle les coulisses du défilé, là où commence la création. La forme du labyrinthe est symbolique, elle évoque à la fois la mode et notre époque. Nous vivons un moment où beaucoup de décisions importantes sont en train d'être prises », affirme Demna. Faut-il comprendre que lui-même doit faire face à un choix ? Le Géorgien ne le précise pas,

mais sa collection, qui ressemble à une compilation de son travail des années passées, a plutôt des airs de conclusion que de nouveau chapitre.

Cherchant à explorer « le concept de normalité », Demna imagine une série de personnages que l'on pourrait croiser dans la vraie vie. Il y a d'abord les employés de bureau aux costumes légèrement froissés et usés, puis les adolescents en survêtement (en collaboration avec Puma), les adeptes de la salle de gym en tee-shirt déchiré laissant voir la musculature, les oiseaux de nuit qui sortent d'une longue soirée avec la capuche enfoncee sur la tête et les lunettes pour cacher les cernes, etc. Le jeu sur les proportions et

les détails (bottes d'équitation imposantes, gants de moto cloutés...) leur donne une aura inquiétante, signature de Demna. Quelques robes couture formellement parfaites complètent l'ensemble.

« La mode, c'est d'abord le vêtement. Trouver les bonnes proportions, les bonnes coupes, c'est ça qui compte, martèle le Géorgien après le défilé. Regardez, pour la première fois je porte un costume parce que j'ai enfin réussi à en concevoir un qui me convient ! » Le Demna introspectif et engagé des années passées semble avoir cédé la place à un designer plus prudent et mesuré, sur le fond comme sur la forme. ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

Le vestiaire réinventé des créateurs japonais

LES DESIGNERS NIPPONS ont toujours aimé montrer leur travail à Paris. Entre vestiaire poétique et créations conceptuelles, ces derniers ont affiché toute l'étendue de leur palette lors de la fashion week parisienne automne-hiver 2025-2026.

Chez Kenzo, l'heure est au renouveau. Si le roi du streetwear Nigo est toujours aux manettes du style, le Japonais s'est adjoint les services d'un directeur du design, l'Anglais Joshua Bullen, transfuge de Givenchy. Fini les défilés mixtes, la femme Kenzo reprend sa place après l'avoir partagée avec l'homme pendant huit ans. « Nous tenions à confronter les univers de Kenzo Takada et de Nigo », explique Joshua Bullen à propos de la collection. C'est un mélange entre la pop et la street culture de Nigo et l'humour joyeux intrinsèque à la marque. »

Résultat : des petites nuisettes pastel ou fleuries sont basculées en arrière, les bretelles tombantes, sur des culottes en maille, un pardessus écru est brodé des prénoms de l'équipe, des vestes

d'homme accompagnent des pantalons bouffants resserrés aux chevilles... Des petits lapins roses et bleus en peluche donnent au vestiaire un esprit enfantin. On les retrouve sur des chaussures, en imprimés sur des tee-shirts ou encore en accumulation sur une veste. L'ensemble tient pourtant la route et Kenzo retrouve son irrévérence enjouée. L'absence de Nigo à l'heure du salut final pose cependant la question de son avenir au sein de la marque du groupe LVMH.

Pis, froufrous et noeuds

Chez Issey Miyake, dont le design est assuré par Satoshi Kondo depuis le décès du fondateur en 2022, l'ensemble est plus conceptuel. Tant dans la mise en scène – des danseurs contorsionnistes s'enroulent dans des pulls en maille – que dans la garde-robe. Inspirée de l'œuvre de l'artiste autrichien Erwin Wurm, cette dernière malmène les vêtements du quotidien pour susciter une émotion chez le spectateur. Les

bras dépassent de trous le long des manches des pulls, le plissé signature de la maison est imprimé sur de simples robes blanches, des tee-shirts prennent la forme de sacs de shopping en papier et des tubes de tissus assemblés les uns aux autres s'enfilent comme une robe ou une parka légère. L'imagination est titillée et cela fait du bien.

Dans cet exercice de réinvention du vestiaire, Rei Kawakubo tient la dragée haute. La fondatrice de Comme des garçons propose cette saison une succession de robes qui n'en ont que le nom, totalement explosées dans une accumulation de couches de tissus créant des volumes accidentés sur la silhouette. Sur certaines, on reconnaît les signes distinctifs d'un costume – les rayures tennis, les trois boutons sur les manches – tandis que d'autres modèles en tartan ou à petits carreaux mêlent plis, froufrous et noeuds dans une profusion de courbes. Une leçon de style longuement applaudie. ■

MAUD GABRIELSON

Des designers indépendants à suivre de près

Ludovic de Saint Sernin avec sa mode très sexy ou Meryll Rogge avec son patchwork osé de couleurs et de motifs ont proposé de singulières collections. Au point d'intéresser les chasseurs de têtes ?

Les grandes maisons qui cherchent encore leur directeur artistique (Gucci, Jil Sander, Fendi...) devraient peut-être s'intéresser de plus près aux défilés des designers indépendants à la fashion week de Paris. Lors de cette saison automne-hiver 2025-2026, qui s'est tenue du 3 au 11 mars, plusieurs d'entre eux ont brillé par leur capacité à exprimer une proposition vestimentaire cohérente et singulière.

Depuis la création de sa marque, en 2017, le Français Ludovic de Saint Sernin peaufine une mode sexy, avec des robes seconde peau, voire sexuelle, avec des slips à lacets en cuir. Au début, un peu limitée par ce registre, elle finit par gagner en profondeur, comme l'ont montré son défilé de haute couture pour Jean Paul Gaultier en janvier et cette nouvelle collection, baptisée « L'Entretien », qui imagine des entretiens d'embauche après une nuit de fête.

Pour illustrer ce grand écart entre la piste de danse et la salle de réunion (sans repasser par la maison), il mélange des bustiers à œillets en cuir et des grands manteaux d'homme, associé des jupes crayon rayées à des soutiens-gorge bordés de cuir, couvre des corsets aux motifs reptiliens de manteaux de fourrure ceinturés. Certaines silhouettes ont été développées avec LVMH Métiers d'art, une initiative du groupe de luxe destinée à soutenir l'artisanat, qui a mis à disposition des tissus. Un signe de l'intérêt porté au designer par le milieu.

La marque Meryll Rogge fête ses cinq ans d'existence et commence à prendre de l'envergure. Après quelques défilés un peu bricolés, la créatrice belge propose enfin un show bien rodé, à la hauteur de sa proposition stylistique. Celle qui a longtemps travaillé pour Dries Van Noten partage avec lui le goût pour les associations osées de couleurs et de motifs, mais il y a aussi un peu de Martin Margiela dans sa manière de déconstruire le vestiaire et de s'inspirer du quotidien.

Cette fois-ci, sa collection s'appuie sur le travail de l'artiste Gordon Matta-Clark, qui s'emparait de bâtiments désaffectés comme de matière à sculpter, et, en particulier, son livre *Walls Paper* (Buffalo Press, 1973), compilant des photos de surfaces décrépies. Le résultat est un patchwork d'imprimés fleuris défraîchis ou de motifs à carreaux, qui s'intercalent sur des chemises ou des robes, dépassent de mailles colorées ou pailletées. Des manteaux ou des jupes matelassés donnent du volume, des volants apportent le mouvement. Meryll Rogge, ou l'art de faire du neuf avec du vieux.

Sac en cuir perforé

C'est aussi un artiste qui a fourni à Niccolo Pasqualetti le point de départ de sa collection : « Giacometti donnait vie à des silhouettes sombres grâce à son travail de la matière », explique le designer italien, qui voulait explorer « [s]a part obscure ». En dépit de ce programme pas très riant, la collection a beaucoup de charme et propose des pièces à la fois portables et élégantes.

Le cuir moelleux d'une robe toute noire est grignoté, des hanches aux cheveux, par des broderies brillantes comme du pétrole. Une jupe porte-feuille en laine grise, dont les pans volontairement trop longs s'agitent dans les airs, contraste avec la densité d'un top en pierres translucides. Quelques jolies pièces très commerciales – un pull en tweed blanc pailleté à bords francs, une jupe en maille asymétrique, un sac en cuir perforé – émaillent cette collection.

Indéniablement, Niccolo Pasqualetti sait faire de bons produits. Par les temps qui courrent, dans le luxe, c'est une qualité aussi rare que recherchée. Il y a des signes indiquant que la cote d'un designer est en train de monter. Tous étaient réunis au défilé de Duran Lantink, le Néerlandais qui a fait partie des lauréats du prix LVMH en septembre 2024 : cette saison, il bénéficie du soutien du bon bureau de presse pour assurer sa communication (Lucien Pagès), du bon concepteur de défilés (Bureau Betak) et du bon directeur de casting (DM). Et lui est à la hauteur de sa réputation, capable d'élaborer une collection spectaculaire, mais pas dénuée de quelques pièces faciles à porter.

« J'ai voulu jouer avec tous les éléments considérés comme étant de mauvais goût, les imprimés zèbre, léopard ou vache, les carreaux, le camouflage... et trouver un moyen de les structurer », explique le designer, qui s'est livré à ses expérimentations formelles habituelles : certains vêtements gonflés et figés se confondent avec des sculptures, à l'instar de tee-shirts dont le col pyramidal engloutit le visage jusqu'aux yeux ; d'autres ne remplissent pas leur fonction première de couvrir le corps, comme ces jupes portées comme un tablier devant les jambes, laissant le fessier à l'air. L'ensemble est bien réalisé, plein d'humour et, de temps en temps, très efficace commercialement (un duffle-coat en cuir, une jupe porte-feuille kaki). Autant de qualités qui n'ont sans doute pas échappé aux chasseurs de têtes présents parmi les invités. ■

E. V. B. ET M. G.

La défense des frontières et du territoire européen repose aujourd'hui essentiellement sur l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Là est la raison d'être de l'OTAN, depuis ses débuts, en 1949. Du haut de ses 76 ans, la doyenne des alliances militaires dans le monde demeure cependant largement fantasmée par l'opinion publique européenne et, on peut le croire, par certains dirigeants européens. Les menaces de désengagement de Donald Trump choquent, c'est évident, par leur brutalité. Mais la crise actuelle découle aussi en grande partie de l'indécision historique des Etats européens.

Beaucoup de fantasmes dominent la politique européenne vis-à-vis de l'OTAN. Certains se sont en partie nourris par la méconnaissance de l'histoire. L'Alliance est souvent présentée comme une arme de l'impérialisme américain. Or ce sont les Européens, et notamment les Français, qui l'ont souhaitée. Au point de forcer la main aux Etats-Unis, qui, en 1945, forts de leur monopole atomique, pensaient surtout à démobiliser et à ramener leurs hommes au pays.

Un autre fantasme demeure entretenu autour de l'article 5 du traité de Washington, à propos de la solidarité entre les membres de l'Alliance. Au moment de le rédiger, les Européens veulent s'assurer que les Etats-Unis interviendront automatiquement en cas d'attaque soviétique. Mais les Américains refusent. D'où la rédaction finalement retenue : en cas d'agression, chaque membre réagira «en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'il jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée». Il n'y a ni automatичité ni engagement à intervenir militairement.

Vieux réflexe

L'article, de fait, protège moins que la clause de défense mutuelle de l'Union européenne (UE), l'article 42.7 du traité de Lisbonne adopté en 2007, qui stipule que «si un pays de l'UE est victime d'une agression armée sur son territoire, les autres pays de l'UE ont l'obligation de lui porter aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir». La Suède et la Finlande ont pourtant candidaté à l'OTAN, alors qu'elles bénéficiaient de la protection de cet article. Au-delà des clauses se pose la question de la confiance entre partenaires européens, et

Jenny Raflik L'OTAN est devenue un bouc émissaire facile des échecs de la défense européenne

L'annonce par la présidente de la Commission européenne d'un plan pour «réarmer l'Europe» résonne comme une prise de conscience bienvenue, estime l'historienne, même si le montant avancé par Ursula von der Leyen ne fait que répondre aux demandes formulées par les administrations Obama, Biden et Trump 1 et 2

des moyens susceptibles d'être concrètement mis en œuvre.

Le vieux réflexe européen de 1945 consistant à rechercher la protection américaine s'est répété depuis lors. Aussi toutes les crises ont-elles, depuis la guerre froide, abouti à la consolidation de l'OTAN. La première, celle de Corée, se révèle riche d'enseignements. En juin 1950, la Corée du Nord attaque la Corée du Sud. Européens et Américains pensent à une diversion et craignent une offensive soviétique en Europe. L'Alliance atlantique devient alors l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

La menace soviétique étant perçue comme imminente, les Etats-Unis de Harry Truman [1884-1972] demandent aux Européens un effort de réarmement collectif et exigent celui de l'Allemagne. Pour éviter la résurrection d'une armée allemande, cinq ans après la fin de la guerre, les Français proposent, sous l'inspiration de Jean Monnet [1888-1979], une communauté européenne de défense. Mais cette CED, proposée par les Français, est finalement rejetée... par les Français.

La France doit alors accepter ce qu'elle refuse : l'armée allemande est reconstruite, et la RFA entre dans l'OTAN (1955). L'épisode pèse lourd, longtemps, dans les relations transatlantiques, et restera comme le péché originel de la défense européenne. Dès lors, les partenaires européens de la France se méfieront systématiquement de ses propositions en matière de défense européenne.

Sur le long terme, la coopération autour de l'OTAN s'est sans doute plus imposée par la peur que par la volonté de construire ensemble, au nom de valeurs communes. C'est ainsi que le Portugal d'Antonio de Oliveira Salazar [1889-1970] est, en 1949, membre fondateur de l'Al-

liance, du fait de l'importance stratégique des Açores. L'OTAN ne suscite pas – et c'est peu de le dire – l'engouement populaire. Mal connue, fantasmée, elle est devenue un bouc émissaire facile des échecs de la défense européenne.

«Partage du fardeau»

Les atouts de l'OTAN sont à la fois les forces et les faiblesses de l'UE. Prenons l'exemple de l'interopérabilité, le fait que les forces armées des pays membres de l'OTAN puissent agir ensemble, avec des procédures de combat, des règles d'engagement et des matériels compatibles. De facto, ce principe devrait favoriser les capacités européennes. Mais les Européens ont longtemps pris prétexte de la standardisation des armements pour acheter du matériel américain, aux dépens des industries européennes. L'industrie de défense européenne ne demande qu'à prendre le relais. Encore faut-il une volonté politique et des commandes.

Les dirigeants européens jouent aujourd'hui la surprise et hurlent à la trahison face aux prises de position du président américain, Donald Trump. Mais le Congrès républicain faisait déjà de l'obstruction aux livraisons d'armes à

LA CRISE ACTUELLE DÉCOULE EN GRANDE PARTIE DE L'INDÉCISION HISTORIQUE DES ÉTATS EUROPÉENS

l'Ukraine sous l'administration Biden. On peut feindre la surprise devant l'annonce récente de leur suspension. Mais y voir un revirement inattendu revient à se mentir à soi-même.

La politique américaine du «partage du fardeau» au sein de l'OTAN est plus ancienne encore. Les administrations Obama et Biden demandaient déjà aux Européens de s'impliquer davantage dans leur défense. C'est sous Barack Obama, bien avant la guerre en Ukraine, que les Américains ont demandé aux Européens de consacrer au moins 2 % de leur produit intérieur brut aux dépenses militaires. Mais ces derniers ont attendu la guerre pour étudier timidement la question. Il en résulte une grande inégalité au sein de l'Alliance : les Européens ont besoin de l'OTAN pour assurer la sécurité de leurs frontières, tandis que les Etats-Unis disposent de moyens propres à assurer seuls la défense de leur territoire et de leurs intérêts.

C'est donc bien leur indécision qui met les Européens aujourd'hui au pied du mur. L'annonce d'un plan pour «réarmer l'Europe» résonne comme une prise de conscience bienvenue. Mais les 800 milliards d'euros annoncés par Ursula von der Leyen répondent aux demandes américaines des administrations Obama, Biden et Trump 1 et 2. Il sera difficile de les présenter comme une forme de «résistance» aux Etats-Unis, sauf si elles répondent à des objectifs clairs d'autonomisation du Vieux Continent.

Il faudra donc donner un sens à ce réarmement. Deux options sont possibles : les Européens peuvent assumer soixante-quinze ans de passivité face aux demandes américaines et réarmer tout en restant blottis sous le parapluie américain comme ils l'ont toujours fait. Ils peuvent aussi – enfin – réagir et réarmer au bénéfice de l'industrie de défense européenne, et de la relance économique et industrielle du continent. L'Europe en a-t-elle les moyens, la volonté et le temps ? ■

Jenny Raflik est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Nantes, est l'autrice de «La IV^e République et l'Alliance atlantique» (Presses universitaires de Rennes, 2013)

Augmenter l'effort de défense est plus réaliste qu'il n'y paraît

Porter rapidement le budget militaire de 2 % à 3 % du PIB est faisable et nécessaire, explique Aurélien Duchêne, consultant en stratégie

Entre retrait américain et menace russe, la nécessité d'un réarmement plus ambitieux fait consensus en France et en Europe. Et ce jusque dans l'opinion publique, que le président de la République cherche à sensibiliser. Les dépenses de défense de la France – 50,5 milliards d'euros en 2025 – atteignent tout juste les 2 % du produit intérieur brut (PIB), un seuil fixé il y a dix ans et déjà caduc au regard des enjeux. En comparaison, la Pologne, qui bâtit la future première armée d'Europe, frôle les 5 %, tandis que le Royaume-Uni et surtout l'Allemagne, qui prévoit d'y investir des centaines de milliards d'euros, vont financer dans la durée des dépenses militaires très supérieures à celles de la France.

Face aux déficits abyssaux, aux besoins de financement multiples et avec une pression fiscale record, des observateurs expliquent que la France n'aurait pas les moyens d'un effort supplémentaire. L'idée paraît déconnectée de la situation du pays et de l'opinion publique, mais, alors que le risque de conflit majeur se rapproche, cet effort n'est pas seulement indispensable, il est à notre portée.

Les dépenses militaires sont parmi les plus «rentables» pour les finances publiques, tant elles

génèrent d'externalités positives. Au niveau industriel, davantage de commandes réduisent aussi les coûts unitaires des armements. De plus, la France consacre l'équivalent de près de 57 % de son PIB aux dépenses publiques, et 31 % pour les dépenses sociales : elle a les moyens d'en réaffecter de 1 % à 2 % à la défense nationale sans consentir à des sacrifices inacceptables.

Tripler l'effort sur les drones
Ainsi, porter l'effort de défense français à 2,5 % ou 3 % du PIB est plus réaliste qu'il n'y paraît. Et ce, à un horizon de cinq à sept ans, en cohérence avec les capacités de nos industries et de nos armées à remonter en puissance. Une telle hausse, vers un budget à 100 milliards d'euros en 2030, suffirait à mieux préparer nos armées à un conflit majeur auprès de nos alliés, et à éviter un déclassement parmi ces derniers. Il n'est pas indispensable pour cela d'atteindre, comme évoqué, 3,5 % ou 5 % du PIB, ce qui semble inatteignable pour cette décennie.

Mais quelles sont les priorités de la France ? Doit-elle privilégier la défense collective de l'Europe, en alignant plus de moyens aéroterrestres face à la Russie, ou bien ses intérêts strictement nationaux, des outre-mer au cyberspace ?

La loi de programmation militaire 2024-2030 répond assez bien à la deuxième exigence. Elle a le mérite de préserver notre modèle d'armée complet, qui nous permet d'agir sur tous les niveaux de conflictualité et de nous préparer à des défis multiples plutôt qu'à tout miser sur la menace russe. Mais, malgré un effort important dans le contexte budgétaire actuel, ce texte reste inadapté à l'éventualité d'un grand conflit. Il réduit même l'ambition de certains programmes à l'horizon 2030, des blindés aux avions Rafale en passant par les frégates. Cet éta-

PARCE QUE NOS ARMÉES FONT FACE À DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT ET DE FIDÉLISATION, UN EFFORT SUR LES RESSOURCES HUMAINES EST INDISPENSABLE

lement des commandes permet des économies à court terme, mais risque d'entraîner demain des impasses budgétaires qui seraient résolues, comme hier, par des renoncements. Et il n'est surtout plus tenable.

Nous ne pouvons plus nous contenter de préserver des capacités dans tous les domaines, dans des proportions réduites : il faut revoir à la hausse le format de nos forces, comme le font les autres grandes armées d'Europe. Parce que nos armées font face à des difficultés de recrutement et de fidélisation, un effort sur les ressources humaines est en premier lieu indispensable pour espérer remonter en puissance. Si des dépenses supplémentaires ne peuvent pallier tous les écueils en la matière, améliorer l'attractivité des métiers des armes peut y contribuer, sans parler du renforcement de la réserve.

Autre priorité absolue : doubler, voire tripler l'effort sur les drones, qui totalise à peine 5 milliards d'euros sur sept ans. C'est possible et indispensable pour ne pas avoir une guerre de retard. L'enjeu est le même pour l'intelligence artificielle, où l'avantage d'investissements permettraient d'énormes gains en efficacité à moindre coût, et pour la défense aérienne.

Du côté des grands programmes, le ministre des armées entend augmenter le nombre d'avions de combat et de frégates de premier rang, mais il est temps de mettre sur la table une massification de l'armée de terre, qui reste dangereusement négligée. Notamment s'agissant de l'artillerie et des lance-roquettes longue portée, où les acquisitions prévues pour les prochaines années sont très inférieures à ce que prévoient nos voisins, et surtout par rapport aux besoins en cas de conflit de haute intensité. Par ailleurs, un effort supplémentaire du côté des munitions serait l'un des moins difficiles à mutualiser avec d'autres pays européens.

Dans le sens de l'histoire

La programmation militaire doit aussi s'attaquer à l'un de ses angles morts : la France ne produit plus de chars de combat et ne prévoit pas d'en acquérir de nouveaux avant l'horizon 2040 (dans le cadre du programme franco-allemand MGCS), alors qu'il devra probablement le faire bien plus tôt. Or, la France dispose d'une solution souveraine avec l'EMBT, char de génération intermédiaire dont la production pourrait démarquer en quelques années. Reste la question des perspectives à l'export pour qu'un tel projet soit

viable financièrement, mais ne rien faire garantit de perdre tous les marchés, hypothéquant l'avenir de la filière du char.

Enfin, il faut préparer dès maintenant un chantier dont nos armées n'ont pas encore les moyens : le renforcement massif de la contribution française à la défense du flanc oriental de l'Europe. Ceci inclut aussi bien un éventuel déploiement de forces de maintien de la paix en Ukraine, ainsi qu'un renforcement des effectifs déployés en Europe centrale et orientale, où la France a tout à gagner à développer sa présence. Un tel pivot vers l'Europe est dans le sens de l'histoire, et le retrait des troupes françaises d'Afrique pourrait faciliter sa mise en œuvre.

Remonter en puissance prendra des années. Mais, dès les prochains mois, le meilleur investissement que la France puisse faire dans sa défense, c'est de renforcer massivement son soutien à l'Ukraine. ■

Aurélien Duchêne, chargé d'études au sein du cercle de réflexion Euro Creative, auteur de «La Russie de Poutine contre l'Occident» (Eyrolles, 2024)

Leslie Vinjamuri « Les Britanniques feront tout pour maintenir le lien transatlantique »

Selon la spécialiste britannique des Etats-Unis, Londres ne peut pas trop compter sur sa « relation spéciale » avec Washington. Mais le Royaume-Uni ne s'alignera pas pour autant sur l'Union européenne, estime-t-elle

ENTRETIEN

Professeure de relations internationales à l'université de Londres, Leslie Vinjamuri est directrice du programme « Etats-Unis et Amériques » à Chatham House, un grand groupe de réflexion britannique. Selon elle, Donald Trump a très brutalement accéléré un repositionnement géostratégique engagé par les Etats-Unis depuis Barack Obama. Le Royaume-Uni, dit-elle, est désormais placé dans une tension fondamentale « entre le besoin urgent de maintenir le lien transatlantique et l'objectif à moyen terme de devenir autonome, notamment pour se libérer du pouvoir perturbateur de Washington ».

La « relation spéciale » entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni, selon l'expression employée par Winston Churchill (1874-1965), est-elle profondément affectée par la crise géopolitique déclenchée par Donald Trump ?

Cela fait longtemps qu'un repositionnement stratégique américain se prépare. Cette évolution devait être progressive, mais avec Donald Trump le virage est très brutal : nous tombons d'une falaise. Les Etats-Unis ont commencé à modifier leur position lors de la crise financière de 2008. Barack Obama et son équipe se sont demandé si les Etats-Unis investissaient dans les bon-

nes directions. Ils en ont conclu que ce n'était pas le cas.

Depuis Barack Obama, les Etats-Unis s'intéressent plus à ce qu'il se passe de l'autre côté du Pacifique que de l'autre côté de l'Atlantique...

Exactement. Ils cherchent à réduire l'importance de leur engagement vis-à-vis de l'Europe. Mais de nombreux facteurs ont rendu le changement difficile, notamment ce qu'il s'est passé au Moyen-Orient, avec la guerre contre l'organisation Etat islamique. Aujourd'hui, la Chine est plus grande, plus forte. Les Etats-Unis veulent donc accélérer leur repositionnement.

Le président américain a changé, et il est très différent. Il ne se soucie pas des conventions et des normes, et sa vision du monde est très singulière. Je pense qu'il aime le Royaume-Uni. Il apprécie certainement le roi, il apprécie plus ou moins le premier ministre, Keir Starmer, il aime l'Ecosse. L'Europe l'indiffère. Il n'aime pas l'Union européenne [UE], ce qui place a priori le Royaume-Uni dans une bonne position par rapport à l'Europe.

Mais, dans l'ensemble des relations stratégiques qu'entretiennent les Etats-Unis, celle avec le Royaume-Uni n'est pas en tête de liste. La « relation spéciale » n'a jamais été aussi « spéciale » que le Royaume-Uni le souhaiterait. Regardez ce qu'il s'est passé après le Brexit,

quand Joe Biden est arrivé à la Maison Blanche : il a privilégié le dialogue avec les pays européens à Bruxelles et dans l'OTAN, et le Royaume-Uni a alors eu du mal à se positionner.

Diriez-vous que l'administration Trump est dans la continuité des précédentes, dans sa volonté de repenser la stratégie américaine ?

Elle ne se contente plus d'accélérer la tendance. Elle en vient même à nier le rôle de l'Europe pour contenir les perturbations provoquées par Moscou. Donald Trump veut redéfinir la position des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie, ce qui constitue une rupture radicale.

Lors du Brexit, le Royaume-Uni annonçait qu'il allait compenser la rupture avec l'UE par des partenariats approfondis avec les Etats-Unis ou avec des pays du Commonwealth. Cette vision d'un « Royaume-Uni global » a-t-elle vécu ?

Le Royaume-Uni a compris qu'il doit travailler étroitement avec l'UE s'il veut assurer sa sécurité économique et stratégique. Depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, derrière Keir Starmer, en 2024, la nécessité d'un tel réajustement est devenue plus évidente.

Beaucoup de gens rêvent que le Royaume-Uni s'aligne sur l'UE, mais ce n'est pas réaliste. Le Royaume-Uni reste très pragmatique. Il est profondément attaché à sa relation avec les Etats-Unis. Il fera tout pour que l'Amérique garde de bonnes relations avec l'Europe mais aussi avec lui-même. Je ne vois aucun scénario dans lequel il aurait à choisir entre l'Europe et les Etats-Unis, il est totalement engagé envers les deux. Mais si on le forçait à choisir, il opterait pour

bilatérale et transactionnelle, avec les uns et les autres, pour en tirer à chaque fois un avantage pour les Etats-Unis.

L'IDÉE DU ROYAUME-UNI COMME UN « PONT » EST SÉDUISANTE, MAIS TRUMP NE LAISSE PERSONNE JOUER UN RÔLE DE MÉDIATEUR

Washington, pour des raisons militaires et économiques. Il existe aujourd'hui au Royaume-Uni une tension fondamentale entre le besoin urgent de maintenir le lien transatlantique et l'objectif à moyen terme de devenir autonome, notamment pour se libérer du pouvoir perturbateur de Washington. Pour ce qui est de l'ambition globale évoquée lors du Brexit, elle n'est plus à l'ordre du jour. Avec la crise que nous traversons, avec une guerre à nos portes, avec des Etats-Unis qui coupent l'aide à l'Ukraine et se préparent à refouler les réfugiés qui en viennent, cette idée n'a pas de sens.

Le Royaume-Uni peut-il jouer un rôle de « pont » entre l'Europe et les Etats-Unis, et œuvrer ainsi à maintenir l'unité transatlantique ?

L'idée du Royaume-Uni comme un « pont » est séduisante, mais Trump ne laissera personne jouer un rôle de médiateur. Il négociera directement, de manière

Le Royaume-Uni soutiendra-t-il sans hésiter les efforts de l'UE pour renforcer son autonomie stratégique ?

L'abandon de l'Ukraine par les Etats-Unis devrait pousser le Royaume-Uni à soutenir davantage l'autonomie et l'intégration européennes en matière de défense. L'autre idée, avancée par Londres et Paris, est de bâti une « coalition des volontaires ». Cela convient bien au Royaume-Uni, car une telle coalition ne s'inscrirait pas dans le cadre de l'UE, mais reposera sur une coopération entre divers acteurs européens.

Dans ces coopérations, le partenariat entre le Royaume-Uni et la France est crucial. Si l'Allemagne décide d'augmenter ses dépenses de défense, elle pourrait aussi devenir un partenaire important.

La crise entre l'Europe et les Etats-Unis aura-t-elle des conséquences irréversibles ou sera-t-il possible de réparer les relations après le départ de Donald Trump ?

Trump n'est pas une aberration, il est la nouvelle norme. Il va rester en place quatre ans, ce qui est très long, surtout quand il y a une guerre en Europe. Certains, au Royaume-Uni, estiment même que sa politique va durer douze ans : quatre ans de Trump suivis de huit ans d'un successeur républicain. Aussi, l'idée que l'on pourrait « attendre » le départ de Trump pour revenir à la normale n'est pas réaliste. Les Etats-Unis sont désormais placés sur une nouvelle trajectoire et cela ne changera pas de sitôt. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ

Maxime Audinet Protégeons les chercheurs face aux « procédures-bâillons »

Le monde de la recherche subit une forte pression psychologique pouvant pousser à l'autocensure dans de nombreux pays autoritaires, souligne le spécialiste de la Russie, poursuivi par la chaîne RT France

en français a, depuis, été relocalisée à Moscou.

Le 4 avril 2024, mon éditeur et moi avons été mis en examen, avant d'être finalement relaxés, le 5 février, par le tribunal correctionnel de Crêteil. Le tribunal a en effet jugé qu'aucun des neuf passages attaqués ne comportait de caractère diffamatoire. RT France a fait appel de cette décision.

Démantèlement méthodique

Ces poursuites relèvent de ce qu'on appelle une « procédure-bâillon ». Destinées à intimider les chercheurs qui enquêtent sur des objets et des terrains sensibles, elles génèrent des frais de justice importants, une forte pression psychologique, une perte de temps considérable ainsi qu'une incitation à l'autocensure. La procédure qui me vise est d'autant plus cynique et paradoxale qu'une partie de la communication de RT consiste, en surface, à s'ériger en défenseur du pluralisme et de la liberté d'expression contre l'univocité supposée des « médias mainstream » et la censure du « politique correct ».

C'est d'ailleurs ce qu'illustre la publication, aux éditions Fayard, désormais affiliée au groupe Boloré, de *Bannie. Liberté d'expression sous condition*, le livre de l'ancienne présidente de RT France, Xenia Fedorova (306 pages, 21,90 euros). Cette approche opportuniste et déréglée de la liberté d'expression, qui constitue un leurre depuis longtemps éprouvé par l'extrême

droite, se matérialise aujourd'hui dans l'alliance des libertariens et des populistes réactionnaires et illibéraux. Elle aboutit à un démantèlement méthodique de ce principe cardinal de la démocratie libérale une fois ces forces politiques arrivées au pouvoir.

J'ai eu la chance de bénéficier de la protection juridique du ministère des armées au titre de mes fonctions de chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire. Mais que se serait-il passé si j'avais dû assumer seul le coût de ma défense ? Si j'avais été doctorant d'une université en difficulté financière, vacataire ou postdoctorant en contrat court, chercheur indépendant ou en transition ?

Ces procédures qui détournent le droit à des fins stratégiques sont connues dans le monde anglo-américain sous l'acronyme Slapp, pour *Strategic Lawsuit Against Public Participation*. Elles constituent une grave atteinte aux libertés académiques, qui subissent des coups de boutoir partout dans le monde, comme l'a récemment montré l'arrestation en Tunisie du doctorant français Victor Dupont, libéré en novembre 2024. Je ne suis d'ailleurs pas le premier chercheur à avoir été attaqué en diffamation par RT France, et la Russie n'est pas le seul pays à utiliser ces leviers.

La protection des chercheurs face à ces intimidations aux conséquences matérielles, morales et symboliques souvent lourdes doit être mieux encadrée qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'Observa-

toire des atteintes à la liberté académique, qui sensibilise et apporte son soutien aux victimes de ce type de poursuites, constate en effet une croissance des procédures-bâillons contre les chercheurs en science politique et en sociologie, y compris sur le territoire français. Cet organisme regrette que la prise en charge des frais de procédure, qui est de droit, soit en pratique à la discrétion des tutelles administratives parfois plus promptes à suspecter les chercheurs attaqués qu'à les protéger.

Sécuriser la recherche

Ce problème s'inscrit dans une réflexion plus large menée en ce moment même par plusieurs institutions, dont l'Institut national des langues et civilisations orientales, le CNRS, le Centre de recherches internationales de Sciences Po et France Universités afin de créer un statut du chercheur plus protecteur, de mieux sécuriser la recherche sur des objets sensibles et d'intérêt public et d'accorder davantage de moyens financiers et juridiques aux tutelles.

Travailler aujourd'hui sur la Russie, comme sur d'autres Etats autoritaires ou aux tendances illibérales, expose nombre de chercheurs en sciences sociales à des procédures-bâillons. Le risque d'autocensure – ou pire, de renoncer à poursuivre ses recherches – ne doit pas être pris à la légère alors que la production de connaissances sur ces pays, déjà mise à mal par un accès restreint, suspendus ou compromis

au terrain, comporte une incontestable dimension stratégique.

Le cas de la Russie est de ce point de vue emblématique. Journalistes expulsés et censurés, médias indépendants mis au pas, activistes emprisonnés et exilés, chercheurs de facto interdits d'accès : nombreuses sont les sources d'information et de connaissance en provenance de Russie qui voient leur flux se tarir ces dernières années. Répondre à ce défi est au cœur du collectif de recherche Coruscant que nous avons fondé avec plusieurs spécialistes de la Russie contemporaine. Qui peut raisonnablement contester, dans la crise des relations internationales que nous traversons, que le scénario d'une Russie devenant une « boîte noire », opaque et hermétique, aurait des conséquences politiques et sécuritaires potentiellement désastreuses ?

Souhaitons en définitive que ce cas, comme d'autres avant le mien, puisse apporter une nouvelle pierre à cet édifice, afin de mieux protéger le monde académique, ses acteurs et les conditions d'exercice de ses libertés fondamentales. ■

QUI PEUT CONTESTER QUE LE SCÉNARIO D'UNE RUSSIE DEVENANT UNE « BOÎTE NOIRE » AURAIT DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES ?

Maxime Audinet est spécialiste de la politique étrangère de la Russie, chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire et cofondateur du collectif de recherche Coruscant

La délinquance des jeunes baisse mais leur violence augmente

ANALYSE

La jeunesse française est-elle devenue de plus en plus violente, de plus en plus jeune? Assurément, a-t-on spontanément envie de répondre. On se souvient qu'en 2023, Marseille avait connu un record historique de 49 morts (dont 7 mineurs) liés au narcotrafic, dont 60 % des mis en examen avaient entre 14 et 21 ans. Même si l'année 2024 a enregistré une forte baisse de ces homicides (24), l'assassinat d'une balle dans la nuque d'un chauffeur de VTC par un adolescent de 14 ans, le 4 octobre, a été commenté comme le symbole de ce rajeunissement de l'ultraviolence.

ENTRE 2016 ET 2023, LE NOMBRE DE MINEURS POURSUIVIS PAR LA JUSTICE A BAISSE DE 25 %

A Paris, la mort d'Abass, 16 ans, le 17 décembre, poignardé à la sortie du lycée Rodin après une rixe entre lycéens, puis celle encore plus médiatisée d'Elias, 14 ans, le 24 janvier, victime lui aussi d'un coup de couteau pour avoir résisté à un vol de portable par deux adolescents de 16 et 17 ans ont fini d'installer cette conviction dans l'opinion.

Les hommes politiques, principalement de droite et du bloc central, n'ont pas tardé à enfourcher ce cheval bien docile, car galopant dans le sens de l'opinion. Dès le 21 novembre 2024 sur CNews, le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, déclarait que c'était «une violence qui touche de plus en plus de jeunes (...) et de plus en plus de jeunes sont des tueurs». Le 13 février 2025, devant l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat sur la proposition de loi qui porte son nom

et qui préconise de durcir le code pénal des mineurs, Gabriel Attal, le patron des députés Renaissance, a enfoncé le clou : «La question qui nous est posée est assez simple (...): est-ce qu'on accepte, en France, qu'on apprenne que chaque semaine un jeune a tué un autre jeune pour un téléphone portable, pour un mot ou pour un regard?»

Il faut ici ouvrir une petite parenthèse méthodologique. D'abord, ni le ministère de l'intérieur ni celui de la justice ne publient de statistiques fiables sur de longues périodes qui permettraient de déterminer si les mineurs sont de plus en plus nombreux à être de plus en plus violents. Chercheur au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, Fabien Jobard en donne une explication historique : «Jusqu'au milieu des années 1990, la justice n'intéressait quasiment pas à la violence des mineurs... On avait très peu de données.»

L'autre difficulté est un biais classique qui amène à prendre certains chiffres sans précaution, alors qu'il faudrait les replacer dans leur contexte. Par exemple, si les violences sexuelles commises par des mineurs sur d'autres mineurs ont explosé (+59,7% entre 2016 et 2021, selon le ministère de l'intérieur), cela ne signifie pas pour autant que le phénomène est nouveau, ni en forte croissance, mais qu'il est beaucoup mieux mesuré car désormais assumé comme une priorité de nos politiques publiques.

Pour autant, la communauté des chercheurs qui travaillent sur la question de la

jeunesse et les chiffres donnés par les statistiques officielles se rejoignent pour décrire une réalité identique : non, la délinquance des mineurs n'explose pas, c'est même l'exact inverse. Alors qu'en 2016 (le service des statistiques du ministère de l'intérieur assure ne pas pouvoir remonter au-delà de cette date pour des questions méthodologiques) 274 000 mineurs avaient été «mis en cause pour des infractions élucidées par la police ou la gendarmerie», ils ont été 228 000 en 2024, soit une baisse quasi linéaire de 16 %.

Une vraie mutation

La part des mineurs dans la totalité des mis en cause baisse également de façon continue de 17% en 2016 à 12% en 2024. Cette tendance se retrouve de façon encore plus spectaculaire dans les chiffres de la justice. Depuis 2016, le nombre de mineurs poursuivis par la justice a baissé de 25% (passant de 64 934 à 48 389 en 2023), là encore de façon quasi continue. On retrouve une baisse similaire dans le nombre de condamnés.

Cela signifie-t-il pour autant que le sentiment d'insécurité des Français vis-à-vis de cette délinquance des jeunes ne repose sur rien de sérieux? Absolument pas. Pour deux raisons. D'abord par un effet bien connu des chercheurs en sciences sociales que résume ainsi Fabien Jobard : «Plus un phénomène social se raréfie, plus les formes de subsistance du même phénomène sont susceptibles de susciter une forte indignation dans l'opinion

publique.» En clair, la baisse de l'insécurité et la montée du sentiment d'insécurité en parallèle ne sont pas forcément contradictoires, mais au contraire assez logiques.

L'autre raison est que les actes les plus violents chez les mineurs, très minoritaires mais médiatisés, augmentent, eux, assez fortement. Le nombre d'adolescents poursuivis pour assassinat, meurtre, coups mortels ou violence aggravée a ainsi quasiment doublé depuis 2017 passant de 1 207 à 2 095 en 2023. Et si entre 2000 et 2019, le nombre de mineurs condamnés pour homicide ne dépassait jamais le nombre de 30 par an (sauf en 2002 et 2007), il évolue depuis plutôt entre 30 et 40, pour atteindre le chiffre record de 42 en 2022.

Derrière cette augmentation, Fabien Jobard voit une vraie mutation : «Alors que dans les années 1970, on constatait parmi la jeunesse un banditisme à main armée, notamment des braquages de banque, aujourd'hui cette violence criminelle est tournée non pas vers l'extérieur, mais vers les jeunes eux-mêmes.» Et ce, notamment à travers des rixes ou des règlements de comptes entre bandes rivales sur fond de trafic de stupéfiants de plus en plus généralisé. A trop caricaturer cette réalité complexe, les responsables politiques risquent non seulement d'entretenir un climat de défiance, mais d'aussi d'apporter des solutions inadaptées, car répondant à des problèmes mal posés. ■

GRÉGOIRE BISEAU
(SERVICE FRANCE)



CHRONIQUE | PAR ÉRIC ALBERT

Guerre commerciale: l'Europe a des atouts

Avant même l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, le diagnostic était inquiétant : économiquement, l'Europe décroche face aux Etats-Unis depuis deux décennies. La tornade trumpienne crée un nouveau choc majeur. Abandon de l'Ukraine, cassure historique du lien transatlantique, annonces tonitruantes de guerre commerciale, y compris peut-être «25%» de droits de douane «prochainement» contre l'Union européenne (UE)... Donald Trump satire les ondes et les Européens sont sonnés.

Difficile de ne pas désespérer de la situation. Il existe pourtant en Europe quelques bonnes raisons de tordre le cou au déclinisme ambiant. D'abord parce que les populistes n'aiment rien tant que noircir la situation pour prospérer et que ce serait leur faire un trop beau cadeau que d'abonder dans leur sens. Ensuite parce que l'Europe conserve de vrais atouts.

Et à l'évidence d'abord : sa taille. L'UE est peut-être un nain géopolitique, mais elle pèse économiquement. Son produit intérieur brut est de 17 000 milliards d'euros, contre 25 000 milliards pour les Etats-Unis. «Une guerre commerciale avec l'Europe signifie de retrouver nez à nez avec une économie qui est plus ou moins de notre taille», avertit l'économiste américain Paul Krugman.

De plus, l'UE est moins naïve que pendant la première présidence Trump (2017-2021). «On s'est doté de nouveaux instruments de rétorsion», souligne Elvire Fabry, de l'Institut Jacques Delors. En particulier, l'Europe a créé en 2023 un «instrument anti-coercition». Cette «arme nucléaire» du commerce, qui n'a jamais été utilisée, permet aux Européens de répliquer à un pays qui exercerait une «coercition économique». Légalement, cela lui permet d'utiliser d'autres outils que les droits de douane. L'instrument autorise par exemple à bloquer l'accès d'un pays aux marchés publics européens, ou encore à suspendre ses droits de pro-

priété intellectuelle. Il est possible aussi de viser des entreprises individuelles, voire des individus. «Elon Musk et ses entreprises pourraient en faire partie», estime Aslak Berg, du cercle de réflexion Centre for European Reform. Il suggère par exemple que les publicités sur le réseau social X - qui appartient au milliardaire - pourraient être interdites dans l'UE.

Cet instrument est d'autant plus précieux que le commerce entre l'Europe et les Etats-Unis est déséquilibré. Les Européens dégagent un fort surplus commercial pour les biens (157 milliards d'euros en 2023), mais ils ont un important déficit sur les services (109 milliards d'euros), en particulier dans le numérique. Les droits de douane, qui touchent les biens, ne sont pas l'outil le plus approprié pour répliquer.

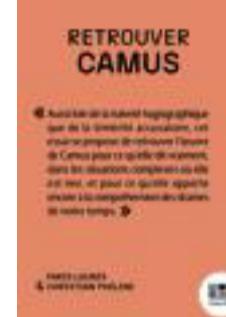
Optique de précision, chimie...
Mais même à ce niveau, la riposte est envisageable. Antoine Bouët, le directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), a passé en revue les échanges commerciaux transatlantiques sur plus de 5 000 produits. Il en trouve près de 500 pour lesquels l'UE est assez fortement dépendante des Etats-Unis - gaz, pétrole, mais aussi nucléaire civil et certains produits chimiques - et qui seraient difficiles à remplacer. Pour ceux-là, imposer des droits de douane serait une folie. A l'inverse, il identifie un millier de produits pour lesquels l'UE représente plus de 20% des exportations américaines. Leur imposer des droits de douane frapperait durement les entreprises américaines. La liste comprend de l'optique de précision, des biens d'équipements électriques, de la chimie, des produits pharmaceutiques...

Pauline Wibaux, économiste au Cepii, est allée plus loin et a identifié les produits des domaines stratégiques pour lesquels les Etats-Unis sont dépendants de l'UE. Elle en a trouvé trente-deux, essentiellement dans la chimie et la pharmacie. Elle cite notamment le chlorure de thionyle (utilisé dans l'industrie pharmaceutique et les batteries au lithium), les tétrachlorométhanes (solvant) ou encore le carbonate de sodium (détergents, mais aussi sidérurgie). Bloquer leurs exportations ferait des dégâts. Bien sûr, une guerre commerciale resterait très brutale pour tout le monde. Mais l'Europe n'est pas désarmée. ■

IL EXISTE EN EUROPE QUELQUES BONNES RAISONS DE TORDRE LE COU AU DÉCLINISME AMBIANT

ALBERT CAMUS FACE À L'IMPENSÉ COLONIAL

LIVRE



RETRouver CAMUS
de Faris Lounis et Christian Phéline (Le Bord de l'eau, 168 pages, 15 euros)

Le centenaire de la naissance et le cinquantenaire de la mort d'Albert Camus (1913-1960) furent commémorés dans une religieuse unanimité. L'air du temps a changé et, une décennie plus tard, voici que se profilent des «Camus Wars». La première grenade remonte à 2023, avec la parution d'*Oublier Camus* (La Fabrique), de l'universitaire Olivier Gloag, essai à charge tentant d'étayer «l'attachement viscéral» du Prix Nobel de littérature 1957 au système colonial.

Le bruit entourant le brûlot a depuis secoué les camusiens, qui organisent un colloque international, «Albert Camus et l'Algérie coloniale», les 18 et 19 mars, à Paris, où interviendront, notamment, le journaliste algérien Faris Lounis ainsi que l'écrivain et ancien haut fonctionnaire Christian Phéline, qui viennent de publier *Retrouver Camus* (Le Bord de l'eau, 168 pages, 15 euros).

Ce texte d'intervention paraît justement dans la récente collection «Camus XXI» d'Anne Proulx

teau, présidente de la Société des études camusiennes, qui coorganise le colloque dont le titre donne le programme. L'ouvrage, qui rassemble des textes déjà parus de Faris Lounis et Christian Phéline, entend réfuter les «abus intellectuels» d'*Oublier Camus*. La démonstration, pointue, reprend point par point les arguments de l'essai d'Olivier Gloag pour les démolir. Ceux-ci sont avant tout d'ordre méthodologique, tenant à ses décontextualisations et anachronismes, ainsi qu'à sa grille de lecture «ethnique» et à l'usage totalisant de la notion de colonialisme. Olivier Gloag utilise des citations malhonnêtement tronquées.

«Ignorance civilisationnelle»

L'une des remises en contexte les plus intéressantes concerne la situation d'Albert Camus dans la production littéraire des années 1930. Le meurtre de l'Arabe dans *L'Etranger* (1942), pièce à charge dans le procès contre l'auteur, apparaît à cette aune «en rupture avec la figure outrancièrement péjorative, pittoresque

ou paternaliste des "Arabes"» dans la littérature dite «algérienne» de l'époque. Reste une «part d'impensé» colonial chez l'écrivain, que le dernier tiers de *Retrouver Camus* questionne avec un effort de précision et de rectitude qui fait sa valeur, cherchant à conjurer toute «naïveté hagiographique».

Car Camus a dénoncé les crimes du colonialisme avec constance et sincérité, mais sans remettre en question une matrice intellectuelle marquée par son «ignorance civilisationnelle» - de la langue arabe comme de la société islamique - et une «illusion unanime» laveuglant sur la possibilité de résorber la fissure coloniale par un destin méditerranéen commun. Ces prémisses guideront toutes ses grandes positions, et donc ses égarements, du soutien à Israël dépourvu de considération pour le sort des Palestiniens à «l'abstraction universaliste» qui le condamnera à ne jamais voir l'avenir de l'Algérie qu'à travers des lunettes européocentriques. ■

YOUSSEF BOUSENNA

Epuration ethnique | PAR SERGUEÏ





FRANCE | CHRONIQUE
PAR FRANÇOISE FRESSOZ

Le prix de la souveraineté

DANS LE CONTEXTE ACTUEL, LE DOUBLEMENT DU BUDGET MILITAIRE MET LE PAYS AU PIED DU MUR

Plus de 15 millions de téléspectateurs ont suivi, mercredi 5 mars, l'allocution solennelle du chef de l'Etat. L'alerte d'Emmanuel Macron sur le grand basculement géopolitique provoqué par le rapprochement de Donald Trump et de Vladimir Poutine aux dépens de l'Ukraine et de l'Europe a été entendue. Les sondages réalisés dans les jours qui ont suivi l'allocution présidentielle convergent : les Français sont inquiets, ils ont intégré la menace russe, compris qu'ils ne pourraient plus compter sur les Etats-Unis pour les protéger et soutiennent le réarmement qui s'engage ou s'accélère en Europe.

Dans une interview à *La Tribune Dimanche* du 9 mars, le ministre de la défense, Sébastien Lecornu, fixe l'horizon souhaitable des dépenses militaires françaises à 100 milliards d'euros annuels en 2030 contre 50 milliards d'euros aujourd'hui. En situation budgétaire normale, le doublement du budget militaire constituerait un défi. Dans le contexte actuel, il met le pays au pied du mur. La France a accusé à la fin de l'année 2024 un déficit public de 6 % que le gouvernement espère contenir à 5,4 % cette année sans garantie d'y parvenir. Le pays est lesté par une dette publique de 3300 milliards d'euros (113,7 % du PIB). Le remboursement de cette dette pèse de plus en plus lourd sur le budget de l'Etat en raison de la remontée des taux d'intérêt : 59 milliards d'euros prévus cette année, plus de 70 milliards d'euros en 2027. L'accumulation de ces mauvais chiffres vaut à la France d'être classée parmi les plus mauvais élèves de la zone euro.

La souveraineté, selon le dictionnaire Le Robert, définit le caractère d'un Etat « qui n'est soumis à aucun autre Etat ». Le fossé entre le discours sur la souveraineté européenne porté avec lucidité et de façon avant-gardiste depuis 2017 par Emmanuel Macron et la difficulté du dirigeant français à maîtriser les finances de son pays restera comme le grand paradoxe de la période. L'homme du réveil européen aura été en même temps le héritier en France du « quoi qu'il en coûte », celui qui aura mêlé dans un même mouvement la bonne et la mauvaise dette, l'indispensable financement des grands investissements d'avenir et la préservation d'un modèle français qui ne parvient plus depuis des décennies à s'autofinancer.

« Des décisions sans précédent »

Tant que les taux d'intérêt étaient nuls voire négatifs, l'illusion que tout était compatible pouvait durer. Depuis qu'ils remontent, la fragilité est visible. Au moment où les conservateurs allemands, alliés aux sociaux-démocrates font sauter le verrou budgétaire avec pour ambition de lancer outre-Rhin un plan de 500 milliards d'euros d'investissements dans la défense et les infrastructures, la France apparaît soulagée pour l'Europe et gênée à ses propres entournures. La possession de l'arme nucléaire lui garantit, certes, une place à la fois singulière et dominante en Europe, mais sa capacité d'emprunter à de bonnes conditions sous

UNE NATION SURENDETTÉE PEUT-ELLE DURABLEMENT SE PLACER À L'AVANT-GARDE DU COMBAT POUR LA SOUVERAINETÉ ?

LA SIDÉRANTE OFFENSIVE TRUMPIENNE CONTRE LA SCIENCE

ÉDITORIAL

M

La guerre éclair lancée contre la science par l'administration Trump est sans précédent, et elle choque plus encore de la part d'un pays démocratique. La brutalité des licenciements de fonctionnaires, de l'arrêt des financements, du blocage des programmes de recherche est sidérante. La dimension orwellienne de l'opération a éclaté avec la publication d'une liste de termes qui ne doivent plus être utilisés dans les recherches et les documents de travail – climat, pollution, injustice, référence au genre ou à la race... Au point que certains scientifiques commencent à imaginer des périphrases pour passer sous les fourches caudines des censeurs trumpiens.

Quand le langage est à ce point torturé, c'est que les faits dérangent. L'offensive

trumpienne a des racines idéologiques, sous le couvert de lutte contre des fraudes ou gaspillages. Conformément à l'agenda du Projet 2025 concocté par des think tanks ultraconservateurs, il s'agit d'extirper du monde académique et des agences gouvernementales toute initiative en lien avec les programmes « diversité, équité et inclusion » (DEI). Mais aussi d'entraver les travaux qui documentent les atteintes au climat et à l'environnement, à la santé, et justifient des réglementations dont les industriels ne veulent pas.

Cette guerre contre la science aux Etats-Unis s'inscrit dans un contexte global de recul des libertés académiques. En 2024, 45,5 % de la population mondiale, soit 3,6 milliards d'individus, vivent dans un environnement qui en est dépourvu, selon un index développé par l'université Friedrich-Alexander d'Erlangen-Nuremberg (Allemagne). Sans surprise, on trouve en queue de classement la Chine, la Russie et l'Inde. Ces données, publiées annuellement, actaient un net décrochage des Etats-Unis depuis 2019, sous la pression des républicains. Nul doute que les prochaines éditions prendront acte de l'offensive en cours.

L'accélération fulgurante à l'œuvre aux Etats-Unis suggère que ces libertés, si précieuses pour nourrir le savoir, mais aussi éclairer les conséquences qui peuvent découler de nos évolutions techniques, sont

un bien fragile. L'« âge d'or de l'ignorance » dans lequel nous entrons, selon l'historien des sciences Robert Proctor, est marqué par une forme de lutte active contre l'établissement des faits – sur la réalité de la crise climatique et environnementale, sur les mécanismes à l'œuvre dans les injustices sociales. Quand tout n'est plus qu'affaire d'opinion, comme c'est le cas sur la majorité des réseaux sociaux et dans une partie des médias, le débat démocratique éclairé est entravé, voire empêché.

La science est une entreprise mondiale, souvent partagée. L'atteinte aux efforts de recherche américains aura des répercussions sur les programmes internationaux de collecte et d'interprétation de données essentielles à l'avenir de notre planète, mais aussi à la compréhension de l'Univers.

Que faire ? Un pays comme la France, qui peine déjà à offrir à ses scientifiques des conditions de vie et de recherche décentes, n'a pas les moyens d'accentuer l'initiative lancée par Emmanuel Macron en 2017 pour accueillir des scientifiques américains « dissidents ». L'échelle pour une politique d'accueil ambitieuse devrait être européenne. Tout comme les initiatives visant à dupliquer et à protéger les bases de données qui se trouvent menacées outre-Atlantique. Le moment, critique, exige une créativité de l'urgence, de la part tant des scientifiques que des dirigeants européens. ■

Le Monde | Ateliers

Histoire de l'Art

COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall

Historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux

COURS DU SOIR

Les Modernes et les Anciens

En toute œuvre moderne, une mémoire de la peinture continue de vivre : passé et présent dialoguent pour donner naissance à de nouvelles images. Sous l'apparence d'un tableau que nous peinons à comprendre, nous pouvons en réalité reconnaître une complicité esthétique et déchiffrer autant de réponses, de prolongements ou de contradictions...

À partir du 29 avril, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans nos locaux ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.



ATELIERS.LEMONDE.FR

MINI COOPER ELECTRIC.

DÈS 335€/MOIS SANS APPORT.⁽¹⁾



TOTALEMENT MINI. SIMPLEMENT COOPER.

A 0g CO₂/km



MINI COOPER E CLASSIC XS. LLD 48 MOIS 40 000 KM. A PARTIR DE 335 €/MOIS (1). SANS APPORT. EXTENSION DE GARANTIE INCLUSE.

(1) Exemple pour une MINI COOPER E CLASSIC XS. 48 loyers linéaires : 335 €/mois. Location Longue Durée sur 48 mois et pour 40000 km incluant l'extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier auprès de BMW Finance. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une MINI COOPER E CLASSIC XS dans les agences participantes avant le 31/03/2025, dans la limite des stocks disponibles et sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation d'énergie électrique : 10,5 - 14,4 kWh/100km. Autonomie en cycle mixte : 293 - 305 km ; autonomie en ville : 388 - 403 km. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.

Modèle présenté : MINI Cooper SE Favoured XL avec options à 475€ / mois, sans apport. LLD 48 mois. 40 000 km.

AU QUOTIDIEN, PRENEZ LES TRANSPORTS EN COMMUN. #SEDÉPLACERMOINSPOLLUER



Des manifestants du mouvement Stand Up for Science dénoncent les attaques de l'administration Trump contre la science et la santé, sur le campus de Berkeley, en Californie, le 7 mars. AARON WOJACK POUR «LE MONDE»

Dans les Etats-Unis de Donald Trump, une santé publique au bord du gouffre

Coupes massives dans le personnel des agences fédérales, financements annulés, données inaccessibles : le 47^e président des Etats-Unis a plongé le monde de la recherche dans le chaos, sans épargner la sphère biomédicale. La riposte s'organise, avec le mouvement Stand Up for Science

Par RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES, JEAN-BAPTISTE JACQUIN ET FLORENCE ROSIER

Le niveau de stress de David Moorman est monté d'un cran, début février. Le neuroscientifique, professeur associé à l'université du Massachusetts, située à Amherst, aux Etats-Unis, n'a pas reçu la bourse qui soutient ses travaux sur le fonctionnement du cerveau. Les Instituts nationaux de la santé (National Institutes of Health, NIH), l'agence fédérale de recherche médicale du pays qui lui a accordé ce financement en 2022 pour cinq ans, ne lui ont fourni aucune explication.

A quoi bon, alors que toutes les subventions fédérales ont été gelées depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le 20 janvier ? Sans cet argent, impossible de verser les salaires de ses collaborateurs, d'acheter les souris sur lesquelles travailler, les seringues, les gants... Sa fac a pris le relais, mais le chercheur sait qu'elle n'aurait pas tenu longtemps. La somme a été débloquée, le 5 mars. Mais amputée de 10 %, sans justification. «D'autres ont perdu 20 %, raconte-t-il. Même si je suis soulagé, je reste inquiet pour l'avenir.»

Il n'est pas le seul. Toute la communauté scientifique est sous le choc de la violence des attaques menées par le nouveau pouvoir à Washington.

Coupes massives dans le personnel des agences fédérales, financements suspendus ou annulés, données rendues inaccessibles : dans sa volonté de réduire à la hache les coûts de fonctionnement de l'administration, le 47^e président des Etats-Unis a plongé le monde de la science dans le chaos.

Et si l'univers de la santé et de la recherche en médecine et en biologie se pensait protégé, il se retrouve en première ligne. «Nous avons toujours supposé, dans l'industrie biomédicale, que nous bénéficions d'un large soutien, au-delà des clivages politiques – la santé n'a pas d'affiliation politique, n'est-ce pas?», déclare David Moorman.

→ LIRE LA SUITE PAGES 4-5

Portrait Jérôme Adam, un combat à fonds contre les addictions

L'entrepreneur, dont le frère est mort de dépendances, lève un fonds en faveur de la santé mentale des jeunes



La liste des chercheurs les plus cités a du plomb dans l'aile

Les travaux d'une ingénierie française soulignent les failles de cet indicateur publié chaque année par l'entreprise Clarivate



Volcans : les effets du réchauffement climatique à l'étude

Le climat n'est jamais le facteur principal d'un déclenchement d'éruption. Mais les volcans sont sensibles aux épisodes de pluies torrentielles, favorisés par le réchauffement

Les volcans aussi sont climatodépendants

SISMologie - Des chercheurs mettent en garde contre l'impact possible des pluies torrentielles liées au changement climatique sur les volcans

Avec l'arrivée de mars, Santorin tourne la page d'un hiver de soubresauts comme l'île n'en avait jamais connu depuis le début des relevés sismographiques en 1964. Sur la caldeira, la sérénité s'est réinstallée. Le ciment des rues blanches a calmé ses tremblements, la mer est redevenue d'huile et la perle des Cyclades, comme a été surnommée cette île légendaire née de l'effondrement d'un volcan, a retrouvé sa quiétude hivernale. Depuis le 28 février, les séismes ne franchissent plus la magnitude 4, beaucoup sont même très au-dessous, non perceptibles, alors qu'en début de mois la terre tremblait toutes les dix minutes, poussant parfois au-delà de la magnitude 5.

Ces milliers de tremblements de terre, qui ont ponctué l'hiver des insulaires restés là, ont aussi alimenté une virulente polémique. Dans cette zone où la sismicité est traditionnellement importante à cause de la jonction des plaques eurasienne et africaine et où s'étire un arc de volcans sous-marins, une partie des scientifiques paraient en janvier sur un épisode purement sismique ; d'autres ont estimé dès le début que ces vibrations permanentes portaient la signature d'une activité volcanique sous-marine.

Depuis, des relevés ont été réalisés et l'analyse des mesures autorise la tectonicienne de l'Université Côte d'Azur Frédérique Leclerc, spécialiste de la région, à donner raison à la seconde option : «*L'analyse des signaux sismiques semble compatible avec la circulation rapide de fluides en profondeur, comme l'indiquent aussi les relevés des capteurs GPS qui ont été installés sur la zone.*» Outre ces deux premiers faisceaux d'indices, elle ajoute que le sol de l'île de Santorin a subi une dilatation depuis septembre 2024, interrompue d'un léger enfouissement pendant la crise, que les géologues appellent subsidence. «*C'est évidemment un mouvement très lent, non décelable à l'œil nu, mais bien confirmé par les mesures,*», conclut-elle.

Nea Kameni et Kolumbo

Si la trace d'une activité volcanique est désormais manifeste, difficile en revanche d'en connaître l'origine exacte, puisque Santorin est le plus grand volcan d'un arc volcanique principalement sous-marin qui en contient plus d'une dizaine. Parmi les candidats à ce réveil de la circulation magmatique, on trouve deux noms déjà connus à cause de leurs éruptions passées : Nea Kameni et Kolumbo, qui ont marqué l'histoire de la mer Egée avec une dernière éruption en 1950 pour le premier et en 1650 pour le second.

Seule piste, pour l'heure, quant à l'attribution précise du phénomène hivernal, «*un glider, c'est-à-dire un petit sous-marin équipé de sondes pour mesurer la température et la turbidité de l'eau, qu'a fait plonger l'université technologique d'Athènes, a remonté des informations montrant des changements dans le volcan Kolumbo*», ajoute Frédérique Leclerc. Il faudra attendre avril pour que des navires océanographiques avec des sondeurs multifaisceaux aillent à leur tour y regarder de plus près.

Qu'ils soient enfouis sous des kilomètres d'eau ou en surface, les volcans sont loin d'avoir dévoilé tous leurs secrets et, si cette science a fait des progrès considérables ces dernières décennies, les vulcanologues s'interrogent de plus en plus sur les effets du réchauffement climatique sur les éruptions.



Des capteurs ont été posés par des experts et des membres de l'armée afin d'étudier l'activité sismique à Nea Kameni, une île grecque inhabitée d'origine volcanique, située dans la mer Egée, à l'intérieur de la caldeira de Santorin, en Grèce, le 10 février. AHMET MEHMET/ANADOLU VIA AFP

La climatodépendance des volcans intrigue d'autant plus les scientifiques que les premières recherches sur leur perméabilité aux facteurs extérieurs dévoilent que la circulation et même la production du magma ne sont pas sans lien avec certaines conséquences du réchauffement de la planète. «*Le climat n'est jamais le facteur principal d'un déclenchement d'éruption, mais il peut exercer une influence directe*», résume à grands traits Thomas Aubry, maître de conférences au département de science de la terre de l'université d'Exeter (Royaume-Uni) et coauteur d'une étude intitulée «*Impact du changement climatique sur les processus volcaniques : compréhension actuelle et défis futurs*», publiée dans le *Bulletin of Volcanology* de mars 2022.

Depuis cette publication, le travail se poursuit avec la réalisation d'une cartographie des volcans les plus sensibles au changement climatique. Désormais, «*on sait de manière sûre qu'aux endroits où les volcans sont sous un couvert glaciaire, comme en Islande, dans les Andes chiliennes ou dans la chaîne des Cascades en Amérique du Nord, les éruptions augmentent en fréquence et en importance quand les glaciers fondent*», expose-t-il, en rappelant que le principe à l'œuvre est la loi mécanique qui veut que la fonte des glaces décharge la croûte et change du même coup la pression sur la chambre magmatique.

Au fil des travaux scientifiques, une autre facette de la climatodépendance des volcans, moins

intuitive, est aussi en train d'émerger : leur sensibilité aux épisodes intenses de pluie. «*Si nous ne disposons pas d'analyses suffisamment robustes aujourd'hui pour attribuer directement une éruption au réchauffement climatique, en revanche, nous savons que certains déclenchements peuvent être liés aux précipitations*», note M. Aubry.

Une incidence « sur plus de 700 volcans »

Une infiltration des eaux en profondeur va réagir avec le système magmatique pour déclencher une éruption, tandis que la modification de l'hydrologie de surface peut changer le style éruptif car, si le magma rencontre un lac à son arrivée en surface, l'éruption va dégager beaucoup plus d'énergie. Un travail mené par Jamie Farquharson, professeur à l'université de Niigata (Japon), et publié dans la revue scientifique de la Royal Society arrive même à la conclusion que, «*si le réchauffement climatique se poursuit sans contrôle, l'incidence de l'activité volcanique augmentera sur plus de 700 volcans dans le monde*».

Les deux chercheurs sont partis du fait scientifiquement acquis que le dérèglement climatique causé par l'homme augmente les épisodes de pluies torrentielles sur une grande partie du globe. A partir de plusieurs modèles climatiques, ils montrent que la moitié des volcans en activité de la planète sont en fait exposés à ce risque. Pour les deux coauteurs, le terme «*activité volcanique*» recouvre les éruptions et leur

déclenchement, certes, mais aussi les conséquences de pluies diluviales sur la retombée des panaches de cendres ou sur les dépôts de cendre récents et anciens, ce qui peut générer de dévastatrices coulées de boue volcaniques (les lahars). Autant de phénomènes potentiellement dangereux pour les 60 millions de personnes qui vivent à moins de 10 kilomètres d'un volcan. Il ne faut pas oublier qu'en Colombie, il y a quarante ans, les lahars du Nevado del Ruiz ont provoqué la mort de 25 000 personnes...

En dépit de ces premiers travaux, la climatodépendance des volcans n'a pas dévoilé tous ses secrets. Par exemple, comment le réchauffement climatique va-t-il affecter le refroidissement causé par les aérosols volcaniques ? En effet, un climat qui change modifiera la hauteur du panache volcanique dans l'atmosphère et le transport des aérosols, ce qui en fait un sujet critique à creuser, tout comme l'impact des pluies et des vents sur la dispersion des cendres ou le risque d'augmentation des lahars... Ce qui est sûr, cependant, c'est que les effets du réchauffement climatique causé par l'homme s'insinuent jusque dans le système géologique. Ce qui n'est pas la meilleure nouvelle, eu égard aux mises en garde du Centre d'étude des risques globaux de l'université de Cambridge sur le fait que l'on minimise la probabilité d'un événement volcanique majeur qui lui-même affecterait l'ensemble du climat. ■

MARYLINE BAUMARD

Des outils en os produits en masse il y a 1,5 million d'années

ARCHÉOLOGIE - Les ossements façonnés découverts en Tanzanie documentent l'organisation mise en place pour débiter de gros animaux

Débiter un hippopotame n'est pas chose aisée. Il faut trancher une peau épaisse, traverser une imposante couche de graisse pour atteindre la viande, séparer les membres. Toutes opérations qui nécessitent des outils appropriés, si l'on n'est pas naturellement doté d'une dentition adéquate et d'un estomac solide pour attendre que la décomposition ait attendri la carcasse. Nos ancêtres africains, devenus friands de viande, ont donc eu recours aux éclats de pierre taillée pour accéder à cette source de nutriments. Si les plus anciens de ces outils sont datés de plus de 3 millions

d'années, il apparaît que d'autres objets contondants ont pu être utilisés de façon systématique pour des opérations de boucherie, il y a 1,5 million d'années : des outils massifs tirés d'os de gros animaux (éléphants, hippopotames ou bovidés...). C'est ce que suggèrent des fouilles conduites dans la vallée de l'Olduvai, en Tanzanie, dont les résultats sont présentés dans la revue *Nature* du 5 mars.

«*Ces outils en os ne sont pas les plus anciens*», prévient d'emblée l'archéologue Francesco d'Errico, directeur de recherche au CNRS, sollicité pour les étudier à Madrid par ses collègues espagnols qui les avaient mis au jour en Tanza-

nie. «*En Afrique du Sud, il avait déjà été montré que des ossements étaient utilisés pour extraire des tubercules du sol ou pour accéder aux termites, il y a 1,8 million d'années*», rappelle-t-il. Mais les australopithèques robustes se contentaient alors de récupérer des éclats allongés qui finissent par se former naturellement lorsque les carcasses se décomposent.

Au début des années 2000, Francesco d'Errico a aussi eu l'occasion d'examiner des ossements trouvés à Olduvai par l'équipe de l'anthropologue kényane Mary Leakey, dont certains avaient été façonnés il y a plus de 2 millions d'années. «*Nous avions alors dé-*

crit les critères pour différencier ce qui relevait de fractures naturelles et du façonnage volontaire», explique l'archéologue. Mais ces objets étaient rares, et dispersés dans des couches géologiques correspondant à des époques différentes.

«*Désarticuler les os*» La nouveauté de l'étude publiée dans *Nature* est la mise en évidence de la production simultanée d'outils en pierre taillée et d'ossements façonnés (27 ont été identifiés), sur un site où des hippopotames semblent avoir été débités. Le scénario envisagé par les chercheurs est le suivant : les hominines auraient d'abord utilisé

des os d'éléphants apportés sur le site pour entamer la boucherie. «*Ensuite, ils ont continué avec des ossements d'hippopotames tirés de carcasses fraîchement débitées*», avance Francesco d'Errico, qui reconnaît qu'il n'est pas possible de savoir si cette prise résulte de la chasse ou d'un charognage.

Pourquoi utiliser ces os, alors que les outils en quartz présents sur le site coupaient bien mieux ? «*Les os, plus lourds et retouchés sur les côtés pour une meilleure préhension, devaient être employés pour désarticuler et casser les os*», estime l'archéologue. Il note qu'on se situe alors juste en amont d'une époque charnière, où la technique

de taille de pierre dite «oldowan», produisant des éclats, va peu à peu laisser place à des débitages d'outils lithiques dits «acheuléens», tels que des bifaces symétriques, plus lourds, propres à se substituer aux grossiers fémurs d'hippopotames retouchés.

Mais qui donc étaient ces fabricants d'outils en os ? *Homo erectus*, *Homo habilis* ou bien un paranthrope réputé plus végétarien ? Les collègues espagnols de Francesco d'Errico auraient trouvé des restes humains sur place, mais avant qu'ils ne les décrivent dans une revue scientifique, motus et bouche cousue. ■

HERVÉ MORIN

Le classement dévoyé des scientifiques les plus influents

RECHERCHE - La liste annuelle des scientifiques mondiaux « les plus cités » est désormais minée par de douteuses manœuvres pour y figurer

Qui sont les scientifiques les plus brillants ou les plus influents en leur domaine ? Depuis plusieurs années, une liste prétend donner la réponse. Il s'agit de celle des « Chercheurs les plus cités » (Highly Cited Researchers, HCR), publiée annuellement par l'entreprise américano-britannique Clarivate. Elle compte pour 20 % dans la note qui établit le classement dit « de Shanghai », plus exactement l'Academic Ranking of World Universities (ARWU), qui prétend, lui, classer les universités. Elle est aussi « référencée par de nombreuses universités, gouvernements, organisations commerciales, éditeurs de revues », énumère une porte-parole de l'entreprise.

Intéressée par l'influence de cette liste dans le paysage, Lauranne Chaignon, ingénierie de recherche CNRS en documentation à l'université Paris Sciences et Lettres, vient d'en publier une « anatomie », comme l'indique le titre de son article du 20 février dans *Quantitative Science Studies*. Selon elle, ce recensement des HCR a du plomb dans l'aile.

L'histoire commence, comme souvent en bibliométrie, avec Eugene Garfield (1925-2017), linguiste américain considéré comme le père de la discipline, inventeur notamment du controversé « facteur d'impact », indicateur qui classe les revues scientifiques. Il crée en 1960 l'Institute for Scientific Information (ISI), vendu à l'entreprise Thomson Reuters – qui la transformera en entreprise du nom de « Clarivate » en 2016. Entre 1981 et 1982, il collecte patiemment une liste des « 1000 chercheurs les plus cités » entre 1965 et 1978. « Cités », dans le jargon, signifie que les articles d'un scientifique sont mentionnés en

référence bibliographique à la fin des articles de leurs pairs. Cette « citation » est considérée comme un « vote » en faveur d'un article, que Garfield totalise donc pour établir sa liste.

Etape suivante, l'ISI constitue entre 2001 et 2008 une base de données recensant les 5 000 chercheurs les plus cités dans 21 disciplines et enrichie de leurs CV détaillés après prise de contact avec lesdits chercheurs.

Puis, pendant trois ans, rien ne se passe. Jusqu'à ce que l'ISI annonce, fin 2011, que cette base de données devient une « archive » destinée à passer à la postérité.

Les « cartels » de citateurs

Vient ensuite la période faste. Thomson Reuters relance l'idée d'une liste, qui sera cette fois annuelle et débarrassée des fiches bibliographiques coûteuses à réaliser. La mise en place de la méthodologie est longue, il faut décider du nombre de disciplines, de chercheurs, d'années à considérer... En 2014, la recette est prête pour ce « programme de reconnaissance », son nom officiel, qui n'est pas un « classement », car l'entreprise ne donne pas le nombre de citations de chacun. Environ 7 000 noms (des hommes à 85 %) sont recensés dans 21 champs.

Mais très vite, la liste est victime de la « loi économique de Goodhart », qu'on pourrait reformuler ainsi : « quand un indicateur devient un objectif, il perd de sa pertinence ». Autrement dit, figurer sur la liste est si important, pour les carrières ou la visibilité internationale, que certains sont prêts à tout pour y entrer. Y compris « manipuler » les citations. Par exemple, en se citant eux-mêmes beaucoup dans ses propres articles. Ou alors en demandant à

être ajouté comme signataire d'articles sans y avoir réellement contribué. Ou, plus subtil, en demandant à d'autres d'ajouter des références à son propre travail... et en renvoyant l'ascenseur. De véritables « cartels » de citateurs ont été découverts. Une telle créativité a poussé Clarivate à mener une vaste opération de nettoyage.

En 2022, 500 chercheurs sont exclus. En 2023, plus de 1 000. Et en 2024, près de 2 000 (sur 6 600). En 2023, une discipline entière est même écartée : les mathématiques. Il faut dire que les lauréats n'étaient guère connus des spécialistes, et que les grandes universités américaines ou françaises étaient absentes. Les maths n'accueillent pas plus de fraudeurs que d'autres disciplines, mais ont la particularité

d'être fragmentées en sous-domaines et de se nourrir de moins de publications et de citations. Manipuler leurs indicateurs a donc plus d'effet.

Exclus pour inconduite

Enfin, les chercheurs dont les articles ont été rétractés pour inconduite sont exclus. Pour les identifier, les auteurs de la liste consultent la base de données de référence du média en ligne Retraction Watch. Mais se reportent aussi au forum PubPeer de critiques d'articles publiés, et même au blog spécialisé, « For Better Science », de l'Allemand Leonid Schneider. Deux sites voués aux gémomies par le monde académique...

Lauranne Chaignon, dans un article d'août 2023, avait estimé

qu'environ une quinzaine de chercheurs français avaient été exclus en 2022 (soit 10 % de l'effectif hexagonal). Les raisons des disparitions ne sont pas données par l'entreprise, telle celle de Didier Raoult, présent jusqu'en 2021. « Clarivate a pris un rôle de régulateur de l'intégrité scientifique, et peut même « sanctionner » certaines pratiques », constate la chercheuse, qui entend creuser cette piste originale dans le cadre de sa thèse. « Ces chiffres ne peuvent que donner à réfléchir, et soulignent la nécessité d'un examen qualitatif approfondi parallèlement à des évaluations quantitatives rigoureuses dans l'analyse de la littérature de recherche », affirme une porte-parole de Clarivate.

Pour Lauranne Chaignon, « Clarivate a été victime de l'instrument qu'elle a produit. Tous ces nettoyages, bien qu'indispensables, affaiblissent l'idée que la liste est pertinente pour identifier les profils « exceptionnels ». ■

DAVID LAROUSSE

PUBLICITÉ

Alzheimer : il est temps d'agir ! Tribune du collectif « Agir pour Alzheimer »

La maladie d'Alzheimer n'est pas une conséquence inéluctable du vieillissement. Elle résulte de la dégénérescence progressive des neurones et peut débuter jusqu'à vingt ans avant l'apparition des premiers symptômes. Pourtant, en France, elle reste sous-diagnostiquée et insuffisamment prise en charge, alors qu'elle représente la première cause de perte d'autonomie. Aujourd'hui, 1,2 million de Français en sont atteints, et ce chiffre pourrait dépasser les 2 millions d'ici 2050¹. Face à cette réalité alarmante, il est urgent d'agir.

Des marges d'amélioration considérables

Le retard de diagnostic reste un problème majeur : 65 % des malades sont diagnostiqués tardivement², du fait notamment d'un manque de sensibilisation de la population et des professionnels de santé aux signes avant-coureurs de la maladie. Bien que certains facteurs de risque ne puissent être modifiés – comme l'âge ou la prédisposition génétique –, près de 45 % des troubles neurocognitifs majeurs pourraient être évités ou retardés³ en agissant par exemple sur près d'une quinzaine de facteurs de risque « modifiables » parmi lesquels l'hypertension, la sédentarité ou l'alimentation. L'accompagnement des patients et de leurs aidants est par ailleurs insuffisant. Les parcours de soins sont morcelés, les délais de diagnostic trop longs – de 3 à 5 ans⁴ –, et le soutien aux aidants, pourtant essentiel dans le maintien à domicile, est inégalement réparti sur le territoire. La recherche publique, elle, est sous-financée, entravée par des lourdes administratives qui peuvent freiner l'innovation.

Face à ces défis, il est impératif d'adopter une approche globale, avec des actions ciblées pour améliorer la prise en soins des patients, renforcer le soutien aux aidants et encourager l'innovation médicale.

Trois priorités pour mieux lutter contre la maladie

1 | BRISER LA STIGMATISATION. La maladie d'Alzheimer est encore mal comprise et entourée d'idées reçues, notamment sur ses effets sur la mémoire et le comportement. Ces préjugés conduisent trop souvent à la mise à l'écart des personnes atteintes, perçues à tort comme incohérentes ou inaptes, et à un manque de soutien pour leurs proches, souvent laissés sans ressources. Il est essentiel de mieux informer le grand public afin de favoriser un diagnostic précoce, ralentir la progression des symptômes et garantir une prise en soin plus adaptée.

2 | ANTICIPER LES ENJEUX DE LA PRISE EN SOIN. Face aux inégalités d'accès aux soins et aux longs délais de diagnostic, il est impératif d'optimiser et de fluidifier le parcours de soins pour accompagner les patients, dont les besoins évoluent avec la progression de la maladie, et leurs aidants, qui jouent un rôle clé au quotidien.

3 | RENFORCER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION. La maladie d'Alzheimer représente un défi médical et scientifique majeur. Nous appelons à un financement ambitieux et pérenne de la recherche française sur les maladies neuro-développementales.



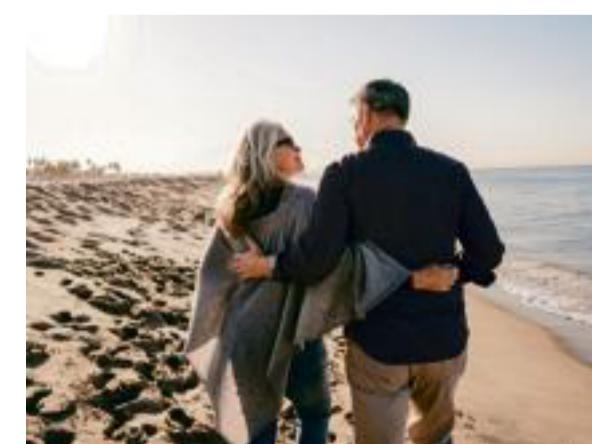
Un engagement politique fort est indispensable

L'ampleur de l'enjeu nécessiterait une réponse nationale coordonnée et ambitieuse.

- Une politique de sensibilisation accrue et mieux diffusée auprès du grand public ;
- Une optimisation des parcours de soins pour garantir un diagnostic plus rapide et un accompagnement adapté sur tout le territoire ;
- Un soutien renforcé aux aidants, véritables piliers du maintien à domicile ;
- Un effort significatif en faveur de la recherche et de l'innovation.

Face à la progression inexorable de la maladie d'Alzheimer, avant qu'elle ne devienne la grande crise sanitaire et sociale de demain, il est nécessaire qu'il y ait une mobilisation collective, soutenue par une volonté politique forte.

Nous appelons au relancement d'une nouvelle stratégie nationale dédiée, avec des moyens renforcés et une coordination accrue entre tous les acteurs impliqués.



TÉLESCOPE

TECHNOLOGIE

La Chine dans la course à l'ordinateur quantique

Quelques mois après que Google a annoncé les performances de sa puce quantique, Willow (« saule » en anglais), un groupe d'universitaires chinois a répliqué avec la troisième version de sa puce Zhuchongzhi aux performances quasi identiques. Son nom fait référence à une personnalité du V^e siècle qui avait calculé les six premières décimales de pi. Les deux machines utilisent 105 qubits, l'équivalent des bits d'information qui peuvent simultanément valoir 0 et 1. Elles ont servi à réaliser un calcul, infaisable par des superordinateurs classiques, mais qui n'a pas d'intérêt pratique. L'équipe chinoise de 150 signataires (contre 250 chez Google) est menée par la vedette de l'information quantique, Jian-Wei Pan. Google avait néanmoins démontré qu'il pouvait corriger les erreurs inévitables et fatales dans ce genre d'ordinateur.

» Dongxin Gao et al., « Physical Review Letters », 3 mars

ESPACE

Nouvel alunissage manqué pour Intuitive Machines

S'étant retrouvée couchée sur le côté après son atterrissage, jeudi 6 mars, dans un cratère glacial situé à environ 160 kilomètres du pôle Sud de la Lune, la sonde Athena de la société américaine Intuitive Machines a été déclarée hors service au bout de 24 heures.

Lancé dans le cadre du programme lunaire commercial de la NASA, cet engin transportait du matériel scientifique et devait mener des expériences pour le compte de l'agence spatiale américaine. Cet échec constitue un second revers d'affilée pour Intuitive Machines, dont la première sonde, baptisée Odysseus, s'était aussi retrouvée couchée sur le sol lunaire en février 2024.

MÉDECINE

Parkinson : l'espérance déçue des agonistes du GLP-1

Des études épidémiologiques, et quelques essais préliminaires chez l'homme, suggéraient que les agonistes du GLP-1, cette classe innovante de médicaments anti-diabétiques ou anti-obésité, pourraient ralentir la progression de la maladie de Parkinson. Un espoir doublé par les résultats d'un essai randomisé de phase 3, mené sur 194 patients, âgés de 25 à 80 ans, recrutés dans six hôpitaux britanniques, déjà sous thérapie dopa-minergique. Chez une moitié, l'exenatide (un représentant de cette classe) a été injecté en sous-cutanée une fois par semaine pendant 96 semaines. Aucun bénéfice n'a été observé dans le groupe traité : le principal outil d'évaluation des symptômes (score MDS-UPDRS-III) a augmenté de 5,7 points (témoignant d'une aggravation), versus 4,5 points dans le groupe placebo.

» Vijayaratnam N. et al., « The Lancet », 22 février

(1) Rapport IGAS, op. cit. Évaluation des dispositifs spécialisés de prise en charge des personnes atteintes de maladies neurodégénératives, IGAS, Juillet 2023.
(2) Étude Fondation Recherche Alzheimer et BVA Xsight, op. cit. Étude sur la prévalence et le vécu de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées, Décembre 2023.
(3) Dementia prevention, intervention, and care : 2024 report of The Lancet standing Commission, G. Livingston et al. Juillet 2024.
(4) Article « Maladies apparentées : face à l'errance diagnostique », site internet <https://www.francealzheimer.org/>. Décembre 2021.

PP-AD-FR-0108 - FÉVRIER 2025 - LILY FRANCE, 24, BOULEVARD VITAL BOUHOT CS 50 004 92521 NEUILLY-SUR-SEINE.
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE R.C.S. NANTERRE B 609 849 153 © LILY TOUS DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS.

Les chercheurs vent debout contre les coupes budgétaires

► SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

A l'heure où une personnalité connue pour ses positions antivax, Robert F. Kennedy Jr, a été nommée ministre de la santé, les scientifiques redoutent le pire. De quoi « profondément affaiblir le système de santé publique des Etats-Unis », craint Georges Benjamin, qui dirige l'American Public Health Association, la plus grande organisation de professionnels du secteur. Mais aussi remettre en cause le leadership américain en matière de recherche biomédicale. « On ne peut pas peupler le gouvernement de personnes sceptiques sur la science et s'attendre à ce que les Etats-Unis continuent à jouer un rôle de premier plan dans ces domaines », estime Jason Wasserman, professeur à la William Beaumont School of Medicine de l'université d'Oakland (Michigan).

L'hécatombe

Les trois principales agences fédérales de santé, qui n'ont pas souhaité répondre au *Monde*, accusent le coup. Elles doivent faire face à la purge voulue par l'administration Trump et le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'Elon Musk. Aucun chiffre officiel n'a été communiqué, mais ceux qui ont été mentionnés par la presse américaine font état de renvois massifs. Aux centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), véritable machine de guerre aux multiples missions qui vont de l'information en santé publique à la prévention en passant par la formation et la surveillance, 750 employés auraient déjà été mis à la porte sur un objectif évoqué de 1300 – soit environ 10 % de leur force de travail.

A la Food and Drug Administration (FDA), chargée de la surveillance des denrées alimentaires et des médicaments, entre 700 et 1300 personnes auraient été remerciées. Aux

NIH, c'est aussi l'hécatombe, avec environ 1200 agents contraints de partir. D'autres départs forcés pourraient suivre. Si les directives ordonnant ces licenciements ont été déclarées illégales, le 27 février, par un juge fédéral, ce dernier n'a cependant pas encore ordonné pour autant l'arrêt de ces procédures.

Les employés administratifs et les chercheurs arrivés récemment, qui bénéficient de moins de protections, ont été les plus ciblés. « Ce ne sont pas seulement ceux qui viennent d'être embauchés, mais aussi ceux qui viennent d'être promus à d'autres postes », précise David Fleming, à la tête d'un comité d'une dizaine d'experts, mandaté par le Congrès pour conseiller le directeur des CDC. Ces mesures touchent à la fois les meilleurs jeunes talents et les meilleurs talents émergents promus dans les rangs. »

Son comité s'en est ému dans une lettre adressée, le 14 février, à la directrice par intérim des CDC, Susan Monarez, et à Robert F. Kennedy Jr. « La perte d'un personnel et d'un leadership essentiels aux CDC entraînera une réduction substantielle de la capacité de l'agence à maintenir le peuple américain en sécurité et en bonne santé », ont-ils mis en garde. Ils n'ont pas obtenu de réponse jusqu'à présent.

On a pensé que c'était un spam

Signe de l'extrême confusion qui règne, plusieurs agences ont dû rappeler en catastrophe certains des employés dont elles venaient de se séparer. Alors que l'épidémie de grippe aviaire continue de se propager dans le pays, le département de l'agriculture a ainsi bataillé pour faire revenir des agents qui travaillaient sur le sujet. Devant les protestations d'élus de tout bord, les centres de prévention et de lutte contre les maladies, eux, ont dû réembaucher des membres du programme qui gère la santé des survivants du 11-Septembre qu'ils venaient de licencier.

Au sein des agences concernées, l'ambiance est crépusculaire. Rares sont ceux qui acceptent de s'exprimer publiquement, par crainte des représailles. C'est le cas de Bill, qui travaille aux NIH et a souhaité témoigner sous un prénom d'emprunt. Pour l'heure, il a toujours son emploi. « Je ne sais pas pour combien de temps. Les licenciements peuvent survenir à n'importe quel moment et viser n'importe qui. Tout le monde est très nerveux. » Le scientifique décrit l'avalanche d'e-mails envoyés, quotidiennement, par l'administration dans les premières semaines pour les

inciter à démissionner. « Ils nous disaient que si nous restions ils exigeaient une loyauté absolue envers le président et son programme. »

Une pression renouvelée depuis avec un e-mail envoyé un samedi, le 22 février, à tous les agents fédéraux par Elon Musk, réclamant de détailler cinq tâches accomplies durant la semaine écoulée sous peine de renvoi. « C'était mal rédigé, sans indication claire sur la façon de répondre, on a pensé que c'était un spam, mais non, raconte Bill. Notre direction nous a dit de ne pas y répondre. » Une seconde salve de courriels est arrivée dans



« NOUS VIVONS UN ÂGE D'OR DE L'IGNORANCE »

Robert Proctor, professeur d'histoire des sciences à l'université Stanford, a étudié la façon dont l'ignorance pouvait être construite en dévoyant les outils de la science. Il a constitué une nouvelle discipline, l'agnotologie, mettant au jour comment certains industriels instillent le doute sur la nocivité de leurs produits ou activité – cigarettiers en tête. Il évoque notamment les racines de l'offensive de l'administration Trump contre des pans entiers de la recherche académique.

Comment définiriez-vous le second mandat de l'administration Trump vis-à-vis du monde de la recherche ?

C'est une guerre contre la science, sous le couvert de la guerre contre la fraude et les abus. Mais l'attaque est ciblée contre certaines disciplines. Elle vise toute recherche impliquant l'être humain, l'étude des différences, tout ce qui s'intéresse aux questions de diversité, d'équité, d'inclusion. Et surtout, de mon point de vue, toute science portant sur l'environnement ou le climat.

La seconde administration de Donald Trump est très différente de la première. Il est beaucoup mieux préparé à travers le « Pro-

ject 2025 » de la Heritage Foundation [cercle de réflexion conservateur], et il contrôle non seulement les trois branches du gouvernement, mais aussi une partie des grands médias et des réseaux sociaux tels que X. Il prend tout le monde par surprise par la rapidité de ses actions. Des dizaines de milliers de chercheurs et d'employés du gouvernement sont licenciés. Il s'agit d'une sorte de grand ménage effectué dans le cadre d'un test politique décisif délibéré, une politisation radicale du gouvernement et de la science. Je pense que c'est sans précédent, à la fois en matière de rapidité et d'audace brute.

N'y a-t-il aucun parallèle avec le maccartysme ?

C'est une bonne analogie, même si le maccartysme se limitait principalement à la sphère politique et au divertissement, à Hollywood, etc. Il est vrai qu'Oppenheimer a eu des problèmes dans le secteur nucléaire. On pourrait parler d'une sorte de nouveau maccartysme, mais plus radical, en partie parce que l'appareil de recherche est beaucoup plus vaste.

Un parallèle intéressant remonte à George Bush, dans les années 2000, lorsque les biologistes du National Park Service avaient

été licenciés: il n'était plus possible de documenter la disparition des espèces. Aujourd'hui, on fait face également à une sorte de guerre contre la métrologie, la mesure des phénomènes. Ainsi, certains types de données ne seront même pas collectés. Nous ne saurons donc plus ce qui se passe.

Quel est l'objectif de l'administration Trump ?

C'est un processus de purification, de restauration imaginaire d'une sorte de pureté. Cela me rappelle à certains égards la science nazie, sur laquelle j'ai beaucoup écrit. Elle était marquée par une peur de la moindre influence extérieure. Et comme dans le maccartysme, l'idée qu'il existe une sorte de force maléfique au sein du monde académique. Celui-ci est vu comme woke, obsédé par la différence, plutôt que par ce qui nous unit. Il y a aussi des peurs d'ordre sexuel.

Il faut se rappeler que Trump a gagné grâce à deux sujets principaux: la protection des frontières, et ce que son camp appelle « l'idéologie de genre ». La discussion portait sur les toilettes réservées aux sportifs pour hommes et femmes, et sur le flot d'immigrants, le tout combiné à une idéologie centrée sur la loi et l'ordre.

Nous vivons dans ce que j'appelle « un âge d'or de l'ignorance ». Il est favorisé par des hommes forts au niveau mondial, par un renversement de ce qui a été désigné comme une guerre contre la masculinité, mais aussi par la propagation de toutes sortes de biais et de préjugés sur les réseaux sociaux. Je publie cette année un nouvel ouvrage sur l'agnotologie, la production de l'ignorance et du doute sur des sujets aussi divers que les armes, le climat, les traumas.

L'une des causes fondamentales est la longue histoire du christianisme évangélique aux Etats-Unis. L'Amérique est une sorte de dépotoir pour fanatiques religieux. Des versions étranges de la religion protestante et une fraction importante de la population américaine ne croient pas à l'évolution biologique. Le nombre de personnes qui croient que la Terre est plate n'a probablement jamais été aussi élevé. Et il existe toutes sortes de théories du complot bizarres, qui bénéficient de la chambre d'écho des réseaux sociaux. Une sorte de chaudron parfait pour générer quelque chose comme Trump.

Historiquement, le phénomène Trump remonte au Tea Party, et parler de populisme me semble

impropre. Nous sommes en pleine résurgence du nationalisme chrétien.

Cette attaque contre la recherche n'est-elle pas une réponse aux demandes de certaines industries d'abaisser les contrôles et la réglementation ?

Oui, c'est le Projet 2025 sous stéroïdes, c'est Noël pour les grandes compagnies pétrolières, l'industrie des plastiques et d'autres activités polluantes. Trump a lancé une guerre contre le climat, contre la nature – un rêve pour nous plus grands délinquants climatiques. Il inaugure un Far West réglementaire, avec de nouveaux forages dans des zones sauvages vierges, un recul des contrôles sur les émissions de gaz à effet de serre et un arrêt ou un renversement de décennies de progrès environnementaux.

L'Amérique entre dans un âge des ténèbres environnemental.

Quelles sont les options des chercheurs : combat ou fuite ?

Je pense que ce sera à la fois un combat et une fuite. C'est une guerre éclair contre le monde académique, encore plus vis-à-vis des chercheurs des agences gouvernementales. La résistance n'est pas encore bien organisée.

N'y a-t-il rien de bon à espérer de l'administration Trump ?

Concernant la santé, les choses sont plus ambiguës. Nommer Robert Kennedy ministre était audacieux: un vieil avocat de gauche qui a fait carrière en luttant contre la pollution devant les tribunaux. Il pourrait perturber une forme de myopie causale d'une grande partie de la recherche biomédicale, qui consiste à se concentrer sur les causes en aval, immédiates, des maladies, plutôt que les causes en amont, structurelles, politiques.

Avec Kennedy, il est possible qu'on mette de nouveau l'accent, en matière de santé, sur la prévention plutôt que sur la recherche de traitements. Il a manifesté le souhait de combattre les maladies chroniques. Et il est indéniable que, alors que nous dépendons beaucoup plus pour la recherche en santé que de nombreux pays développés, les Américains sont plus malades. C'est principalement à cause de ce que contiennent notre nourriture et l'air que nous respirons, à cause du sucre, du tabac et d'autres choses de ce genre. Il y a donc un potentiel d'action, mais qui reste très incertain. ■

PROPOS RECUEILS PAR
HERVÉ MORIN
ET NATHANIEL HERZBERG



Les manifestants du mouvement Stand Up for Science dénoncent les attaques de l'administration Trump contre la science, la médecine et l'éducation, sur le campus de Berkeley, en Californie, le 7 mars.

AARON WOJACK

leur boîte, samedi 1^{er} mars. «*Cette fois, nous avons reçu l'instruction d'y répondre et nous devrons désormais faire ça toutes les semaines*», conclut-il.

Au-delà de la question du personnel se pose celle du financement de la recherche, affecté de plein fouet. Le gel de toutes les subventions fédérales a représenté un véritable tremblement de terre pour les NIH et ceux qu'ils sponsorisent. Avec son budget annuel de 47 milliards de dollars (43,2 milliards d'euros), cette agence est le plus grand bailleur de fonds public de la recherche biomédicale au monde. Cette mesure a été temporairement bloquée par un juge, mais les financements tardent à reprendre.

Un climat «anxiogène»

«*L'un des aspects les plus destructeurs est l'arrêt du financement d'un projet de recherche déjà en cours, avance Georges Benjamin. Cela compromet l'investissement déjà réalisé avec l'argent des contribuables et fait courir aux patients le risque de ne pas obtenir les meilleurs résultats cliniques, même pour ceux dont les progrès avaient été démontrés.*» Il est d'autant plus préoccupé que cette situation met aussi en péril la coopération internationale scientifique, déjà mise à mal par la décision de Donald Trump de retirer son pays de l'Organisation mondiale de la santé. «*Si nous avions dû faire face au Covid-19 dans ce type d'environnement, cela aurait posé un très gros problème*», assure-t-il.

Plusieurs scientifiques interrogés estiment que l'administration utilise un stratagème pour contourner cette décision judiciaire. Depuis plusieurs semaines, les NIH ont arrêté de réunir leurs groupes d'évaluation scientifique, les *study sections*, chargés d'examiner les demandes de financement. En janvier, l'administration Trump a, en effet, exigé des agences de santé qu'elles arrêtent de communiquer avec l'extérieur – une interdiction partiellement levée depuis –, empêchant les NIH de faire la publicité de leurs *study sections*, qui est obligatoire. Sans réunion, pas de subvention.

Le 20 février, Sophie Helaine, qui dirige un laboratoire de microbiologie à la Harvard Medical School (Boston), a eu la désagréable surprise d'apprendre, une demi-heure avant qu'elle débute, que sa *study section* ne se réunirait pas. «*Est-elle reportée ou purement et simplement annulée? On n'en sait rien, dit-elle en soupirant. Or, ces financements, c'est le nerf de la guerre, c'est ce qui fait tourner les labos, ce qui paie les étudiants en thèse, les postdocs, la recherche.*» Cette demande portait sur plusieurs millions de dollars. La chercheuse parle d'un climat «anxiogène». Elle est lucide sur le fait qu'elle va devoir revoir sa façon de faire. «*Je suis obligée d'avoir une gestion plus conservatrice, en raison de cette incertitude.*

Je ne vais pas recruter. Je me dois de garantir le plus possible la pérennité des salaires des gens qui sont déjà dans mon laboratoire», explique-t-elle.

Les conséquences vont se faire sentir en cascade, prévient Sophie Helaine. «*C'est un peu la panique, le nombre de candidatures spontanées a explosé depuis mi-janvier. Les étudiants en train de terminer leur thèse comprennent que les laboratoires vont devenir très prudents. Tout le monde est significativement plus fébrile.*»

Selon la revue *Nature*, des universités à travers le pays ont commencé à réduire ou à interrompre leurs admissions en doctorat en raison des incertitudes liées au financement fédéral. «*Un grand nombre d'universités de médecine ont d'ores et déjà suspendu les recrutements de personnel, et les activités non essentielles, comme les séminaires ou les conférences hors campus, ont été annulées*», ajoute Michel Sadelain, directeur du programme de thérapie cellulaire des cancers à Columbia (New York). Des plans d'éventuels licenciements (...) sont mis en place.»

Les NIH ont déjà annoncé leur volonté de limiter à 15 % des subventions leur contribution aux «coûts indirects», qui couvrent les frais généraux et les installations nécessaires pour soutenir le travail de recherche. Cela permettrait, affirment les NIH, d'économiser plus de 4 milliards par an, mais mettrait en difficulté nombre de structures, notamment universitaires. Cette décision administrative a été temporairement bloquée par un tribunal.

Plus sévère pour les Etats démocrates

«*Ces mesures ont un parfum de revanche pour les universités du sud [du pays], considère Michel Sadelain. Elles se plaignent depuis longtemps des coûts indirects plus élevés accordés aux grandes universités des métropoles, plus souvent localisées au nord ou sur les côtes, dans les Etats bleus [démocrates]. Les coupes budgétaires de l'administration Trump, certes, affectent tous les Etats, mais leur effet punitif apparaît plus sévère pour les grandes universités, notamment dans ces Etats démocrates.*»

Le 7 mars, l'administration Trump a par ailleurs fait savoir qu'elle annulait pour 400 millions de dollars (368 millions d'euros) de subventions et contrats à Columbia. La mesure, communiquée par quatre agences fédérales dont le ministère de la santé, a été prise à l'encontre de la prestigieuse université privée, épicentre du mouvement étudiant palestinien en 2024 dans le pays, «en raison de l'inaction continue de l'école face au harcèlement persistant des étudiants juifs» sans qu'il soit précisé quels financements seront touchés.

Ces restrictions financières sont d'autant moins compréhensibles, pour David Moorman,

«IL EXISTE UN RISQUE RÉEL DE POLITISATION PERMANENTE DE LA SCIENCE, ALORS QU'UNE RECHERCHE SCIENTIFIQUE INDÉPENDANTE EST VITALE POUR NOS INTÉRêTS NATIONAUX»

JOSHUA WEITZ
UNIVERSITÉ DU MARYLAND

que la recherche biomédicale est un moteur économique puissant dans le pays. Sur leur site Internet, les NIH rappellent que chaque dollar qu'ils dépensent génère environ 2,46 dollars d'activité économique. «*C'est un investissement dans la santé et l'avenir*», fait remarquer le neuroscientifique. Pourquoi voudrait-on y mettre un terme? C'est une question avec laquelle je me débat tous les jours.»

Personne ne sait quelles recherches seront financées ou non à l'avenir, mais beaucoup s'attendent à ce que celles qui ont notamment trait au genre soient entravées. Un décret signé le 20 janvier par Donald Trump stipule désormais que «*les Etats-Unis ont pour politique de reconnaître deux sexes, masculin et féminin*». «*Une position antiscientifique*», selon Jason Wasserman. «*Il existe toutes sortes de mosaïques génétiques qui défient ce type de norme binaire*, précise-t-il. Il s'agit là d'une autre indication précoce que l'expertise scientifique est dévalorisée sous cette administration.» Fin janvier, pour se conformer à ce décret, plusieurs agences fédérales ont fait disparaître de leurs sites Web des milliers de pages, en utilisant des mots-clés liés à cette thématique ou à celle de la diversité, avant de faire, en partie, marche arrière.

Des pétitions contre la «censure»

Le 11 février, un juge fédéral a ordonné aux CDC et à la FDA de restaurer l'accès du public à une dizaine de documents concernant la santé des adolescents, la contraception ou le VIH. Cela a été le cas, mais accompagné d'un bandeau expliquant que «*toute information sur cette page promouvant l'idéologie du genre est extrêmement inexacte et déconnectée de la réalité biologique immuable qu'il y a deux sexes, masculin et féminin*». «*Il existe un risque réel de politisation permanente de la science, alors qu'une recherche scientifique indépendante est vitale pour nos intérêts nationaux*»,

alerte Joshua Weitz, professeur de biologie à l'université du Maryland.

Le nouveau ministre de la santé, Robert F. Kennedy, surnommé «RFK», a prêté serment, le 13 février, dans le bureau Ovale. Celui qui déclarait en 2023 que «*l'autisme est dû aux vaccins*» – une des fake news préférées des antivax – a expliqué vouloir la «*transparence radicale et le retour à une science de référence*» dans les agences qu'il supervise désormais.

«*Dans le passé, il a exprimé des points de vue qui ne sont pas en accord avec les faits scientifiques, mais il a également souligné le rôle que jouent les maladies chroniques dans la morbidité et la mortalité évitables dans ce pays*», note David Fleming, qui préside le comité qui conseille le directeur des CDC. Les réunions de certains comités du ministère de la santé, notamment ceux qui traduisent la science en politiques de vaccination, ont été reportées ou annulées. La façon dont ces comités pourront poursuivre ce travail vital – s'ils peuvent le faire – donnera des indications sur la manière dont il entend diriger son ministère.»

Les premiers pas de «RFK» ne rassurent pas ses détracteurs, au moment où les Etats-Unis font face, dans le sud du pays, à la plus importante épidémie de rougeole depuis trente ans. Un enfant non vacciné en est mort au Texas fin février – une première depuis 2005 – et une enquête est en cours pour confirmer un second décès au Nouveau-Mexique, là encore chez un adulte qui n'avait pas reçu d'immunisation. Après avoir semblé minimiser la situation, Robert F. Kennedy Jr a fini par rappeler, dans une tribune publiée sur le site de Fox News le 2 mars, que «*les vaccins ne protègent pas seulement les enfants contre la rougeole, mais contribuent également à l'immunité de la communauté*». Il a cependant souligné que «*la décision de se vacciner est un choix personnel*», tout en promouvant des traitements, comme la vitamine A, considérés comme des alternatives par les antivax. «*Il n'utilise pas un langage simple pour dire qu'à l'heure actuelle la meilleure défense contre la rougeole, ce sont les vaccins*», enrage Joshua Weitz.

Dans ce contexte chaotique, la riposte commence à s'organiser. Près de 50 organisations scientifiques ont écrit au Congrès une lettre demandant aux élus de protéger la recherche scientifique publique. Plusieurs pétitions circulent, et celle qui vise à défendre les sciences biomédicales a déjà récolté plus de 40 000 signatures. Le 7 mars, ils étaient par ailleurs plusieurs milliers à exprimer leur colère dans la rue, de Washington à Berkeley, à l'appel du collectif «Stand Up for Science». ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES,
JEAN-BAPTISTE JACQUIN
ET FLORENCE ROSIER

LE LIVRE

Santé des femmes : un business lucratif

Deux journalistes enquêtent sur les dérives d'un marché où les enjeux financiers prennent souvent sur le bien-être des patientes

Au début, ça les a bien fait rire. Tous ces communiqués de presse vantant les bienfaits d'un pantalon spécial endométriose, de patchs à base de CBD contre les douleurs des règles, de compléments alimentaires pour empêcher les symptômes de la ménopause. Dans leur boîte e-mail, des sollicitations pour télécharger des applications prédisant la prochaine période d'ovulation et des messages promotionnels sur les vertus du yoga hormonal se multipliaient.

Le rire a laissé place à la stupéfaction. Solenne Le Hen et Marie-Morgane Le Moël, journalistes à Franceinfo et à l'Agence France-Presse, ont alors décidé de mener l'enquête. « Comment a émergé ce nouveau business et pourquoi continue-t-il à prospérer ? » Pendant un an et demi, elles ont lu des études, rencontré des médecins, parcouru des salons.

Leur livre raconte ce marché du bien-être, dont la santé des femmes est un des piliers. Pour les autrices, il est la conséquence d'un système de santé qui a longtemps ignoré les femmes. Les essais cliniques ? Certes, elles y sont davantage incluses, mais la parité est encore loin en matière de recherche sur le cancer ou les maladies cardiaques. Les médicaments ? Pratiquement toute la pharmacopée actuelle repose sur des tests réalisés sur des hommes il y a plus de cinquante ans.

Le cas de l'endométriose

L'endométriose constitue le « symbole parfait de tout ce qui a longtemps dysfonctionné dans la prise en compte de la santé des femmes », écrivent les autrices. Aucune équipe de recherche ne travaille à 100 % dessus. La santé érectile des hommes est bien plus vendue. Selon un rapport de l'institut de santé de McKinsey cité dans le livre, onze start-up s'attaquant à la dysfonction érectile, entre autres problèmes de santé masculine, ont obtenu 1,24 milliard de dollars (1,15 milliard d'euros) entre 2019 et 2023, tandis que huit start-up s'attaquant à l'endométriose ont reçu... 44 millions de dollars.

Les maladies cardiovasculaires ? Elles sont la première cause de mortalité féminine. Pourtant, une étude américaine publiée en 2022 dans le *Journal of the American Heart Association*, montre qu'à symptômes identiques, les femmes sont prises en charge moins vite que les hommes. La ménopause ? On découvre un « ménobusiness », sorte de jungle où « l'inventivité est sans fin ». Les autrices ne sont pas au bout de leurs surprises. Les voilà embarquées dans le mouvement du féminin sacré, avec bénédiction de l'utérus, soin de libération émotionnelle pour guérir de l'endométriose... Cette maladie touche 2 millions de femmes en France, le syndrome des ovaires polykystiques 1 million : les pseudo-thérapeutes ont de beaux jours devant eux, sauf à modifier en profondeur la prise en charge de la santé des femmes. ■

NATHALIE BRAFMAN

« Les Négligées. Enquête au cœur du business de la santé des femmes », Solenne Le Hen et Marie-Morgane Le Moël, Harper Collins, 208 p., 19 €.

L'AGENDA

Les mathématiques, ça devrait être automatique

Du 10 mars au 30 avril, une consultation en ligne est ouverte pour interroger les citoyennes et les citoyens sur la place des mathématiques dans notre société. Le CNRS, à l'origine de cette initiative nationale nommée « Aux maths citoyennes, citoyens », proposera également des ateliers sur cette période, à l'initiative de celles et ceux qui souhaitent contribuer au débat. De mai à juillet, des panels seront constitués pour élaborer des recommandations concrètes en faveur d'un meilleur accès aux mathématiques. Une restitution aura lieu à l'automne.

> Informations sur Consultation-maths.fr



LES ARBRES RARES CACHÉS DANS LA FORÊT

La question fascine les écologues depuis longtemps : comment expliquer, dans les forêts riches en biodiversité, que de nombreuses espèces d'arbres, à la fois rares et abondantes, coexistent sur de petites surfaces ? Dans la parcelle de 50 hectares d'une forêt tropicale du Panama, représentée sur l'image ci-dessus, il y a autant d'espèces différentes que de couleurs. Cette parcelle est l'un des 21 territoires étudiés par des scientifiques du centre de recherche environnementale Helmholtz (Allemagne) qui ont publié leurs résultats dans la revue *Nature* en février. Les chercheurs mettent en lumière les stratégies différentes des arbres pour durer. La compétition entre les espèces est forte dans les zones tropicales, c'est donc la dispersion des graines par les animaux qui leur permet de survivre. Dans les forêts tempérées, la stabilité s'explique par la protection des racines des jeunes arbres par des champignons avec lesquels ils sont en symbiose. (photo : UFZ)



DIX MILLE PAS ET PLUS

L'ACTIVITÉ PHYSIQUE, UN LEVIER POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ

Par SANDRINE CABUT

L'activité physique pourrait-elle aider à réduire les inégalités de santé, notamment celles liées au statut socio-économique ? C'est ce que laissent espérer les résultats d'une vaste étude internationale, publiée en février dans *The Lancet Public Health*.

En analysant les données d'une multicohorte, portant au total sur plus de 530 000 individus, avec un suivi moyen supérieur à onze ans, les chercheurs montrent que les bénéfices sanitaires de l'activité physique de loisir sont plus prononcés chez les personnes avec des facteurs de risque ou défavorisées sur le plan socio-économique que chez celles avec un faible niveau de risque.

Les participants, dont la majorité est dans la cohorte britannique UK Biobank, ont été divisés en 36 sous-groupes selon le sexe, des critères socio-économiques et de mode de vie (consommation de tabac et d'alcool, obésité) et leur santé mentale. Parallèlement, ils ont été répartis en trois catégories en fonction de leur niveau d'activité physique – déclaré et pour certains vérifié par accéléromètre –, c'est-à-dire conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (soit au moins 150 minutes d'activité physique d'intensité modérée par semaine ou au moins 75 minutes d'activité physique d'intensité soutenue), faible ou intermédiaire. Tous étaient en bonne santé au moment de leur recrutement dans la cohorte.

Sans grande surprise, les individus du groupe le plus actif sont restés plus longtemps sans développer une maladie chronique (diabète, maladie coronarienne, cancer...) que ceux du groupe le moins actif : 1,1 an de plus en moyenne. Mais ce gain d'années de vie en bonne santé s'est révélé très variable selon le profil. Ainsi, chez les hommes, il est plus élevé chez les fumeurs toujours actifs (2,4 ans) que chez ceux qui n'ont jamais fumé (0,7 an). Il est aussi supérieur chez ceux avec un niveau d'éducation modeste (1,4) que chez les plus éduqués (0,8). Idem pour le statut socio-économique : 1,7 an de plus sans maladie s'il est faible, 0,9 s'il est élevé. La différence est aussi significative selon la santé mentale avec 1,6 an de plus chez les individus avec une dépression (versus 1 chez ceux qui n'en ont pas). Les scores sont du même ordre chez les femmes.

Un outil séduisant

La plupart des résultats confirment des hypothèses, estime l'épidémiologiste Séverine Sabia, directrice de recherche à l'Inserm et cosignataire de l'étude. « D'autres travaux avaient suggéré que l'activité physique permet de compenser l'effet du tabagisme, mais cela n'avait pas été mesuré en termes de gain d'années de vie en bonne santé, souligne-t-elle. En revanche, notre étude n'a malheureusement pas retrouvé d'effet compensateur de [cette activité] chez les personnes en situation d'obésité. » Pour la chercheuse, celle-ci « pourrait donc être un levier important pour réduire les inégalités de santé liées à des comportements ou au profil socio-économique, qui plus est avec un message positif ».

L'outil est d'autant plus séduisant que les personnes les plus concernées par ces facteurs de risque sont aussi les moins sportives, comme le constate le baromètre des pratiques sportives 2022. La proportion de celles ayant pratiqué au moins une fois dans l'année est plus élevée chez les diplômés que chez celles sans le bac (80 % versus 64 %), chez les cadres que chez les ouvriers (85 % contre 66 %), chez les individus qui ont un haut revenu (79 %, contre 66 % chez ceux dont les revenus sont bas). Cette enquête Credoc/Injep constate toutefois que, entre 2018 et 2022, c'est dans les catégories les plus modestes que les pratiques ont le plus progressé (entre 7 et 9 points).

Bien sûr, l'activité physique ne se résume ni au sport ni aux pratiques de loisirs. Les personnes des catégories socio-professionnelles peu favorisées ont souvent moins de loisirs actifs mais un métier plus physique, soulignait Benjamin Larras, alors à l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité (Onaps), dans une présentation en 2022 sur « les inégalités sociales de santé associées à l'activité physique et à la sédentarité ». Si les freins à cette activité sont nombreux pour les publics défavorisés (financiers, structurels, culturels...), des initiatives ciblées montrent qu'ils peuvent être levés. « Et les maisons sport santé semblent réussir à toucher des personnes éloignées des pratiques, ce qui était un de leurs objectifs », ajoute Alicia Fillon, ingénierie projet à l'Onaps. ■

L'ÉNIGME MATHS - N°49

Chaque semaine, le mathématicien Mickaël Launay vous soumet un problème. A vous de jouer !

LES MONSTRES DES LOCHS

Les légendes racontent qu'il vivait autrefois, dans les lochs du nord et de l'est de l'Ecosse, de grands et terribles monstres aquatiques. Les Pictes, qui vivaient en ces lieux et époques, avaient toutefois observé que tous n'étaient pas aussi dangereux qu'ils pouvaient en avoir l'air. La monstruosité d'un monstre dépendait directement de sa taille, mais les plus grands n'étaient pas nécessairement les plus à craindre. C'est ainsi que, par des formules dont le secret a été perdu, les druides de ces temps-là étaient parvenus à déterminer que leur dangerosité pouvait se calculer en retranchant à leur mesure (en pieds) le carré de la somme de ses chiffres. Ainsi, un monstre de 32 pieds avait une dangerosité égale à $32 - (3+2)^2 = 32 - 25 = 7$. Vous noterez que, selon cette règle, on trouve parfois un résultat négatif : un

monstre de 25 pieds a une dangerosité égale à $25 - (2+5)^2 = 25 - 49 = -24$. Les Pictes ignoraient à cette époque les nombres négatifs, mais c'était sans importance car ces monstres-là se trouvaient totalement inoffensifs. A cela, il faut ajouter que, Manannan merci, aucun monstre ne mesure plus de cent pieds.

Mais de tous les monstres de la région, celui du Loch Ness était sans conteste le plus terrifiant ! Il était non seulement le plus dangereux de tous, mais également le plus dangereux qui puisse jamais exister.

► Sauriez-vous déterminer combien mesurait le monstre de Loch Ness ?

INDICE

erueirépus eniazid al à essap rueugnol as is euq xueurtson sulp rineved tuep en deip nu'd tiaridnarg iuq ertsnom nU

SOLUTION DE L'ÉNIGME N°48

En ne changeant que le chiffre des unités, le démon des multiples peut choisir n'importe quel nombre dans un intervalle d'amplitude 10. Par exemple, si vous lui annoncez 112, il peut le transformer en n'importe quel nombre entre 110 et 119. Dans un tel intervalle, il y aura toujours un multiple de 2, de 3, de 4, de 5, de 6, de 7, de 8, de 9 et de 10.

Il vous est donc impossible de le piéger avant le onzième jour.

Le onzième jour, vous pourrez le contraindre à vous libérer en lui donnant le nombre 545. En effet, le critère de divisibilité par 11 affirme qu'un nombre est multiple de 11 si la somme alternée de ses chiffres l'est. Puisque $5 - 4 + 5 = 6$ n'est pas un multiple de 11, 545 ne l'est pas non plus. Pour le rendre multiple de 11, il faudrait soit diminuer cette somme de 6 (pour faire 0), soit l'augmenter de 5 (pour faire 11). Il n'est pas possible de diminuer le chiffre 5 des unités de 6 (ce qui ferait -1, ce n'est pas un chiffre), ni de l'augmenter de 5 (ce qui ferait 10, qui n'est pas un chiffre non plus). Pour les mêmes raisons, changer le chiffre 5 des centaines ne peut pas donner un multiple de 11. Le chiffre des dizaines qui est compté en négatif dans la somme ne peut ni être augmenté de 6 (ce qui ferait 10), ni diminué de 5 (ce qui ferait -1). Le nombre 545 est le plus petit nombre à avoir cette propriété, le suivant est 27272.

CARTE
BLANCHECartographie
de la route du sel
dans les racines

Les racines des plantes terrestres assurent dans l'ombre deux des fonctions-clés de la vie des végétaux : d'une part les ancrer au sol, et d'autre part explorer ce dernier pour y puiser eau et minéraux. Tandis que certains ions comme les nitrates, les phosphates ou le potassium sont nécessaires au développement des plantes, d'autres sont dispensables, voire toxiques lorsqu'ils sont en excès.

C'est le cas du sodium, qui, associé au chlore, forme notre sel de table. S'il s'accumule dans les cellules de plantes, il se substitue au potassium et entrave alors les fonctions cellulaires. En conséquence, l'acclimatation de végétaux comme les salicornes aux terrains très salins des prés-salés nécessite des mécanismes de résistance spécialisés.

Les plantes habituées à des sols moins extrêmes disposent également de mécanismes de réponse au stress salin auquel elles peuvent être exposées. Dans de nombreuses régions, la tendance mondiale à la salinisation, induite par les pratiques d'irrigation ou par l'évaporation et la montée des eaux sous l'effet du réchauffement climatique, implique une sollicitation accrue de ces défenses.

Lors de l'exploration du sol, les premières cellules à rencontrer des hausses locales de concentration en sel sont souvent celles qui se multiplient et assurent la croissance racinaire. Elles se débarrassent du sodium au moyen de pompes moléculaires, parmi lesquelles une protéine nommée SOS1, capable d'échanger activement le sodium contre des protons au travers des membranes. Mais où déversent-elles ce déchet ? L'expulsent-elles, ou le séquestrent-elles dans des compartiments étanches pour éviter sa toxicité ?

Pompe et stockage

Répondre à cette question nécessitait de cartographier l'abondance du sodium dans les tissus racinaires, à une échelle qui permette de distinguer les détails de la paroi externe des cellules et de leurs compartiments internes, sans que le sel ne s'échappe par diffusion pendant la procédure.

C'est ce à quoi sont parvenus Priya Ramakrishna, Niko Geldner, Anders Meibom et leurs collaborateurs dans une étude hispano-suisse dont les résultats ont été publiés en janvier dans la revue *Nature*, en exploitant le potentiel de la spectrométrie de masse des ions secondaires à nanoéchelle (nanoSIMS). Développé dans les années 1990 par l'entreprise française Cameca, l'Office national d'études et de recherches aérospatiales et l'université d'Orsay, le nanoSIMS repose sur un faisceau d'ions, qui bombarde l'échantillon et le pulvérise en atomes ionisés, ensuite déviés vers un spectromètre de masse afin d'en déterminer la nature.

L'appareil peut quantifier la proportion de différents éléments chimiques d'une coupe de tissu à une résolution d'environ 50 nanomètres. Un nouveau développement appelé CryoNanoSIMS, actuellement unique au monde, assure la préservation de l'échantillon par cryogénération, ce qui évite tout déplacement des ions entre la préparation et l'observation. Enfin, une observation par cryomicroscopie électronique à balayage fournit une image à haute résolution de la structure de la racine étudiée.

Dans les racines d'arabette, les chercheurs ont observé qu'à basse concentration (0,1 à 2,5 millimolaires), le sodium est expulsé vers la paroi des cellules végétales par SOS1, confirmant un mécanisme supposé jusque-là. En revanche, lorsque la salinité du sol s'accroît jusqu'à 25 ou 100 millimolaires, le sodium qui pénètre dans la cellule est pompé par SOS1 vers des vésicules intracellulaires. Elles fusionnent ensuite en une grande vacuole séparée du reste de la cellule par une membrane, ce qui évite son action toxique.

Le même phénomène de stockage est à l'œuvre pour d'autres espèces de plantes soumises au stress salin, comme le riz, même si chez ce dernier la pompe mise en jeu reste à découvrir. ■

Alice Lebreton

Directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), Institut de biologie de l'Ecole normale supérieure

Santé rénale : une révolution est nécessaire pour sauver des vies et la Sécurité sociale

TRIBUNE - A l'occasion de la Journée mondiale du rein, le 13 mars, un collectif de patients, de médecins et de scientifiques appelle à une stratégie nationale de santé rénale, développant la greffe et la prévention

La maladie rénale chronique (MRC) affecte des millions de personnes en France et coûte chaque année des milliards d'euros à la Sécurité sociale. Pourtant, des solutions existent pour sauver des vies, améliorer la qualité des soins et de la vie des patients, tout en réalisant des économies considérables.

Alors que notre système de santé est en crise et connaît un déficit record, il est urgent d'agir. Pour y parvenir, deux défis sont à relever : accélérer les sorties de dialyse vers la greffe et réduire le nombre de personnes parvenant au stade de la défaillance rénale et de la dialyse par la prévention, en dépistant et en ralentissant l'évolution de la MRC.

Il s'agit d'une pathologie négligée ; 5,9 millions de personnes en France sont concernées – d'après l'Ecole des hautes études en santé publique. La plupart l'ignorent, les symptômes n'apparaissant qu'à un stade avancé. La MRC est donc plus fréquente que le diabète (4,2 millions) ou les cancers (3,4 millions), selon l'Assurance-maladie. Elle provoque une mortalité massive, entraîne handicap et invalidité, altère profondément la qualité de vie, empêche de travailler et appauvrit les personnes touchées.

Avec un coût moyen de plus de 63 000 euros par an, la dialyse s'avère être la prise en charge la plus coûteuse par patient pour l'Assurance-maladie. Si la pratique permet d'éviter le décès immédiat, la survie en dialyse à cinq ans est inférieure à celle de la

plupart des cancers. La MRC deviendra d'ici à 2040 la cinquième cause de décès au monde.

Lorsque les reins cessent de fonctionner, la greffe est le traitement le plus efficient. Bien moins contraignante que la dialyse, elle améliore qualité et espérance de vie, tout en réduisant les dépenses de santé. Sur cinq ans, un patient transplanté coûte 190 000 euros de moins qu'un patient dialysé. La greffe libère aussi les patients, leurs familles et leurs soignants de la lourdeur des trois séances de quatre heures hebdomadaires de dialyse qui mobilisent par ailleurs d'importantes ressources médicales, paramédicales et en transports sanitaires.

Effort de prévention

Le coût de la prise en charge des 100 000 patients dialysés et greffés en France s'élève à 4,4 milliards d'euros par an ; 82 % de ce montant, qui augmente chaque année, est consacré à la dialyse. Il y a là un enjeu de soutenabilité majeur pour notre système de santé.

Malgré ces constats, la dialyse reste pourtant le traitement majoritaire en France : seuls 44 % des patients dont les reins ne fonctionnent plus sont greffés, 56 % sont dialysés. Cette proportion est au moins inversée chez beaucoup de nos voisins européens.

Jusqu'à récemment, la progression de la MRC semblait inévitable. Or, l'arrivée de thérapeutiques nouvelles et puissantes change la donne : traitements « ralentisseurs » qui protègent

SEPT FRANÇAIS SUR DIX NE SAVENT PAS À QUOI SERVENT LES REINS, ET LES TROIS QUARTS SONT MAL INFORMÉS SUR LA MALADIE RÉNALE CHRONIQUE

le rein malade, mais aussi médicaments ciblant certaines maladies rénales. La promesse est celle d'une rémission durable, de la régression, voire de la guérison, de la MRC.

Cet immense espoir pour les malades va de pair avec des économies potentielles sur dix ans qui se chiffrent en milliards d'euros. Il nécessite une détection précoce, ciblant notamment les populations à risque, comme les personnes hypertendues, diabétiques ou obèses. Cet effort majeur de prévention implique aussi de renforcer l'information des citoyens. Sept Français sur dix aujourd'hui ne savent pas à quoi servent les reins – ils filtrent les déchets et l'excès de liquide du sang – et les trois quarts sont mal informés sur la MRC (selon un sondage Ipsos pour AstraZeneca de février 2025).

La France doit aussi être au rendez-vous des défis scientifiques et éthiques de l'intelligence artificielle, des xénogreffes ou de l'amélioration de la

dialyse pour les patients qui ne peuvent être greffés. Nos grandes bases de données, notamment le registre REIN et celles de l'Assurance-maladie, offrent des perspectives uniques au monde en matière d'amélioration des connaissances sur la santé rénale, mais aussi de prévention ciblée.

Ces chances de sauver de nombreuses vies et de réduire fortement le fardeau de la MRC, pour les personnes et les familles concernées mais aussi pour le système de santé, doivent être saisies sans plus attendre.

A l'occasion de la Journée mondiale du rein, le 13 mars, nous appelons à une stratégie nationale de santé rénale pensée sur la base d'une vision transversale et ambitieuse, à la hauteur des attentes des malades et des enjeux prioritaires de santé publique soulevés. ■

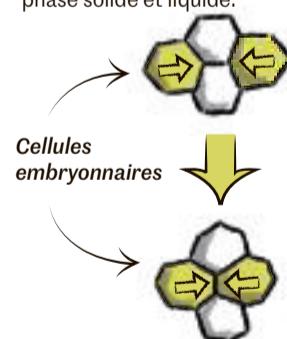
¶ **Françoise Barré-Sinoussi**, Prix Nobel de médecine ; **Yvanie Caillé**, fondatrice de Renaloo ; **Françoise Combes**, présidente de l'Académie des sciences ; **Jean-François Delfraissy**, professeur de médecine ; **Jean-Noël Fiessinger**, président de l'Académie nationale de médecine ; **Alain Fischer**, professeur de médecine ; **Florence Jusot**, présidente du Collège des économistes de la santé ; **Thomas Piketty**, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; **Nicolas Revel**, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; **Olivier Saint-Lary**, président du Collège national des généralistes enseignants.

Le supplément « Science & médecine » publie chaque semaine une tribune libre. Si vous souhaitez soumettre un texte, prière de l'adresser à sciences@lemonde.fr

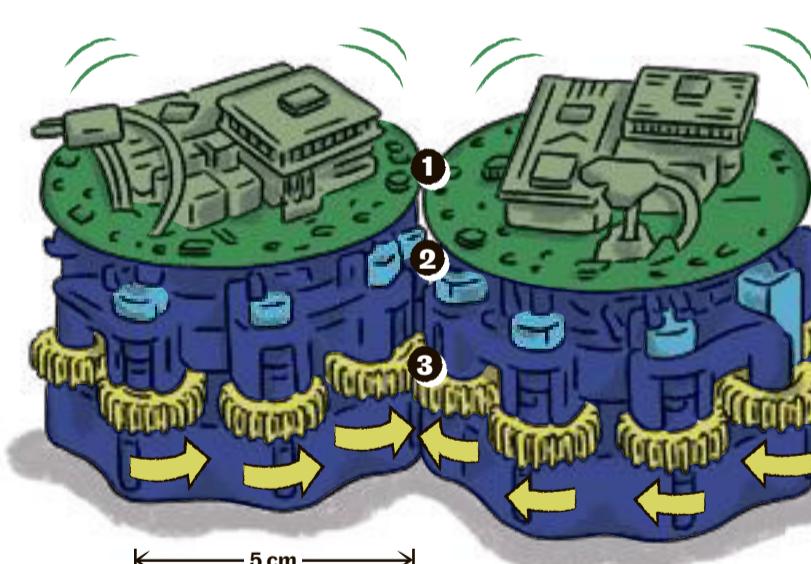
DES ROBOTS QUI FONT MATÉRIAUX SOLIDE OU LIQUIDE !

Un modèle inspiré par les cellules embryonnaires

Les tissus embryonnaires sont capables de s'organiser pour former des organes ou des membres. Leurs cellules s'étendent, se déplacent, s'orientent et adhèrent plus ou moins fortement les unes aux autres. Un groupe de cellules alterne entre phase solide et liquide.



Des processus biologiques mimés



1 Orientation

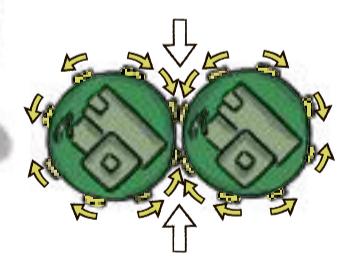
Des photodiodes pour capter et se repérer par rapport à un signal lumineux.

2 Adhésion

Des aimants pour assurer une adhésion cohérente entre les unités.

3 Déplacement

Engrenages motorisés pour générer des forces tangentielles (→).

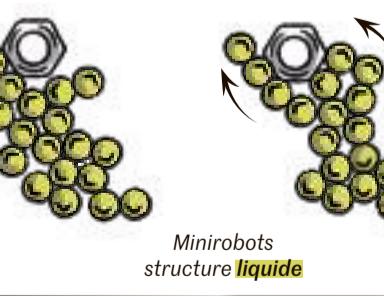


Des applications diverses

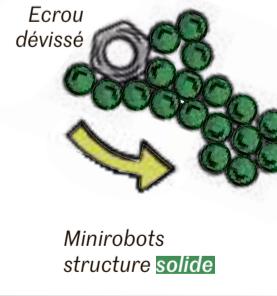
C Formation d'outils : prise de forme autour d'un objet pour servir de « clé », comme ci-contre.



C Formation de structures : transformation du dispositif en arche puis solidification pour supporter une charge.



C Autoréparation : comblement d'une perte de substance.



« On peut imaginer, à très long terme, un matériau semblable à un métal qui peut être rigide ou s'écouler pour prendre n'importe quelle forme, comme dans le film *Terminator 2*. » Matthew Devlin, qui a mis au point ce collectif de robots au sein du département de génie mécanique de l'université de Californie, dévoile ses références inspiratrices.

Premier signataire d'un article paru dans *Science* le 21 février, il démontre qu'un ensemble de mini-robots coordonnés peut avoir le comportement d'un solide, et, à la demande, se transformer partiellement ou totalement en un liquide. Il a travaillé à cet article avec Otger Campas, aux inspirations de dynamique

tissulaire au département physique de la vie de l'université de technologie de Dresde (Saxe). Ce dernier, à cette même question sur ce à quoi pourraient servir leurs travaux, évoque des « recherches sur la morphogénèse embryonnaire ». C'est peu de dire que les applications possibles sont variées... et éloignées.

Pour concevoir ces mini-robots, ces chercheurs se sont inspirés des cellules des embryons. « Les tissus embryonnaires vivants contrôlent en interne leur mécanique dans l'espace et dans le temps grâce à des réarrangements étroitement coordonnés de milliers de cellules », écrivent-ils. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN



Jérôme Adam, dans une image extraite du documentaire «Tout pour être heureux?» (2022). JCPMY

Jérôme Adam, au nom du frère

PORTRAIT - Marqué par le décès, en 2008, de son frère, victime d'addictions, l'entrepreneur a lancé un fonds visant à développer les compétences psychosociales chez les jeunes

Arrêtez de me faire chier avec la cécité. Mon vrai handicap, c'est le fait d'avoir perdu ma mère et mon frère, addict aux stupéfiants et à l'alcool, décédé à 35 ans. » C'est ce que l'entrepreneur Jérôme Adam a coutume de répondre à ceux qui le définissent d'abord comme un aveugle. Ce 26 novembre 2024, cet homme de 46 ans à l'énergie débordante s'élance sur la scène du Grand Rex, le mythique cinéma parisien, en courant et en enchaînant les jumping jacks. Il est le héros d'une soirée autour de son documentaire *Tout pour être heureux?*, sorti en 2022, et du lancement ce jour-là d'un fonds du même nom, sous l'égide de la fondation belge Roi Baudouin.

L'émotion est palpable chez les quelque 1300 personnes venues pour l'événement. Il a sans doute une résonance particulière pour sa fille, Chloé, 14 ans, son épouse, Corinne, et son père, présents dans la salle. La soirée est consacrée à la santé mentale des jeunes, un sujet de santé publique qui lui est cher. Ce fonds philanthropique vise à soutenir le développement de programmes autour des compétences psychosociales (CPS), ou *life skills*, chez les jeunes, trop méconnues à son goût : confiance en soi, liberté de jugement, sécurisation affective, développement de relations sociales saines... Elles permettent d'apprendre à mieux gérer ses émotions et de prévenir les comportements à risque. Dans un rapport complet sur ces compétences publié en février 2022, Santé publique France estime que « le renforcement des CPS constitue un levier clé de la promotion de la santé ».

Ce fonds, tout comme ce film de quatre-vingt-cinq minutes, est né de son histoire familiale, marquée par des drames. Jérôme a 31 ans quand son frère, Cédric, meurt, en août 2008, de sa dépendance, trois ans après leur mère, victime d'une rupture d'anévrisme, à 57 ans. Frère meurtri, Jérôme Adam rencontre d'autres frères, sœurs, mères, pères de personnes dépendantes... qui racontent dans le documentaire la façon dont ils vivent cette épreuve. Cet autre regard sur l'addiction en fait un voyage intime, mais également un message universel, mêlant les relations familiales et la résilience.

« Un grand courage »

Il a ressenti le besoin de donner sa version de l'histoire deux ou trois ans après le décès de son frère. « On disait qu'il était mort d'overdose, que c'était un délinquant, c'est totalement faux », insiste-t-il. Il veut aussi protéger sa fille, Chloé. « Je ne voulais pas que des médias arrivent à ses oreilles, c'est ce qui m'a motivé à écrire ce scénario. » Il voulait également lutter contre le discours simpliste qui revenait en boucle : « Mon frère avait le choix, tout pour être heureux – le titre du film –, et moi j'avais été frappé par le sort, je l'avais subi. » Il n'a pris conscience que plus tard qu'il avait aussi une trouille bleue que sa fille tombe dans l'addiction. Une motivation de plus.

Mais il ne parvient pas à trouver de financement. Il s'entend dire : « Un aveugle et un toxicomane, ça fait trop. » Il ne lâche rien, y met toutes ses économies. Le tournage démarre en janvier 2020, l'année du Covid-19, sans producteur, diffuseur ou distributeur. Il trouve toutefois des partenaires tels que la Fédération Addiction, Médecins du monde et la Mildeca.

Faute de distributeur, il lance des ciné-débats. La première projection publique se déroule à Reims, le 11 mars 2022. L'accueil est d'emblée enthousiaste. Nombre d'acteurs locaux, à l'image de l'association Addictions France, s'en emparent. Les salles sont souvent pleines. Il a depuis repris son bâton de pèlerin et continue de sillonna la France. Quelque 16 000 spectateurs ont vu le documentaire.

« Il a un grand courage, on a l'impression que, pour lui, rien n'est impossible », explique Laurence Vivarès, écrivaine et publicitaire, qui l'a accompagné dans la préparation de l'événement au Grand Rex. Emue par son enthousiasme, elle connaît bien le sujet de l'addiction, qui a touché l'un de ses enfants.

Le psychologue clinicien Jean-Pierre Couturon se souvient d'une rencontre « fulgurante ». « Son film a été un choc pour moi. Face aux addictions, les familles ont une place centrale et ont besoin d'être prises en compte dans la brutalité et la complexité de leurs émotions », poursuit l'addictologue, qui, lorsqu'il était à la tête de la Fédération Addiction, a soutenu le projet. « Il est passionné, il va vite. J'apprécie les moments où l'on se retrouve tous les deux et où j'arrive à le faire ralentir, où une autre facette de lui se dévoile, teintée de beaucoup d'émotions. »

Enfant, Jérôme Adam rêve de devenir footballeur professionnel. Mais, à 14 ans, on lui découvre une tumeur au cerveau. L'opération a lieu à Reims, le 11 mars 1992. Le nerf optique est abîmé. Sa vue se dégrade rapidement. Il devient aveugle. C'est le choc pour toute la famille. « Je me suis accroché pendant deux ans à l'idée que j'allais revoir », confie-t-il. Il quitte sa Champagne natale, où ses parents sont producteurs de champagne, et poursuit sa scolarité dans un institut de jeunes aveugles et malvoyants à Paris. Il choisit de revenir dans son lycée à Reims en terminale pour « passer son bac et reprendre une scolarité normale ». Fin 1994, le couperet tombe : un ophtalmologue leur assène qu'il ne verra plus. Il doit démarrer une chimiothérapie pour contrer la tumeur qui se développe à nouveau.

Il a toujours été fortement soutenu par sa mère, le pilier de la famille, une battante, qui répétait après chaque épreuve : « La vie continue. » Il a sans doute hérité de cette force. Son père, plus en retrait, « l'a beaucoup aidé mais d'une autre manière, en l'emmenant aux rendez-vous, aux matchs de foot ». La famille doit faire face à un autre drame, l'addiction de l'un des leurs. « Avec ma mère, on se rend rapidement compte que Cédric boit et se drogue, dès l'été 1992. Et on se dit qu'il est malade. Car oui, l'addiction est une maladie », rappelle Jérôme Adam.

S'il passe par les phases classiques de la résilience (dénial, agressivité, larmes, acceptation), il dit « avoir toujours fait en sorte de s'accrocher ». Son parcours est exemplaire : il a son bac avec mention très bien, intègre Science Po, puis l'Essec. Il part étudier quelques mois aux États-Unis. Et se découvre peu à peu une âme d'entrepreneur. Dès sa sortie d'école, il crée des entreprises centrées sur les nouvelles technologies et l'accessibilité, convaincu que le handicap peut être source d'innovation. Fin 2000, il subit une nouvelle opération.

Ascension du mont Ventoux

C'est en 2010 qu'il fonde une société de production audiovisuelle, J'en crois pas mes yeux, avec son ami Guillaume Buffet, qui crée les premières webséries d'humour sur le handicap en réalisant pas moins de six saisons de 75 épisodes. C'est un succès. Mais il veut sortir de la case handicap. En 2015, il fait l'ascension du mont Ventoux en tandem avec Guillaume Buffet. « Présenter cette aventure comme l'histoire d'un aveugle et d'un valide me rendait malheureux. Pour moi, la vraie histoire est celle de deux potes passionnés de vélo... », raconte-t-il. Tout en concédant, bien sûr, que sa cécité est une forte contrainte, une blessure qu'il a toutefois réussi à cicatriser. La tumeur cérébrale aussi semble guérie. Il y a quelques jours, lors de la dernière consultation à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, il a été décidé d'arrêter les « visites de courtoisie », comme le dit en souriant Jérôme Adam.

Très proche de son patient, qu'il suit depuis ses 14 ans, le neurologue Jean-Yves Delattre – à la retraite depuis fin 2020 – loue, parmi ses qualités, une « grande énergie, une forte audace ». « Jérôme est exceptionnel, il a un gros moteur, et c'est un vrai philosophe, confie-t-il. C'est un exemple pour nous, soignants. Il illustre toute la beauté de la médecine, ce collage singulier, qui nous permet d'entrer en lien en vérité avec quelqu'un. »

Leur lien devient plus fort lors du décès de sa mère, puis de son frère. Ce jour-là, Jean-Yves Delattre lui confie l'histoire de la mort de son propre frère, d'un an son aîné, mort à 32 ans d'addiction. « A l'époque, je me suis senti amputé. Encore aujourd'hui, je me rends compte qu'on est tous marqués au fer rouge, même si la douleur s'est quelque peu adoucie », confie Jean-Yves Delattre. Tout en pudeur, il est d'ailleurs l'un des acteurs du documentaire *Tout pour être heureux?*.

À travers les compétences psychosociales, Jérôme Adam vise donc à investir davantage sur la prévention. Selon lui, ces approches permettent de voir les choses sous un autre angle. Ce qui aurait pu l'aider. « Je suis passé à côté desangoisses de mon frère, que j'avais complètement sous-estimées... Pendant longtemps, j'ai eu du mal à accepter de ne pas les avoir vues », regrette-t-il, même s'il n'est plus dans la culpabilité. Il refuse justement de rentrer dans des cases. ■

PASCALE SANTI



ZOOLOGIE

Le narval, mousquetaire joueur

Allez savoir pourquoi, les humains ont toujours été fascinés par les défenses de leurs cousins animaux. Pour l'ivoire de celle des éléphants, les propriétés aphrodisiaques supposées de celles des rhinocéros, que de crimes n'a-t-on commis ! Le narval a eu la bonne idée de vivre dans des terrains inhospitaliers, les eaux glaciales de l'Arctique. Mais la dimension impressionnante de l'attribut – jusqu'à 3 mètres – et sa forme torse (dans le sens inverse des vis) en ont fait une légende aquatique. Son surnom de « licorne des mers » vient rappeler que, longtemps, *Monodon monoceros* fut considéré comme apparenté au mythique animal.

Depuis le XVIII^e siècle, la légende s'est dissipée. Mais le mystère entourant la fameuse défense demeure. « Cette question m'a toujours fasciné », admet Gregory O'Corry-Crowe, océanographe et professeur à l'université atlantique de Floride. A quoi peut-elle bien servir ? L'hypothèse principale voudrait y voir un appendice sexuel, une façon pour les mâles de s'attirer les bonnes grâces des femelles. Pas vraiment combattre, mais impressionner. Les rivaux se dressent ainsi face à face, défense vers le ciel, les croisent même parfois, tels des escrimeurs avant l'assaut.

Mais est-ce bien tout ? Pourquoi, dès lors, ces millions de terminaisons nerveuses, retrouvées à l'intérieur, sinon pour capter de l'information ? Des observations anecdotiques du céacé frappant un poisson ont également été enregistrées. Une arme occasionnelle ? Le chercheur américain a voulu y voir plus clair. Il a monté une expédition dans le Nunavut, au Canada, afin de filmer au moyen de drones des groupes d'individus en action.

Les images recueillies ont livré leur lot de secrets. Un article publié le 28 février dans la revue *Frontiers in Marine Science* en détaille le contenu. Les chercheurs ont ainsi classé 17 types de comportements. Certains semblent relever d'échanges entre mâles. Ils n'ont pas encore été complètement détaillés, mais c'est l'utilisation de la défense.



Narvals au large de l'île Somerset (Canada), en août 2021. BRIAN SKERRY/MINDEN PICTURES/BIOSPHOTO

dans l'interaction avec les poissons et les oiseaux qui a surtout retenu leur attention.

Les narvals y démontrent « une dextérité, une précision et une vitesse de mouvement remarquable », souligne l'article. Notamment dans ce que les chercheurs qualifient de « comportements exploratoires ». Approcher son immense canine gauche – puisque c'est de ça qu'il s'agit – et voir la réaction d'un inconnu. Plus saisissant encore, la chasse. Individuelle ou collective. L'ombre chevalier tente de s'échapper, y parvient souvent, mais quand le coup de défense fait mouche et étourdit le poisson, son compte est bon.

Tout n'est pas gagné pour le céacé. Les mouettes rôdent, expertes en « kleptoparasitisme », terme créé par les scientifiques pour désigner le chapardage alimentaire. Cette fois, l'impressionnante torsade peut servir à effaroucher les oiseaux, observent-ils.

Enfin, cerise sur le gâteau, les drones ont enregistré des céacés engagés dans ce qui ressemble bel et bien à un jeu. Deux individus poursuivent un poisson, le suivent, accélèrent ou ralentissent, collent au plus près. L'un d'eux finit par le frapper, enfin frapper... « Des coups exécutés avec précision, pas violents », précise l'article. Tapoté, lentement poussé, ou retourné avec la pointe du rostre, détaille l'étude, le drôle de chat semble jouer avec cette curieuse souris. Sauf qu'il ne la croque pas. L'ombre chevalier repart tranquillement.

Pour Fabienne Delfour, chercheuse associée à l'université Aix-Marseille, « ce comportement n'est pas si étonnant, d'autres céacés jouent ». Dauphins, baleines, cachalots... Pour la céatologue, la vraie bonne nouvelle tient dans l'élargissement de la focale opérée par les chercheurs. « Il n'y a pas que la reproduction et la survie sur terre. » Ni dans les mers. ■

NATHANIEL HERZBERG